

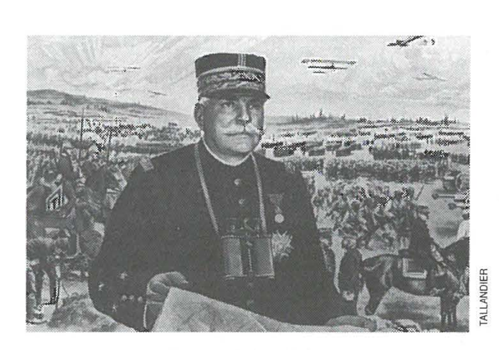
ENQUÊTE SUR
l'histoire
Trimestriel ▲ Automne 94 ▲ N° 12 ▲ 38 F
LA GRANDE GUERRE
1914
1918
LE MYSTÈRE JAURÈS
GILBERT COMTE
LES ALSACIENS ENTRE DEUX PATRIES
J.-J. MOURREAU
LE MYTHE JÜNGER
DOMINIQUE VENNER
BATAILLES SUR MER
PHILIPPE MASSON
QUI EST RESPONSABLE DE LA GUERRE ?
JEAN-BAPTISTE DUROSELLE
M 4250 - 12 - 38,00 F-RD

S O M M A I R E

1914-1918 LA GRANDE GUERRE



D.R.



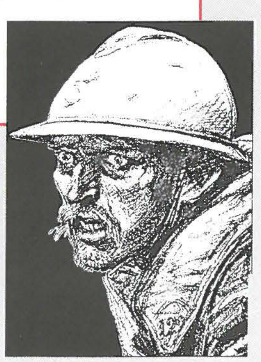
TALLANDIER

Le maréchal Joffre



D.R.

En couverture :
Dessin de Georges Scott



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Paul Angelelli, Thierry Buron, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Éric Coutances, Geneviève Dormann, Jean-Baptiste Duroselle, Bernard Lugan, Jean Mabire, Macha Manski, Philippe Masson, Jean-Jacques Mourreau, Guy Pedroncini, René Sédillot, Arnaud Sibuet, Tomislav Sunic, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Pierre Vial.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés
non numérotés entre les pages 66 et 67.

Actualité de l'histoire

EXPOSITIONS

Ambiorix retrouvé

La ville de Tongres, dans le Limbourg, a retrouvé son célèbre ancêtre casqué et moustachu sous le chaud soleil de juillet. La statue d'Ambiorix, chef des Éburons, a été replacée sur son socle après deux années de restauration. Ambiorix dirigea une révolte contre Rome en 53 avant notre ère. Il fut vaincu par César, lequel anéantit les Éburons et convia les autres peuples gaulois au pillage de leurs dépouilles. Sous le nom d'Aduatuca, l'actuelle Tongres – Tongeren en flamand – avait été leur principal centre. Dans la dernière partie du IVe siècle, elle deviendra la métropole des Francs Saliens d'où surgira la belle lignée de Pharamond, Mérovée, Childéric et Clovis.

Grégoire de Tours, historien des Francs

Grégoire de Tours mourut à la date supposée du 17 novembre 594. Par son père, il était issu d'une famille de la noblesse sénatoriale d'Auvergne. Sa mère, de souche bourguignonne, l'apparentait à saint Grégoire, évêque de Langres, à saint Nizier, évêque de Lyon, et à un illustre martyr des Gaules, Vettius Epagatus. Georgius Florentius Gregorias fut élevé par son oncle, l'évêque de Clermont saint Gall. Ordonné diacre en 563, élu évêque de Tours dix ans plus tard, il devint ainsi le successeur de saint Martin, le protecteur attitré du royaume franc. Il écrivit beaucoup et rédigea ses Dix livres d'histoires, connus sous l'intitulé d'*Historia Francorum*, l'une des sources majeures pour la connaissance du Haut Moyen Âge. C'est par la belle adaptation d'Augustin Thierry (1795-1856) que les petits Français connurent longtemps l'histoire du vase de Soissons, celle du baptême de Clovis, celles aussi de Brunehaut et de Frédégonde. Grégoire possédait le goût de l'anecdote, du détail concret et une certaine naïveté.
Inscrit au calendrier des Célébrations nationales, le quatorzième centenaire de la mort de Grégoire de Tours a déjà été marqué en Auvergne, en Normandie, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Deux importantes manifestations sont prévues à Tours. La première est une exposition intitulée « La Touraine au temps de Grégoire de Tours (973-994) ». La seconde est un colloque scientifique international sur « Grégoire de Tours et l'espace gaulois ». Il se tiendra du 3 au 5 novembre prochain. avec la participation d'éminents spécialistes.
Musée de l'Hôtel Goulin (25, rue du Commerce, 37000 Tours). Tél. 47.66.22.32. Tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre 1994.
Colloque « Grégoire de Tours et l'espace gaulois ». Renseignements et inscriptions: UPR 9018-Archéologie et territoires. (3, place Anatole-France, 37000 Tours). Tél. : 47.36.81.12.

L'Abbaye de Saint-Gall, haut-lieu de l'Europe carolingienne

Fondée dès l'an 612, à proximité du lac de Constance, Saint-Gall – Sankt Gallen en allemand – devint rapidement la plus grande abbaye de la Suisse alémanique et le principal centre de création artistique, scientifique et religieux. Dans ce foyer de culture intense qui a compté naturellement ses copistes, étaient enseignés le latin, la rhétorique, la dialectique, les disciplines scientifiques – géométrie, arithmétique et astronomie – et la musique, laquelle a participé grandement par sa propre production artistique au puissant mouvement de renaissance monastique de cette époque principale. Organisée par la fondation suisse Pro Helvetia et la Direction des achives de l'Abbaye de Saint-Gall, avec le concours de l'Université de Californie, cette exposition fait découvrir la vie

monastique d'une des plus importantes abbayes de l'époque carolingienne.
Musée des Augustins (21, rue de Metz, 31000 Toulouse). Tél. 61.22.21.82. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures. Nocturne jusqu'à 22 heures, le mercredi. Jusqu'au 2 janvier 1995.

Le sacre d'Henri IV à Pau

En France, un millénaire durant, l'accession au trône a été suivie du sacre du nouveau roi. Cette cérémonie religieuse qui tire ses origines du baptême miraculeux de Clovis par saint Rémi, à Reims à la Noël 496, consacre la reconnaissance de la légitimité du roi. Des sacres eurent lieu à Saint-Denis, à Noyon et à Orléans, mais Reims finit par s'imposer. Le sacre à Chartres – celui d'Henri IV – est donc unique. Cette singulière exception s'explique par le contexte de guerre civile. Le roi de jure se trouve être le chef du parti huguenot. Pour accéder au trône, il doit d'abord reconquérir militairement son royaume et triompher des Ligueurs soutenus par l'Espagne. Le rude Béarnais bataille hardiment tout au long de sa longue marche. Parce qu'il sait ne pouvoir être en même temps roi et chef de parti, le 25 juillet 1593, il abjure solennellement en la basilique de Saint-Denis. Le 25 février 1594, il se fait sacrer à Chartres par Nicolas de Thou, évêque du lieu. Pourquoi Chartres ? De Reims, il n'a pu être question, la ville étant aux mains de la Ligue catholique et son archevêque est un Guise. Chartres au lieu de Reims, ce n'est pas déchoir. La cathédrale n'est-elle pas dédiée à la Vierge ? Une autre raison est la présence aux côtés du roi de Gabrielle d'Estrée dont la famille a des intérêts fortement liés à Chartres.
Réalisée avec l'étroit concours du Musée national du Château de Pau et les prêts de plusieurs musées, l'exposition présentée d'abord à Chartres puis à Pau pour le quatrième centenaire du sacre d'Henri IV, illustre plusieurs thèmes : la Navarre et ses rois ; la situation politique du royaume de France avant le sacre ; le sacre en la Cathédrale de Chartres (reconstitution du lieu) ; l'image du Roi et sa perduration dans les mentalités françaises jusqu'au XIX[e] siècle. Scupltures, peintures, gravures, documents, monnaies, tapisseries, manteaux de Cour, le jeton du sacre, les insignes de l'Ordre du Saint-Esprit et, réunies pour la première fois, les collections liées à Henri IV conservées au Musée de Chartres.
Musée national du Château de Pau (2, rue du Château, 64000 Pau). Tél. 59.82.38.00. Du 15 novembre au 31 décembre 1994.

Dix ans d'archéologie urbaine à Strasbourg

De nombreux travaux ont été l'occasion d'explorer le sous-sol et le passé ancien de la métropole alsacienne. Le Musée archéologique de Strasbourg présente le bilan de dix années de fouilles autour de quatre axes principaux. La ville gallo-romaine et son urbanisme ; les acquis sur le tracé et les techniques de construction des enceintes du Moyen Âge à l'époque de Vauban, et le développement topographique de la ville ; des analyses dendrochronologiques sur les radiers de pilotis de ces fortifications apportant des informations historiques de premier plan ; les problèmes de l'alimentation en eau, de l'hygiène et de l'évacuation des déchets permettent d'aborder de nombreux aspects de la vie quotidienne des habitants, à travers l'observation d'une soixantaine de puits et de latrines fouillés au cours de la dernière décennie. Les établissements religieux et les rites funéraires, avec la fouille de plusieurs nécropoles et ossuaires groupés autour des églises et des couvents, et la mise à jour de vestiges de plusieurs bâtiments conventuels et de vivers.
Ancienne Douane de Strasbourg (1 A, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000 Strasbourg). Tél. 88.52.50.00. Tous les jours de 11 heures à 18 heures 30. Nocturne jusqu'à 22 heures, le jeudi. Du 14 octobre au 31 janvier 1995.

Le retour du comte Bethlen

Suivant la promesse de Boris Eltsine, les cendres du comte Istvan Bethlen (1874-1947) ont été restituées à la Hongrie et honorées en juin dernier à Budapest, en présence du président de la République, du président du Parlement et du chef du gouvernement. Issu d'une ancienne lignée de l'aristocratie magyare, Istvan Bethlen s'était affirmé comme l'un des principaux chefs de la résistance à la dictature rouge de Béla Kun. Premier ministre de 1921 à 1931, ce conservateur anglophile allait animer le redressement économique de la Hongrie ravagée par la guerre civile, contribuant ainsi à consolider le régime de l'amiral Miklos Horthy, avant de s'élever contre l'évolution du régime.
Lors de l'occupation de la Hongrie par les Allemands (1944), il était contraint à se tenir caché. En 1945, les Soviétiques s'emparaient de lui afin de priver la Hongrie d'une personnalité nationale-conservatrice susceptible de s'opposer à leurs desseins, et le déportaient en Russie. Bethlen devait mourir à la prison Boutirka de Moscou. Les Soviétiques avaiant toujours refusé de confirmer son décès.
Pour retrouver la trace du comte Bethlen, l'historien et secrétaire d'État hongrois Thamas Katona a dû mener une minutieuse enquête, laquelle finit par aboutir à une fosse commune du couvent Dimitri-Donskoï près de Moscou.

Festival Knut Hamsun

L'œuvre puissante et tonique du grand romancier norvégien Knut Hamsun (1859-1952) a inspiré plusieurs cinéastes scandinaves. En hommage à celui qui fut le peintre du monde nordique, l'Institut finlandais à Paris organise un « Festival Knut Hamsun ».
Institut finlandais (60, rue des Écoles, 75005 Paris). Tél. (1) 40.51.89.09.

Célébration d'Austerlitz

À la veille du 2 décembre, chaque année, des centaines de pèlerins se dirigent vers la Moravie. Leur objectif est Slavkov, à dix kilomètres à l'est de Brno, une localité qui se nommait Austerlitz en 1805.
Le clou de leur rassemblement étrange est la reconstitution de la fameuse bataille qui, durant quelques heures décisives, opposa Napoléon aux armées de la Russie et de l'Autriche commandées par Koutouzov, en présence des empereurs Alexandre I[er] et François II. Pour le cent-quatre-vingt dixième anniversaire de la bataille des Trois Empereurs, l'an prochain, les autorités tchèques souhaitent organiser une grande exposition et il est question que la France accorde son parrainage à la célébration de la plus éclatante des victoires de Napoléon.

EN BREF

■ Le Bel Âge du Bronze hongrois. Quelque neuf cents objets racontent la vie des peuples qui occupaient les vallées du Danube et de la Tisza, ainsi que la grande plaine fertile de l'Alföld, au deuxième millinaire avant notre ère. Ils disent les rites funéraires, le souci de la parure, les activités guerrières, le rôle du cheval et les premiers temps de la métallurgie. Ce sont vases en argile modelés à la main, outils en bois de cerf ou en os poli, éléments de harnachement de cheval, épées, haches et bijoux en bronze, instruments de travail des premiers métallurgistes européens, parures en or.
Musée des antiquités nationales (Château de Saint-Germain-en-Laye -78103 Saint-Germain-en-Laye). Tél. (1) 34. 51.53.65. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 5 décembre 1994.

■ La guerre à Amiens. Le 119[e] congrès national des Sociétés historiques et scientifiques s'est tenu du 24 au 28 octobre à Amiens, sur le thème de « la guerre ». Avec des colloques interdisciplinaires et thématiques sur l'impact de la guerre et de la violence en général, les attitudes et les réactions des populations et des pouvoirs.
Secrétariat du 119[e] congrès national des Sociétés historiques et scientifiques, CTHS (1, rue d'Ulm, 75005 Paris). Tél. (1) 49.55.23.64.

■ Polytechnique. La célébration du bicentenaire de l'École Polytechnique donne lieu à de nombreuses manifestations. Le calendrier et tous les renseignements utiles sont disponibles auprès de l'Association du bicentenaire de Polytechnique.
Association pour le bicentenaire de Polytechnique : 88[ter], avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt, tél.(1) 47.12.81.05. – télécopie (1) 47.12.82.60.

■ La drôle de guerre de Jean-Paul Sartre. À trente-quatre ans, Jean-Paul Sartre, professeur agrégé de

philosophie au lycée Pasteur de Neuilly, est mobilisé en Basse-Alsace à Marmoutier. Dans son journal, il rapproche Saint-Exupéry de Barrès et de Montherlant, consigne les observations de sa logeuse sur l'évacuation des Alsaciens en Limousin, s'intéresse aux rumeurs relatives à l'attitude des soldats allemands. Jean-Claude Streicher a enquêté sur la « drôle de guerre » du prophète de l'engagement et confronté les *Carnets* de Jean-Paul Sartre aux écrits de Simone de Beauvoir. La chronique d'un homme surtout occupé de lui-même.

L'Outre-Forêt, revue trimestrielle du Cercle d'histoire et d'archéologie de l'Alsace du Nord, n°86, 2[e] trimestre 1994. Abonnement et anciens numéros auprès de M[me] Guyonnet : 35, rue des Voyageurs, 67250 Preuschdorf. Le numéro : 40 F.

■ L'histoire du Rwanda. Dans son numéro d'été, la revue trimestrielle *L'Afrique réelle*, dirigée par le professeur Bernard Lugan a publié un dossier très complet sur l'histoire du Rwanda.

L'Afrique réelle – BP 6 – 03140 Charroux.

■ L'Arbre. Le deuxième numéro des *Cahiers du Léopard d'Or* est consacré à l'arbre.

Éditions du Léopard d'Or : 8, rue Ducouëdic, 75014 Paris. Tél. (1) 43.27.57.98.

■ Peintures rupestres dans l'Oural méridional. Des dessins à l'ocre rouge, vieux de 5 000 à 6 000 ans, ont été découverts dans une grotte des montagnes du Bachkorstan (ex-Bachirie).

Erratum. L'exposition sur « les chefs-d'œuvre de la collection des princes de Liechtensentein », annoncée par erreur du 7 juillet au 3 septembre 1994, dans notre dernier numéro, aura lieu l'an prochain, du 7 juillet au 3 septembre 1995.

LIVRES ANNONCÉS

Mémoires, correspondances et biographies

Hadewijch d'Anvers, béguine du XIII[e] siècle, par Paul Mommaers. Adapté du néerlandais par Camille Jordens. En octobre, au Cerf (collection « histoire »).

Catherine de Médicis, par Hugh Ross Williamson. En octobre, chez Pygmalion/Gérard Watelet.

Malesherbes, par Jean des Cars. En octobre, chez Fallois.

Pfeffel l'Européen, par Gabriel Braeuner. En octobre, à la Nuée-Bleue, Strasbourg (« la bibliothèque alsacienne »).

Lazare Carnot, par Jean et Nicole Dhombres. En octobre, chez Fayard.

Serge Prokofiev, par Michel Dorigné. En octobre, chez Fayard.

Jules Vallès, par Roger Bellet. En octobre, chez Fayard.

Lettres d'Edgar Quinet à sa mère, préparées par Gérard Peylet. En octobre, chez Champion-Slatkine (collection « littérature moderne »).

Missi, Reine de Roumanie, par Guy Gauthier. En novembre, chez France-Empire.

Correspondance de Céline, présentée par Philippe Alméras. En octobre, chez Berg International.

Études historiques

La magie dans l'Antiquité, par Fritz Graf. En septembre, aux Belles Lettres.

Vingt Césars et trois parques, par François Fontaine. En novembre, chez de Fallois.

Le mystère d'Orion ou l'énigme des pyramides résolue, par Robert Bauval et Adrian Gilbert. En septembre, chez Pygmalion/Gérard Watelet.

La mort du roi Arthur : le crépuscule de la chevalerie, études recueillies par Jean Dufournet. En octobre, chez Champion-Slatkine (collection « unichamp »).

Les Reines de France, au temps des Valois : les années sanglantes, par Simone Berthière. En octobre, chez de Fallois.

La plus longue des républiques, 1870-1940, par Jean-Yves Mollier et Jocelyne Georges. En octobre, chez Fayard.

Les Années Trente, par Eugen Weber. En octobre, chez Fayard.

Jeanne d'Arc et la Guerre de Cent ans, par Georges Bordonove. En octobre, chez Pygmalion/Gérard Wathelet.

Bonaparte en Italie, par Guglelmo Ferrero. En novembre, chez Fallois.

La bataille des Ardennes, par Michel Georis. En septembre, chez France-Empire.

Bernard George (1925-1994)

« Il a vraiment beaucoup de talent », me disait un jour Emmanuel Berl, après avoir lu le compte-rendu que Bernard George, qui nous a quittés au début de l'été dernier, venait de consacrer à son dernier livre.

C'était vrai, et Berl ne fut certes pas le seul à s'en aviser.

Bernard George fut tour à tour journaliste au groupe Réalités-Connaissance des Arts, animateur de revues (*Défense de l'Occident*, *Accent Grave*) rédacteur en chef de l'hebdomadaire européen *Continent*, directeur littéraire de la maison d'édition La Table Ronde, puis rédacteur en chef-adjoint du magazine *Jours de France*. On lui doit aussi plusieurs livres de qualité, dans des genres divers : le roman (*Le Méchant Petit Habit bleu du bal*), l'histoire contemporaine (*Histoire de la République fédérale allemande*, *Les Russes arrivent*), la critique littéraire (*Elle a tout lu, ce Robert Brasillach écrivain* récemment réédité et d'autres encore). J'ai collaboré avec lui dans certaines des publications plus haut citées, mais il serait trop long d'en parler ici.

Homme d'une exceptionnelle sensibilité, Bernard George n'évita pas toujours quelques malentendus avec des gens au fond très proches de lui. Ce qu'il importe de souligner, c'est cette passion pour la littérature à laquelle il n'a pas cessé de rester fidèle.

Dans la société parisienne où il fit ses débuts, la vie littéraire avait une place importante. Elle l'a perdue : l'écrivain ne retient l'attention aujourd'hui qu'en fonction de sa situation médiatique. Cette dégradation, je crois que Bernard Georges en a autant souffert que de l'altération progressive de sa santé. Il a en tous cas lutté contre elle tant qu'il a pu : à *Jours de France*, où il a terminé sa carrière, il donnait à la littérature une place qui serait inconcevable maintenant dans une publication de même caractère.

PAUL SÉRANT

Napoléon et l'Angleterre, par Jean Tranié et J.C. Carmigniani. Préface de Jean Tulard. En octobre, chez Pygmalion/Gérard Watelet.

Division Tête de mort – Front de l'Est 1942-1945, par Jean Mabire. En octobre, chez Grancher.

Les guerres civiles, par Appien. En octobre, aux Belles Lettres.

Histoire des Arabes, sous la direction de Dominique Chevalier et André Miquel. En octobre, chez Fayard.

Le Siècle d'Israël (1894-1994), par Jacques Derogy et Heisi Carmel. En octobre, chez Fayard.

Histoire de la neige – La Russie dans la littérature française, par Léon Robel. En octobre, chez Hatier.

Religions

L'homme et les mythes, par Jean-Pierre Hammel. En octobre, chez Hatier (collection « héritage »).

Dictionnaire historique de la papauté, sous la direction de Philippe Levillain. En octobre, chez Fayard.

Espace sacré en Provence (XVI[e]-XX[e] siècles) – Cultes, images confréries, par Marie-Hélène Froeschlé-Chopard. En octobre, au Cerf (collection « histoire »).

La vraie controverse de Valladolid, par Jean Dumont. En octobre, chez Critérion.

Ils ont rêvé du Pôle - histoire des expéditions polaires, par Jean Mabire. En octobre, à l'Ancre de Marine, Saint-Malo.

Misère, de Savonarole. Préface de Charles Journet. En octobre, chez Desclée de Brouwer.

Saint-Exupéry et Dieu, par André Devaux. En novembre, chez Desclée de Brouwer.

Arts

L'Art médiéval, sous la direction de Liana Castelfranchi. En octobre, chez Desclée de Brouwer (collection « beau livre »).

Le Nord roman, introduction d'Anne Prache. En octobre, chez Zodiaque (collection « points cardinaux »).

Vierges gothiques, par Hervé Oursel, Jacques Thiébaut et Colette Deremble. En octobre, chez Zodiaque (collection « points cardinaux »).

Les femmes peintres, première histoire de la peinture au féminin, par Clarisse Nicoïdski. En septembre, chez Lattès (collection « les traversées de l'histoire »).

Pages réalisées par Jean-Jacques Mourreau

Agenda de l'histoire

septembre

1er septembre
1928 – Le chef du clan des Zogolli, Ahmed Zogou, est proclamé roi d'Albanie sous le nom de Zog Ier.

2 septembre
1537 – Couronnement de Christian III, premier roi protestant de Danemark.

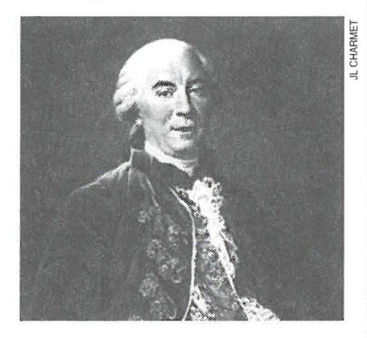
3 septembre
1883 – Mort à Bougival d'Ivan Tourgueniev. Lu et admiré en France où il était installé depuis dix ans, il était vivement critiqué en Russie.

4 septembre
1954 – Libéré par le Viet-minh, le général de Castries, défenseur malheureux de Dien-Bien-Phu, arrive à Hanoi.

5 septembre
1638 – Naissance à Saint-Germain-en-Laye de Louis-Dieudonné, fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche. Il héritera de la couronne cinq ans plus tard.

6 septembre
394 – Les armées de Théodose et d'Arbogast s'affrontent. Défaite et mort de ce dernier.

7 septembre
1707 – Naissance à Montbard, en Bourgogne, de Georges-Louis Leclercq, comte de Buffon.


JL CHARMET

Georges-Louis Buffon

8 septembre
1949 – Mort à Garmisch Partenkirchen du compositeur Richard Strauss.

9 septembre
1570 – Débarqués en juillet sur l'île de Chypre, les Turcs s'emparent de Nicosie, sa capitale.

10 septembre
1898 – Elisabeth, impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, tombe sous les coups de l'anarchiste Luigi Lucheni à Genève.


JL CHARMET

François Ier

11 septembre
1524 – Naissance au château de la Possonière, en Vendômois, de Pierre Ronsard.

12 septembre
1494 – Naissance à Cognac de François Ier, le « roi-chevalier ». Il succédera, en janvier 1515, à son cousin Louis XII resté sans héritier mâle.

13 septembre
1598 – Philippe II s'éteint à l'Escorial où, se sachant près de la fin, il s'était retiré depuis juin. Son long règne marque le déclin de la puissance espagnole.

14 septembre
1829 – Le traité d'Andrinople met fin à la guerre russo-ottomane. La Porte y reconnaît enfin le statut d'autonomie de la Grèce.

15 septembre
1798 – Partis de Brest à la rescousse des Irlandais-Unis, trente des quarante-six navires du corps expéditionnaire français commandé par Hoche sont anéantis par la tempête dans la baie de Bantry.

16 septembre
1824 – Louis XVIII, petit-fils de Louis XV et frère de Louis XVI, meurt à Paris.

17 septembre
1921 – Le général-baron Roman Feodorovitch von Ungern-Sternberg, chef de la dernière armée blanche, est fusillé par les Rouges à Novonikolaïesk.

18 septembre
1691 – A Leuze, dans le Hainaut, près de Tournai, le maréchal de Luxembourg l'emporte sur Guillaume III d'Orange et le prince de Waldeck.

19 septembre
1944 – Après sa rupture avec l'Allemagne, la Finlande signe un armistice avec la Russie soviétique. Celle-ci lui imposera une lourde indemnité de guerre (300 millions de dollars-or) et fera entériner la douloureuse amputation de Vyborg, d'une grande partie de la Carélie, du territoire de Petsamo sur l'Arctique et la location de la presqu'île de Porkkala sur la côte du golfe de Finlande.

20 septembre
1854 – L'armée franco-anglaise commandée par le maréchal de Saint-Arnaud et lord Raglan franchit l'Alma en Crimée. En triomphant des Russes commandés par Menchikov, elle ouvre la route de Sébastopol.

21 septembre
1589 – Bataille d'Arques. Entraînés par Henri IV, les chevau-légers culbutent les gens d'armes de la Ligue commandés par le duc de Mayenne, frère du duc de Guise.

22 septembre
1725 – Louis XV épouse Marie Leszczynska, de sept ans plus âgée que lui, fille de Stanislas Ier Leszczynski, roi détrôné de Pologne.

23 septembre
1122 – Concordat de Worms entre le pape Calixte II et l'empereur Henri V.

24 septembre
1911 – L'Italie annonce une expédition de conquête en Tripolitaine. La Turquie n'est pas de taille à résister.


JL CHARMET

Philippe II d'Espagne

25 septembre
1597 – Prise par les Espagnols en mars, la place forte d'Amiens est enlevée après six mois de siège par Henri IV.

26 septembre
1799 – À Zurich, première rencontre de la cavalerie française avec les Cosaques. Entraînée par Masséna, elle est victorieuse.

27 septembre
1066 – Le vent s'étant levé enfin sur Saint-Valéry-en-Caux, la flotte normande du duc Guillaume peut faire voile vers l'Angleterre.

28 septembre
1794 – Création de l'École centrale des travaux publics devenue l'École Polytechnique.

29 septembre
1642 – Sedan, la « Genève du Nord », perd son indépendance. Compromis dans le complot du Cinq-Mars, Frédéric Maurice de La Tour d'Auvergne, le frère aîné de Turenne, a préféré sauver sa tête en déposant la principauté protestante aux pieds de Louis XIII.

30 septembre
1912 – Première guerre balkanique. La Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie prennent l'offensive contre les Turcs. En trois semaines, la ligue balkanique est victorieuse en Macédoine, en Thrace et dans le nord de l'Albanie. Elle menace même Constantinople.

octobre

1er octobre

1578 – À Bouges, près de Namur, l'étonnant destin de Don Juan d'Autriche prend fin dans un pigeonnier. Le vainqueur des Turcs à Lépante, mort à seulement trente-trois ans, est pleuré par son armée. La rumeur d'un empoisonnement se répand.

2 octobre

1754 – Naissance au château de Monna, près de Millau, dans l'Aveyron, du vicomte Louis de Bonald.

3 octobre

1818 – Parution du premier numéro du *Conservateur*. Chateaubriand y réunit une équipe prestigieuse. Ce journal cessera de paraître en mars 1820, Chateaubriand refusant de le soumettre à la censure.

4 octobre

1346 – Henri de Lancastre, duc de Derby, s'empare de Poitiers. Ce sont incendies, pillages et meurtres huit jours durant.

5 octobre

1954 – Signature à Londres d'un accord italo-yougoslave sur Trieste. La zone A du territoire, avec Trieste qui doit être maintenue comme port franc, est restituée à l'Italie. La zone B, légèrement augmentée, est annexée à la Yougoslavie.

6 octobre

1015 – Mort de Samuel, le tsar des Bulgares.

7 octobre

1794 – La Convention décrète que « Commune-Affranchie » reprend son nom de Lyon et que la colonne portant le décret *« Lyon n'est plus »* ne sera pas construite.

8 octobre

1914 – Joseph Déchelette tombe à la bataille de l'Aisne. L'auteur du *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo- romaine* (1908-1913) avait dirigé les fouilles du mont Beuvray.

9 octobre

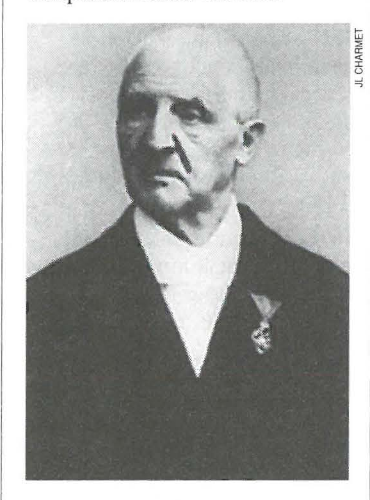
1561 – Le Colloque de Poissy se termine. Ouvert début septembre en présence du roi Charles IX, de Catherine de Médicis et de Michel de L'Hospital, il a permis aux théologiens catholiques et protestants de mesurer leurs divergences, mais aussi de préparer l'Édit de Tolérance de janvier 1562.

10 octobre

1777 – Le Strasbourgeois Jean-Baptiste Kléber est nommé *Privatt-Kadett* au *Kaunitzer-Regiment* autrichien. Il y servira sept ans et quatre mois.

11 octobre

1896 – Mort à Vienne du compositeur Anton Brückner.



JL CHARMET

Anton Bruckner

12 octobre

1428 – Thomas de Montagu, quatrième comte de Salisbury, met le siège devant Orléans où, début novembre, il sera mortellement blessé.

13 octobre

1815 – Joachim Murat, maréchal de France et roi de Naples depuis sept ans, sous le nom de Joachim Napoléon, est fusillé à Pizzo, en Calabre.

14 octobre

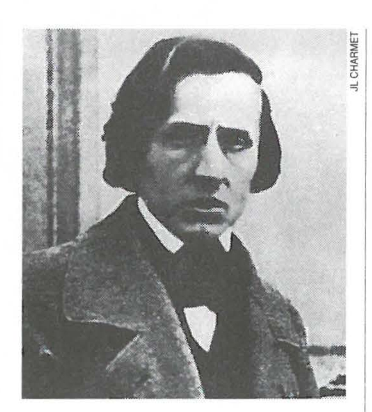
1808 – Goethe est reçu dans l'ordre de la Légion d'honneur.

15 octobre

1080 – Rodolphe, duc de Souabe et d'Alsace – l'anti-empereur élu à l'instigation du pape Grégoire VII – est tué sur le champ de bataille de Hohenmölsen.

16 octobre

1553 – Mort à Weimar du peintre Lukas Cranach dit l'Ancien. De son vrai nom Müller, il avait vu le jour quatre-vingt-un ans plus tôt à Kronach, près de Bamberg.



JL CHARMET

Frédéric Chopin

17 octobre

1849 – Mort à Paris de Frédéric Chopin.

18 octobre

1081 – Le Normand Robert Guiscard l'emporte à Durazzo sur l'armée grecque commandée par le Basileus Alexis Comnène.

19 octobre

439 – Le Vandale Genséric s'empare de Carthage.

20 octobre

1465 – Philippe le Bon écrase les Liégeois à Montenaecken.

21 octobre

1147 – Après six mois de siège, Alphonse Ier de Portugal prend Lisbonne que les chrétiens disputaient aux Arabes depuis 753.

22 octobre

1071 – Naissance de Guillaume IX d'Aquitaine, septième comte de Poitiers. Il dirigera une expédition poitevine en Terre Sainte, une autre en Espagne contre les Musulmans. Il sera surtout le premier troubadour et le premier poète européen à écrire en langue vulgaire.

23 octobre

1268 – Décapitation de Conrandin à Naples. Le dernier des Hohenstaufen s'était proclamé roi de Sicile à seize ans et lancé dans la reconquête de son royaume.

24 octobre

1958 – Mort à Saint-Clément-des-Baleines, en l'île de Ré, de l'écrivain Henri Béraud.

25 octobre

1400 – Mort à Londres du poète Goeffrey Chaucer.

26 octobre

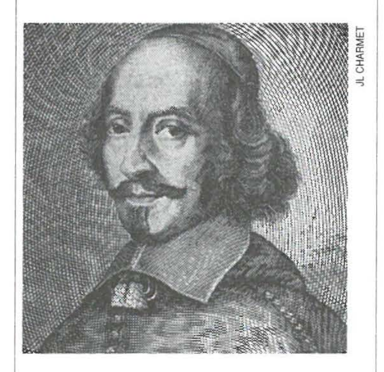
1652 – Louis XIV rappelle Mazarin.

27 octobre

1870 – Le maréchal Bazaine capitule à Metz. René de La Tour du Pin et Albert de Mun partent en captivité à Aix-la-Chapelle. Ils vont y découvrir le catholicisme social allemand et rêver, selon de Mun, *« d'une France régénérée rendue à la tradition catholique, détournée de la Révolution et redressée dans sa gloire renouvelée ».*

28 octobre

312 – Constantin, vainqueur de Maxence, est reconnu Auguste par le Sénat.



JL CHARMET

Le cardinal Mazarin

29 octobre

1618 – Sir Walter Raleigh, soldat, écrivain, courtisan et explorateur, est conduit au supplice à Londres. Avant sa décapitation, il s'exclame : *« Voici un remède bien aiguisé, mais c'est une cure radicale pour toutes les maladies. »*

30 octobre

1922 – Plusieurs milliers de militants fascistes défilent devant le monument à Victor-Emmanuel II à Rome. La veille, le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, a chargé Mussolini de former le gouvernement.

31 octobre

1651 – Poitiers accueille la Cour et devient l'une des bases des opérations royales contre la Fronde.

novembre

1er novembre
1634 – Richelieu se fait livrer toutes les places et tous les châteaux tenus en Alsace par les Suédois.

2 novembre
1882 – Naissance à Prague de Leo Perutz. Il se rattachera à la lignée des grands écrivains autrichiens – son *Cavalier suédois* est un chef-d'œuvre – et Jorge Luis Borges le placera dans son panthéon personnel.

3 novembre
1760 – À Torgau, en Saxe, au Nord-Est de Leipzig, l'intrépide Hans Joachim von Zieten et ses hussards décident du sort de cette sanglante bataille qui permet à Frédéric le Grand de l'emporter sur les Autrichiens de Daun.

4 novembre
1794 – Souvorov s'empare de Parga, faubourg de Varsovie qui doit capituler. Fin de l'insurrection polonaise.

5 novembre
1193 – Philippe Auguste répudie Ingeborg de Danemark, épousée à Amiens le 14 août de la même année.

6 novembre
1836 – Mort en exil à Goritz du roi Charles X, au début de sa quatre-vingtième année.

7 novembre
1917 – La Rada ukrainienne proclame la constitution d'une « République populaire d'Ukraine » dans la perspective d'une transformation fédérale de la Russie.

8 novembre
1685 – Édit de Potsdam. Quelques semaines après la Révocation de l'Édit de Nantes, l'Électeur de Brandebourg Frédéric-Guillaume offre asile à ses *« malheureux coreligionnaires »*. De nombreux Huguenots prennent le chemin de l'Est.

9 novembre
1970 – Mort à Colombey-les-Deux-Églises, dans sa résidence de la Boisserie, de Charles de Gaulle.

10 novembre
1918 – Libéré de sa prison de Magdebourg, le général Pilsudski arrive à Varsovie. Nommé commandant en chef des troupes de la Pologne restaurée, il reçoit bientôt le pouvoir politique et devient chef d'État provisoire.

11 novembre
1143 – Naissance à Dijon, berceau de sa dynastie, de Charles de Bourgogne, fils de Philippe le Bon et de la duchesse Isabelle, fille du roi Jean Ier de Portugal et sœur du prince Henri le Navigateur. Celui que l'histoire va retenir sous le nom de Charles le Téméraire reçoit le titre de comte de Charolais et son père l'institue chevalier de la Toison d'Or, lors du troisième chapitre de l'ordre tenu le jour de la Saint André, patron de la Bourgogne.

12 novembre
1920 – Fin du Front Sud en Russie. L'armée Wrangel commence l'évacuation de la Crimée.

13 novembre
1969 – Alexandre Soljenitsyne est exclu de l'Union des écrivains soviétiques.

14 novembre
1664 – Ouverture du procès du surintendant Nicolas Fouquet. Arrêté trois ans plus tôt sur l'ordre du Roi, par le capitaine des gardes d'Artagnan, Fouquet finira ses jours au fort de Pignerol.



Nicolas Fouquet

15 novembre
1944 – Confiscation et nationalisation des Usines Renault.

16 novembre
1846 – L'Autriche annexe Cracovie.

17 novembre
1558 – Mort à Strasbourg de Jakob Wimpfeling, humaniste, pédagogue et historien.



Charles XII de Suède

18 novembre
1738 – Le traité de Vienne conclut la guerre de succession de Pologne. Celle-ci est partagée entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

19 novembre
1154 – Henri II de Plantagenêt est couronné roi d'Angleterre.

20 novembre
1700 – Charles XII de Suède l'emporte sur les Russes à Narva.

21 novembre
1806 – De Berlin, Napoléon décrète la mise *« en état de blocus »* des îles britanniques.

22 novembre
1918 – À la tête des troupes françaises, le général Gouraud fait son entrée dans Strasbourg où, la veille, le gouvernement révolutionnaire de la *« République indépendante et neutre »* a disparu.

23 novembre
1835 – Le capitaine baron Helmuth von Moltke arrive à Constantinople. Bientôt, Moltke reçoit mission de créer les cadres d'une armée régulière pour le compte de la Sublime Porte.

24 novembre
1407 – Se rendant à cheval auprès de son frère, l'infortuné roi Charles VI, le duc d'Orléans est assassiné rue Barbette à Paris, par des hommes masqués qui s'acharnent sur lui à coups de lance et de hache.

25 novembre
1120 – Guillaume Adelin, petit-fils du Conquérant, héritier du duché de Normandie et du royaume d'Angleterre, périt en mer à l'âge de dix-sept ans, lors du naufrage de *La Blanche-Nef* qui se déroule au large de Barfleur, en Cotentin, sur la roche de Quillebœuf.

26 novembre
1922 – Ouverture de la sépulture du pharaon Toutankhamon en Égypte.



L'assassinat du duc d'Orléans

27 novembre
1940 – Nommé haut-commissaire du gouvernement en Syrie, Jean Chiappe trouve la mort en Méditerranée. L'appareil à bord duquel il rejoint son poste, est abattu par un avion anglais.

28 novembre
985 – Première mention de Montpellier. Le nom de « La Monte Pestalario » désigne alors un « manse » sur lequel vit un certain Amalbert qui a pour maître un dénommé Guilhem.

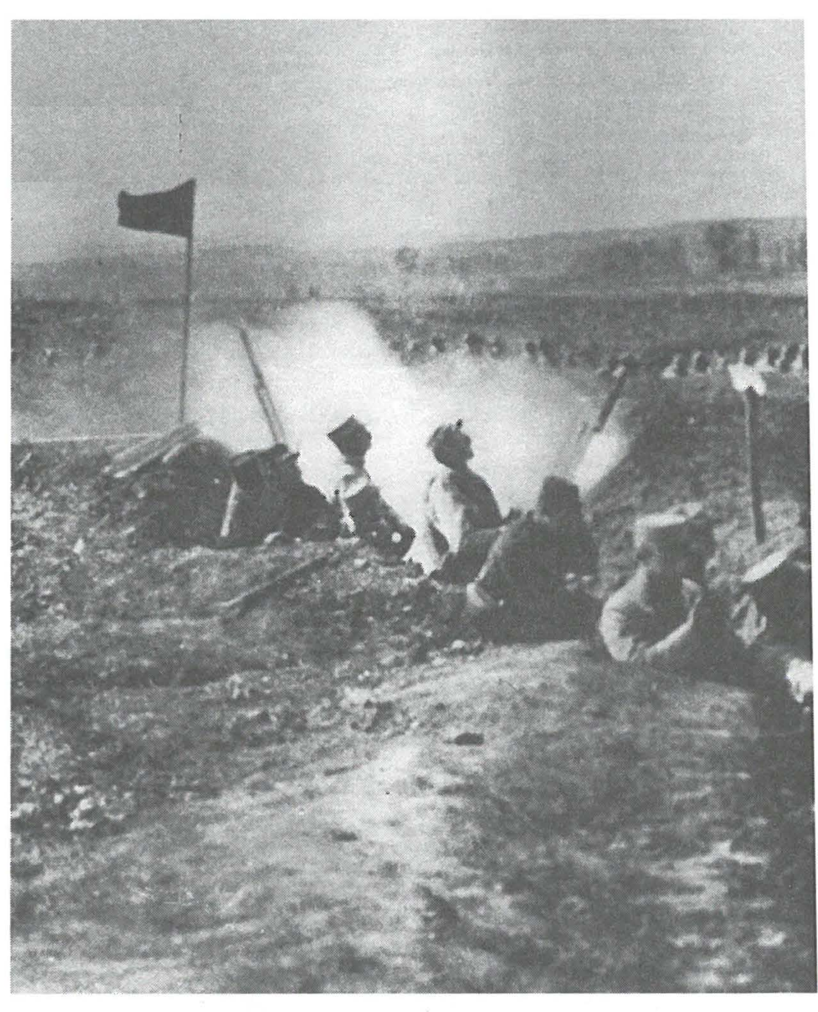
29 novembre
1812 – Le passage de la Bérézina dégelée touche à son terme. Commencé trois jours plus tôt, il a coûté la vie à dix mille hommes.

30 novembre
1935 – Mort à l'hôpital Saint-Louis-des-Français de Lisbonne du poète portugais Fernando Pessoa, à l'âge de quarante-sept ans. Deux décennies plus tôt, il s'était lancé ce défi : *« Que peut faire un homme de génie, sinon devenir à lui tout seul une littérature. »*

La Grande

Déclenchée sans que l'on sache trop pourquoi, sous prétexte de venger un archiduc inconnu, assassiné pour une raison obscure dans une petite ville perdue des Balkans, la Première Guerre mondiale a duré cinquante et un mois et a fait neuf millions de morts chez les combattants d'une vingtaine de nations sans compter les millions de civils qui ont péri. La France était parfaitement étrangère au geste du jeune terroriste serbe, Gavrilo Prinzip. Elle n'avait aucune querelle personnelle avec l'Autriche-Hongrie et aucune raison de prendre parti dans cette sombre histoire qui aurait dû en bonne logique se régler par des excuses, des indemnités, le châtiment des coupables et certainement pas par une guerre mondiale.

C'est pourtant ce qui advint. Six semaines après l'assassinat de Sarajevo, par le jeu des alliances, de la peur, de la mécanique absurde des mobilisations générales, du fait aussi de l'échauffement des peuples et de la médiocrité des hommes au pouvoir en Europe, la France se retrouva en guerre au côté de la Serbie et de la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La Grande-Bretagne, que ses intérêts économiques poussaient depuis longtemps contre l'Allemagne, se rangea du côté franco-russe, tandis que la Turquie et la Bulgarie rejoignaient les Empires centraux. Le Japon, l'Italie, la Roumanie, les États-Unis, la Grèce, les États d'Amérique du Sud et même la Chine prirent le parti de l'Entente. La guerre devint mondiale. Le 28 juin 1919, cinq ans jour pour jour après l'attentat de Sarajevo, vingt-huit nations furent convoquées à Versailles pour signer une paix qui ne méritait pas ce nom.


DR

Les belligérants s'étaient lancés dans cette guerre tête baissée, imaginant qu'elle serait brève et peu coûteuse. Elle dura quatre ans. Jamais dans l'histoire de l'humanité un tel effort, de telles souffrances ne furent imposées à autant d'hommes et jamais de telles destructions n'affligèrent autant de peuples. Jamais les conséquences d'une guerre n'apportèrent autant de bouleversements.

Elle se termina par la famine, la banqueroute et le renversement de tout ordre social dans les pays vaincus. Politiquement, elle détruisit les quatre empires sur lesquels reposait l'équilibre de l'Europe et du Moyen-Orient : l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et la Turquie. Économiquement, elle ruina les nations vaincues et saigna à blanc les vainqueurs, à l'exception des États-Unis qui en furent les seuls bénéficiaires.

Avec 1 400 000 morts, des millions d'invalides et d'amputés, la France avait été frappée à la source même de sa vitalité. Elle ne se remit jamais de cet holocauste qui avait tué les meilleurs de ses fils et brisé son élan vital. La destruction de sa monnaie, fondement d'une tradition de travail, d'ordre et d'épargne, bouleversa de fond en comble la société et les mœurs.

Dans sa conduite, cette guerre fut aussi révolutionnaire que dans ses résultats. Les tueries de masse, les atrocités systématisées dans tous les camps annonçaient un retour à la barbarie qui allait triompher dans la paix.

Le 7 mai 1919, à 15 heures, la porte de la salle de séance de la galerie des Glaces de Versailles s'ouvrit devant la

Illusion



délégation allemande conduite par le ministre des Affaires étrangères, le comte Ulrich von Brockdorf zu Rantzau. Son visage cireux, troué de cernes bruns, exprimait la douleur et la rancœur de son peuple à l'encontre de ceux qui allaient en consommer l'abaissement.

Il était prévu que la séance durât cinq minutes. Le temps de remettre à la délégation allemande les 240 pages et les 440 articles des « conditions de paix ». Georges Clemenceau présidait. D'entrée, il donna le ton :

« – Messieurs les plénipotentiaires de l'empire allemand, ce n'est ici ni le temps ni la place des mots superflus. L'heure de notre lourd règlement de comptes est venu. »

Le 29 mai, les Allemands présentèrent un long mémoire reprenant point par point le document des Alliés. Clemenceau répondit par une fin de non-recevoir. La discussion était close avant que d'avoir été ouverte. Toutes les objections et contre-propositions des Allemands furent rejetées en bloc.

L'idée directrice de ce bizarre traité de paix reposait sur une proposition nullement démontrée à l'époque et rejetée aujourd'hui : le principe de la culpabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

L'intervention des États-Unis dans la guerre, à partir du 6 avril 1917, n'était pas étrangère à l'esprit qui prévalut chez les vainqueurs et aux conséquences qui en résultèrent. La conception que le président Wilson se faisait de l'indépendance des nationalités par le démantèlement des vieux empires, instrument du mal à ses yeux, prévalut aisément. Elle prétendait redessiner la carte de l'Europe au nom de la justice et en prévision d'un avenir radieux. Elle rassembla comme jamais dans le passé les motifs de haine et les occasions de conflit.

La création des nouveaux États se fit par la rapine et l'annexion, avec la bénédiction de l'Entente, ouvrant d'interminables revendications territoriales et suscitant la révolte des minorités opprimées. Allemands de Haute-Silésie, de Dantzig et des Sudètes, Slovaques annexés à la Tchécoslovaquie, Hongrois de Transylvanie livrés à la Roumanie, Autrichiens du Sud-Tyrol annexés par l'Italie, Croates, Slovènes, Bosniaques et Macédoniens enfermés de Yougoslavie... Très vite, des craquements apparurent, annonciateurs de catastrophes.

Après avoir sacrifié une douzaine de millions d'êtres humains entre 1914 et 1918, une paix pire que la guerre en fit périr, vingt ans plus tard, cinquante millions de plus. Beau résultat au crédit de l'idéologie des bons sentiments !

Au cours de cette guerre mal engagée, mal conduite et mal terminée, il n'y eut de vraiment grand que le dévouement et la souffrance des combattants. Eux luttèrent souvent sans haine. Ils apprirent même à estimer leurs adversaires. Mais après avoir chargé les soldats de tout le poids de la guerre, on oublia de les consulter sur la façon d'arranger la paix. Ce n'est pas un hasard si la *Grande Illusion*, l'une des plus belles œuvres du cinéma français, ne recèle aucun mot, aucune allusion injurieuse ou simplement malveillante pour les Allemands. Son metteur en scène était Jean Renoir, ancien chasseur alpin blessé à l'ennemi pendant la guerre.

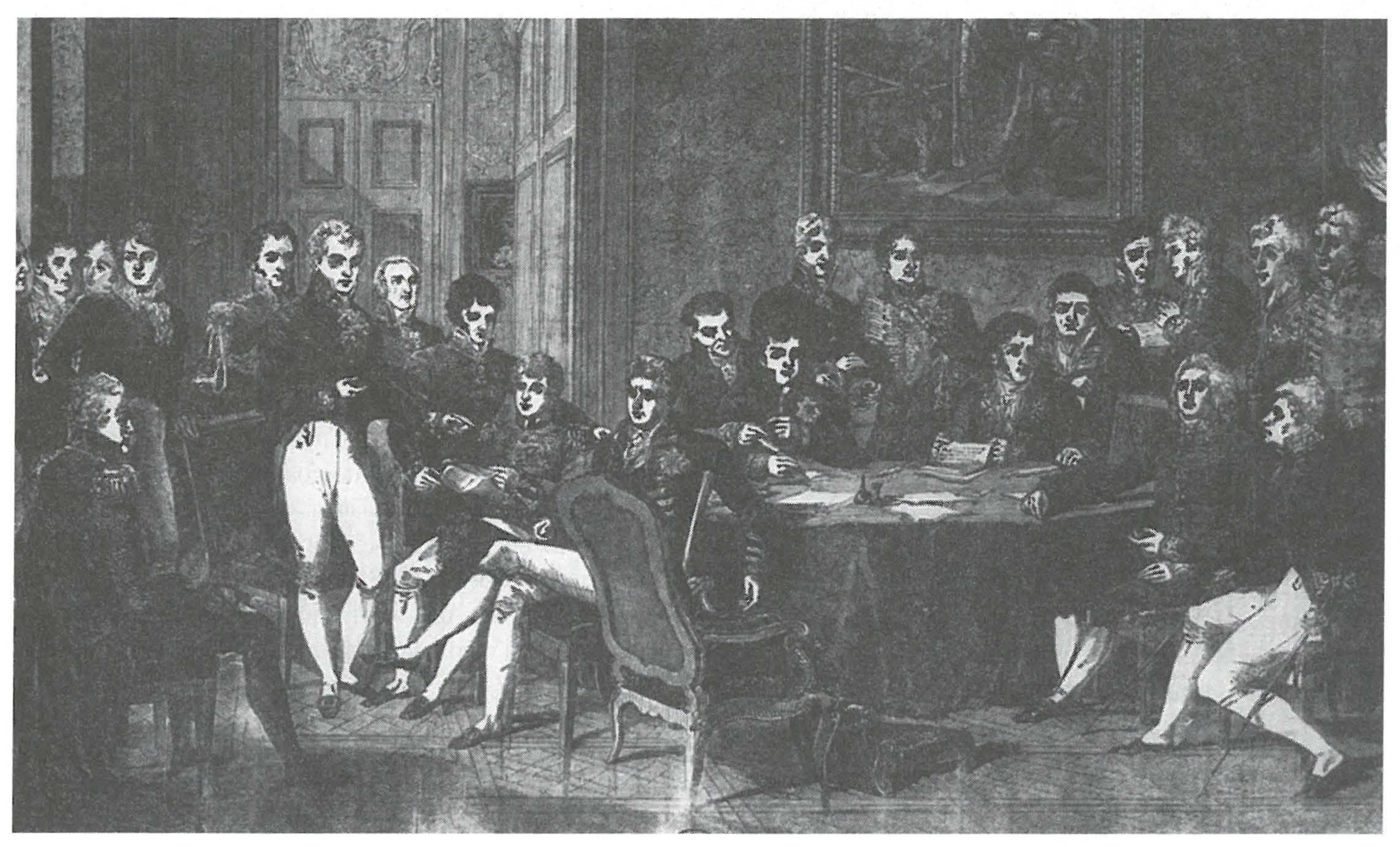
DOMINIQUE VENNER

DE 1815 À 1914

L'apogée de l'Europe

PAR RENÉ SÉDILLOT

Désunie mais puissante. Puissante peut-être parce que désunie, stimulée par la concurrence. Telle est l'Europe à la veille de 1914. Une puissance à son apogée. Régnant sur les esprits comme sur les mers. Un édifice unique dans l'histoire. Souvenirs et nostalgie.



L.MONIER

Le Congrès de Vienne. De septembre 1814 à juin 1815, autour du prince de Metternich et avec la participation souvent déterminante de Talleyrand, vainqueurs et vaincus des guerres napoléoniennes s'entendirent pour fixer un nouvel ordre européen, sans haine, sans culpabilité, sans revanche.

Le XIX[e] siècle a commencé dans le tourbillon de la Révolution française et dans l'hégémonie de l'Empire français. Puis, la Révolution est morte, l'Empire s'est décomposé. Mais voilà que germe leur semence.

Ébranlant les trônes et les frontières, les nationalités aspirent à devenir des nations : ce qui pousse au regroupement en Allemagne et en Italie, mais au fractionnement ailleurs, en particulier dans l'Europe balkanique et danubienne, où les peuples veulent secouer le joug de la Turquie et de l'Autriche.

Les Serbes ont donné l'exemple et obtenu l'ébauche d'une autonomie. Les Grecs, s'enflammant à leur tour, demandent *« de la poudre et des balles »*. Une petite Grèce renaît, qui a complètement oublié la princesse Europe, mère du continent.

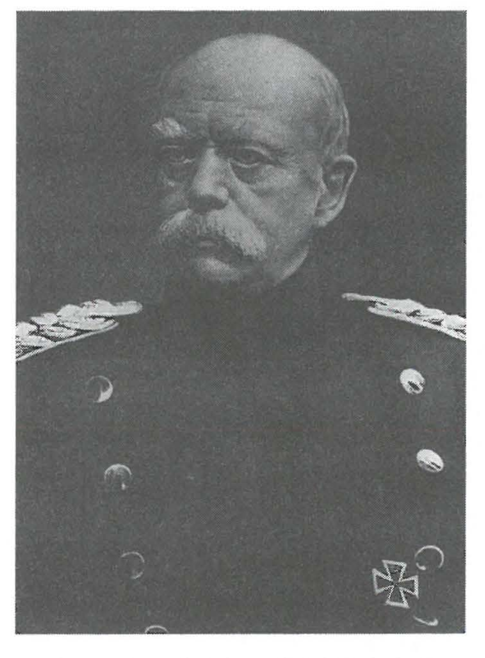
À leur tour, les Belges se séparent des Hollandais ; mais les Polonais échouent contre les Russes, les Irlandais contre les Anglais, puis les Tchèques et les Hongrois contre les Autrichiens, les Roumains contre les Turcs. À Madrid et à Lisbonne, l'émeute gronde. Partout, libéralisme, romantisme et nationalisme vont de pair. Nul ne songe à l'Europe, dénominateur commun des nations.

En Italie, les premiers sursauts populaires sont vains : ils se heurtent à l'Autriche, maîtresse au Nord, et au pape, souverain de Rome. Il faudra l'expulsion des Autrichiens, obtenue avec le concours français, puis la défaite de la France protectrice du Saint-Siège, pour que la Maison de Savoie puisse, sur les directives de Cavour, agréger toute l'Italie au Piémont.

L'unité allemande est en marche

En Allemagne, la carte politique a été simplifiée par le Congrès de Vienne : la Confédération germanique ne compte plus que trente-huit États souverains, dont les intérêts communs sont évoqués au sein d'une Diète, siégeant à Francfort et présidée par l'Autriche. L'idée allemande chemine, avant d'exploser. Schumann compose une symphonie à la gloire du Rhin, Becker écrit un hymne repris en chœur par les foules germaniques : *« Non ! Ils n'auront pas le libre Rhin allemand »*. On relit Fichte et son *Discours à la nation allemande*, exaltation du peuple pur, *Urvolk*, et de la langue pure, *Ursprache*. On lit Stein (*Je n'ai qu'une patrie, l'Allemagne*), Görres rallié au nationalisme, Hegel, qui fait de la Germanie l'essence de l'Europe, Heine (*Le Monde entier sera allemand*), on lira Nietzsche, apôtre de la violence, on écoutera Wagner et ses opéras guerriers à la gloire de la race teutonne.

Elle se réalise d'abord sur le plan douanier : le Wurtembergeois Frédéric List déplore le maintien de ces trente-huit frontières entre États allemands. Il inspire la création d'une Association générale des industriels et commerçants allemands, multiplie pétitions, articles et démarches pour l'abolition des douanes intérieures. Deux unions se concluent, l'une entre Bavière et Wurtemberg, l'autre entre Prusse et Hesse-Darmstadt ; elles se soudent ensuite en un seul *Zollverein*, auquel se joint le reste des États allemands, sauf le Hanovre, le Mecklembourg, le Brunswick, l'Oldenbourg et les villes libres de la



Otto, prince de Bismarck (1815-1898). Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Prusse, puis d'Allemagne, il mettra toute son habileté à neutraliser le conflit latent entre l'Autriche-Hongrie et la Russie d'où surgira, après lui, la Première Guerre mondiale.

IMAPRESS

Hanse, tous riverains de la mer et soumis à l'influence anglaise. Car, si List a obtenu l'abolition des droits intérieurs, il a préconisé et obtenu l'établissement d'un tarif extérieur commun : l'Allemagne, jusqu'alors ouverte, taxe désormais les marchandises étrangères ; elle se ferme à l'Europe et au monde. Le *Zollverein* apparaît comme un « système national » et non comme une étape vers l'unité européenne. Rassemblé autour de la Prusse, et non de l'Autriche, il est un instrument du protectionnisme et du nationalisme.

L'union douanière, à laquelle vont finalement se rallier les États dissidents, n'annonce-t-elle pas l'union politique ? La révolution libérale échoue à Berlin comme à Vienne. L'initiative d'une cinquantaine de citoyens, professeurs et avocats de diverses régions, engendre un Parlement constituant à Francfort, où s'opposent stérilement les partisans de la Prusse et ceux de l'Autriche : nouvel échec. C'est seulement avec Bismarck que l'Allemagne trouve les voies de l'unité.

Vainqueur de l'Autriche à Sadowa, il commence par exclure les Habsbourg de l'Allemagne et par annexer le Hanovre, le Nassau, la Hesse électorale et Francfort à la Prusse, tandis qu'il impose aux membres du *Zollverein* la création d'un Parlement douanier (*Zollparlament*) qui doit discuter des affaires relatives à l'union douanière. Vainqueur de la France, il fait à Versailles proclamer l'Empire allemand : un empire fédéral, groupant vingt-cinq États autour du roi de Prusse, empereur. Une capitale : Berlin. Une monnaie : le Mark. Plus tard, un Code civil unifié.

Un autre nationalisme, plus subtil, plus secret, menace l'Europe d'une autre façon : c'est le nationalisme qui brandit le pavillon du libre-échangisme.

L'Angleterre a pris une prodigieuse avance, sur le reste du monde, dans le domaine de la production industrielle. Sacrifiant son agriculture, aménageant ses techniques, réduisant sa main-d'œuvre ouvrière à la rude condition qu'exigent les bas salaires, elle est capable de vendre aux meilleurs prix les produits textiles et métallurgiques, elle est capable aussi de les transporter, avec la première flotte du monde. L'Angleterre de Victoria, certaine que la concurrence ne peut jouer qu'à son profit, invite les États européens à ouvrir leurs frontières comme elle ouvre les siennes. Moyennant quoi, l'économie britannique se sent en mesure de conquérir l'Europe.

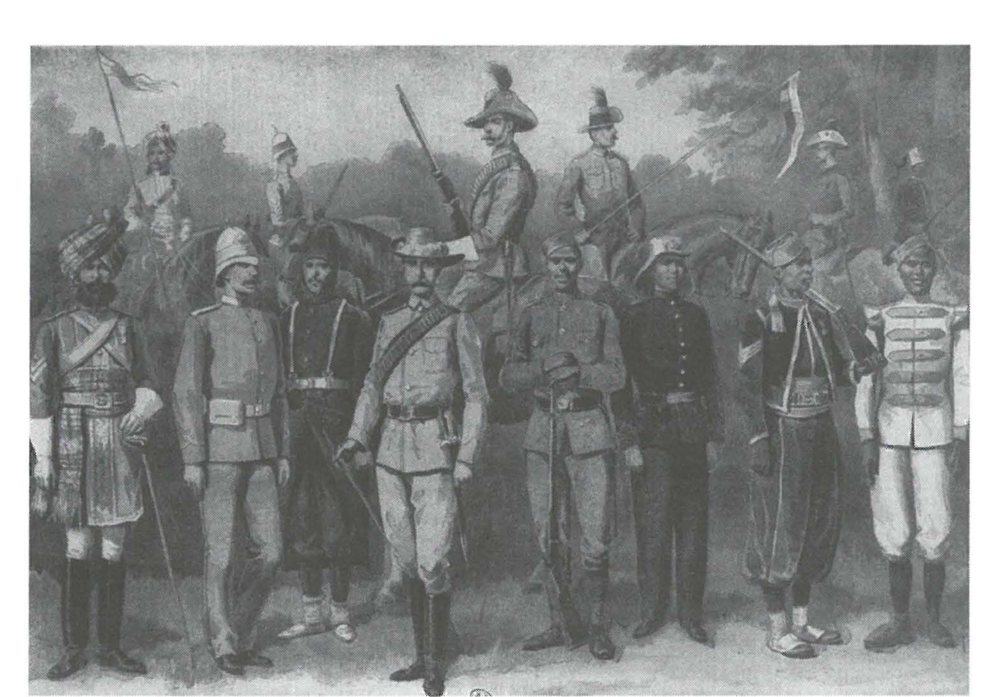
Sur le continent, l'Angleterre victorienne trouve un allié inattendu, en la personne de ce Louis-Napoléon Bonaparte, devenu Napoléon III.

De proche en proche, la liberté commerciale gagne sur le continent : après la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, les pays scandinaves ouvrent leurs frontières. Les accords libéraux se multiplient, jusqu'avec l'Autriche et la Turquie. Mais la Russie, l'Allemagne, l'Italie sont plus récalcitrantes. Les nations pourraient-elles être nationalistes ?

Au-delà des nations et de l'Europe, il y a le monde. L'Angleterre libre-échangiste entend bien en faire son marché : si, au nom de la morale, elle interdit la traite des Noirs dont l'Espagne tire profit, elle tolère, au nom de la liberté, le trafic de l'opium qui enrichit quelques Anglais.

Seulement, sur le plan universel, l'ambition du pays de Victoria risque de se heurter à celle de Napoléon III. Lui aussi travaille à la dimension planétaire : il intervient au Sénégal ou en Cochinchine, il s'égare au Mexique, il fait percer l'isthme de Suez. Rivalité de deux impérialismes. Quand Paris convoque dix-huit nations à une conférence internationale pour appeler *« leur attention sur la grande pensée de l'uniformité monétaire »*, le franc est proposé comme unité universelle. Mais Londres n'est pas d'accord : la seule monnaie qui compte à ses yeux est la livre sterling, championne de l'étalon-or. Rivalité de deux monnaies.

À quelques années près, la fin du XIX[e]



DR

Uniformes britanniques des troupes coloniales. En ce temps-là, suivant le mot de Kipling, l'Europe assumait le « fardeau de l'homme blanc ».

siècle marque l'apogée de l'Europe : non pas certes de l'idée européenne, qui piétine, ni de l'unité européenne, qui reste objet de discours plus que de réalisations ; mais de la place que l'Europe tient dans le monde. Il est même fort possible que l'Europe doive ses succès à sa désunion : car les nations ont trouvé dans leur concurrence le meilleur des stimulants.

Les fragilités sous la puissance

La population de l'Europe, au cours du siècle, est passée de 180 à 400 millions d'unités (300 en excluant la Russie). Elle a plus que doublé, malgré une émigration massive vers les terres lointaines qui ont besoin de main-d'œuvre. Ces quatre cents millions d'habitants représentent le quart de toute la population du monde (1,6 milliards) pour une superficie voisine du quinzième des terres émergées. La densité humaine atteint 40 habitants au kilomètre carré dans l'Europe de 1900, contre 10 sur l'ensemble de la planète. Jamais le poids de la petite presqu'île n'a été aussi lourd dans la balance des continents.

L'Europe n'est pas seulement la partie du monde la plus dense, elle est la plus productive. Si deux ou trois millénaires d'histoire ont épuisé son sous-sol (sauf pour la houille, dont l'extraction est récente, et qui fait la fortune de l'Angleterre, de la Belgique, de la Ruhr, sauf aussi pour le fer dont de nouveaux gisements viennent d'être décelés), ses usines sont les plus importantes et les mieux équipées : l'Europe ravitaille le monde en produits métallurgiques, textiles, chimiques. C'est elle qui invente et qui fabrique. Elle aussi qui transporte : 80 % du tonnage des bateaux marchands sont européens et 36 % des chemins de fer, bien que les distances en Europe soient plus courtes qu'ailleurs. C'est l'Europe qui assure les deux tiers des échanges commerciaux ; elle encore qui prête et qui investit : le marchand et le banquier de l'univers.

Au sein même du continent, les nations ont monté de façon très inégale : l'Angleterre produit, transporte, vend ; la France épargne et prête ; l'Allemagne fabrique ; les pays méridionaux somnolent.

La Russie gagne en population et en puissance. Elle commence à se tourner vers l'industrie. Sait-elle bien elle-même si elle fait partie de l'Europe ? Elle s'interroge, et les réponses qu'elle se donne sont sibyllines à son image : *« Nous autres Russes*, dit Dostoïevsky, *nous avons deux patries : notre Russie et l'Europe. »* Mais il dit aussi bien : *« La Russie est quelque chose de tout à fait à part, ne ressemblant en rien à l'Europe. »* Obscurément, elle pressent qu'elle a une mission à remplir, une voie à frayer. Laquelle ? *« La voie vers une vie libre, heureuse, étrangère à l'esclavage capitaliste »*, suggère Tolstoï.

La Turquie recule, après un demi-millénaire de présence sur le continent : soutenus par les Russes, les peuples balkaniques se soulèvent et s'émancipent : Monténégrins, Albanais, Serbes, Grecs, Bulgares, Roumains refoulent les Turcs sur un dernier lambeau de terre européenne, au long de la mer de Marmara. Nouveau triomphe des nationalités. L'Europe qui, avant l'éclatement de l'Empire ottoman, ne comptait que quatorze États (quatre empires, huit royaumes, deux républiques) en compte alors vingt (dont quatorze royaumes) – plus quelques principautés ou grands duchés, survivances féodales au milieu d'une Europe qui se démocratise.

La paix n'est maintenue, entre les grandes puissances, que dans une précaire politique de bascule : les alliances s'opposent, les armements se neutralisent. L'équilibre est à la merci d'un incident, qui pourrait éclater à propos du Maroc et des Balkans.

L'Europe maintenant descend la pente ; ou, plus précisément, elle progresse désormais moins vite, en certains domaines, que d'autres régions du monde touchées après elles par les sortilèges de l'expansion ; sa part relative dans l'économie planétaire commence à décroître ; son hégémonie politique est remise en cause.

L'Angleterre, chef de file des nations européennes, se voit distancée par les États-Unis pour la production de la houille, de la fonte, de l'acier, de l'énergie, pour la consommation du coton, puis pour la valeur des pêches maritimes. Londres est devancée par New York dans la hiérarchie des villes et des ports. L'Empire britannique se lézarde, quand les grandes colonies de peuplement demandent et obtiennent le statut de dominion.

Triple camouflet pour l'Europe : en Afrique, les rudes Éthiopiens tiennent l'Italie en échec ; en Amérique, l'Espagne est chassée de Cuba ; en Asie, le Japon inflige une défaite à la Russie. Comment ne pas retenir ces signes avant-coureurs ? Spengler écrit *Le déclin de l'Occident*.

Quatre années de guerre, qui opposent les Européens entre eux, précipitent le recul. *« Une guerre entre Européens, c'est une guerre civile »*, s'écrie Lyautey. Mais voilà pour le moins deux millénaires que les Européens s'entre-déchirent ainsi. Cette fois, le conflit est seulement plus général et plus meurtrier. Il ne s'achève qu'après l'intervention américaine et laisse l'Europe pantelante, pleurant ses morts, relevant ses ruines, dévaluant ses monnaies. Les vrais vainqueurs sont sur d'autres continents, avec des forces intactes : les États-Unis, le Japon. Le dollar instaure son règne.

RENÉ SÉDILLOT

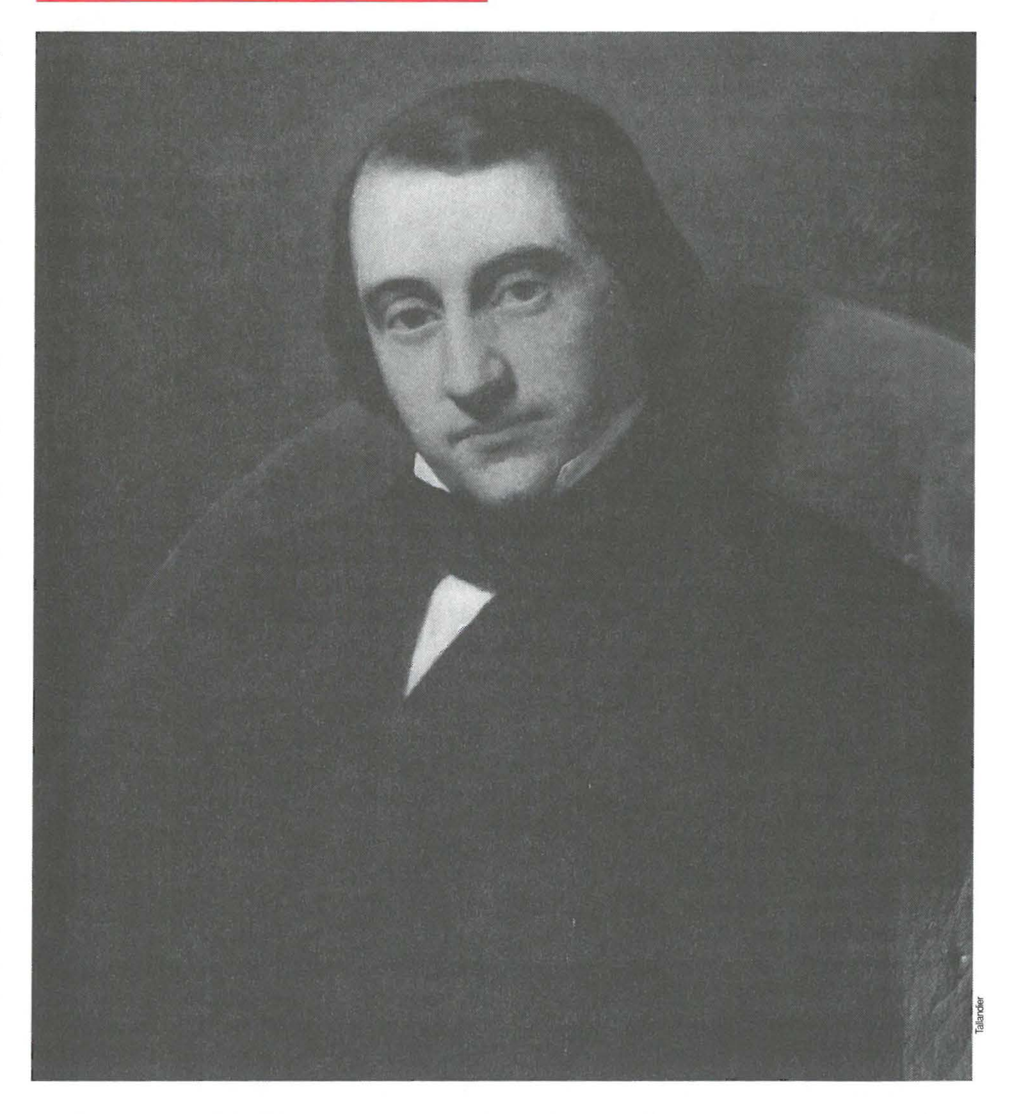
Historien et journaliste, René Sédillot a publié de nombreux ouvrages historiques, notamment *Survol de l'histoire de l'Europe* (Fayard).

DE L'ADULATION À LA HAINE

L'Allemagne vue par les Français

PAR THIERRY BURON

Du début du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale, l'image de l'Allemagne que se font les Français a basculé. La rupture s'est faite après 1870. À un siècle de distance, les écrivains, de Germaine de Staël à Jacques Bainville, passent de l'affection admirative à la haine. Histoire d'un amour déçu.



Ernest Renan (1823-1892). Philologue, historien, écrivain comblé, dans son essai **La Réforme intellectuelle et morale,** *écrit sous le choc de la défaite de 1870, il propose la Prusse comme exemple à la France.*

En 1917, dans *Cent ans d'illusions sur l'Allemagne*, Bainville, nationaliste, dénonçait avec acharnement ces Français (Staël, Hugo, Michelet) qui furent responsables d'*« une légende dangereuse qui a désarmé la France »*, la *« bonne Allemagne »*. Écrivains et philosophes ont en effet au cours du siècle « germanisé à l'envi ». Naïveté criminelle plus que complaisance coupable selon lui mais qui s'explique par les modes du romantisme, du libéralisme et du progrès.

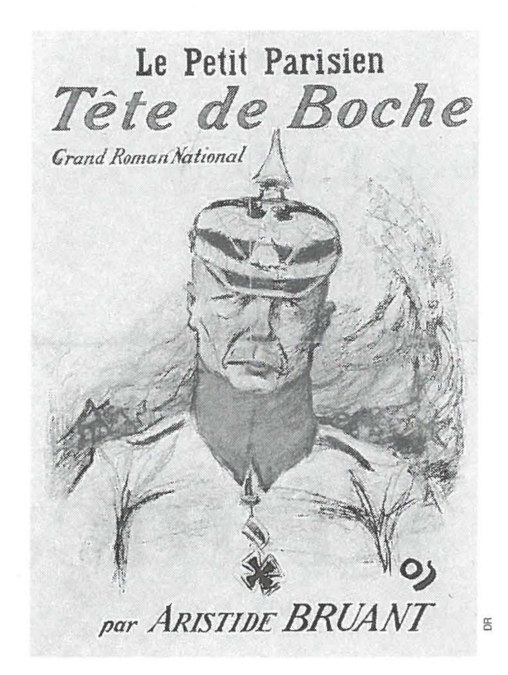
Cette mode allemande est en effet idéologique. Imbibés de libéralisme, de protestantisme et de kantisme, ces penseurs voient dans l'Allemagne le pays de l'impartialité, de la justice, de l'abstraction et de l'idéalisme.

Germaine de Staël dans sa haine de Napoléon rejette la France. Les *« chevaliers du gothique larmoyant »* (Hugo), les *« apôtres de la démocratie »* (Michelet), *« les tenants du progrès »* (Quinet), voient dans l'Allemagne le reflet inversé, ou le complément, d'une France qu'ils détestent, catholique, monarchique et classique. Un démocrate proscrit tel que Challemel-Lacour voue, face à Napoléon III, un culte à la Prusse kantienne.

L'Allemagne est un modèle, une matrice pour le reste du monde : *« Elle est notre mère à tous »* (Nerval), *« un temple »* (Renan). Idéologie du progrès, mais dans la perspective de l'époque, après vingt-cinq années où la France révolutionnaire et impériale avait bouleversé l'Europe, l'Allemagne-objet apparaissait pacifique, morale, spéculative et poétique, inoffensive, car *« incapable dans le champ de l'action »* (Renan, 1857).

« Quand les Français ne s'aimaient pas… » (Maurras) ; ils vont bientôt s'aimer trop… Après le choc de la guerre de 1870, les penseurs français (Renan, Hugo, Michelet, Pasteur) expriment leur désenchantement et opposent désormais deux Allemagne. La lutte pour le progrès n'oppose plus maintenant l'Allemagne et la France. Elle partage l'Allemagne. À droite comme à gauche, on oppose l'Allemagne militariste à la pacifique, la prussienne à la bavaroise, la protestante à la catholique, la socialiste à la réactionnaire, selon ses préférences. Ou *« l'idéaliste et la rêveuse à l'utilitaire âpre à la curée »*, comme le philosophe Caro en 1870. Jusqu'en 1914 à gauche, moins longtemps à droite.

La guerre de 1914-1918 efface ces subtilités, au moment où l'union sacrée « réconcilie » contre l'ennemi la droite et la gauche *« Il n'y a pas deux Allemagnes »*, écrit Bainville *« Les Bavarois ont brûlé Bazeilles »*. Seuls l'émiettement et l'impuissance de l'Allemagne ont longtemps assuré *« le bien de la civilisation et la tranquillité du monde »*, camouflant sa vraie nature. *« Devenus forts comme nation, délivrés de la tutelle française et européenne, les Allemands se sont rués dans la barbarie… Ils sont retournés à l'état primitif et à leur fonction de hordes envahissantes. »* Ils sont par essence incapables de civilisation. L'Allemagne n'a eu de génies qu'au temps de son avilissement. Puissante, elle ne produit plus que *« de la fausse science, des poètes officiels et des artistes visibles »*. Il n'y a pas d'Allemagne moderne, mais une Allemagne de toujours. Les Prussiens de Bismarck sont *« fils des Germains de Hermann et de Witikind »*. Ils sont *« l'effroi du monde civilisé »*.



DR

L'ancien modèle ridiculisé.

Racisme de droite ? L'union sacrée fut aussi celle des idéologies. Il n'y a pas deux Allemagne non plus pour la gauche républicaine et socialiste. Si quelques-uns, tel Jaurès, réduisent encore le pangermanisme au militarisme prussien et à l'aristocratie, à distinguer du peuple allemand, d'autres tels le socialiste Charles Andler (*La Revue socialiste*, 1912-1913) et Edmond Laskine (*Les socialistes du Kaiser*, 1915), dénoncent la contamination de l'impérialisme dans la social-démocratie allemande et l'opprobre éternel du peuple allemand tout entier. Marx et Engels étaient des *« chauvins fanatiques et militaristes »* : des Allemands. Le socialisme allemand est pervers, militariste et chauvin pour l'usage interne, antimilitariste et pacifiste par l'exportation afin de tromper et empoisonner les autres nations.

Au nom de la civilisation et du progrès

La guerre est un combat pour l'esprit. *« L'esprit allemand qui salit et corrompt tout ce qu'il touche et qui dénature à son exclusif bénéfice toutes les valeurs humaines, a aussi profondément vicié le socialisme… Il ne servirait à rien de vaincre l'Allemagne sur les champs de bataille si nous n'étions capables de vaincre aussi le germanisme dans les esprits »* (Laskine). *« Le triomphe de la culture allemande serait la ruine de la civilisation »* (Arthur Cruquet. *Promesses allemandes*, 1915). La guerre est *« la lutte de la civilisation contre la barbarie »* (Bergson, 8 août 1914). La guerre de 1914, une guerre pour le salut de la France ? ou une croisade pour sauver la République et son idéal .

Ce nouveau *« Kulturkampf »* international mené par la France républicaine de l'union sacrée contre l'Allemagne militariste et barbare a donné naissance à une propagande xénophobe d'une violence jamais atteinte par la propagande allemande.

« Race malsaine… virus germanique… bête à venin » (G. Langlois, *L'Allemagne barbare*, 1915). Pour *Le Mot*, où écrit et dessine le doux Jean Cocteau, et qui se pique de bon goût en préconisant *« la politesse de la haine »*, Guillaume II, appelé Guillaume Hun, est aussi Néron, ou un cochon, ou mérite la crucifixion. La revue véhicule jusqu'à la nausée le bobard des petites filles aux mains coupées par les Allemands. Selon Cocteau, *« la Prusse puise sa force dans la haine et la France dans l'amour »*. En qualifiant par exemple les Allemands de *« nation laide, vulgaire et sans goût »*. Un dessin de Léandre et un sonnet de Chapelle en 1917 font du « boche » le produit de l'accouplement d'une pieuvre et d'une truie.

Cette haine française de l'Allemagne, au nom de la civilisation et du progrès, frappera à ce point la génération des anciens combattants allemands que Hitler, dans *Mein Kampf* en 1924, considérera la France comme *« l'ennemi héréditaire »*. Elle a fait aussi des ravages dans la droite nationaliste française. Chez Léon Daudet, député de Paris en 1919, qui *« applaudit à la famine allemande »* et, proclamant sa solidarité avec *« les bolcheviks allemands »*, s'indigne de l'exécution de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, la haine de l'Allemagne dépasse de loin celle du juif, dont il se défait quelque temps après. Rebatet en 1941 encore, dans *Les Décombres*, réglera ses comptes avec *« les diatribes de Maurras sur la goinfrerie allemande »* et *« l'assimilation de l'Allemand au juif »*.

La guerre de 1914-1918 a ainsi fondé en France, de la droite à la gauche, une communauté de pensée contre l'Allemagne. Par delà les clivages politiques, la France représente la civilisation, l'Allemagne conséquemment la barbarie. Le procédé resservira dans la deuxième guerre mondiale, dans la lutte de « la démocratie » contre le nazisme. Il reste que c'est le nationalisme « de droite » qui au tournant du siècle a fourni à la gauche les armes de l'antigermanisme. En retour, la droite dut accepter patriotiquement le patrimoine progressiste de la gauche. De ce troc est né la forme d'exclusion universaliste qui caractérise tout le XX[e] siècle.

THIERRY BURON
Historien

L'AFFAIRE CAILLAUX

La mort politique du champion de la paix

PAR CHARLES VAUGEOIS

Six coups de pistolet. Le directeur du *Figaro* tué par la femme d'un ministre. Beau scandale dans le Paris de la Belle Époque. Mais ce qui vient de mourir, c'est peut-être l'un des derniers espoirs de la paix.

Il est 18 heures. Le 16 mars 1914. Dans le salon d'attente du *Figaro*, rue Drouot, une femme élégante attend depuis plusieurs minutes. Elle n'a pas donné son nom et veut parler au directeur, Gaston Calmette.

Justement, celui-ci arrive, accompagné de son ami, l'écrivain Paul Bourget. L'huissier lui tend une enveloppe :

– C'est une dame, murmure-t-il.

Calmette tire de l'enveloppe une carte de visite. Stupéfait, il lit le nom de M[me] Caillaux, épouse du ministre des Finances, l'homme contre qui le *Figaro* s'acharne quotidiennement depuis quatre mois.

– Vous n'allez pas la recevoir ? suggère Bourget.

– Pourquoi ne recevrais-je pas une femme ?

On introduit Henriette Caillaux, pâle et tendue. La porte se referme. Quelques secondes s'écoulent, puis on entend successivement six coups de feu. On accourt. Gaston Calmette gît dans une mare de sang.



KHARBINE TAPABOR

Le 16 mars 1914, Henriette Caillaux, épouse du ministre des Finances, tue de six coups de pistolet Gaston Calmette, directeur du Figaro. Joseph Caillaux, ennemi juré de Poincaré, doit démissionner.

Mme Caillaux tient encore à la main un petit pistolet.

Le soir même, Joseph Caillaux, homme politique de premier plan, offre sa démission au président de la République, Raymond Poincaré. Le duel implacable qui les opposait depuis dix-huit mois trouve ainsi une issue inattendue et dramatique, par la victoire écrasante du second. Une victoire aux conséquences incalculables.

L'Alsace et la Lorraine

En 1914, Joseph Caillaux était l'homme de la paix. Le seul peut-être, en France, dont la stature, l'influence, la largeur de vues et l'habileté eussent pu éviter le cataclysme. Ce n'était pas un petit saint. Les grands politiques le sont rarement. Grand bourgeois de gauche, Joseph Caillaux, en 1914, était âgé de 51 ans. Il avait été plusieurs fois ministre, notamment aux Finances, et président du Conseil en 1911, lors de la crise d'Agadir. Ses manœuvres fermes et habiles évitèrent alors la guerre avec l'Allemagne et laissèrent à la France les mains libres au Maroc. En avance sur beaucoup de ses contemporains, il avait compris que l'intérêt de la France était de s'entendre avec l'Allemagne.

Poincaré le détestait. Tout les opposait, à commencer par leur tempérament. Caillaux était fastueux, brillant, cynique et arrogant. Il était taillé pour la bataille, autant que pour le plaisir.

Avec son intelligence pointilleuse et ses manières de robin, Poincaré était en toutes choses son contraire. Il avait bâti sa fortune politique sur le sentiment cocardier, l'aversion de l'Allemagne et l'esprit de revanche entretenus en France depuis la défaite de 1870.

La droite et la gauche, si divisées par ailleurs, se trouvaient réunies dans le souvenir de l'Alsace et de la Lorraine, les deux provinces perdues, que l'on se jurait de reconquérir un jour, l'épée à la main. Une seule pensée, une seule passion : à Paris, sur la place de la Concorde, les statues de Metz et de Strasbourg, voilées d'un crêpe funèbre, rappelaient à chacun le devoir sacré. Mais comment reconquérir les provinces perdues ? Les régiments français n'y suffiraient pas. Il fallait trouver ailleurs le renfort de millions de baïonnettes. Ce fut la grande idée de l'alliance franco-russe. Hormis la haine de l'Allemagne, tout séparait pourtant la France bourgeoise et républicaine de l'autocratie tsariste. Dans la corbeille de ce mariage contre nature, la première apportait son or et la seconde ses poitrines. Grâce aux épargnants français et au soutien militaire de Paris, la Russie pouvait intensifier sa pénétration dans les Balkans et envisager de faire sauter l'empire des Habsbourg, allié de l'Allemagne, afin de constituer avec ses dépouilles des États satellites à domination slave : Pologne, Tchécoslovaquie et Grande Serbie autrement appelée Yougo-Slavie.

Au début de 1913, ces projets avaient tout à coup connu une brusque accélération avec l'élection à la présidence de la République de Poincaré, le 17 janvier. Lorsqu'il céda la place, son prédécesseur, le président Fallière, murmura : *« J'ai bien peur qu'après moi la guerre n'entre à l'Élysée. »*

Au même moment, une entreprise géante de corruption de l'opinion était entreprise en France même par les autorités russes. Près de seize millions de francs-or (exactement 15 958 201), chiffre énorme à l'époque, furent versés à la presse française au cours des deux années qui précédèrent la guerre.

Au début, lorsqu'il fut informé sans aucune pudeur, par l'ambassadeur Iswolsky en personne, Poincaré eut un haut-le-cœur. Puis il réalisa que ces distributions, à condition d'être bien dirigées, pourraient servir ses propres intérêts, notamment dans la bataille politique contre Caillaux et le parti de la paix.

Le 5 décembre 1912, l'ambassadeur Iswolsky pouvait télégraphier à son ministre Sazonov : *« Cette distribution de subsides, à laquelle prennent part des ministres français, est efficace. »* L'ambassadeur du tsar ajoutait : *« Je m'efforce d'influencer personnellement les journaux les plus importants de Paris, le* Temps, *le* Matin, *le* Figaro, *le* Journal des Débats, *l'*Écho de Paris. *»*

Pourtant, malgré ce pilonnage massif, la partie n'était pas gagnée. L'opinion était cocardière, sans doute, et applaudissait volontiers aux discours revanchards, mais elle appréciait moins d'en payer les effets. La loi des Trois Ans de service militaire, destinée à augmenter les effectifs de l'armée d'active, avait été fort mal acceptée. Du coup, la popularité de Caillaux était remontée.

En fait, le duel entre les deux hommes s'est joué en dix-huit mois, de janvier 1913 à mars 1914, et devait comporter trois manches.

Poincaré emporta la première par son élection à la présidence de la République, le 17 janvier 1913.

Mais, le 2 décembre 1913, deuxième manche, échec au Président. À la Chambre, Caillaux fonce et culbute le ministère Barthou. Pourtant, Poincaré parvient à limiter les dégâts. Il ne confie ni la présidence du Conseil ni les Affaires étrangères à Caillaux, le reléguant aux Finances. Ce n'est évidemment pas suffisant pour s'en débarrasser. Il faut frapper sous la ceinture. Ce sera la besogne confiée à Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, qui n'a rien à refuser au président.

Joseph Caillaux avait une réputation de conquérant d'alcôve, ce qui, en France, ne nuit à personne. Mais il écrivait trop, surtout quand il était épris. À 36 ans, lorsqu'il reçut le portefeuille des Finances pour la première fois, il était célibataire. Il devint l'amant de la femme d'un de ses fonctionnaires, Jules Dupré. Mme Dupré, née Gueydan, était une fort jolie femme pour qui il n'eut bientôt plus de secrets. Ainsi, le 13 mars 1901, il lui adressait une lettre fort imprudente qui pèsera lourd treize ans plus tard. Caillaux, qui signe *« Ton Jo »*, y écrit en effet :

« J'ai dû subir hier deux séances écrasantes à la Chambre... J'ai d'ailleurs remporté un très beau succès. J'ai écrasé l'impôt sur le revenu en ayant l'air de le défendre. Je me suis fait acclamer par le centre et par la droite et je n'ai pas trop mécontenté la gauche... »

On ne saurait étaler avec plus de cynisme son mépris pour la classe politicienne, ni montrer en même temps plus de confiance dans la discrétion de sa maîtresse.

Des lettres imprudentes

Celle-ci ayant divorcé, il l'épousa en 1906. Mais l'amour, déjà, s'estompait. L'année suivante, Caillaux s'éprendra de Henriette Rainouard, femme de l'écrivain Léo Claretie, à qui il écrit des lettres enflammées.

À la veille des élections de 1910, Caillaux eut conscience d'une imprudence. Si quelqu'un s'emparait de ces lettres, quelles armes ce serait contre lui en pleine campagne électorale ! Il récupéra les lettres auprès de sa maîtresse, mais au lieu de les détruire, il commit la nouvelle imprudence de les conserver dans son secrétaire. C'est là que sa femme les découvrira.

Les ayant placées en lieu sûr, l'épouse informa son mari. Il se jeta à ses pieds. Implora son pardon. Demanda que l'on brûle ces lettres maudites, en échange de quoi, il reconnaîtrait ses torts par écrit. L'ex-Mme Dupré consentit. Mais entre-temps, elle avait fait photographier les lettres.

Les originaux furent donc solennellement incinérés par les deux époux. Passèrent les


JL CHARMET

Jospeh Caillaux (1863-1944), grand bourgeois de gauche, plusieurs fois ministre et président du Conseil pendant la crise d'Agadir, en 1911, il comprenait que l'intérêt de la France était de s'entendre avec l'Allemagne.

élections que Caillaux gagna haut la main. Trois mois plus tard, il demanda le divorce. Aux débats, Mme Caillaux se contenta de verser la confession de son mari et la lettre *« Ton Jo »* de 1901. Caillaux dut payer très cher.

Le jugement de divorce intervint le 9 mars 1911. Henriette Rainouard était libre depuis l'année précédente. En octobre, elle devint la seconde Mme Caillaux.

La campagne du *Figaro* commença en décembre 1913, juste après que Caillaux eut fait tomber le ministère Barthou. Calmette, dont les archives étaient alimentées par les soins de tous les adversaires de Caillaux que coordonnait justement Barthou, ouvrit le feu par le rappel des négociations franco-allemandes de 1911 présentées naturellement comme une capitulation. Puis on passa à ce que le *Figaro* appelait *« les combinaisons secrètes de M. Caillaux »*, mélange de ragots et d'insinuations qui tendaient à accréditer l'image d'un politicien véreux. Les accusations apparemment précises qui tombaient à la cadence de une ou deux chaque matin, avaient un effet terriblement corrosif. En tout, cent trente-huit articles en quatre-vingt-quinze jours ! Cela jusqu'au 12 mars 1914.

Ce jour-là, Calmette, le vertueux Calmette, annonça que son journal publierait le lendemain *« un curieux autographe dédié par M. Caillaux à ses électeurs »*. Le 13, la lettre *« Ton Jo »* de 1901 et sa photographie s'étalaient dans les colonnes du *Figaro*.

Caillaux comprit enfin que son ex-épouse l'avait floué et que les autodafés n'avaient été que des feintes. Il s'ouvrit de cette inquiétude à sa femme. Celle-ci s'affola. Allait-on livrer à des centaines de milliers de lecteurs avides ses propres lettres où elle suppliait son amant de divorcer pour l'épouser ?

Caillaux contraint de démissionner

Le 16 mars, quand Henriette, les yeux rougis par l'insomnie, se jeta sur le *Figaro*, ce fut pour y trouver un article satirique sur son mari, sous le titre équivoque : *« Intermède comique. »* Intermède, cela veut dire répit avant l'attaque. Dans le cerveau enfiévré de la jeune femme une évidence s'imposa : après l'intermède, ce serait le second acte, la publication des lettres intimes.

Une seule voie s'imposa bientôt à son esprit malade. C'était à elle d'intervenir pour faire cesser l'odieuse campagne.

Elle acheta un petit pistolet automatique *Browning* calibre 6.35 mm, le plus petit de l'époque dans sa catégorie.

De retour chez elle, elle griffonna quelques lignes désordonnées et pathétiques à son *« mari bien-aimé »*. Puis elle monta en voiture et commanda :

– Au *Figaro* !

Une heure plus tard, Gaston Calmette était devenu un cadavre et Mme Caillaux une criminelle.

En fait, elle s'était trompée de cible. Calmette, homme à gages, n'était qu'un exécutant. À peine le bruit des six coups de pistolet avait-il retenti dans Paris que Barthou, affolé, accourait à l'Élysée.

– C'est moi qui ai écrit tous les articles contre Caillaux, c'est moi la cause du drame. Il faut que je me punisse !

Il ne se punit point, on s'en doute. L'habitude du hara-kiri est peu répandue dans la classe politique.

Une fois sa femme arrêtée comme criminelle de droit commun, il ne restait plus à Caillaux qu'à démissionner, ce qu'il fit le soir même (1).

La voie était désormais libre pour Poincaré. Trois mois plus tard, ce fut Sarajevo et quelques semaines après, la guerre.

Jugée en cour d'assises, Mme Caillaux fut acquittée le 28 juillet 1914. Entre-temps, Joseph Caillaux avait été réélu député de Mamers aux élections législatives d'avril 1914 qui donnèrent une majorité à la gauche. Sans l'assassinat de Calmette, Caillaux serait nécessairement devenu président du Conseil et la politique de la France n'eût sans doute pas été la même en juillet 1914.

Poincaré poursuivit Caillaux d'une haine tenace. Il le fit condamner en Haute Cour en 1917 pour aide involontaire à l'ennemi à trois ans de prison. Amnistié par le cartel des gauches, Caillaux fut élu au Sénat où il présida la commissions des Finances. Il contribua à la chute de Blum et du cabinet du Front populaire en 1937.

CHARLES VAUGEOIS

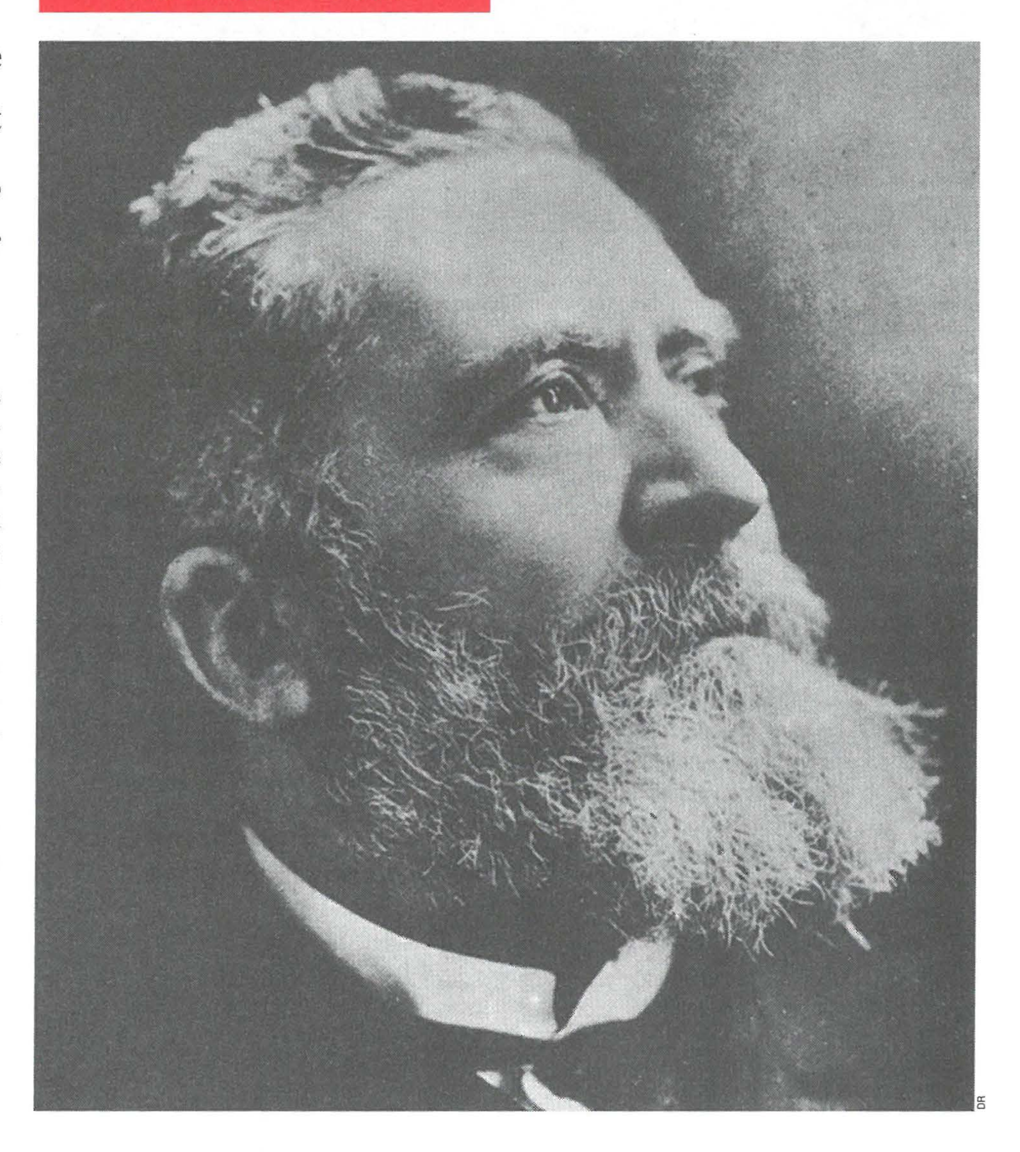
---

(1) L'affaire Caillaux a été transposée en un excellent film tourné pour la télévision française en 1985, avec Brigitte Fossey dans le rôle d'Henriette et Marcel Bozuffi dans celui de Joseph Caillaux. Sur le détail de l'affaire, on peut se reporter à Dominique Venner, *Treize meurtres exemplaires*, Plon, 1988.

Jaurès, le prophète désarmé

PAR GILBERT COMTE

Le premier tué de la Grande Guerre fut celui qui la redoutait le plus. En dépit de ses efforts, Jean Jaurès aurait-il pu fermer les portes de la guerre ?



DR

Jean Jaurès (1859-1914). Universitaire, journaliste, orateur brillant, figure dominante du socialisme en France après l'unification de 1905 (SFIO). Pacifiste sincère pétri d'illusions généreuses.

Le 25 juin 1909 au soir, Maurice Barrès écoute à la Chambre son quasi homonyme Jean Jaurès discourir depuis de longues heures. Le plus fécond, le plus original de ses adversaires le passionne. Il note à son sujet dans l'un de ses *Cahiers intimes* : « *Il a parlé toute la journée... il n'en peut plus... effroyable de fatigue... il est défait... aphone et rapetissé. Mon impression : admiration sans doute, mais pitié. Quoi ! C'est pour nous plaire qu'il se tue ainsi. La pauvre bête oratoire ! Ce mot qui exprime les défauts de cet orateur étonnant rend bien ce que j'admire en lui : son animalité... c'est sentir combien est forte en lui la part animale... car de là tout se lève et sans elle tout croule. On se lasse de tout excepté de l'animalité.* »

Une force physique élémentaire

Depuis longtemps, les deux hommes se mesurent, s'examinent. Dans cette III[e] République où l'inculture parlementaire n'atteint pas encore les abîmes actuels, ils se distinguent de leurs collègues par une vaste érudi-

tion, des travaux littéraires considérables, un prestige intellectuel honoré dans le pays, reconnu au-dehors. Sans doute le plus intuitif, le plus curieux, Barrès d'abord s'attarda sur celui qu'il allait croiser si souvent aux approches de l'Hémicycle. Sans bienveillance particulière. Assez grossièrement, il le considère en 1897, avec Marcel Sembat, comme deux *« garçons de marchand de vin »* d'un comptoir où lui-même dégusterait sa liqueur.

Neuf ans passent. En Barrès, le regard s'aiguise, le vocabulaire s'améliore. Peut-être instruit par ses périples en Espagne, la découverte des corridas, il songe, plus équitable : *« Jaurès, puissante encolure, teint rouge, bas sur pattes. Formidable taureau de la petite espèce. »* De nos jours encore, son buste érigé entre les deux guerres dans une salle du Palais-Bourbon fixe dans le marbre un demi-sourire de faune. À l'époque où il domine l'Assemblée par le verbe, seul Albert de Mun rivalise avec lui par l'éclat de la parole. Ses opinions, ses goûts rapprochent l'ancien boulangiste de ce gentilhomme démocrate, rallié à la République sans réticences, pourvu qu'elle s'aristocratise et se catholicise. Ils l'éloignent tout autant du petit-bourgeois méridional, éperdu de socialisme universel, de laïcité tonitruante. Barrès apprécie spécialement les propos sans pédantisme ni emphase, la parfaite éducation traditionnelle, toujours *« souriant, gracieux »* lorsqu'il laisse la tribune de ce si proche compagnon politique. Il l'admire de toute son âme jusqu'à ce que cette élégance exquise rebute soudain en lui son goût viscéral pour l'énergie. Alors, il lâche : *« J'aime encore mieux le monstre Jaurès qui de retour à sa place fume encore. »*

« La France doit abandonner la revanche »

Lorsqu'il parle, celui-ci brasse des théories, remue des images, des sentiments sonores. Pour s'en féliciter comme pour s'en plaindre, partisans et adversaires acclament ou dénoncent en lui un dialecticien habile à transformer ses démonstrations en musique, en rêves. Il continue ainsi la grande tradition romantique de Victor Hugo, de Michelet. Hardiment, lui-même se réclame de Marx, encore peu lu de son temps, mais déjà beaucoup cité. Avec l'auteur du *Capital*, il attend le salut de l'espèce humaine, du socialisme, du prolétariat. Aussi faut-il à Barrès beaucoup de perspicacité pour entrevoir une force physique élémentaire dans cet appareillage d'ailleurs impressionnant d'idéologie, de littérature.

VEILLÉE D'ARMES

« L'incendie qui couvait dans la forêt d'Europe commençait à flamber. On avait beau l'éteindre, ici ; plus loin, il se rallumait ; avec des tourbillons de fumée et une pluie d'étincelles, il sautait d'un point à l'autre et brûlait les broussailles sèches. A l'Orient, déjà, des combats d'avant-garde préludaient à la grande guerre des nations. L'Europe tout entière, l'Europe hier encore sceptique et apathique, comme un bois mort, était la proie du feu. Le désir du combat possédait toutes les âmes. À tout instant, la guerre était sur le point d'éclater. On l'étouffait, elle renaissait. Le prétexte le plus futile lui était un aliment. Le monde se sentait à la merci d'un hasard, qui déchaînerait la mêlée. Il attendait. Sur les plus pacifiques pesait le sentiment de la nécessité. Et des idéologues, s'abritant sous l'ombre massive du cyclope Proudhon, célébraient dans la guerre le plus beau litre de noblesse de l'homme... »

ROMAIN ROLLAND
***Jean-Christophe*, tome 10, 1912.**

Si matérialiste qu'il se veuille, ses discours, les articles si souvent remarquables qu'il publie dans *La Dépêche de Toulouse*, dans *L'Humanité* palpitent de résonances, vibrent d'émotions directement descendues de *La Légende des siècles*, des *Châtiments*, après quelques détours par *Les Misérables*. Jaurès entre dans ces visions comme dans celles du marxisme par goût des grands espaces, des fresques illimitées. Pour chacun de ses pères spirituels comme pour lui, ce qu'il nomme souvent *« la civilisation humaine »* évolue vers l'unité européenne d'abord, planétaire ensuite. À l'inverse, l'enracinement régional à la Barrès, le nationalisme maurrassien en plein essor l'un et l'autre, lui semblent enfermer les peuples dans des barrières étroites, désuètes, mais dangereuses par les conflits et les haines qu'elles prolongent. *« La France doit abandonner sans arrière-pensées toute idée de revanche militaire »* assure-t-il en 1901. Puis il ajoute peu après : *« Non, je le dis nettement, nous n'avons pas le droit de laisser subsister la question d'Alsace-Lorraine comme un principe permanent de guerre possible, de méfiance et d'iniquité dans le monde. »* Il en existe d'autres !

La Bosnie-Herzégovine, par exemple. Dans cette région peuplée d'ethnies rivales, en disputes perpétuelles, Serbes et Autrichiens s'affrontent au travers des particularismes locaux, par clientèles interposées. Protectrice traditionnelle des minorités slaves dans les Balkans, la Russie soutient le gouvernement de Belgrade contre les Habsbourg, eux-mêmes attentifs au sort des habitants d'origine allemande. Par le jeu des alliances respectives, la compétition menace à tout instant l'Europe entière d'une catastrophe.

Jaurès le sait. Il s'en alarme. Le 16 octobre 1912, il s'exclame en toute lucidité dans *La Dépêche de Toulouse* : *« Mais enfin, qui peut dire que la guerre universelle ne sortira pas de ce chaos des Balkans ? »* Personne, évidemment. Son optimisme inaltérable d'homme de gauche lui souffle néanmoins des arguments possibles, pour écarter le pire en imagination. *« Par bonheur, il n'y a en ce moment aucune difficulté entre la France et l'Allemagne. L'Allemagne n'éprouverait aucune joie à être entraînée par son amie l'Autriche dans une guerre contre la Russie. »* Et si cet équilibre de circonstance venait à se rompre ?

Prophète à contretemps

Trois semaines plus tôt, Jacques Bainville vient de publier dans *L'Action Française* un article beaucoup plus prévoyant sur le même sujet. Sous le titre « L'orage monte », le compagnon de Charles Maurras dénonce *« l'idée de la guerre impossible »* comme *« une idée qui flatte singulièrement la paresse de l'esprit et qui dispense de prévoir et d'agir »*. Comme s'il voulait en quelque sorte théoriser ses illusions contre son jeune adversaire, Jaurès revient sur le sujet avec un très long article, dans *L'Humanité* du 20 octobre 1912 : *« dans l'ordre international,* affirme-t-il, *c'est nous qui avons raison de dire que l'ère des grandes guerres de nationalité est close. »*

Erreur absolue, impardonnable, quand le prophète prétend guider les siens vers des temps plus sûrs.

La substance même de l'antagonisme, de l'incompréhension entre lui et les nationalistes tient dans des analyses non seulement contraires, mais incompatibles. Pour eux, la lutte à outrance contre le Kaiser éclatera tôt ou tard. En stoïciens, ils en acceptent les chances et ne regardent pas au prix. La France remportera la victoire, et reprendra l'Alsace-Lorraine si elle s'astreint à une préparation militaire suffisante, aux sacrifices nécessaires.

Malgré son inspiration romantique, l'homme devenu leur bête noire procède à des calculs beaucoup moins hasardeux. Dans leur controverse devenue difficile à comprendre quatre-vingt huit ans plus tard, l'orateur socia-

liste s'acharne à évaluer les conséquences d'un conflit qu'il déclare improbable, quand ses contradicteurs négligent la même opération pourtant fort utile, alors qu'ils pensent l'épreuve inévitable. Pour Jaurès, aucun triomphe ne vaudra jamais les souffrances, les destructions qu'il engendrera. Il fonde sa certitude sur un calcul étonnamment simple et sensé : en quarante-quatre ans de paix, les principales puissances européennes viennent d'accumuler des ressources industrielles, techniques, financières et scientifiques sans précédent ; en cas d'affrontement, elles utiliseront ces formidables réserves pour s'infliger des dommages proportionnels à leurs moyens.

Aux approches de la guerre, il parle des destructions, des deuils, avec une angoisse croissante, comme s'ils s'étendaient déjà sous ses yeux. D'une écriture égale en ardeur à son verbe, il s'indigne, se dresse *« contre le crime et la folie de la guerre... contre l'horreur et le scandale d'un sacrifice qu'aucune haute raison morale ne commande... Quand on apprendra aux mères que leurs fils sont restés dans l'énorme charnier, et quand elles demanderont : Pourquoi ? Pourquoi ? On leur répondra : Nous ne savons pas, nul ne peut savoir. Il n'y a qu'une chose sûre : c'est qu'il n'en valait pas la peine et qu'ils sont morts pour rien ou presque rien... Au travers de cette crise de délire européen la révolution jaillira de toute part d'un bout à l'autre de l'Europe. Elle jaillira des colossales armées menées à l'abattoir par la Folie* [dans] *une Europe démente et avouant sa démence, au bal du meurtre »*, etc. etc. Lisons, relisons ces avertissements pathétiques, et quelques centaines d'autres pages, écrites par la même plume, dans le même esprit. Tout l'effroyable et médiocre bilan de 1919 s'y résume.

Contre l'inéluctable, son refus d'admettre le pire se réfugie dans deux recours : *« Le respect du droit des peuples et des engagements internationaux est aujourd'hui la plus sûre des politiques »* répète-t-il volontiers. Mais qu'advient-il si le premier principe contrarie le second, si une population désireuse d'affirmer des revendications qu'elle juge légitimes repousse d'anciens accords entre les puissances conclus sans son assentiment ? En 1914, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo déchaîne le cataclysme selon cet engrenage. Jaurès préfère ne pas l'envisager.

Les partis socialistes représentés au Parlement à Paris comme à Vienne, à Londres comme à Berlin lui semblent d'ores et déjà suffisamment forts pour interdire des initiatives belliqueuses à leurs gouvernements respectifs. S'ils n'y parviennent pas, l'action concertée des forces prolétariennes saura bien empêcher l'irrémédiable par une grève générale à l'échelle du continent. *« Tout serait perdu et la civilisation humaine sombrerait... si le socialisme international, centre vivant des forces de démocratie comme des espérances prolétariennes, n'offrait aux peuples menacés d'un régime barbare de servitude et de sottise, une suprême chance de salut et de relèvement »* annonce-t-il dans *L'Humanité*, en décembre 1913. Pas un instant, il n'imagine son erreur, c'est-à-dire l'adhésion résolue dans chaque pays des multitudes ouvrières à la défense nationale. Le 29 juillet 1914, à six jours seulement du début des hostilités, il persiste encore dans son illumination théâtrale, devant le Bureau socialiste international réunit d'urgence à Bruxelles : *« À l'ordre de mobilisation lancé par les gens au pouvoir, une seule réponse à faire : mobilisation du peuple à titre permanent. »* Mais qui dispose de l'autorité suffisante pour accomplir ce projet grandiose ?


ÉDITION SPÉCIALE À 5 CENTIMES
La Guerre Sociale
PARAISSANT LE MERCREDI
GUSTAVE HERVÉ
Défense Nationale d'abord !
ILS ONT ASSASSINÉ JAURÈS
Nous n'assassinerons pas la France
Vive Jaurès !
Haut les Cœurs !
LA PATRIE EN DANGER
ÉCOUTEZ ! VIVIANI !
Le devoir Socialiste

DR

Farouchement antimilitariste et antipatriote, Gustave Hervé se rallie soudain à l'Union Sacrée dans son journal* La Guerre Sociale *du 1er août 1914.

Le pressentiment de massacres fratricides

Barrès a diagnostiqué de longue date son indifférence au concret, propre aux grands utopistes : *« Jaurès se plaît dans ces formations indécises, dans cet indéterminé, dans ces formes musicales. De là son goût pour l'avenir »* observait-il dès 1906. Goût pour goût, l'auteur de *L'Appel au Soldat* et les autres nationalistes éprouvent, eux, ce qu'il appelle *« un besoin excessif du précis, du tangible »*. En ce chaud mois de juillet 1914, après beaucoup d'expectative, les Français adoptent en majorité ce penchant pour le positif.

À tort ou à raison, ce sentiment s'identifie pour la plupart d'entre eux au retour de l'Alsace-Lorraine à la Mère-Patrie, par une guerre de revanche leste, prompte et vigoureuse contre l'Empire fondé par Bismarck. Jaurès connaît trop bien l'Allemagne pour suivre cette chimère. Là où Maurras la hait sans avoir franchi une seule fois le Rhin dans son existence, le fondateur de *L'Humanité* en pratique la langue, la littérature, l'histoire, en germaniste d'une érudition certaine. Il évalue assez exactement l'abnégation, la ténacité, les immenses vertus morales des populations éparses du Wurtemberg à la Haute-Silésie.

Lors de l'ultime réunion du Bureau de l'Internationale socialiste, cinq jours avant la catastrophe, il rencontre des camarades accourus de Berlin. En public, le président du groupe socialiste au Reichstag, Haase, le tient familièrement par l'épaule. Il pressent une fois encore vers quels massacres fratricides conduira une lutte à outrance entre deux nations d'égale valeur. Sur ce point, le rêveur l'emporte sur les réalistes. Pour ne pas l'admettre, il faut ne rien comprendre aux contradictions de la nature humaine, imaginer qu'un individu a tort ou raison selon des principes sans partage.

Maintenant très proche de son terme, la vie de Jaurès ne ressemble plus qu'à une crucifixion. Son aptitude à se leurrer lui-même tandis qu'il enchante les autres, ne lui cache plus l'imminence du drame. Jusque dans les masses prolétariennes, le vœu d'une action armée l'emporte partout en Europe. La générosité imaginative dont il tira tant de charmes lui inspire encore des mots d'une vive et admirable compassion. Soudain, il ne dénonce plus dans les officiers d'active *« une caste »* cléricale, aux vues courtes et dangereuses, mais s'écrie : *« Pourvu qu'ils ne soient pas trop braves ! Pourvu qu'ils aient bien compris cette terrible guerre, et qu'ils n'aillent pas se jeter à mille mètres sur les mitrailleuses. »* Le lendemain, le revolver de Raoul Villain l'envoie rejoindre sa légende et l'éternité.

À peine au courant du meurtre, il court s'incliner devant la victime. Sa fille, *« superbe jeune femme »* l'accueille dans la petite maison familiale de Passy. *« Je lui dis que j'aimais son père, que j'avais toujours souffert de devoir être séparé de lui. »* Nous aussi.

GILBERT COMTE

UN ENCHAÎNEMENT FATAL

Comment la guerre a commencé

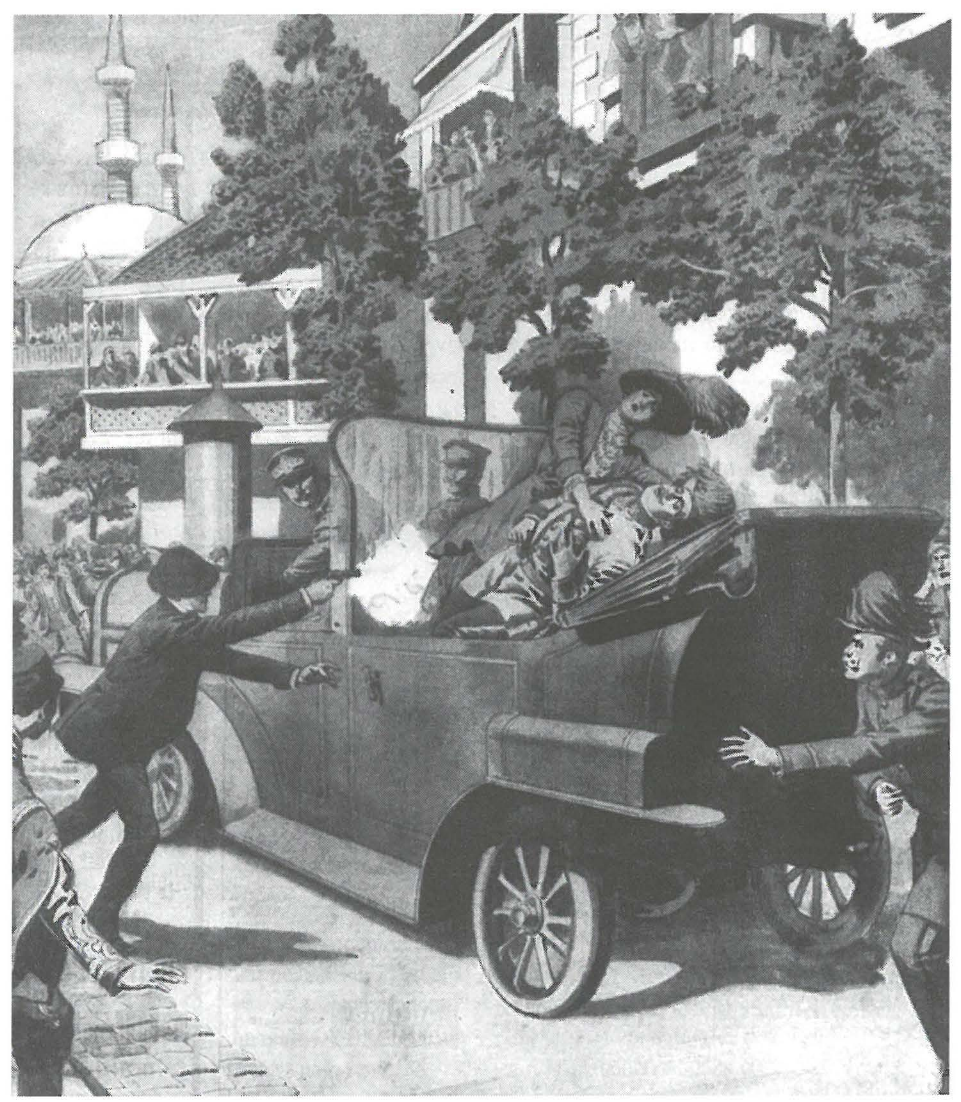
PAR DOMINIQUE VENNER

Sarajevo, 28 juin 1914. Par quel sortilège l'assassinat dans les Balkans d'un archiduc inconnu va-t-il précipiter l'Europe dans la guerre ?

Le 28 juin 1914, le Paris insouciant de la Belle Époque ne songe nullement à la guerre. Sur le gazon de Longchamp se dispute le Grand Prix en présence d'un parterre de femmes élégantes. À la tribune officielle, ministres et diplomates sourient sans contrainte.

Entre la troisième et la quatrième course, un aide de camp remet un message au président Poincaré. On le voit pâlir. Il tend le pli au comte Szecsen, ambassadeur de l'Empire austro-hongrois en lui adressant quelques paroles. Le diplomate semble saisi d'une vive émotion. Il hésite un instant, puis il quitte la tribune. La nouvelle se répand aussitôt : l'héritier des Habsbourg, l'archiduc François-Ferdinand, et son épouse viennent d'être assassinés à Sarajevo !

Un mois plus tard, le double coup de pistolet de Sarajevo précipite le monde dans la plus terrible guerre qu'il ait connue : 9 millions de morts, des souffrances et des bouleversements d'une ampleur impossible à imaginer. Il provoque en chaîne la révolution russe en 1917 et l'avènement de l'URSS, la disparition de l'Empire d'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne impériale, de l'Empire ottoman,



KHARBINE TAPABOR

Assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, et de son épouse à Sarajevo, le 28 juin 1914. Un coup de pistolet qui fera neuf millions de morts.



L'empereur d'Allemagne Guillaume II et l'empereur d'Autriche-Hongrie François-Joseph. Leur alliance était celle des États centraux. Ils n'imaginaient pas qu'une action militaire contre la Serbie conduirait à une guerre mondiale.

et le démembrement complet de l'Europe centrale en 1918, la montée de l'hitlérisme en 1933, la Seconde Guerre mondiale en 1939 et l'ébranlement général de l'univers. Aucun de ces événements n'était inscrit dans les astres. La Première Guerre mondiale n'était pas une fatalité. Il a fallu un exceptionnel concours de circonstances et le détonateur d'un attentat fortuit, le meurtre le plus fascinant de l'histoire par ses conséquences démesurées.

En ce bel été de 1914, l'équilibre fragile et compliqué de l'Europe, les calculs des hommes politiques, les combinaisons des chancelleries ont été emportés en quelques instants par le complot d'un obscur groupuscule d'officiers et d'adolescents d'un lointain pays balkanique, qui ne savaient rien de la politique mondiale, ne comprenaient rien à l'Europe et ne voulaient qu'une chose : assouvir leur haine de l'Empire austro-hongrois, principal obstacle à leur rêve d'une « Grande Serbie ».

Ils étaient membres de la *Tsrna Rouka*, la « Main noire », organisation terroriste serbe qui revendiquait 120 assassinats depuis trois ans.

L'âme de la conjuration était le colonel Constantin Dimitrievitch, 37 ans en 1914. Avec sa brutalité et son cou épais, il méritait bien son surnom : *Apis*, le taureau des anciennes croyances égyptiennes. Onze ans plus tôt, il était de ceux qui avaient pris une part active dans l'assassinat du roi Alexandre Ier Obrénovitch et de la reine Draga, trop tièdes vis-à-vis de l'Autriche. En témoignage de reconnaissance, le nouveau roi Pierre Ier, de la dynastie concurrente des Karageorgévitch, avait promu *Apis* chef des services de renseignements de l'état-major serbe.

Après 1912, l'énergie bouillonnante d'*Apis* s'était concentrée contre l'Autriche, dans la province de Bosnie-Herzégovine revendiquée par la Serbie. Sa foi dans le recours à la terreur était vivement encouragée par l'attaché russe à Belgrade, le capitaine Artamanov, qui prodiguait subsides et assurances :

– *N'ayez crainte*, disait celui-ci. *Si vos actions poussent l'Autriche à la guerre contre la Serbie, la Russie s'interposera* (1).

Depuis le début de 1914, le colonel Dimitrievitch songeait à un grand coup : assassiner l'héritier du trône de l'Empire des Habsbourg, l'archiduc François-Ferdinand.

L'Empire autrichien au passé si grand était entré dans son déclin, à l'image de son empereur, François-Joseph, alors âgé de 84 ans. Les épreuves semblaient s'être acharnées sur ce souverain digne, austère, mais aux vues courtes. Sous son règne, commencé dans le sang de 1848, l'Autriche avait été cruellement vaincue à deux reprises, par les Italiens soutenus par la France, puis par les Prussiens à Sadowa. Dans sa propre famille, ce n'était qu'une succession de drames.

Le respect qui entourait le vieil empereur, le poids des habitudes et une autorité débonnaire étaient devenus insuffisants pour maintenir la cohésion du vénérable empire où s'affrontaient des peuples hostiles enflammés par les passions nationalistes. Le seul homme peut-être capable de changer le cours des choses était l'héritier du trône, le neveu de l'empereur, l'archiduc François-Ferdinand.

Rude, énergique, doué de flair politique, à 51 ans, il était au mieux de sa forme. Grand chasseur, militaire comme on l'était dans l'ancienne noblesse, il prenait très au sérieux ses fonctions d'inspecteur général de l'armée impériale, et se savait écouté du corps des officiers, quelle que fût leur nationalité.

Contre la volonté de l'empereur, il avait épousé par amour une fille de la petite noblesse tchèque, la comtesse Sophie Chotek.

L'héritier du trône était le contraire d'un libéral tournant aux vents de la mode. C'était un esprit audacieux. Une sorte de révolutionnaire par le haut, à la manière de Stolypine ou de Bismarck. Il était conscient des périls, et se sentait la force d'apporter des réformes salvatrices. L'archiduc ne cachait pas son intention, quand il monterait sur le trône, d'associer les populations slaves de l'empire à une monarchie rénovée, par la réunion au sein d'une communauté autonome des Slovènes, des Croates et des Bosniaques. Son but était de réconcilier les nationalités hostiles en une fédération moderne. Pour les fanatiques qui rêvaient d'un grand État des Slaves du Sud sous leur direction, l'archiduc était donc l'ennemi.

L'avant-garde du panslavisme

En 1914, la Serbie était l'un de ces États balkaniques récents, comme la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, l'Albanie ou le Monténégro, soumis pendant des siècles à la domination turque. Les Serbes, comme les Bulgares, les Albanais ou les Macédoniens, ne s'étaient libérés en 1878 que pour se déchirer entre eux. En 1912, Serbes et Bulgares s'étaient joyeusement étripés autour de la Macédoine. Les premiers étaient sortis vainqueurs de cette sanglante confrontation et leurs ambitions dans la région connaissaient peu de limite.

Encouragés par les Russes, ils rêvaient de reconstituer la Grande Serbie du XIVe siècle, un territoire quatre fois plus grand que le royaume de 1914. Ambition dangereuse. Les territoires convoités appartenaient presque tous à une grande puissance, notamment l'Empire d'Autriche-Hongrie. Leur réunion ne pouvait donc être réalisée qu'à la suite d'une conflagration générale dans toute la région.

La propagande serbe s'exerçait particulièrement dans le territoire autrichien limitrophe de Bosnie-Herzégovine placé sous l'autorité de l'Autriche depuis 1878, où elle trouvait un écho favorable dans la minorité orthodoxe.

À partir de 1912, plusieurs faits nouveaux avaient fait monter la tension. En Russie, la disparition de Stolypine avait mis fin à l'influence modératrice que ce grand ministre exerçait en politique étrangère (2). Battue et humiliée en Mandchourie en 1905, ayant perdu ses possibilités d'expansion vers le Pacifique, la Russie se tourna alors vers les Balkans, où elle pouvait compter sur la solidarité des « Slaves du Sud » pour miner l'Empire ottoman, atteindre les Détroits et déboucher vers la Méditerranée et les mers libres.

Seulement, dans les Balkans, la Russie rencontrait deux rivaux de taille. Politiquement, l'Empire autrichien ; économiquement, l'Empire allemand. En 1878, puis en 1908, la Russie avait été contrainte de reconnaître la souveraineté de l'Autriche sur les anciens territoires turcs de Bosnie et d'Herzégovine. Mais cela n'avait nullement refroidi les ardeurs du clan panslaviste à Saint-Pétersbourg qui avait à sa tête l'oncle du tsar, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, commandant en chef désigné de l'armée russe en cas de guerre. Géant peu sensible aux nuances, sorte de satrape à la mode de Moscovie, il était chauffé à blanc par sa femme et sa belle-sœur, les princesses monténégrines, panslavistes fanatiques, qui avaient fait de lui le beau-frère du roi de Serbie.

« La Russie compte faire de la Serbie agrandie des provinces balkaniques de l'Autriche et de la Hongrie l'avant-garde du panslavisme », avait expliqué le diplomate russe Hartweg à Filality, ministre de Roumanie, le 12 novembre 1912.

À Sarajevo, capitale de la Bosnie, comme à Belgrade, on savait depuis des mois que l'archiduc François-Ferdinand devait assister, au début de l'été 1914, aux grandes manœuvres des troupes de Bosnie-Herzégovine en sa qualité d'inspecteur général de l'armée impériale.

C'est là, à Sarajevo, le 28 juin 1914, qu'à la suite d'une série de hasards incroyables, François-Ferdinand et son épouse seront assassinés par Gavrilo Princip, jeune terroriste membre de la « Main Noire » tout juste âgé de 20 ans (3).

Le seul homme qui pouvait peut-être empêcher l'affrontement armé entre l'Autriche et la Serbie venait de mourir.

Au cours des semaines suivantes, les dirigeants autrichiens semblèrent comme paralysés. Cédant à la confusion, ils furent dans l'incapacité d'analyser l'événement et ses conséquences.

Il eût fallu un esprit supérieur et une énergie exceptionnelle pour parler un langage de raison et de responsabilité. Mais cet esprit-là venait justement de disparaître. Il ne restait que le vieil empereur. À 84 ans, recru de malheurs, de deuils et de déceptions, il ne lui appartenait plus de commander aux événements.

Le fatalisme était son ultime refuge. Il semblait s'accrocher à une seule pensée : *« S'il faut disparaître, au moins que ce soit avec dignité. »*

Mais pas plus qu'en Autriche, dans aucune autre des grandes puissances, il ne se trouva alors un homme disposant de suffisamment d'autorité, de courage et de clairvoyance pour museler les forces aveugles et les enchaînements déments qui allaient conduire le monde à la guerre, un mois après le double meurtre de Sarajevo.

La Russie mobilise

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sazonov, panslaviste fanatique, était un instable, d'une hypersensibilité maladive, cédant volontiers à la rhétorique d'une mystique guerrière. Le Premier ministre autrichien Berchtold était un esprit frivole, un fat que sa suffisance pouvait conduire aux pires extrémités. Dans une situation qui réclamait des tempéraments d'exception, la destinée des deux principaux antagonistes était livrée à un névropathe et à un écervelé qui se laissaient pousser à la guerre par des opinions chauffées par la presse, mais aussi par des états-majors vindicatifs et présomptueux.

Le sort a voulu qu'en cet été 1914, les hommes d'État européens de haute stature fissent défaut. En Russie, Stolypine a été assassiné. En France, Caillaux a été écarté par le meurtre de Calmette. En Allemagne, le chancelier Bethmann comme Guillaume II étaient hostiles à la guerre, mais ils n'eurent ni l'intelligence de retenir l'Autriche à temps ni la force de s'opposer aux pressions de Moltke et du grand état-major ni à celles de l'opinion publique. En Autriche-Hongrie, le comte Tisza, Premier ministre de Hongrie, esprit raisonnable et fondamentalement hostile à la guerre, ne put faire prévaloir ses vues et s'inclina devant l'aveuglement de François-Joseph, solidaire de Berchtold.

L'UNION SACRÉE

Depuis 1911, l'antipatriotisme, et même l'antimilitarisme de la CGT, mordaient moins sur les masses. Le 29 juillet 1914, le bureau socialiste international réuni à Bruxelles, avec, du côté français, Jaurès, Guesde, Vaillant, Sembat, Jean Longuet, décidait d'intensifier les démonstrations contre la guerre. Mais du 26 au 31 juillet, Jaurès ne parle plus de grève générale, seulement du *« sang-froid qu'il faut garder »*. Le 31 juillet au soir, il est assassiné au Café du Croissant. Nul ne sait ce qu'il aurait écrit dans son éditorial du lendemain (voir l'article de Gilbert Comte).

Le dimanche 2 août, Vaillant donne le ton au meeting socialiste : *« En présence de l'agression, les socialistes rempliront tout leur devoir. »* Les applaudissements sont unanimes. Nous serons *« les premiers à défendre la France »*, dit Longuet. *« Il faut accomplir maintenant, comme l'a proclamé Jaurès, tout notre devoir envers la patrie »*, ajoute Marcel Cachin. Le 4 août, à l'unanimité, les 98 députés socialistes présents votent les crédits de guerre.

Le ralliement des antipatriotes est plus brutal encore. Le 1er août, Gustave Hervé, dans son journal la *Guerre sociale*, titre : *« Ils ont assassiné Jaurès ! Nous n'assassinerons pas la France. »* Hervé va devenir dès lors un patriote de plus en plus frénétique.

La CGT résista davantage. Le 1er août il y a encore des manifestations contre la guerre. Y eut-il des tractations entre le gouvernement et des dirigeants cégétistes ? Le 31 juillet à 22 h 30, le Comité confédéral repoussa à l'unanimité la grève générale. Et la CGT va se rallier. Le 4 août au matin eurent lieu les funérailles de Jaurès. Le chef du gouvernement était présent, mais aussi Barrès. Au nom de la CGT, Léon Jouhaux fit un discours improvisé dont Barrès écrira qu'il fut le plus beau de la journée. *« Acculés à la lutte*, s'écriera Jouhaux, *nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'Histoire [...] Nous serons les soldats de la liberté. »* Ainsi tout le mouvement socialiste et syndical se ralliait à la guerre et à l'Union sacrée.

Pourtant, l'Autriche disposait initialement d'atouts très forts. L'odieux assassinat de Sarajevo avait suscité l'horreur de toute l'Europe. Mais le gouvernement de la double monarchie laissa passer l'occasion de frapper vite et fort pour obtenir des gages sur la politique future de la Serbie, tergiversa et attendit près d'un



DR

Le président Poincaré et le tsar Nicolas II à Saint-Pétersbourg, le 25 juillet 1914. La logique des alliances rendait la France solidaire de la politique belliqueuse de la Russie dans les Balkans.

mois pour adresser un ultimatum assez confus à la Serbie, donnant à ses adversaires le temps de se ressaisir, de retourner l'opinion et de préparer des ripostes.

En face, les dirigeants russes, hormis le tsar, étaient décidés à se servir du prétexte serbe pour détruire l'Autriche, principal obstacle à leurs ambitions dans les Balkans. Ces deux puissances allaient entraîner leurs alliés respectifs, l'Allemagne, la France et l'Angleterre par l'automatisme des alliances.

L'Allemagne de 1914, qui souffrait de son isolement et s'estimait encerclée, n'avait qu'un seul allié sûr, l'Autriche-Hongrie. Elle ne pouvait se permettre qu'on portât atteinte à son existence. Elle l'assura de son soutien indéfectible mais en s'efforçant d'éviter une généralisation du conflit. Le rôle des dirigeants français ne fut pas plus clair. Poincaré ne voyait certainement pas sans déplaisir l'heure d'une revanche longtemps espérée contre l'Allemagne. Comme la plupart des autres dirigeants européens, il croyait à une guerre courte et, s'illusionnant sur la puissance militaire russe, il ne doutait pas qu'avant quelques semaines l'innombrable cavalerie du tsar ferait boire ses chevaux dans les eaux de la Sprée. Les assurances et les encouragements prodigués à la Russie durant le fatidique mois de juillet 1914 pesèrent lourd dans le déclenchement de la guerre par la mobilisation générale de la Russie, le 30 juillet 1914.

C'est cette décision qui mit le feu aux poudres. Dans l'optique de l'époque, la mobilisation est le véritable acte de guerre. La déclaration n'est qu'une formalité subsidiaire et surannée. Les arguments techniques invoqués avec fièvre par Moltke lors du Conseil des ministres allemand du 31 juillet sont en grande partie légitimes, ce qui ne disculpe pas cet officier d'une attitude belliqueuse qui contribua à renforcer les militaires et les dirigeants autrichiens dans leur volonté agressive contre la Serbie. L'état-major allemand vit dans l'angoisse. Son système de rassemblement stratégique extrêmement complexe a été établi en fonction des dispositions présumées de la France à l'Ouest et de la Russie à l'Est qui prennent l'Allemagne dans un étau de fer et de feu. Si les Russes devancent l'Allemagne, tout le système peut se détraquer.

Crainte d'encerclement

Contrainte de se battre sur deux fronts entre des adversaires disposant ensemble d'une supériorité écrasante, l'Allemagne se trouvait dans la situation que connaîtra plus tard Israël. Elle ne peut se défendre qu'en attaquant. Et elle doit le faire avec des moyens qui s'articulent comme une mécanique de précision. Sinon, tout s'écroule.

Face à l'encerclement franco-russe, les plans allemands reposent sur la destruction de l'un des adversaires avant de se concentrer sur l'autre. Moltke l'ancien (1800-1891), le vainqueur de 1871, prévoyait d'attaquer d'abord la Russie. Son successeur, le général von Schlieffen (1833-1913), inversa ce plan stratégique, l'immense Russie lui paraissant impossible à vaincre rapidement. Il a donc prévu de briser la France en quelques semaines, grâce à son fameux « plan » (voir l'article de Philippe Conrad sur la bataille de la Marne). Le « plan Schlieffen » adopté en 1906 prévaut toujours en 1914.

Face à la mobilisation générale de la Russie le 31 juillet, l'Allemagne s'estimant mortellement menacée lui déclare la guerre le 1er août. Mais il lui faut aussitôt attaquer la France, donc lui déclarer la guerre si elle ne le fait pas la première (elle l'aurait fait de toute façon). Il faut aussi violer la neutralité belge, ce qui provoquera inéluctablement l'intervention de l'Angleterre dans le conflit.

Bien qu'avec moins d'acuité que l'Allemagne, les autres puissances étaient soumises à la même logique du système de mobilisation d'immenses armées de conscrits. Cela soulevait des problèmes de transport, d'incorporation, de distribution de matériels, d'acheminement et de déploiement qui exigeaient entre 15 et 25 jours. La décision prise par une puissance de mobiliser représentait donc un danger mortel pour ses adversaires potentiels. À moins de prendre le risque d'être pris de vitesse et d'être anéanti sans même avoir pu combattre, la riposte ne pouvait être que de mobiliser à son tour et sans tarder, puis, appliquant les meilleurs principes de l'art militaire, de prendre l'initiative pour surprendre l'ennemi.

Dans toutes les capitales, lors des Conseils décisifs, les hommes politiques généralement médiocres cédèrent devant les techniciens (chefs d'état-major). Et ce ne fut pas sur des critères politiques que ces derniers s'appuyèrent, mais exclusivement sur des critères techniques. On peut dire ainsi que le déclenchement de la guerre de 1914-1918 fut le premier triomphe des nouvelles technostructures sur la pensée ou les desseins politiques. Un tel « progrès » peut s'apprécier à ses résultats...

DOMINIQUE VENNER

---

(1) *Le Procès de Salonique*, Éd A. Delpeuch, Paris, 1927.

(2) Sur l'œuvre de Stolypine et sur les circonstances de son assassinat, voir l'article que Dominique Venner a publié dans notre n° 7.

(3) Sur les circonstances de l'attentat, on peut se reporter à l'article d'Alain Decaux dans notre n°7.

Qui est coupable ?

PAR JEAN-BAPTISTE DUROSELLE
DE L'INSTITUT

Longtemps ce fut une sorte de dogme que la culpabilité de l'Allemagne et de Guillaume II. Les vainqueurs l'avaient proclamé à Versailles. Les écoliers l'avaient appris dans leurs manuels. Longtemps les Allemands s'en indignèrent. Puis vint l'heure des historiens soucieux d'équité et de vérité. Récit d'un long effort d'intelligence et de probité.


IMAPRESS

Les souffrances imposées aux soldats dans la guerre des tranchées incitaient à voir dans l'ennemi un coupable tout désigné. Ici, tranchée anglaise dans la Somme. Un univers de merde, de sang et de boue.

Les hommes cherchent toujours des explications simples. Pour une guerre, la plus simple est de trouver le responsable. Et il suffit de s'appuyer sur d'innombrables exemples historiques pour trouver des cas où l'agression d'un pays contre un autre a dépendu de la volonté d'un homme ou d'un petit groupe d'hommes. Tel fut le cas pour Guillaume II, et le chancelier Bethmann-Hollweg, aux dires des Français, puis des Anglais, plus tard des Américains. Non ! répondent leurs adversaires : les responsables sont Poincaré le Lorrain, président de la République française, avide de revanche, et son âme damnée, l'ambassadeur russe Isvolsky.

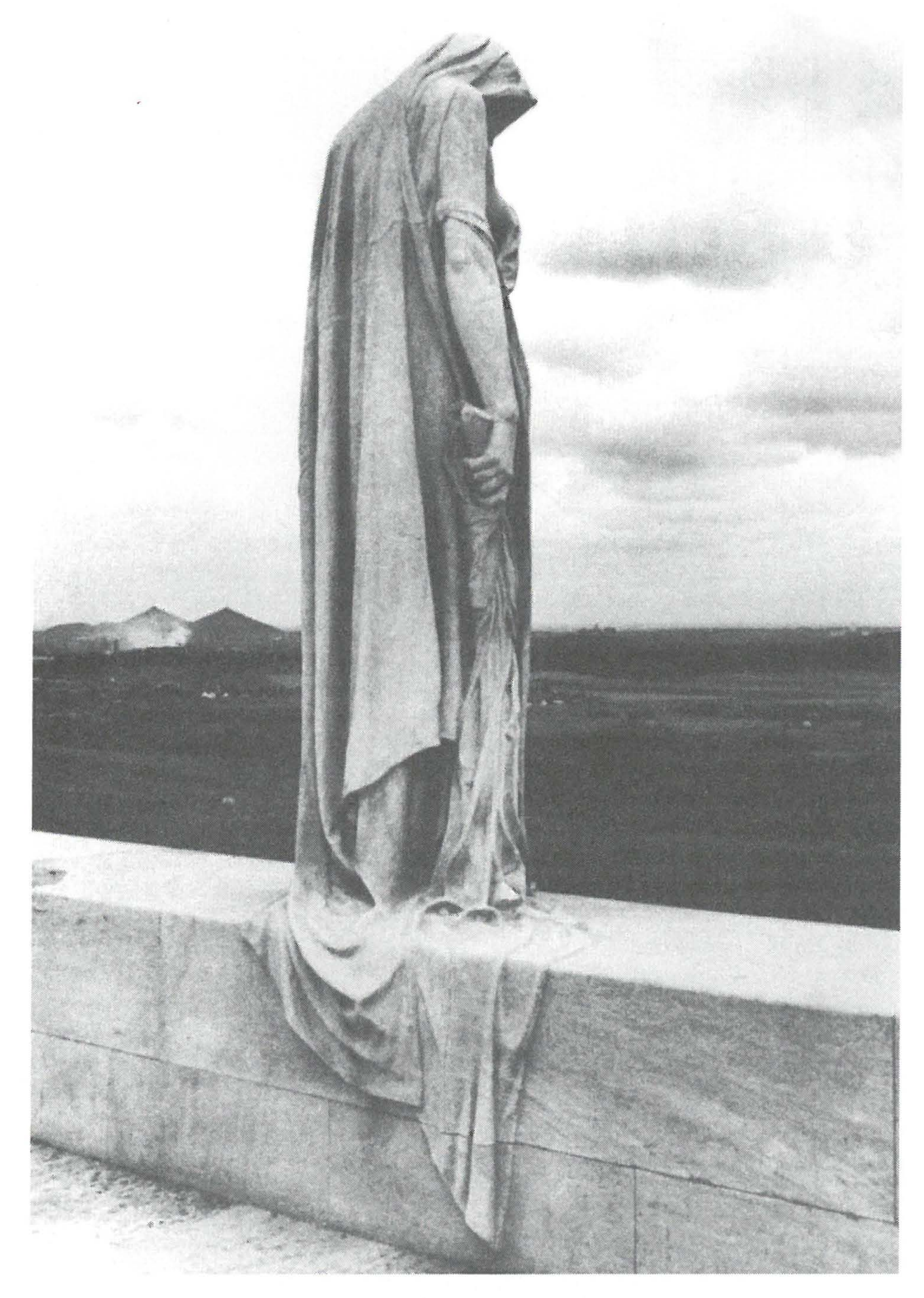
Pour les Français, l'affaire est claire. Ma grand-mère, née en 1862 à Amiens, a vu les Allemands envahir sa ville à 8 ans, à 52 ans, à 78 ans. Et, au surplus, les Allemands ont violé la neutralité belge, déclaré la guerre à la France.

Mais l'Allemagne se considère comme encerclée par la puissante alliance franco-russe. De la « forteresse assiégée », on a le droit d'opérer des sorties. Convaincus de la culpabilité ennemie, les Allemands ont eu aussi bonne conscience que les Français.

Nous devons maintenant procéder par anticipation et examiner les conséquences de ces convictions absolument contradictoires au moment de la défaite allemande de 1918 et dans les années suivantes.

L'Allemagne signe l'armistice du 11 novembre 1918 sur la base des « quatorze points » du président Wilson (ses « buts de guerre » officiellement publiés) assortis d'un « commentaire français » concernant le paiement de réparations. Or l'Allemagne était tout à fait disposée à payer, conformément à la vieille tradition des conflits, l'« indemnité de guerre » du vaincu. *Vae victis !* Mais le président Wilson, favorable à une « diplomatie nouvelle », était hostile à l'idée d'indemnité de guerre. Persuadé de la culpabilité du gouvernement allemand, il voulait que l'Allemagne s'engageât à verser non une indemnité de guerre, mais des « réparations ». Cela signifiait que l'Allemagne devrait payer *non parce qu'elle était vaincue, mais parce qu'elle était coupable.*

Le gouvernement allemand comprit aussitôt cette nuance et, le 29 novembre, il proposa


DR

Mémorial canadien de Vimy dominant le pays minier labouré par les combats. *Figure féminine de la souffrance symbolisant l'épreuve indescriptible des soldats.*

à ses anciens ennemis un examen de la question des responsabilités par une commission neutre : *« Une juste appréciation des faits est la condition première de la réconciliation future. »* Les Alliés refusèrent aussitôt car, disaient-ils *« la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre était incontestablement établie »*. Une commission alliée publia le 29 mars 1919 un *Rapport présenté à la conférence préliminaire de paix par la commission des responsabilités des auteurs de la guerre et sanctions.* Le chapitre premier de ce rapport prétendait établir historiquement la responsabilité de l'Allemagne. Par ailleurs, l'article 231 du traité de Versailles – celui qui a fait couler le plus d'encre –, sans parler de « culpabilité », essayait de justifier les réparations, en insistant sur l'« agression », juridiquement démontrée par les déclarations de guerre de l'Allemagne.

« Les gouvernements et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît, que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux, en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. » L'opinion allemande y vit toujours un aveu de culpabilité que le « diktat » de Versailles avait imposé à son gouvernement. Il en résulta un sursaut d'indignation que les années suivantes ne pourront apaiser.

Avant même la signature du traité, le 29 mai, une commission allemande de quatre membres (les professeurs Hans Delbrück, Max Weber, Mendelssohn-Bartholdy et le comte Montgelas) proposa à nouveau un arbitrage neutre – que les alliés refusèrent. L'argument allemand était pourtant fort logique. On ne disposait, pour établir les faits historiques, que des divers recueils de documents de 1914-1915, *Livre bleu* allemand, *Livre blanc* anglais, *Livre jaune* français, *Livre rouge* autrichien. Or, c'étaient là des recueils tendancieux, hâtifs, bâclés, et parfois d'une grande mauvaise foi, notamment le *Livre jaune* français.

Un énorme travail historique

L'effort historique entrepris fut considérable. En Allemagne, le gouvernement décida la publication accélérée d'un recueil de documents diplomatiques sur la période 1871-1914. De 1922 à 1926, sous la direction d'Albrecht Mendelssohn-Bartholdy, de Johannes Lepsius et de Friedrich Thimme, sortirent les quarante volumes de la série : *Die grosse Politik der europaïschen Kabinette* (*La Grande Politique des cabinets européens*), dont l'impartialité scientifique paraissait inattaquable. D'autre part, une revue, *Kriegschuldfrage* (*Question de la culpabilité de guerre*), dirigée par Montgelas et von Wegerer, prit en main la défense de l'innocence allemande. D'innombrables ouvrages furent publiés dont le principal est celui de von Wegerer qui date de 1928 : *Réfutation de la thèse de Versailles sur les responsabilités de la guerre.*

En France, le démarrage des études historiques fut plus lent. C'est en 1921 qu'une vaste recherche historique fut entreprise grâce à l'impulsion d'André Honnorat, ministre de l'Instruction publique. Un énorme travail scientifique fut accompli autour de Pierre Renouvin qui publia en 1925 le meilleur ouvrage français sur la question, les *Origines immédiates de la guerre*, 28 juin-4 août 1914.

Il concluait à une responsabilité partagée, elle-même liée à un « mécanisme » plus fort que les hommes, mais en attribuant à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne une part plus grande dans les origines de la guerre.

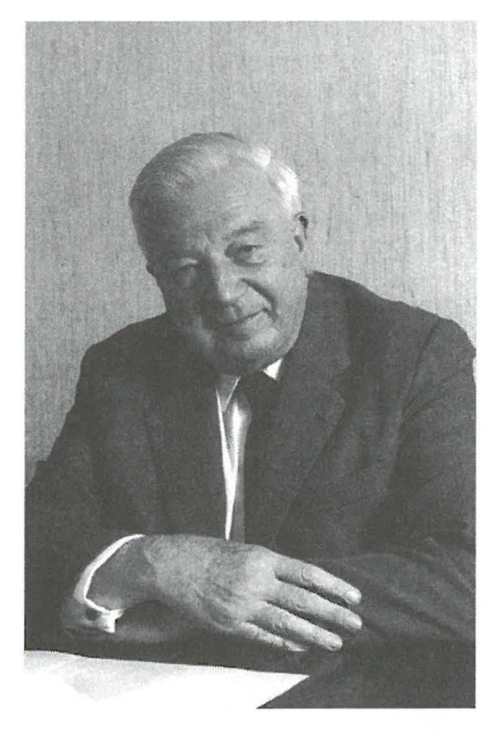
Les Britanniques avaient devancé les Français pour la publication des documents diplomatiques (1). Les *British Documents on the Origin of the War* résultent d'une décision prise en 1924. Le volume portant sur la période de 28 juin-4 août 1914 vit le jour en 1926.

Les historiens américains qui, pour la crise de 1914, n'avaient pas d'intérêt matériel à défendre, consacrèrent beaucoup d'efforts à l'étude des origines de la guerre. Mais de leurs travaux ne se dégage aucune unité.

Les documents prouvent l'absence de préméditation

Le débat n'a pas cessé avec l'avènement de Hitler et la Deuxième Guerre mondiale. Luigi Albertini publia en 1943 à Milan un livre important tendant à démontrer le partage des responsabilités, mais sévère pour Poincaré. Beaucoup plus récemment, en 1983, un historien britannique, John F.V. Keiger, « Lecturer » en histoire de France à l'université de Salford, a publié un ouvrage remarquable dans lequel il abandonne totalement la thèse de la culpabilité (*France and the Origins of the First World War*).

Le débat a pris des formes nouvelles. D'abord, il y eut des tentatives directes, franco-allemandes, de discussions entre historiens. La première, en 1935, réunit à Paris pendant huit jours de travail acharné trois historiens allemands non nazis et les historiens français Pagès, Isaac et Renouvin. Elle aboutit, malgré quelques désaccords, à la rédaction d'un texte commun qui dut rester clandestin et donc sans effets, à cause de Hitler. La seconde, en 1951, provoqua au contraire, grâce à Pierre Renouvin du côté français et à Gerhard Ritter du côté allemand, l'acceptation concertée de quarante propositions relatives à l'histoire des relations entre les deux pays, de l'Ancien Régime à 1933. Le résultat en est remarquable, comme en témoigne la proposition 18 : « *Les documents ne permettent pas d'attribuer en 1914 une volonté préméditée de guerre européenne à aucun gouvernement ou à aucun peuple. La méfiance était au plus haut point, et dans les milieux dirigeants régnait l'idée que la guerre était inévitable. Chacun attribuait à l'autre des pensées d'agression. Chacun acceptait le risque d'une guerre et ne voyait la sauvegarde de sa sécurité que dans les systèmes d'alliance et le développement des armements* (2). » Ainsi le temps s'écoulant et les passions s'apaisant, on en est arrivé à une interprétation plus raisonnable de cette histoire complexe.



L. MONIER

Le professeur Jean-Baptiste Duroselle venait de nous adresser cet article, le dernier sans doute qu'il ait écrit, quand est survenue l'annonce soudaine de sa mort, le 12 septembre 1994. Il était né en 1917, l'année terrible, dont le souvenir, transmis par son père et par son maître, Pierre Renouvin, devait marquer toute son œuvre jusqu'à sa **Grande Guerre des Français,** ***ouvrage que vient de publier Perrin. Jean-Baptiste Duroselle était membre de l'Institut, il présidait l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines. Il avait publié un grand nombre d'ouvrages devenus des classiques, notamment*** **L'Abîme 1939-1945.** ***Il avait été professeur d'histoire des relations internationales à la Sorbonne de 1964 à 1983.***

Mais le débat a rebondi une fois de plus, entre Allemands cette fois, lorsque le professeur Fritz Fischer, de Hambourg, publia en 1961 un livre extrêmement documenté et retentissant : *Griff nach der Weltmacht*. Sa thèse est que, dès avant-guerre, et pendant toute la durée de celle-ci, l'Allemagne – gouvernement, généraux, intellectuels, industriels – s'est donné pour but de devenir une « puissance mondiale », une « *Weltmacht* ». Ceci supposait des conquêtes territoriales en Europe et aux colonies, l'affaiblissement de la France, l'établissement d'une domination économique allemande sur presque toute l'Europe, la « Mitteleuropa ». Fischer en conclut que, malgré le partage des responsabilités, celle de l'Allemagne est prépondérante. Naturellement, une thèse aussi catégorique a trouvé beaucoup d'adversaires en Allemagne (Karl Dietrich Erdmann en particulier) et, par sa rigidité même, elle n'emporte pas en général la conviction.

Une responsabilité partagée

En France, la thèse de la « responsabilité partagée » a fait son apparition dès 1915, dans certains milieux syndicalistes et socialistes pacifistes : les « minoritaires », hostiles à l'« Union sacrée », et chez quelques personnalités isolées. Mais c'est surtout à partir de 1921 que les « révisionnistes » prennent de l'importance. Il y a chez eux un incontestable souci de justice et de vérité, une volonté de rapprochement avec l'Allemagne, qui implique d'abord qu'elle soit lavée d'une monstrueuse accusation. Dans un certain secteur de l'opinion marxiste, et notamment chez les communistes, domine l'idée que la guerre a été non pas défensive mais « impérialiste », qu'elle a été le produit du système capitaliste dont les gouvernements n'étaient que la superstructure.

Un socialiste militant, Fernand Gouttenoire de Toury, publia en 1920, aux éditions Clarté, un livre intitulé *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* préfacé par le romancier Henri Barbusse. Gouttenoire de Toury, blessé de guerre, était l'animateur de l'Association républicaine des anciens combattants. C'est lui qui a créé la légende d'un complot Poincaré-Isvolsky.

Face à cette « mystique du révisionnisme » et à l'anti-poincarisme en France, le révisionnisme allemand a des assises singulièrement plus profondes. Tout un peuple exaspéré de se voir attribuer une responsabilité, voire une culpabilité, se sentait profondément innocent.

JEAN-BAPTISTE DUROSELLE

---

(1) Les documents diplomatiques français mirent plus longtemps à voir le jour que le recueil allemand correspondant. C'est un décret du 20 janvier 1928 qui créa la Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914-1918. Le tome I de la première série parut en 1929. Le tome relatif à la période 25 juillet-4 août 1914 sortit en 1936. C'est seulement en 1958 que la collection éditera son dernier volume.

(2) Sur la discussion de 1935, voir *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et géographie*, n° 88 (juin 1936) et n° 93 (novembre 1937). Le texte de 1952, essentiel, se trouve dans *ibid*, n° 130 bis (mars 1952). Cf. art. 18, p. 11-12.

La Grande Guerre

PAR ARNAUD SIBUET

La crise de l'été 1914

28 juin. Assassinat de François-Ferdinand, archiduc héritier d'Autriche à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

5 juillet. Entretiens austro-allemands de Potsdam.

16-23 juillet. Voyage officiel en Russie de Raymond Poincaré et René Viviani, président de la République et président du Conseil français.

23 juillet. Ultimatum autrichien à la Serbie.

25 juillet. La Serbie rejette l'une des clauses de l'ultimatum violant sa souveraineté.

27 juillet. Proposition anglaise de conférence internationale : refus allemand et russe.`

28 juillet. L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Mobilisation partielle russe.

30 juillet. Edward Grey, Premier ministre britannique, propose une conférence. Les Autrichiens prenent Belgrade en gage. Le chancelier allemand, Bethmann-Hollweg encourage les Autrichiens à accepter, mais l'état-major allemand les en dissuade.

30 juillet. La Russie décide sa mobilisation générale, ce qui entraînera celles de l'Allemagne et de la France.

31 juillet. Ultimatum allemand à la Russie d'avoir à annuler sa mobilisation. Mobilisation générale austro-hongroise. « État de danger de guerre » proclamé en Allemagne. Note allemande à la France relative à sa neutralité, avec demande de gages (Toul et Verdun).

À Paris, assassinat de Jean Jaurès.

1er août. Mobilisation générale française et allemande. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie.

2 août. Ultimatum allemand à la Belgique. Les troupes allemandes pénètrent au Luxembourg. Traité d'alliance germano-turc.

3 août. La Belgique repousse l'ultimatum allemand. L'Allemagne déclare la guerre à la France en prétextant des bombardements sur



DR

Août 1914. Le départ, la fleur au fusil, mais aussi les larmes au coin des yeux. L'enthousiasme, visible dans les villes, est beaucoup plus modéré dans les campagnes, mais on en parle moins.

Karlsruhe et Nuremberg. L'Italie et la Roumanie proclament leur neutralité.

4 août. La Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. « Union sacrée » en France.

5 août. La Belgique demande l'aide de l'Entente. L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie.

La guerre en 1914

8 août. Attaque française en Alsace.

11 et 12 août. La France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Autriche-Hongrie.

14 août. les Ière et IIe armées françaises entrent en Lorraine annexée et s'avancent jusqu'à Sarrebourg et Morhange.

19 août. L'armée belge se replie sur Anvers. L'armée d'Alsace du général Pau doit abandonner Mulhouse.

20 août. Le Kronprinz de Bavière contraint les Ière et IIe armées françaises à la retraite. Castelnau doit défendre Nancy et la trouée de Charmes.

21 août. Début de la bataille dite de Charleroi.

22 août. Offensive des IIIe et IVe armées françaises dans les Ardennes.

23 août. Chute de Namur.

23-24 août. Le Japon rompt avec Berlin et Vienne.

25 août. Joffre lance un ordre de retraite sur la ligne Somme-Aisne et crée la VIe armée.

26 août. Gallieni est nommé commandant du camp retranché de Paris.

Moltke commet l'erreur de prélever deux corps d'armée sur son aile droite pour les envoyer sur le front de l'Est.

26-31 août. À l'Est, Hindenburg bat l'armée russe de Samsonov à Tannenberg.

29 août. La victoire de Guise permet à Lanrezac et à la Ve armée d'échapper à l'encerclement.

31 août. Les Ière et IIe armées allemandes infléchissent leur marche vers le sud-est en laissant Paris sur leur droite.

5 septembre. Joffre arrache l'accord de French pour la participation anglaise à la bataille de la Marne.

Signature de l'accord de Londres par lequel les alliés de l'Entente s'engagent à ne pas signer de paix séparée.

6-12 septembre. Bataille de la Marne. Les Allemands sont contraints à la retraite. Falkenhayn remplace Moltke (14 septembre).

7-9 septembre. Hindenburg bat l'armée russe de Rennenkampf aux lacs Mazures.

15 septembre-15 octobre. Course à la mer.

HINDENBURG À TANNENBERG



Le maréchal Hindenburg et le général Lüdendorff

Le plan de guerre allemand reposait sur la lenteur supposée de la mobilisation russe et ce n'est qu'à l'issue d'une guerre éclair victorieuse contre la France que l'effort serait porté à l'est. L'offensive russe en Prusse orientale fut donc une surprise désagréable pour Moltke qui, affolé, préleva sur l'aile droite des armées allemandes du front ouest deux corps d'armée qui manquèrent cruellement sur la Marne et l'Ourcq. Dès le 12 août, l'avant-garde de la Ière Armée russe (Rennenkampf) a pénétré en Prusse orientale alors que la IIe armée Samsonov s'apprête à attaquer à partir du sud-est. Le général von Prittwitz, commandant de la VIIIe Armée allemande, oppose trois corps à Rennenkampf et en maintient un au sud – face à Samsonov – dans la zone des forêts et des lacs proches de Tanneberg. Inférieurs en nombre, les Allemands peuvent compter sur d'excellentes communications sur leurs arrières et sur la qualité de leur artillerie, en même temps que sur les faiblesses de la coordination entre les deux armées ennemies. Le premier choc a lieu lors de la bataille de Gumbinnen, qui tourne au désavantage du 17e corps allemand (général François). Affolé, Prittwitz veut se replier sur la Vistule. Moltke décide de le remplacer par Hindenburg, secondé par Lüdendorff qui vient de s'illustrer lors de la prise de Liège. Le général Hoffmann, chef d'état-major de la VIIIe armée n'attend pas l'arrivée de ses nouveaux chefs pour préparer la riposte. Les Allemands peuvent mettre à profit la passivité des Russes. Ils basculent le gros des forces opposées à Rennenkampf face au sud, pour surprendre Samsonov, persuadé qu'il n'a devant lui qu'un corps d'armée en retraite. En fait, c'est toute la VIIIe armée, à l'exception d'une division laissée au nord pour surveiller Rennenkampf, qu'il rencontre du 26 au 29 août. La IIe armée russe est alors taillée en pièces par des feux d'artillerie aussi précis que meurtriers. Les Allemands font 100 000 prisonniers. Deux corps d'armée sont anéantis et les autres sont réduits à l'effectif de simples divisions. En souvenir de la bataille de 1410 qui avait vu les Polono-Lithuaniens vaincre les Teutoniques, le nom de Tannenberg, devenu le symbole de la revanche du germanisme, sera retenu. La bataille des lacs Mazuries aboutit à l'expulsion complète des forces russes de la Prusse orientale. La Ière armée russe de Rennenkampf perdait à son tour plus de 100 000 hommes. Son chef demeurait à son poste mais Samsonov, le vaincu de Tannenberg, s'était suicidé dans la nuit du 29 au 30 août.

PHILIPPE CONRAD

LES GÉNÉRAUX LIMOGÉS

Du 20 au 22 août 1914, l'échec est général pour les armées françaises, battues à Morhange et dans les Ardennes, contraintes de se replier en Alsace et à Charleroi. Ce sont le plus souvent les erreurs et les faiblesses du commandement qui expliquent les premières déconvenues. Elles sont sanctionnées par Joffre puisque 180 généraux (dont 71 brevetés, anciens stagiaire de l'École supérieure de Guerre) sont écartés avant la fin de 1914. À ce moment, l'encadrement initial de l'armée a été modifié dans une proportion voisine des quatre cinquièmes pour les grades les plus élevés. De valeureux « coloniaux » n'étaient pas préparés à une guerre de ce type, certains chefs étaient trop âgés pour soutenir l'épreuve physique d'une telle campagne, d'autres se sont carrément révélés incompétents, ce qui pose la question de la sélection des chefs au cours des années précédentes. À l'évidence, depuis l'affaire Dreyfus et la mise en fiche des officiers suivant les critères du Grand Orient, les appuis politiques et les manifestations d'allégeance aux pouvoirs en place ont compté davantage que les qualités et les compétences militaires. Toutefois, et comme le signale justement le colonel Pierre Rocolle dans son *Hécatombe des généraux* (Lavauzelle, 1980) cette relève précipitée montre qu'il existait des chefs (on pense à Pétain ou à Fayolle) *« capables de remplacer les médiocres, mais ces chefs n'étaient pas à leur juste place et seule la nécessité leur a permis de sortir des rangs ».*

Ph. C.

26 septembre. La Turquie ferme les détroits et isole la Russie.

15 octobre-7 novembre. Siège et reddition de la base allemande de Kiao-cheou (Tsing-Tao), prise par les Japonais.

16 octobre-10 novembre. Bataille de l'Yser. Chute de Dixmude le 10 novembre. Lutte pour Ypres (25 octobre-13 novembre).

1er novembre. La Turquie entre en guerre aux côtés des Centraux.

Fin novembre. Établissement, sur tout le front Ouest, de la guerre de position.

3-8 décembre. Victoire serbe sur la ligne de la Dvina.

10 décembre. Le gouvernement français quitte Bordeaux pour Paris.

22 décembre. Les troupes russes battent les Turcs à Ardahan, dans le Caucase.

Décembre. Coûteuses attaques partielles françaises sur l'ensemble du front.

1915 : les tranchées

19 janvier-26 mars. Violents combats dans les Vosges, au « Vieil-Armand » (Hartmannswiller Kopf).

4 février. Création de la croix de guerre.

15 février. Défaite russe à Augustovo.

17 février-fin avril. Combats acharnés aux Éparges et à Vauquois.

19 février. Tentative de diversion de l'Entente aux Dardanelles : envoi d'une escadre franco-britannique.

Avril-juillet. Attaques allemandes répétées en Argonne.

22 avril. Les Allemands emploient les gaz à Langemark.

25 avril. Débarquement allié à Gallipoli.

26 avril. Pacte secret de Londres : moyennant des promesses de compensations territoriales, l'Italie va entrer en guerre aux côtés de l'Entente.

7 mai. Torpillage du *Lusitania.*

9 mai-18 juin. Offensive française en Artois.

23 mai. L'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Juin-août. Dans les Vosges, violents combats au col de Lihge

Juillet-août. Offensive victorieuse des Centraux contre la Russie. Prise de Varsovie.

À partir du 2 juillet. « Campagne de l'or », échangé contre des billets.

19 juillet. Première victoire aérienne de Guynemer.

30 juillet. Appel à la paix du pape Benoît XV.

2 août. Création d'un sous-secrétariat d'État de l'Artillerie et des Munitions (confié à Albert Thomas).

Septembre. Congrès socialiste international à Zimmerwald (Suisse).

25 septembre-5 octobre. Offensive française en Champagne.

5 octobre. La Bulgarie entre en guerre.

6 octobre. Offensive des Centraux contre la Serbie.

12 octobre. Débarquement allié à Salonique (Grèce) pour soutenir la Serbie.

CASQUES DE TRANCHÉE ET MASQUES À GAZ

Le casque avait été abandonné pour l'infanterie depuis la fin du XVIe siècle. Ce sont les effets des projectiles dans la guerre de tranchées qui l'ont remis à l'ordre du jour.

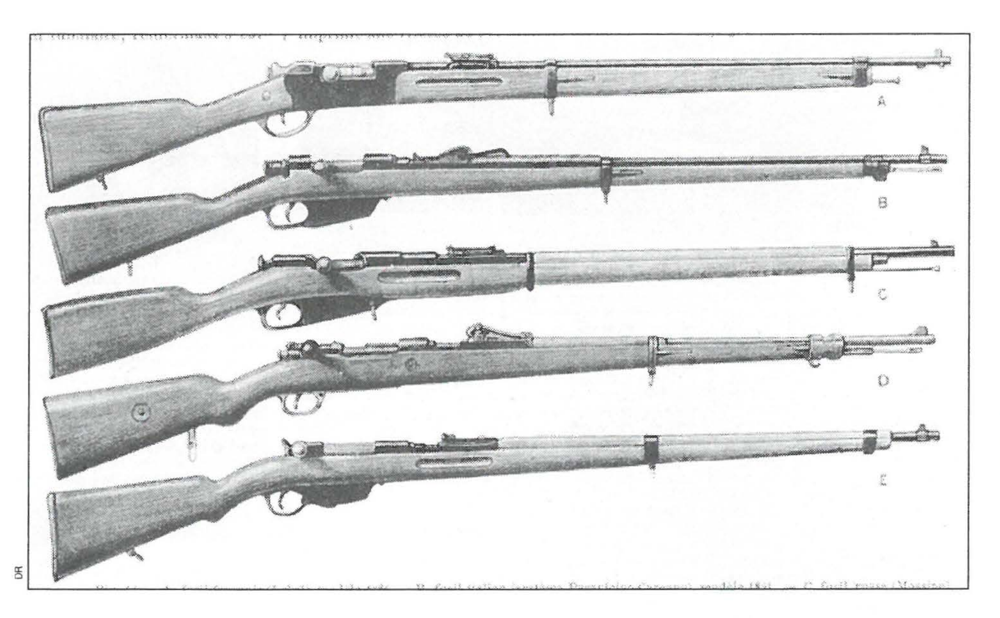
Dès le début, on s'aperçut que les blessures du crâne étaient particulièrement nombreuses. Leur gravité extrême n'avait pas besoin de démonstration. Au début de 1915, l'armée adopte le casque dû au colonel Adrian (1859-1933). Il est en tôle d'acier, de forme basse, avec une double visière qui le fait ressembler à une « salade » du XVe siècle. Un cimier bas le surmonte, qui recouvre une prise d'air. Un insigne, portant les initiales RF, variable suivant les armes l'orne sur le devant. Il est recouvert d'une couche de vernis bleu-gris, nouvelle couleur des tenues de combat. C'est également en 1915 que l'armée anglaise créa sa propre « salade » plate en acier.

Le casque d'acier (*stahlhelm*) fait son apparition plus tardivement dans l'armée allemande. C'est en janvier 1916 à Verdun qu'il est porté pour la première fois. Plus lourd et plus massif que le casque français, il assure une meilleure protection. Sa silhouette caractéristique deviendra le symbole de l'armée allemande. Les deux « boulons » creux de part et d'autre sont destinés à la ventilation. Ils permettent aussi la fixation d'une visière blindée à l'usage des tireurs d'élite.



DR

Soldat portant le casque Adrian modèle 1915 et la version primitive d'un masque à gaz. Le premier emploi de gaz suffocants eut lieu dans le saillant d'Ypres, le 22 avril 1915. Il provoqua une épouvantable panique que décrivit le Dr Béliard, médecin au 66e RI. Par la suite, les gaz employés ne furent plus seulement asphyxiants mais vésicants comme l'ypérite, le « gaz moutarde ». Au début, comme sur la photo, les soldats se protégeaient les yeux avec des lunettes de chauffeur et le nez avec des compresses. Les vrais masques à gaz en « groin de cochon » n'apparurent qu'en 1917.



De haut en bas :
fusil français (Lebel), modèle 1886 ;
fusil italien (Carcano), modèle 1891 ;
fusil russe (Mosin), modèle 1891 ;
fusil allemand (Mauser), modèle 1898 ;
fusil autrichien (Mannlicher), modèle 1895.

DR

16-17 octobre. La Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à la Bulgarie.

9-10 décembre. Le conseil de guerre interallié de Paris décide, après l'échec des Dardanelles, le maintien de l'armée de Salonique.

10 décembre. Évacuation de Gallipoli (achevée le 8 janvier 1916).

15 décembre. Haig remplace French à la tête de la British Expedianory Force.

21-29 décembre. Violents combats au « Vieil-Armand ».

Fin décembre. Toute la Serbie est occupée par les Centraux.

ÉCHEC AUX DARDANELLES

La vanité des tentatives de rupture sur le front occidental amène Winston Churchill, premier Lord de l'Amirauté, à présenter en janvier 1915 son projet d'opération contre les Dardanelles. Si les détroits turcs sont réouverts, l'Entente (en fait l'Angleterre) prendra le contrôle de Constantinople, ce qui permettra d'y devancer l'allié russe et de rétablir avec lui les communications rompues depuis l'entrée en guerre des Turcs aux côtés des Centraux. Le succès de l'opération contraindra les Ottomans à la paix et impressionnera favorablement les États balkaniques demeurés neutres. Dès le 28 janvier, le gouvernement britannique se rallie au projet de Churchill, qui pense qu'une action navale suffira. La flotte française de l'amiral Guépratte apportera son concours à l'opération. Le 25 février, les forts turcs qui commandent l'entrée du détroit sont écrasés par le feu de la flotte. Dès le 15 mars, il apparaît pourtant que la résistance turque, supervisée par des officiers allemands, est plus vigoureuse que prévu et qu'il faudra débarquer un petit corps expéditionnaire dans la presqu'île de Gallipoli. Le 18 mars, l'offensive navale est un échec complet et trois des quatre navires français engagés en premier dans le détroit sont coulés ou mis hors de combat. Le refus d'accepter un échec conduit à changer la nature de l'opération. Le 25 avril, les corps de débarquement français et britannique sont mis à terre à Gallipoli, mais les 30 000 hommes ainsi engagés s'enlisent dans une guerre de positions, face à des Turcs très courageux qui bénéficient de positions défensives excellentes. On voit alors s'illustrer, aux côtés des régiments coloniaux français, les jeunes troupes de l'*Anzac* (Australian New-Zealand Army Corps). L'opération de diversion n'a fait que créer un nouveau théâtre de la guerre de positions. Le 7 août, le général Hamilton, commandant du corps expéditionnaire, tente de déborder le dispositif turc par un nouveau débarquement dans la baie de Suvla-Anafarta, mais les Turcs résistent toujours. Il faut se résoudre en novembre à renoncer à l'opération et à évacuer la presqu'île. L'affaire est terminée en décembre mais la réussite du repli ne peut dissimuler l'échec subi par l'Entente, qui a perdu 145 000 hommes, tués ou blessés, sur les 450 000 passés, durant l'année 1915, par « l'enfer des Dardanelles » où le typhus et le climat torride ont fait dans la troupe autant de ravages que l'ennemi. Les troupes françaises repliées vont alors constituer à Salonique l'embryon de l'Armée d'Orient.

Ph. C.

LES GRENADES



DR

Les grenades sont des engins explosifs à fragmentation lancés à la main. Elles apparaissent au XVe siècle avec les premières armes à feu. Le mot est décelable sous François Ier pour désigner à la fois l'arme et le fruit qui ont une certaine ressemblance. Les premières grenades sont des sphères en fonte creuse pouvant tenir dans la main. Elles sont remplies de poudre noire et percées d'une lumière dans laquelle est enfoncée une fusée de bois contenant une composition fusante assurant un retard d'une vingtaine de secondes. Les grenadiers utilisent une mèche à canon tenue dans l'autre main pour enflammer la grenade avant de la lancer. Au XVIe siècle, les grenadiers commencent à former une catégorie à part de soldats d'élite de grande taille (pour lancer la grenade plus loin) spécialisés dans les coups de main en avant des troupes régulières. C'est au XVIIe siècle, avec la guerre de siège que les grenadiers connaissent leur plus grande gloire. Ils disparaîtront avec ce type de guerre au début du XVIIIe siècle, mais le nom restera pour des unités d'élite. Le retour de la guerre de siège (tranchées), en 1915, entraîne chez tous les belligérants la réapparition des grenades. Elles sont d'abord aussi sommaires qu'au XVIIe siècle, puis de plus en plus perfectionnées, munies de système d'allumage à friction avec un retard permettant le lancement avant l'explosion.

VERDUN, LA BATAILLE DES FRANÇAIS



TALLANDIER

La stratégie de rupture du front, coûteuse et incertaine, a montré ses limites en 1915 et Falkenhayn, le général en chef allemand, imagine la mise en œuvre d'une stratégie « d'usure » visant à « saigner à blanc » l'Armée française et à briser la volonté des dirigeants adverses. Il s'agit de concentrer une puissance de feu formidable sur un secteur limité du front, choisi pour son importance stratégique et psychologique, un point que les Français voudront défendre à tout prix. C'est Verdun qui est retenu et l'attaque s'y déclenche le 21 février 1916, avec six divisions d'infanterie, appuyées par plus de mille pièces d'artillerie déployées sur quelques kilomètres. Malgré les cris d'alarme lancés par le général Herr, on ne croit guère au danger du côté français et deux divisions subiront seules le choc. Alors que le général de Langle de Cary, commandant du Groupe d'Armées du Centre, songe à évacuer la rive droite de la Meuse, le général de Castelnau délégué par Joffre donne l'ordre d'y résister le 25 février – le jour qui voit la chute du fort de Douaumont – le général Pétain, commandant de la IIe Armée est appelé à conduire la défense du secteur de Verdun. La résistance et l'esprit de sacrifice de la troupe (symbolisé par l'héroïsme dont font preuve, au Bois des Caures, les chasseurs du colonel Driant) en même temps que la lucidité et le sang-froid du chef permettent de contenir la poussée allemande. L'effort ennemi se déplace mais le Mort-Homme et la Cote 304 tiennent, au prix de lourdes pertes. Falkenhayn est tout d'abord confiant puisque les Français semblent décidés à défendre Verdun à tout prix. Joffre accepte d'engager 24 divisions dans la bataille mais ne renonce pas pour autant à la grande offensive prévue sur la Somme. Utilisant au mieux ses effectifs en renouvelant régulièrement les unités engagées en première ligne, organisant les transports sur la fameuse « voie sacrée » qui permet d'alimenter le front en hommes et en munitions, Pétain – qui laisse en mai le commandement de la IIe Armée à Nivelle pour prendre celui du Groupe d'Armées – conduit heureusement sa bataille et, quand les Allemands tentent de nouveau d'emporter la décision en juin, ils échouent. La chute du fort de Vaux, la bataille pour Thiaumont et la terrible pression sur le fort de Souville ne suffisent pas pour entamer la défense française. Dès la fin juin, l'imminence de l'offensive alliée sur la Somme conduit Falkenhayn à renoncer et la reprise des forts par les Français au cours de l'automne n'a plus qu'une importance secondaire. La bataille d'usure voulue par les Allemands se solde par un échec. Le rapport des pertes est loin du 2 à 5 escompté par les Allemands qui perdent 240 000 hommes alors que l'Armée française en a perdu 275 000. L'Armée allemande s'est autant « usée » à ce jeu suicidaire que son adversaire et l'effet moral de la résistance de Verdun va être considérable en France où, désormais il faut justifier par une victoire sans appel l'immensité des sacrifices consentis.

Ph. C.

1916 : l'année de Verdun

6 janvier. Loi sur le service militaire obligatoire en Grande-Bretagne (adoptée le 16 mai).

18 janvier. Fin de l'évacuation, via l'Albanie, de l'armée serbe.

14 février. Conférence franco-britannique de Chantilly : elle décide d'une offensive sur la Somme, au printemps.

21 février. Attaque allemande à Verdun.

25 février. Chute du fort de Douaumont. Le général Pétain, commandant la IIe armée, prend la direction de la bataille de Verdun. Il organise la « Voie sacrée » et rend confiance aux troupes.

9 mars. Entrée en guerre du Portugal aux côtés de l'Entente.

13 mars. Bataille de l'Isonzo sur le front italien.

5-10 avril. À Verdun, poussée allemande sur les deux rives de la Meuse. Pétain lance son ordre du jour : *« On les aura ! »* (10 avril).

28 avril. Townsend capitule en Mésopotamie, à Kut al-Amara.

3 mai-18 juin. Attaque allemande sur la rive gauche de la Meuse (cote 304, le Mort-Homme).

15 mai. Offensive autrichienne à Asiago : la bataille du Trentin dure jusqu'au 20 juillet.

22 mai. Échec de la tentative de Mangin sur Douaumont.

31 mai-1er juin. Bataille navale du Jutland (ou du Skagerrak).

4 juin. Début de l'offensive Broussilov à l'est.

9 juin. Chute du fort de Vaux.

23 juin. Poussée allemande sur la rive droite, Verdun est sauvé le 11 juillet.

1er juillet. Début de la bataille de la Somme.

1er-5 août. À Verdun, violents combats sur la rive droite (Thiaumont, Fleury)

6 août. Prise de Gorizia. Nouvelle offensive italienne sur l'Isonzo (bataille du Carso).

15 août. L'offensive Broussilov s'arrête aux pieds des Carpates.

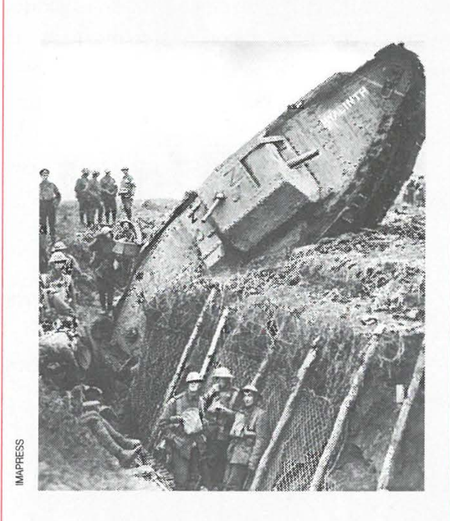
27 août. La Roumanie entre en guerre aux côtés de l'Entente en échange de promesses territoriales.

28 août. Falkenhayn cède la place aux « Dioscures » Hindenburg et Ludendorff.

15 septembre. Dans la Somme, premier emploi des tanks britanniques.

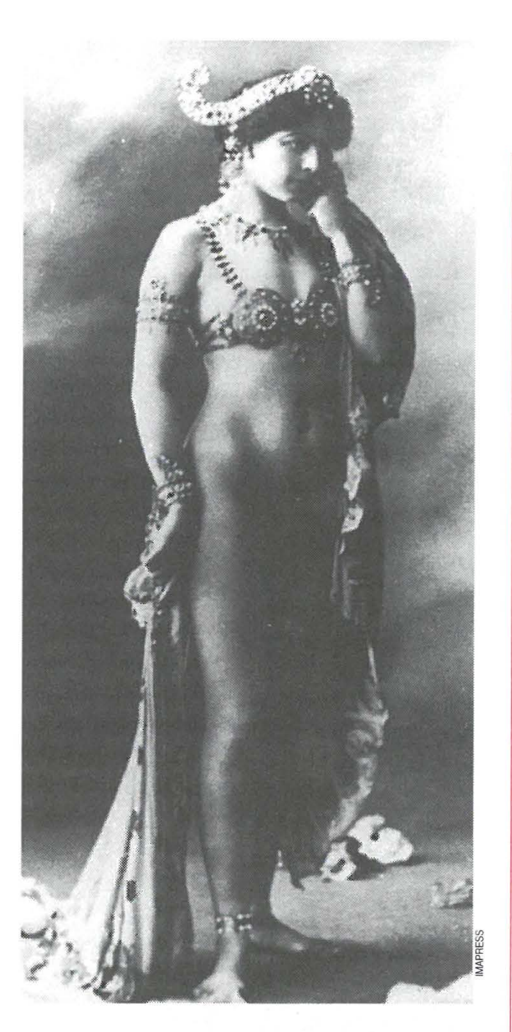
15 octobre. Fin de la bataille de la Somme.

LES DÉBUTS DE L'ARME BLINDÉE


IMAPRESS

La puissance de feu révélée par les combats de 1914 a imposé aux armées la guerre de positions et le coût désormais exorbitant de l'offensive menée par l'infanterie a conduit à rechercher une arme alliant la puissance de feu, la mobilité et la protection des combattants. C'est ainsi qu'apparurent les *« cuirassés terrestres »* appelés à devenir les *« tanks »* puis les *« chars d'assaut »*. La première présentation du Mark I, le tank britannique inventé par le colonel Swinton, a lieu en février 1916. C'est au même moment qu'est présenté à Vincennes le prototype imaginé par le colonel Estienne. La mise en œuvre du projet, qui aboutit à la réalisation de deux monstres d'acier de 13,5 tonnes et de 23 tonnes. Le blindage reste mince (seulement à l'épreuve des balles), la vitesse ne dépasse pas 5 km/h sur route et 2 km/h sur le champ de bataille. L'autonomie est faible, une vingtaine de kilomètres. Les Anglais engagent leurs chars les premiers en septembre 1916, lors de la bataille de la Somme. Le 16 avril 1917, l'engagement des chars français à Craonne et Berry au Bac, lors de l'offensive du Chemin des Dames, se solde par un échec complet. La doctrine d'emploi n'est pas encore au point. Plus ambitieux, les Anglais réaliseront à Cambrai, le 20 novembre 1917, la première percée du front allemand avec 350 chars. Le général J. F. C. Fuller, cerveau du Tank Corps sera, après 1918, le principal théoricien de la guerre éclair.

Ph. C.


IMAPRESS

Mata-Hari, de son vrai nom Margarete Zelle. Danseuse hollandaise née en 1870, mariée à un officier de l'armée coloniale néerlandaise, le capitaine Mc Leod, elle s'initia grâce à lui à la danse indonésienne. Fixée à Paris en 1908, elle connut une grande vogue dans les milieux mondains comme danseuse et courtisane. Médiocre agent de l'espionnage allemand en 1914, découverte, condamnée à mort et fusillée « pour l'exemple » dans les fossés de Vincennes le 15 octobre 1917.

24 octobre. Reprise du fort de Douaumont.

Novembre-décembre. La Roumanie est presque totalement envahie. Bucarest tombe le 6 décembre. Le gouvernement roumain se réfugie à Jassy.

15 novembre. Prise de Monastir par les Franco-Serbes.

21 novembre. Mort de François-Joseph. Charles Ier monte sur le trône d'Autriche-Hongrie.

7 décembre. Grande-Bretagne : Lloyd George Premier Ministre.

12 décembre. Note allemande pour l'ouverture de négociations de paix.

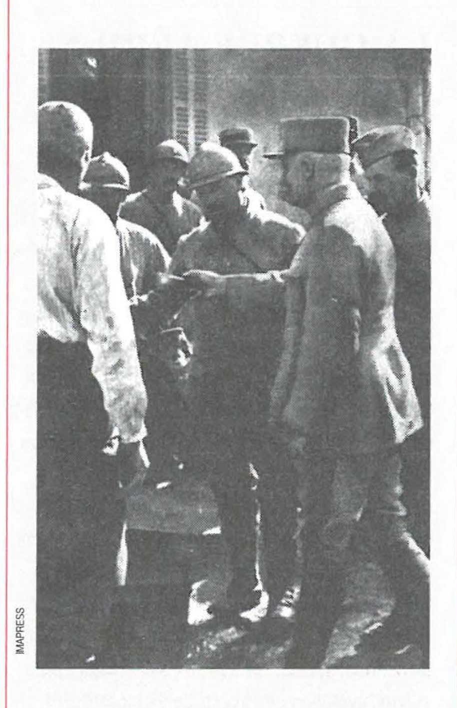
15 décembre. À Verdun, Mangin dégage définitivement la rive droite de la Meuse (Louvemont-Bezonvaux).

LA GUERRE AÉRIENNE

Bien que l'invention de l'avion ne remonte qu'à une quinzaine d'années, les belligérants disposent, dès 1914, de 650 appareils, dont 141 pour la France et 238 pour l'Allemagne. Regroupés en escadrilles, ces appareils sont affectés aux corps d'armée pour remplir des missions de reconnaissance et d'observation. Les performances des avions (vitesse, plafond, autonomie) ne les destinent pas encore à devenir des moyens de combat. Ce sont les observations aériennes qui, en septembre 1914, renseignent Gallieni sur la marche de l'Armée von Klück au sud-est de Paris et décident ainsi de la manœuvre de la Marne. L'aviation d'observation permet aussi de régler les tirs d'artillerie et, à partir de 1916, l'installation à bord de postes de TSF permet d'accomplir plus facilement ces diverses missions. Par ailleurs, les photographies aériennes deviennent indispensables aux états-majors pour suivre l'évolution des fronts. Le 5 octobre 1914, un avion français équipé d'une mitrailleuse abat pour la première fois un avion allemand. C'est le début du combat aérien. Les batailles de Verdun et de la Somme révèlent l'importance grandissante de la maîtrise de l'air. L'aviation reçoit bientôt des missions de bombardement sur les arrières ennemis, principalement sur les postes de commandement, les batteries d'artillerie lourde ou les carrefours ferroviaires. Alors que la guerre favorise de rapides progrès techniques, elle est aussi l'occasion, pour les « as » tels que Fonck, Nungesser, Guynemer ou Richthofen d'entrer dans la légende (au prix d'un tiers des pilotes tués pour l'aviation française). En 1918, l'aviation voulue par Pétain assure un appui tactique décisif aux troupes engagées au sol et la division aérienne du général Duval – créée en mai et regroupant 600 appareils – constitue une véritable réserve stratégique aux ordres du haut-commandement. Le 8 août, « jour de deuil de l'Armée allemande », 1 200 avions contribuent, avec les 500 chars engagés au sol, à l'avance irrésistible des forces alliées. Près de 1 500 appareils sont également engagés en septembre dans la réduction du saillant de Saint-Mihiel. En novembre 1918, la France dispose de près de 3 500 appareils, répartis en 258 escadrilles, les Anglais de 1 800 avions et les Allemands de 2 600. Ces chiffres traduisent l'importance prise par cette arme nouvelle tout au long de la guerre. Dès 1917, Pétain se demande déjà si *« l'aviation ne deviendra pas l'arme décisive »*.

Ph. C.

PÉTAIN ET LES MUTINERIES DE 1917


IMAPRESS

C'est au lendemain de la désastreuse offensive Nivelle d'avril 1917 que le secteur central du front français est affecté par une crise d'indiscipline sans précédent. Il a fallu attendre cinquante ans (c'est-à-dire l'ouverture des archives militaires) et la thèse consacrée à cette question par Guy Pedroncini pour savoir ce qu'il en fut réellement. Ni la propagande pacifiste ni un complot occulte de « germanophiles » imaginaires ne sont à l'origine du phénomène. Il est issu des offensives aussi suicidaires qu'inutiles menées sur l'Aisne quelques semaines plus tôt. Le moral était également atteint, depuis plus longtemps, par les conditions de vie infernales du troupier et par la rareté des permissions. Pour les « mutins », il s'agit en général davantage d'une « grève de l'offensive » que d'une révolte caractérisée. Les hommes n'envisagent pas d'abandonner la tranchée, ils sont prêts à continuer le combat s'il s'agit de repousser l'ennemi. Dès que fut connue la directive n°1 du général Pétain, nouveau commandant en chef, l'agitation se calma très rapidement. 554 mutins furent condamnés à mort mais cinquante seulement furent exécutés. L'amélioration de l'ordinaire et du régime des permissions, le contact direct du nouveau chef avec la troupe et, surtout, la mise en œuvre d'une stratégie nouvelle moins coûteuse en hommes vont permettre de rétablir rapidement la situation. C'est d'une armée rétablie dans ses forces et son moral dont disposera Pétain pour faire face aux coups de boutoir allemands du printemps de 1918.

Ph. C.

L'année trouble : 1917

1er février. L'Allemagne commence la guerre sous-marine à outrance.

3 février. Rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne. Nivelle remplace Joffre au commandement des arméesdu Nord et du Nord-Est.

9 février-16 mars. Repli volontaire des Allemands sur la « ligne Hindenburg ».

24 février. Révélation du télégramme Zimmermann à l'opinion américaine (le secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères conseillait à son ambassadeur à Mexico de préparer une entrée en guerre du Mexique contre les États-Unis).

Mars. Chute de Nicolas II en Russie. Après les émeutes déclenchées à Petrograd, le tsar, abandonné par tout le haut-commandement, abdique le 15 et le gouvernement provisoire qui est alors constitué annonce son intention de poursuivre la guerre auprès des pays de l'Entente.

Début des mutineries en masse dans l'armée russe.

Mars-juillet. Tentative de paix des princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme.

11 mars. Les Anglais prennent Bagdad.

19 mars. Torpillage du *Vigilentia.*

6 avril. Les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne.

9-14 avril. Attaques de diversion anglaises en Artois.

L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS



DR

Devenu président des États-Unis en 1912, à la faveur d'une élection triangulaire, le démocrate Thomas Woodrow Wilson adopte en 1914 une attitude de stricte neutralité quand débute le conflit européen. Il doit en effet tenir compte des différentes composantes du « *melting-pot* » américain : les Anglo-Saxons de la côte Est préfèrent l'Entente alors que les Irlandais, les Polonais ou les Germano-Américains du Middle West sont plutôt favorables aux Centraux ou hostiles, les uns à l'Angleterre, les autres à la Russie. C'est donc pour proposer une médiation susceptible de faciliter le retour à la paix qu'il envoie en Europe son confident, le colonel House. Ces tentatives resteront sans lendemain du fait de l'intransigeance des différents belligérants. Soucieux de ménager une opinion publique neutraliste, Wilson s'insurge cependant contre la guerre sous-marine allemande (davantage que contre le blocus anglais) au nom du principe de liberté des mers et le torpillage, en avril 1915, du *Lusitania* à bord duquel on compte de nombreuses victimes américaines tend les relations avec l'Allemagne qui s'engage à limiter l'action de ses sous-marins. En 1916, il est réélu sur des promesses électorales résolument pacifistes. L'affaire du « télégramme Zimmermann » arrive alors à point nommé pour préparer l'opinion à la guerre. Les Anglais ont intercepté et décrypté ce document dans lequel le secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères demande à son ambassadeur à Mexico d'encourager le Mexique à la guerre contre les États-Unis. Quand les sous-marins allemands coulent deux navires américains, l'*Algonquin* et le *Vigilentia* au cours du mois de mars, le président demande au Congrès une déclaration de guerre à l'Allemagne. Le 6 avril, 373 représentants contre 56 et 82 sénateurs contre 6 votent l'entrée en guerre, une guerre présentée comme la « guerre du droit ». La chute récente du régime tsariste – très impopulaire dans les milieux dirigeants américains – a facilité cette association avec l'Entente. Désormais, les États-Unis ne cesseront plus d'intervenir dans les affaires de l'Europe.

Ph. C.

16-18 avril. Échec de l'offensive Nivelle au Chemin des Dames.

18 avril. Venu de Suisse, Lénine arrive à Petrograd.

30 avril. Nouvel échec français à l'est du Chemin des Dames (Moronvillers).

15 mai. Pétain remplace Nivelle et doit faire face aux mutineries. Il améliore le sort des soldats.

11 juin. Abdication du roi Constantin de Grèce.

13-28 juin. Arrivée en France des premiers contingents américains.

26 juin. Le gouvernement Ventzelos, favorable à l'Entente, rompt les relations diplomatiques entre la Grèce et les Centraux.

22 juillet-2 septembre. Contre-offensive allemande en Russie, prise de Riga.

31 juillet-26 septembre. Offensive britannique en Flandre.

Août. Propositions de paix du pape Benoît XV. Projet d'entretien Briand-Lancken.

20-25 août. À Verdun, offensive française sur la rive gauche de la Meuse.

24 octobre. Succès français à La Malmaison (Chemin des Dames).

24 octobre. Désastre italien de Caporetto devant l'offensive commune austro-allemande destinée à relancer la guerre de mouvement. L'attaque est lancée le 24 octobre par le général von Below et, dès le premier jour, certaines positions-clé de la défense italienne sont enlevées. On voit notamment s'illustrer en ce jour un chef de bataillon wurtembergeois du nom d'Erwin Rommel. Trois jours plus tard, les Austro-Allemands débouchent dans la plaine à la poursuite d'une armée italienne en complète déroute. Le général Diaz, qui succède à Cadorna, parvient à rétablir le front sur la Piave en novembre.

30 octobre-11 novembre. Bataille de Passehendaële (Flandre).

2 novembre. Déclaration Balfour (foyer national juif en Palestine).

6-8 novembre. Révolution bolchevique en Russie. Le gouvernement provisoire de Kerenski est renversé par un coup d'État. Lénine annonce qu'il va ouvrir les négociations avec les Centraux.

9 novembre. Le général Allenby entre à Jérusalem.

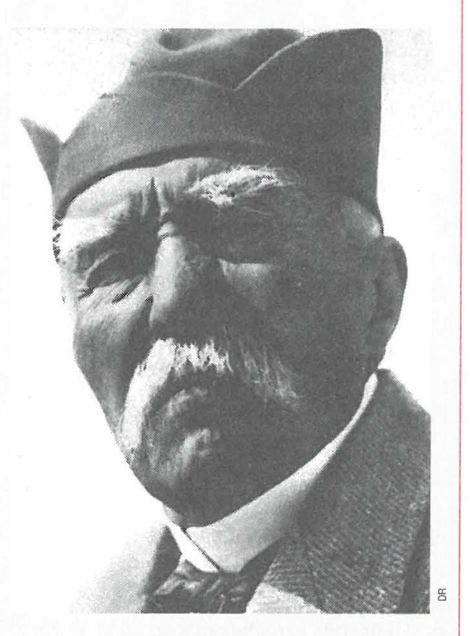
15 novembre. Clemenceau président du Conseil.

20 novembre-5 décembre. Offensive anglaise sur Cambrai.

9 décembre. Isolée, la Roumanie signe un armistice avec les Centraux.

15 décembre. Armistice de Brest-Litovsk.

LE « TIGRE » DISCUTÉ


DR

Georges Clemenceau a déjà derrière lui une longue carrière politique quand débute la guerre de 1914. Né en 1841, fils d'un farouche républicain déporté en Algérie sous le Second Empire, médecin comme son père, admirateur de Blanqui, contraint à l'exil en Angleterre, la révolution de 1870 fait de lui le maire de Montmartre, puis un élu de l'Assemblée de Bordeaux où il se fait remarquer en proposant, par haine du bonapartisme, l'abandon de la Corse... Il refuse de choisir, en 1871, entre les *« deux bandes de fous »* communards et versaillais. Président du Conseil municipal de Paris en 1875, député de Clignancourt l'année suivante, il est alors proche de Gambetta mais, à partir de 1880, il s'oppose aux *« opportunistes »* et apparaît comme l'un des pères fondateurs du radicalisme. Il condamne l'expansion coloniale voulue par Jules Ferry et acquiert une solide réputation de tombeur de ministères. Lassé de son épouse américaine, il la fait expulser de France pour filer le parfait amour avec Léonie Leblanc, l'ancienne maîtresse du duc d'Aumale. C'est lui qui favorise l'arrivée de Boulanger, qu'il juge *« républicain »* au ministère de la Guerre. Il sera ensuite l'un des plus farouches adversaires de ce général devenu trop populaire à ses yeux. Il est très compromis dans l'affaire de Panama et compte parmi les « chéquards », ce qui lui vaut les attaques de Barrès. Accusé, à tort, d'être également corrompu par l'Angleterre, il perd son siège de député du Var. Son avenir politique semble très compromis mais, devenu le directeur de l'*Aurore*, il trouve dans l'affaire Dreyfus une magnifique occasion de rebondir. Cet homme de gauche, anticlérical forcené, est hostile aux socialistes car sa germanophobie farouche l'amène à condamner le pacifisme d'un Jaurès. Hostile à Delcassé qui prépare pourtant la revanche, il devient ministre de l'Intérieur en 1906, puis président du Conseil de 1906 à 1909, pour le plus long ministère de la III[e] République. Il s'illustre surtout comme briseur de grèves et la police du « premier flic de France » tue alors les grévistes à Draveil alors qu'instituteurs et postiers se voient refuser les libertés syndicales. Hostile à Caillaux et au compromis d'Agadir en 1911, il soutient, aux élections présidentielles, le radical Pams contre Poincaré qui ne lui pardonnera jamais la violence ordurière de ses attaques. Une fois la guerre déclarée, son journal l'*Homme libre* multiplie ses critiques à propos de la conduite du conflit. Hostile à tous les gouvernements, surtout à ceux de Briand, il a su tisser, dans l'Assemblée de gauche élue en 1914 de solides réseaux et, en novembre 1917, alors que le moral semble fléchir, Poincaré se résigne à l'appeler pour lui confier la présidence du conseil. Le « Tigre » hérite d'une situation qui est loin d'être mauvaise après le redressement opéré par Pétain. Hostile à tout compromis, il poursuit les traîtres ou supposés tels, en envoie bon nombre au poteau d'exécution et s'en prend à Malvy et Caillaux qui se retrouvent en Haute Cour. Sur le plan militaire, il pousse Foch vers le commandement en chef interallié et, grâce au sacrifices consentis par l'Armée de Pétain et de Fayolle, gagne en 1918 son image de « Père la Victoire ». Sa germanophobie et sa haine de l'Autriche-Hongrie catholique commandent son attitude lors de la négociation des traités. Les multiples antipathies qu'il a suscitées dans la classe parlementaire et la victoire du Bloc national aux élections de 1919 lui coûtent l'Élysée en 1920. Il mourra neuf ans plus tard, en prophétisant une renaissance du danger allemand que sa politique de 1919 a tout fait pour ressusciter.

Ph. C.

L'année 1918 : du désastre à la victoire

8 janvier. Lors de son passage au Congrès, le président Wilson présente les « quatorze points » sur lesquels doit, selon lui, être fondée la paix.

3 mars. Signature du traité de Brest-Litovsk entre la Russie soviétique et les Centraux.

21 mars-4 avril. Ludendorff lance sa première offensive à l'ouest, dans le secteur de Saint-Quentin.

26 mars. Conférence de Doullens. Foch est chargé de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest.

9-29 avril. Deuxième offensive allemande, contre le front anglais en Flandre.

7 mai. Traité de Bucarest terminant la guerre entre la Roumanie et les Centraux.

27 mai-4 juin. Troisième offensive allemande, sur la ligne du Chemin des Dames. Les Allemands parviennent jusqu'à la Marne.

15 juillet. Quatrième offensive allemande, en Champagne. Échec.

18 juillet. Contre-offensive française à partir de la forêt de Villers-Cotterêts. Les Allemands battent en retraite.

8 août. Offensive de l'Entente sur la direction Amiens-Roye. « *Jour de deuil de l'armée allemande* », selon Ludendorff. Cette « troisième bataille de Picardie » dure jusqu'au 29 août.

Septembre. Offensive générale de l'Entente sur l'ensemble du front occidental. Elle dure jusqu'au 4 novembre.

12-13 septembre. Les Américains réduisent le saillant de Saint-Mihiel.

15-18 septembre. L'offensive de Franchet d'Esperey perce le front bulgare.

29 septembre. Armistice bulgare.

1er octobre. Chute de Damas.

4 octobre. Le chancelier Max de Bade s'adresse à Wilson pour s'informer des conditions d'un éventuel armistice.

24 octobre. Offensive italienne. Victoire de Vittorio Veneto (le 27).

26 octobre. Chute d'Alep.

29 octobre. Proclamation de la République tchécoslovaque.

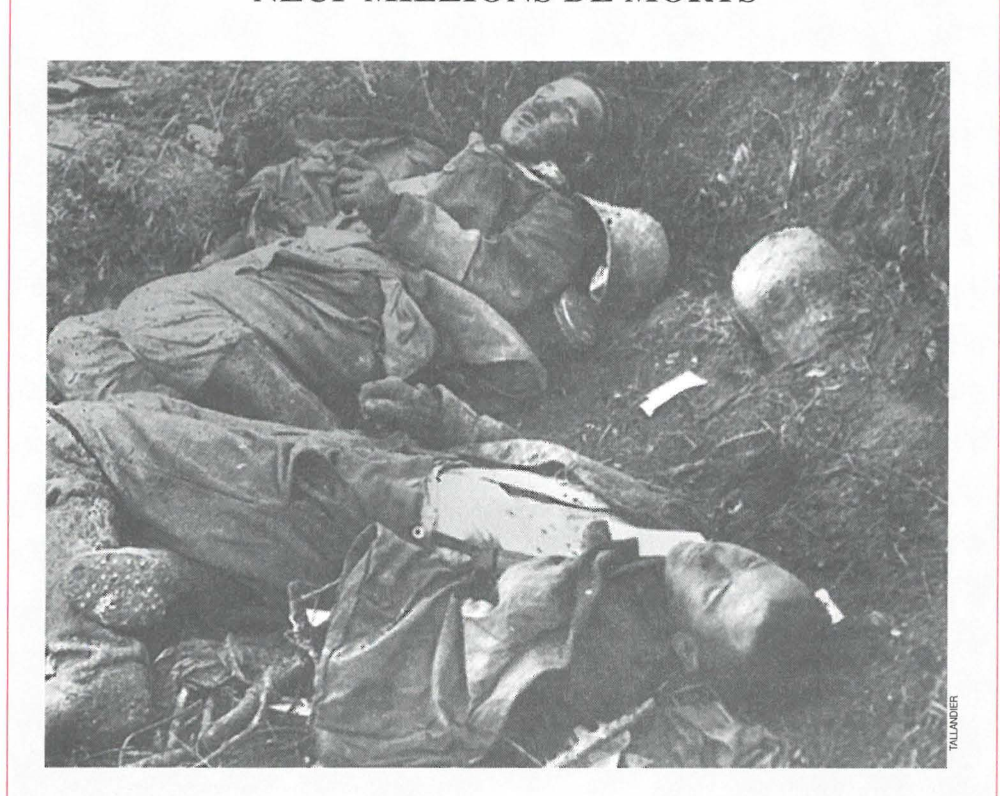
30 octobre. Armistice turc de Moudros.

3 novembre. Début des mutineries dans la flotte allemande. Armistice austro-italien de Villa Giusti.

9 novembre. Proclamation de la république à Berlin.

11 novembre. Armistice de Rethondes.

NEUF MILLIONS DE MORTS


TALLANDIER

NATIONS BELLIGÉRANTES	MOBILISÉS	MORTS
France	8 317 000	1 393 000
Afrique du Sud	136 000	9 000
Allemagne	13 000 000	1 950 000
Australie	413 000	60 000
Autriche-Hongrie	9 000 000	1 047 000
Belgique	380 000	44 000
Bulgarie	950 000	100 000
Canada	630 000	62 000
États-Unis	3 800 000	114 000 (1)
Grande-Bretagne (2)	6 000 000 (env.)	776 000
Grèce	200 000	12 000
Inde	1 500 000	75 000
Italie	5 615 000	530 000
Nouvelle-Zélande	128 000	18 000
Portugal	60 000	8 000
Roumanie	1 000 000	158 000
Russie	15 000 000 (?)	1 700 000 (?)
Serbie	450 000	400 000
Turquie	2 850 000	400 000
Total	70 millions (environ)	8 856 000 (environ)

(1) Dont 60 000 de maladie.
(2) Y compris les colonies de la Couronne.

En dehors des pertes militaires (dont aujourd'hui encore les chiffres demeurent souvent approximatifs), il convient de ne pas oublier les victimes civiles de la guerre. On pensera notamment à la Belgique et aux territoires français envahis, à la Pologne, à la Roumanie, où périrent 500 000 à 600 000 personnes en 1917, et à l'Arménie, où aux massacres des Turcs (plus de 500 000 h.) s'ajoutent les épidémies et la famine. En 1918, la grippe espagnole causa la mort de plusieurs millions de personnes.

Tueries et paniques en Lorraine

PAR GUY PEDRONCINI

La Première Guerre mondiale a été la guerre des surprises. On croyait à une guerre courte. On avait foi dans l'offensive à tout prix, dans la vertu des baïonnettes. Et ce fut, en Lorraine, dans les premiers combats, la découverte d'une guerre terrible, imprévue, avec les massacres en rase campagne sous le soleil d'août, et les paniques. Révélations sur une réalité longtemps dissimulée.



TALLANDIER

Baïonnette au canon, pantalons garance et fringants képis. Ils s'élancent vers l'inconnu. Que pouvait ce courage contre des mitrailleuses précises et des obus bien ajustés ?

La Première Guerre mondiale a été une guerre de surprises dans tous les domaines. Son influence sur l'évolution du XX[e] siècle a été décisive.

Les formes de la lutte et sa durée ont été les surprises majeures.

On avait cru à une guerre courte – le *« Nach Paris »* et le *« à Berlin »* symbolisaient cette idée issue de raisons économiques, financières, industrielles. Les hauts-commandements en étaient largement convaincus – le plan XVII et le plan Schlieffen en témoignent. Or, en quelques jours, le plan XVII s'effondre et la Marne met fin au plan Schlieffen, revu il est vrai par Moltke.

Les opérations de débordements successifs, appelés « course à la mer », mettent fin à la guerre de mouvement : les tranchées dominent désormais la Grande Guerre. C'est la fin de l'illusion de la guerre courte.

Les formes de la lutte sont une autre surprise : les fusils de 1914 ont laissé en 1918 la place aux canons, aux chars et aux avions. Comme l'écrivait fin 1917 le général Pétain, la guerre a été industrialisée. De ce fait la décision militaire n'est plus seulement l'utilisation dans l'instant des forces rassemblées, elle est devenue une décision de prévision qui intègre les problèmes industriels, économiques et financiers. Rien de plus frappant que de voir Clemenceau avertir le président Wilson que si le pétrole américain n'arrive pas suffisamment, l'armée française sera paralysée et la France acculée à un armistice ou une paix séparée.

Dès la fin de 1917, les traits de la Seconde

Guerre mondiale apparaissent (1) exception faite de la bombe atomique.

Mais ce n'est que lentement qu'a émergé d'une guerre de fantassins – avant 1914-1918 les deux tiers des pertes étaient dues aux balles, en 1914-1918 les deux tiers sont provoquées par l'artillerie – la guerre du matériel et du moteur. Son avènement a été facilité par les mutineries de 1917, véritable révolte des fantassins contre des méthodes de guerre qui n'aboutissaient jamais faute de moyens.

Cette évolution se serait faite bien plus rapidement si les premiers symptômes d'indiscipline et de fléchissement du moral avaient été mieux analysés et appréciés (2).

Il en fut ainsi des paniques du début de la guerre courte.

Dans l'évolution du moral et de la discipline de la Grande Guerre, elles ont une place à part. Alors que la guerre longue a suscité des mouvements d'épuisement plus que d'indiscipline et que le martyre inutile de l'infanterie dans des offensives qui n'aboutissaient jamais a entraîné les refus d'attaquer que sont les mutineries de 1917, la guerre courte a entraîné des désordres et des paniques plus que des mouvements d'indiscipline. Le commandement l'a d'ailleurs senti : elles n'apparaissent pas dans les jugements des Conseils de Guerre et elles ne sont pas faciles à connaître.

Dans quel contexte se manifestent-elles ? Au début du mois d'août 1914 les faits démentent les inquiétudes antérieures du commandement.

Le Journal du général Léon Durand

Le haut-commandement avait été, semble-t-il, impressionné par les mutineries qui, en Russie, avaient accompagné le rappel des réservistes lors de la guerre russo-japonaise, notamment à Kharkov, à Ekatérinoslav en septembre, et à Moscou en décembre 1904.

Ce fut la première surprise : alors que le haut-commandement prévoyait la défection de 13 % des mobilisés, moins de 2 % manquèrent à l'appel. Mais les difficultés surgirent de l'inexpérience des conditions réelles de la guerre, révélées brusquement aux combattants lors des premiers affrontements d'une lutte tout particulièrement meurtrière. Elles entraînent rapidement des désordres, plus par manque d'aguerrissement que par indiscipline. C'est donc le passage de l'état de paix à l'état de guerre avec les inévitables adaptations qu'il exige qui paraît dominer les réactions des combattants, et il se marque d'abord par un phénomène particulier, celui des paniques.

Leur étude est délicate, leur connaissance fragmentaire et lacunaire. Les traces qu'elles ont laissées dans les documents d'archives sont vagues, à peine perceptibles, et leur recherche pose des questions de méthode complexes. En 1914, de surcroît, elles ne semblent pas avoir été suivie de sanctions. Peut-être des officiers ont-ils forcé l'obéissance de quelques soldats, mais cette exécution sommaire n'en laisse généralement pas de trace et reste toujours très limitée. Aussi faut-il considérer comme exceptionnelle la source offerte par le *Journal personnel de marche* du général Léon Durand qui permet des recherches sur six paniques lors des combats autour du Grand Couronné de Nancy. Le général Léon Durand est un grand soldat, oublié (3).

Né le 4 septembre 1846 dans une vieille famille de soldats, il était entré à Saint Cyr en 1866 et avait participé glorieusement à la guerre de 1870-1871. Il atteint les étoiles en octobre 1900. En février 1910, il entre au Conseil supérieur de la Guerre. Lorsque le général Michel doit quitter le commandement suprême en 1911, le général Léon Durand se voit confier, jusqu'à la nomination de Joffre, le commandement de l'armée française.

En septembre 1911, il passe au cadre de réserve, mais le gouvernement lui confie en raison de sa valeur un groupement de divisions de réserve.

Ce groupement de réserve joue un rôle très important dans la bataille de Lorraine, et le témoignage de son chef sur les paniques est particulièrement précieux.

La première panique à laquelle il assiste se produit au 234e RI le 20 août, sur la route de Jallaucourt-Fresnes en Saulnois. Le Journal de marche du régiment en cherche l'explication dans le feu intense sous lequel s'opère le recul des troupes encore peu aguerries, recul qui s'effectue de surcroît à travers des champs séparés par des fils de fer barbelés. Aussi les éléments du régiment arrivent à l'arrière *« dissociés, en petits paquets, retraitant sans direction bien définie »*. Les pertes reflètent cette débandade : 6 morts, 94 blessés dont 40 officiers et 150 disparus.

Des sanctions ont-elles été prises à la suite de cette affaire ? Aucun témoin ne fait allusion à autre chose qu'à une reprise en main et à une remise en ordre des unités disloquées.

Le même jour, le général Léon Durand consigne que des soldats du 325e RI se sont enfuis jusqu'à Marbache *« y semant la panique »*.

Les pertes subies accusent le même nombre symptomatique de disparus relevé au 234e RI : 30 tués, 233 blessés, 161 disparus.

C'est sur la violence du feu allemand qu'insistent les officiers pour expliquer la démoralisation : *« Feu violent et continu qui a produit un effet démoralisant manifeste. »* Mais aucune des nombreuses notes écrites généralement au crayon et arrachées à leur carnet par les officiers ne fait mention de paniques. Le témoignage du général Léon Durand permet seul de tirer une conclusion nette d'échos feutrés : manifestement les documents conservés cherchent à éviter de prononcer le mot de *« panique »*.

« En quelques minutes, des pertes terribles »

La panique qui se produit au sein de la 70e DI, le 25 août présente des caractères semblables. La 140e brigade lâche pied, entraînant toute la division : *« Toute la 70e division se replie précipitamment vers Buissoncourt où des fuyards affolés crient* "l'ennemi menace le village au sud" ».

Le général Durand fait fermer les issues de Buissoncourt, et le général Fayolle – il commande la 70e DI depuis le 13 août – agit de même dans le village de Réméréville. Ces faits pourtant graves n'ont pas donné lieu à des poursuites.

La panique a eu des échos dans les documents d'archives, les Journaux de marche des brigades en font état. Ils confirment le témoignage du général Durand : *« Le 226e RI subit de front et d'enfilade des feux de mitrailleuses très meurtriers. Sous ce feu une partie des compagnies se lève et se replie en arrière. Pour arrêter ce recul les officiers se jettent en avant. Le capitaine Dard commandant le bataillon tombe avec la plupart de ses officiers. Le mouvement en arrière continue. »* Le vocabulaire cette fois est plus net : donnant des chiffres de pertes des combats, le Journal de marche de la 140e brigade n'atténue pas les faits : *« Dans ces chiffres sont compris un certain nombre de débandés et de fuyards qui ont rejoint plus tard leur corps. »* (archives du Shat, 26 N 533).

Les raisons demeurent les mêmes : *« Les régiments en quelques minutes ont subi des pertes terribles »*

Une troisième panique se produit encore le 25 août au 114e RI. À la suite de grosses pertes éprouvées dans la région de Réméréville et du bois de la Faulx cote 301, des éléments de ce régiments sont très démoralisés et ils occupent



« Heureux ceux qui sont morts, car ils sont retournés / Dans la première argile et la première terre / Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre / Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés… » Le lieutenant Charles Péguy, auteur de ce poème célèbre, a été tué le 5 septembre 1914 à Villeroy.

les positions qu'on leur assigne *« à l'est de la route Velaine-Cercueil »* avec beaucoup de difficultés. Le commandement les replie sur l'arête de Pulnoy *« pour se remettre »*. Le mouvement de panique n'a pas de conséquence : dès le 26 août les soldats se sont repris et le régiment se couvre de gloire.

Les documents d'archives permettent d'apercevoir l'existence de cette panique. On y fait mention d'un repli du 2e bataillon sous des feux violents, repli qui alla s'accentuant *« et il devenait difficile de l'arrêter »*. C'est finalement *« le commandant Kieffer qui arrêta les éléments du régiment à la sortie de Cercueil »*. Rien n'est indiqué au niveau de la division ni à celui du corps d'armée. Seule la brigade mentionne des mouvements de repli.

Les archives de la Justice militaire ne mentionnent aucune sanction à la suite de cette panique. Les refus d'obéissance et les désertions n'apparaîtront qu'à partir de septembre 1914.

Ce sont les documents du 3e Bureau qui permettent de compléter la connaissance de cette panique. Le général Guignabaudet qui commandait la 34e brigade doute, le 25, de pouvoir résister longtemps : *« Le lieutenant-colonel du 114e RI et deux chefs de bataillon sont blessés, de nombreux capitaines sont tués ou blessés »*. Quant au commandant Kieffer qui commande provisoirement la 114e RI, il envoie de Pulnoy, vers 14 heures, une note au général Guignabaudet : *« J'ai à vue d'œil 600 à 800 hommes, sans liens tactiques, sauf quelques sections. J'ai recueilli en route quelques éléments du régiment. »*

Le général Durand fait également état d'une panique nocturne survenue dans la région de Champenoux dans la nuit du 9 au 10 septembre parmi trois bataillons du détachement du colonel Rousson de la 64e DI. Le Journal de marche du régiment ne donne aucune indication sur cette panique mais il permet d'en apercevoir l'origine. La nuit précédente le détachement Rousson avait déjà subi un bombardement puissant dans la région de Cercueil, et ses pertes avaient été très élevées.

Ébranlé par ce bombardement, il n'a sans doute pas pu supporter l'attaque du lendemain dont la puissance paraissait irrésistible. Dans le rapport du 21 septembre du général Durand apparaît une phrase révélatrice : *« Le détachement du colonel Rousson s'est replié devant une attaque, il est vrai vigoureuse, de l'ennemi jusqu'à 5 km en arrière de sa position de combat découvrant ainsi les troupes voisines »*.

Enfin le général Durand signale une dernière panique survenue dans la nuit du 11 septembre et qui est due à une méprise : deux compagnies des 314e et 325e RI se sont tiré dessus et leur panique a entraîné des éléments du 206e RI et de deux compagnies du régiment de Toul. Aucune trace de cette affaire n'apparaît dans les archives (4).

L'intérêt de ces phénomènes de panique est évident. Ils montrent dans quelles conditions se sont engagés les combats de 1914 et traduisent la surprise des hommes et des officiers devant la puissance du feu. Il faut en chercher l'origine dans la différence de préparation au combat du soldat allemand et du soldat français. Le soldat allemand a appris que le feu est essentiel – *« La recherche de l'efficacité du tir prime toute condition de sécurité »* –, alors que le Français a appris que le mouvement primait tout – *« S'arrêter sans ordre, quelle que soit la violence du feu de l'ennemi, est une lâcheté »*.

Or d'emblée le feu affirme sa supériorité sur le mouvement et les meilleures troupes ne peuvent rien d'autre que de se faire tuer.

Aussi la découverte de la puissance du feu – *« Le feu tue »* suivant la formule du colonel Pétain – est-elle un choc qui explique les paniques de 1914. Celles-ci ont été une des formes du passage du temps de paix à la guerre réelle. Les idées toutes faites résistent rarement aux réalités.

GUY PEDRONCINI

Professeur à la Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire des conflits contemporains, Guy Pedroncini est l'auteur d'une thèse fameuse sur *Les Mutineries de 1917* (PUF 1967 et 1983). Il a publié en 1989 chez Perrin *Pétain, le soldat et la gloire*, premier volume d'une biographie complète du vainqueur de Verdun.

---

1) En juin 1917, le général Pétain a demandé 3 500 chars pour avril 1918.

2) Joffre n'avait lancé le premier grand programme de fabrication de l'artillerie qu'en mai 1916. Il n'avait pas bien analysé les symptômes de désobéissance en pensant qu'ils étaient provoqués par l'écho venu jusqu'aux tranchées des querelles intérieures qui n'avaient pas cessé au Parlement.

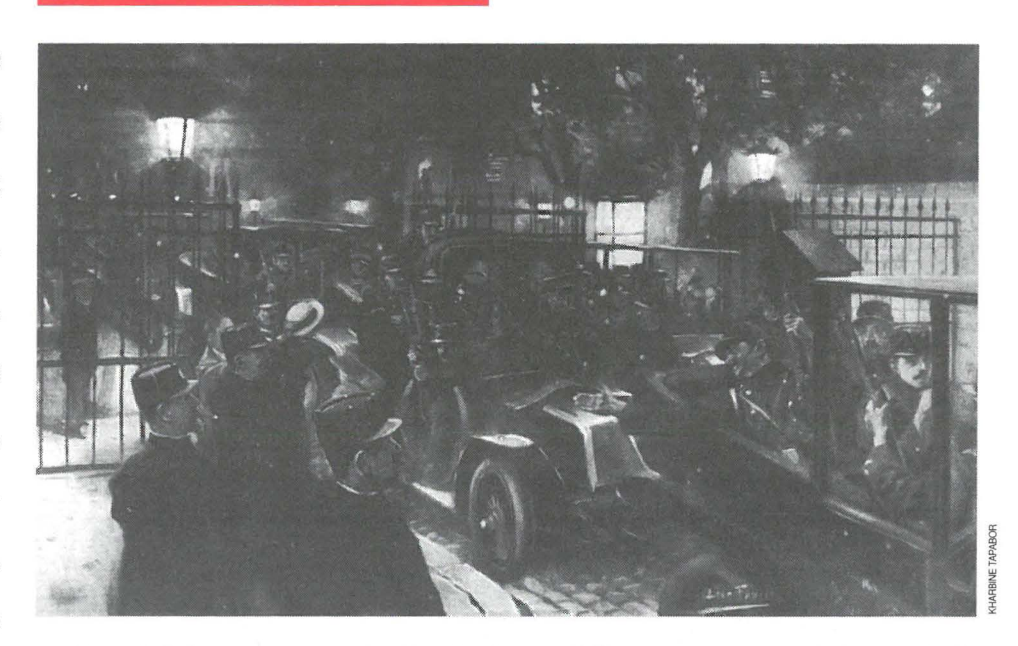
3) J'ai commencé à révéler son rôle, sans doute décisif, lors de la bataille du Grand Couronné de Nancy dans les Mélanges offerts au Professeur Gabriel Désert, *Cahier des annales de Normandie*, n° 24, Caen, 1992. Son Journal de marche m'avait été donné par son fils : il souhaitait que son père ne sombrât pas dans l'oubli, et que son Journal ne disparût pas (il avait été interdit à son père d'en faire usage).

4) Les recherches sur les paniques sont très complexes et exigent des recherches à tous les niveaux. Aussi découragent-elles les candidats à une maîtrise. Je souhaite signaler une très belle exception, celle d'une de mes étudiantes, Mme Giacomoni, qui a étudié les paniques du XVe CA (maîtrise soutenue à Paris I, année 1987-1988).

La bataille de la Marne

PAR PHILIPPE CONRAD

À l'Ouest, ce fut la seule vraie grande bataille. Celle de la guerre de mouvement, sur un front immense, avant les tranchées. Elle a décidé du sort de la guerre. Tout a joué. L'intelligence et les nerfs des grands chefs, l'incroyable ressort des combattants, et le hasard aussi. La chance pour les uns, la malchance pour les autres. Point de vue français et point de vue allemand.

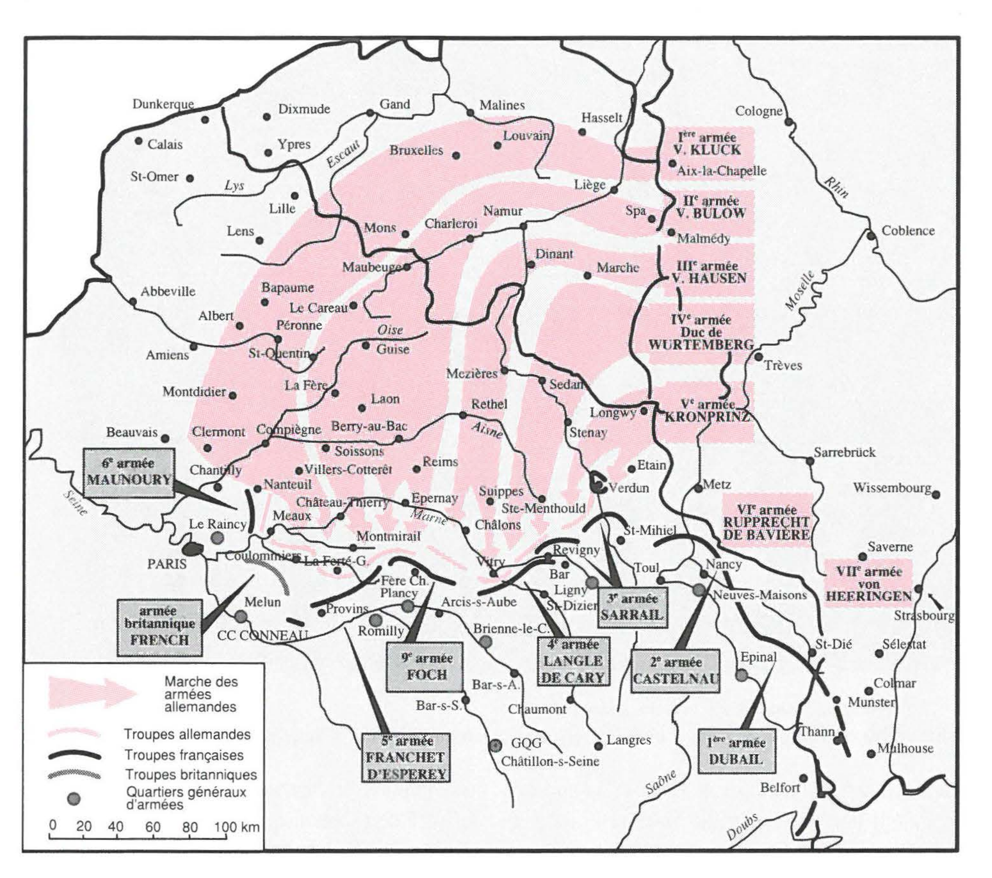


KHARBINE TAPABOR

Les taxis de la Marne. Une idée de Gallieni qui a compris l'erreur de von Kluck. Premier exemple de la mécanisation de la guerre.

Les deux coalitions qui s'affrontent paraissent de force à peu près égale, dans un premier temps du moins. Le nombre de combattants disponibles est à peu près le même de part et d'autre. Les Centraux (Allemagne, Autriche et Hongrie) vont devoir se battre sur deux fronts, à l'ouest et contre la Russie, mais celle-ci se trouve isolée de ses propres alliés, surtout après l'entrée en guerre de la Turquie, qui rejoint à partir d'octobre le camp des puissances centrales. L'entente franco-anglaise dispose de la maîtrise des mers mais cet atout qui lui permet d'imposer un blocus naval pour affamer l'Allemagne ne pèsera de tout son poids que plus tard. Dans le domaine des armements, les Centraux ne disposent d'un net avantage qu'avec leur artillerie lourde. La France espère que ce déséquilibre sera compensé par l'entrée en action du « rouleau compresseur russe ». Dans les deux camps, on est persuadé que la guerre sera courte et les opinions publiques qui ont poussé au conflit sont encore pleines d'illusions.

L'état-major allemand a prévu de conduire à l'ouest une « guerre éclair » qui lui permettra de vaincre en six semaines les armées françaises. Une fois cet objectif atteint, il compte se retourner contre le géant russe, en évitant ainsi d'avoir à mener la guerre trop longtemps sur deux fronts. C'est le plan Schlieffen. Du coté français, le général Joffre qui est le « patron » de l'armée depuis 1911 prévoit de déclencher deux offensives, en Lorraine et dans les Ardennes. Après quelques succès initiaux, à Mulhouse et Sarrebourg, les Français doivent se replier sous la pression des armées allemandes. Ils doivent surtout faire face à une vaste manœuvre de débordement par l'ouest à travers la Belgique. Quand il apparaît, le 23 août, que la « bataille des frontières » est perdue dans la région de Charleroi, il faut se résoudre à faire retraiter toute l'aile gauche



Les forces en présence, la veille de la bataille de la Marne.

des armées françaises, poursuivie par les armées de l'aile droite allemande. Durement éprouvés, les soldats français se replient en bon ordre et une nouvelle armée est constituée autour du camp retranché de Paris. On craint un siège de la capitale et le gouvernement part s'installer à Bordeaux. A ce moment les généraux de l'aile droite allemande, toujours lancés à la poursuite des armées françaises qu'ils espèrent encercler et réduire, commettent l'erreur d'infléchir leur marche vers le sud-est en laissant sur leur droite le camp retranché de Paris confié au commandement du général Gallieni. Le commandant en chef allemand, le général von Moltke, personnage médiocre, n'est que l'ombre de son oncle le grand Moltke, vainqueur de 1870. Il commet l'erreur d'expédier deux corps d'armée sur le front est menacé par les Russes. Il affaiblit ainsi son aile droite sur laquelle devait reposer tout le sort de la bataille. De son GQG de Luxembourg, Moltke, qui tombera malade en pleine bataille, était beaucoup trop éloigné du front pour conduire les opérations.

C'est dans ces conditions que s'engage, à partir du 5 septembre, la bataille de la Marne. Les armées françaises de l'est (généraux Dubail et Castelnau) contiennent la poussée allemande sur les Vosges et au nord de Nancy. Apprenant le mouvement de la 1ère armée allemande (von Kluck) à l'est de Paris, Gallieni presse Joffre de prendre avantage de ce mouvement imprudent qui expose l'aile droite ennemie, d'autant que maintenant les forces franco-britanniques ont l'avantage du nombre. Dès le 5 septembre, Joffre lance la contre-attaque. De Verdun à Paris, l'ensemble des forces qui retraitaient depuis quinze jours s'arrêtent pour faire front, alors que la 6e armée (général Maunoury) vient se jeter depuis Paris dans le flanc de la 1ère armée allemande. C'est à cette occasion que deux régiments sont transportés vers la zone des combats par les célèbres « taxis de la Marne » réquisitionnés par Gallieni. La bataille fait rage sur l'Ourcq et au sud de la Marne, notamment à hauteur des marais de Saint-Gond et du château de Mondement. Il en va de même à l'ouest de Verdun où les armées Sarrail et Langle de Cary parviennent à stopper la ruée de l'ennemi, galvanisé par ses premières victoires. Au Centre, les armées Foch et Franchet d'Esperey résistent pied à pied.

Cependant, la contre-offensive de Joffre aurait échoué si l'énergie des chefs et la résolution des troupes avaient fléchi. C'est bien dans le domaine du moral qu'on peut parler d'un miracle, ce qu'a souligné le général von Kluck en personne : *« ...Que des hommes se fassent tuer sur place, c'est là une chose bien connue et escomptée dans chaque plan de bataille. Mais que des hommes ayant reculé pendant dix jours, que des hommes couchés par terre, à demi-morts de fatigue, puissent reprendre le fusil et attaquer au son du clairon, c'est là une chose avec laquelle nous n'avions jamais appris à compter ; c'est là une possibilité dont il n'a jamais été question dans nos écoles de guerre... »*

Pourquoi Joffre a-t-il osé réclamer à des troupes exténuées les intenses efforts d'une bataille de plusieurs jours ? *« La bataille de la Marne*, explique le général de Maud'huy, *a pu être livrée parce que le général en chef vivait loin de la troupe. Les colonels, les généraux de brigade, les généraux de division, même les commandants de corps d'armée ne l'auraient pas livrée, car ils auraient vu l'exténuation des soldats. L'autre, le général en chef, ne la connaissait pas, a osé... Il faut peut-être de la cruauté ou de l'indifférence pour conduire une nation à ses fins... La marche sur Tombouctou (1894) le lui avait appris...* (1) *»*

Le grain de sable dans la machine allemande

Dès le 6 septembre, Joffre sut que l'armée répondait à son espoir. Partout les soldats avaient accueilli sans murmure l'ordre d'attaquer.

Le « miracle de ma Marne » n'est pas seulement dû au coup d'œil et au sang-froid de Joffre et de Gallieni. Les historiens militaires allemands, tout en rendant hommage à l'énergie du soldat français, soulignent que ce « miracle » eut également pour cause un grain de sable dans la machine de guerre allemande, la défaillance du lieutenant-colonel Hentsch, dépassé par sa mission, lors de la bataille de la Marne. Le lieutenant-colonel Hentsch, attaché au grand état-major, avait été mandaté par le général Moltke, malade, avec « mission de se rendre au front pour y ordonner à son gré, soit la poursuite de l'assaut, soit la retraite de l'armée allemande de l'ouest. Son destin – et celui du peuple allemand – l'amena non pas vers les quatre régiments victorieux qui combattaient côte à côte, mais vers celui qui, à l'est de Paris, se trouvait, sur son aile droite, dans une situation momentanément critique. Là Hentsch vécut son premier combat. Il vit pour la première fois des morts et des blessés. Epuisé et désemparé, il vit des hommes battre en retraite. C'est alors que les cinq armées montant à l'assaut sur une largeur de 300 kilomètres reçurent l'ordre de se replier. » (2).

Le « miracle de la Marne » sauve Paris et signifie l'échec du plan de guerre éclair imaginé par l'ennemi. Celui-ci se replie sur l'Aisne, poursuivi par une armée française que la victoire a littéralement ressuscitée. La poursuite



L'état-major français. De gauche à droite :
les généraux Roques, Dubail, Belin, de Maud'huy, Joffre, de Langle de Cary, Foch, Dubois, de Castelnau, D'Urbal, Franchet d'Esperey, Putz.

bute cependant sur les positions défensives très solides installées sur le « chemin des Dames » et à partir de ce moment, les deux armées qui s'affrontent vont tenter de se déborder par l'ouest en engageant une véritable « course à la mer » dont l'enjeu est le contrôle des ports de la Manche et de la mer du Nord qui doivent permettre à l'Entente de maintenir une liaison étroite entre la France et l'Angleterre. La lutte va se poursuivre sans discontinuer jusqu'au mois de novembre. A ce moment les troupes françaises, belges et anglaises vont réussir à contenir sur les rives de l'Yser, une petite rivière de Flandre maritime, la poussée furieuse des forces allemandes. C'est à ce moment que sont livrés les terribles combats de Ramscapelle, Ypres et surtout Dixmude où s'illustrent les fusiliers marins de l'amiral Ronar'ch, ainsi que les troupes noires de la division coloniale. Quand la pression allemande se relâche, la guerre a changé de visage. de la mer du Nord à la Suisse, sur plus de 700 kilomètres de front, les adversaires se font face à l'abri de tranchées puissamment fortifiées, protégées par des feux d'artillerie meurtriers. La « guerre de positions » a succédé à la guerre de « mouvement » et aucun des deux adversaires ne paraît désormais en mesure de l'emporter rapidement. A l'est en effet, les Allemands malgré leur infériorité numérique, ont écrasé à Tannenberg et aux lacs Mazuriques deux armées russes, avant-garde du « rouleau compresseur » tant attendu des Français. Pour les différents belligérants, il faut s'installer maintenant dans la « guerre longue » en organisant l'économie en conséquence, en cherchant de nouveaux alliés susceptibles de faire pencher la balance en faveur de l'un des deux camps. Des deux côtés, le moral demeure solide et, malgré les pertes déjà subies, on demeure persuadé *« qu'on les aura ».*

PHILIPPE CONRAD

LE PLAN SCHLIEFFEN

Le plan du feld-maréchal comte von Schlieffen (1833-1913), ancien chef d'état-major de l'armée impériale allemande, mis au point en 1905, puis révisé plusieurs fois par son auteur, était conçu comme une réplique militaire à la situation créée par l'alliance franco-russe. L'Allemagne étant condamnée à combattre sur deux fronts, Schlieffen voulait obtenir rapidement la décision sur le théâtre principal du front Ouest (France), l'Allemagne se tenant sur la défensive contre la Russie. La défaite de la France devait amener son allié russe à renoncer à la lutte. Le succès de ce plan reposait donc sur un préalable et un pari, la passivité de l'armée russe sur le front Est.

Pour la conduite des opérations du front Ouest, le plan Schlieffen prévoyait d'éviter une bataille frontale contre le système fortifié français, de déborder celui-ci par un vaste mouvement à travers les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, l'aile droite pivotant ensuite sur la charnière Metz-Thionville afin de battre l'armée française dans les plaines de la Belgique et du nord de la France. *« Renforcez l'aile droite »*, fut le dernier conseil laissé sur son lit de mort par le feld-maréchal, en 1913, à son successeur à la tête du grand état-major, le neveu du Grand Moltke. Mais celui-ci, en 1914, n'eut pas l'audace de porter toute la force allemande sur la droite, ce qui ruina la manœuvre. Cependant, Schlieffen lui-même avait sous-estimé plusieurs facteurs, notamment la panique provoquée par l'invasion russe en Prusse-Orientale, qui obligea le haut-commandement allemand à ramener des forces vers le front Est (Le IXe corps d'armée et le corps de réserve de la Garde).

Loin d'être passive, la Russie de Nicolas II appliquait scrupuleusement la convention militaire secrète signée à Saint-Pétersbourg, le 17 août 1892. Elle stipulait que « si la France est attaquée par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne ».
Le respect de cette disposition aura des conséquences incalculables. Il sauvera la France de l'invasion, lui créant des devoirs immenses vis-à-vis de l'allié loyal qui s'était sacrifié pour elle. Mais il acculait l'armée russe à une manière de suicide.

DOMINIQUE VENNER
***Histoire de l'Armée Rouge*, Plon, 1981.**

---

(1) Le futur maréchal Joffre avait commencé sa carrière aux colonies. Voir *Enquête dur l'Histoire* n° 8, « L'aventure coloniale ».

(2) Le général Joris von Lohausen, *Les Empires et la Puissance*, Labyrinthe, 1985. La mission du lieutenant-colonel Hentsch et ses conséquences désastreuses pour l'Allemagne sont évoquées en détail par le général von Kuhl : *La Campagne de la Marne en 1914*, Payot 1927.

L'ARME DU BLOCUS ET SA RIPOSTE

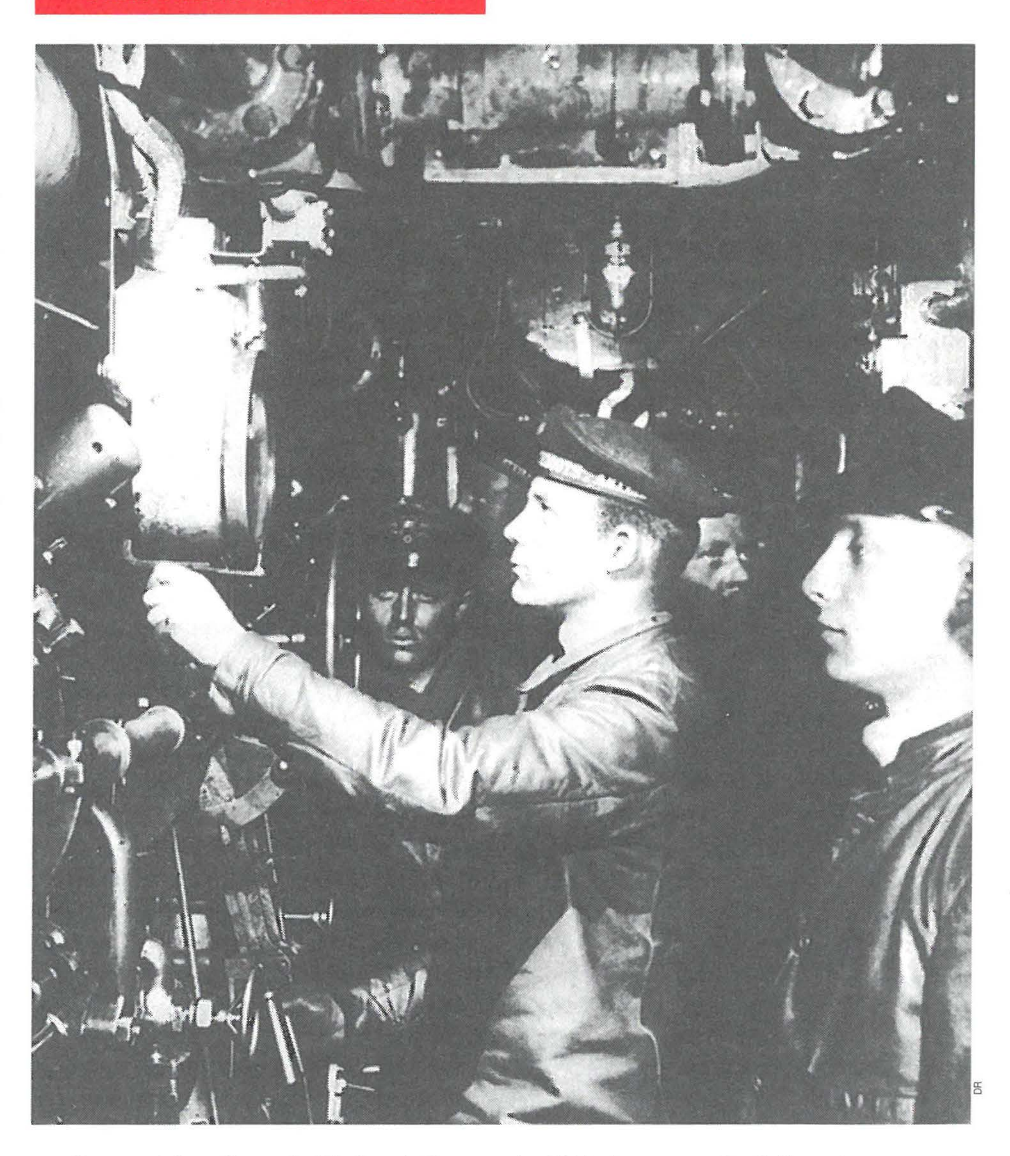
La guerre sur mer et sous la mer

PAR PHILIPPE MASSON

Dès la fin de 1914, l'Entente contrôle les mers. Pour rompre le blocus, les Allemands inventent la guerre sous-marine. Duel sur les flots.

Les années précédant la Première Guerre mondiale ont été marquées par une course intense aux armements navals avec la construction de *dreadnoughts* et de croiseurs de bataille. En 1914, trois grandes marines ont pris la tête de cette compétition, celles de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et des États-Unis. La flotte française se trouve ravalée au 4e rang, talonnée par les marines du Japon et de l'Italie. Fondée sur les enseignements de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, une conception domine la pensée navale de l'époque. Un conflit débutera par un engagement majeur et la flotte victorieuse bénéficiera de la maîtrise de la mer.

À peine commencée, la Première Guerre mondiale assure un démenti majeur à cette conviction. Pour une raison essentiellement de prestige, Guillaume II se refuse à un affrontement avec la *Grand Fleet* britannique. Il recule devant le risque d'une défaite qui ne pourrait que ternir la réputation du Reich. La *Hochseeflotte*, la flotte de haute mer, limite ainsi son activité à des raids éclair sur la côte anglaise, qui n'aboutissent qu'à de brefs engagements comme celui du Dogger Bank, le 24 janvier 1915.



DR

Sous-mariniers allemands. Dès le mois de septembre 1914, l'arme nouvelle révéla ses immenses possibilités. L'interruption de la guerre sous-marine fut-elle une erreur ?

Il faut attendre le 31 mai 1916 pour assister à une rencontre générale des deux flottes au large de la côte du Jutland. Bataille sans résultat stratégique, même si elle prouve la qualité de la jeune marine allemande. En Méditerranée, la situation est la même. L'armée navale française ne réussit pas à forcer au combat la marine austro-hongroise.

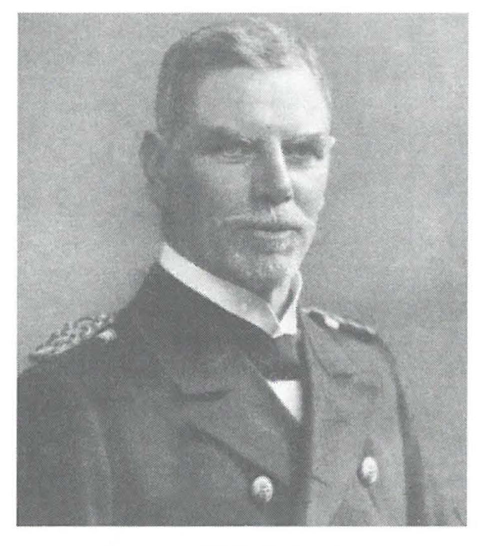
En dépit de ce mécompte, l'Entente dispose, dès la fin de 1914, de la maîtrise de la mer, confirmée par l'élimination des quelques navires allemands menant la guerre de course dans le Pacifique ou l'océan Indien. Le croiseur *Emden*, après une brillante campagne, est ainsi éliminé par le *Sydney*. L'escadre de l'admiral Graf Spee qui tente de regagner l'Allemagne par le Pacifique et l'Atlantique est à son tour détruite aux Falkland le 8 décembre 1914, après un succès sans lendemain à Coronel, au large du Chili, contre l'escadre improvisée de Cradock. Cette maîtrise de la mer est cependant incomplète. Elle ne concerne pas la mer Noire et pas davantage la Baltique qui reste une mer allemande. Cette lacune entraîne l'isolement de la Russie, confirmé par l'échec des Dardanelles. Pour pallier les faiblesses de son économie de guerre, les Alliés doivent emprunter la route interminable de Vladivostok ou la voie arctique par Arkhangelsk, puis Mourmansk à partir de 1916.

Début de la guerre sous-marine

Cette maîtrise de la mer se heurte aussi à la menace totalement imprévue du sous-marin, promu pour la première fois au rôle de bâtiment de combat. Dès le mois de septembre 1914, le submersible révèle ses possibilités avec l'extraordinaire triplé de l'*U-9* de Otto Weddingen qui réussit l'exploit d'envoyer successivement par le fond les trois croiseurs-cuirassés britanniques *Hogue*, *Cressy* et *Aboukir*.

Le sous-marin ne réussit cependant pas à obtenir l'égalité des forces souhaitée par l'état-major allemand. La *Grand Fleet* se replie sur la base de Scapa Flow au nord de l'Écosse. Les sorties de navires de ligne s'accomplissent à grande vitesse, en effectuant des zig-zag et sous la protection d'écrans de destroyers. Ces procédures exploitent la faiblesse opérationnelle du sous-marin en plongée, incapable de soutenir plus de 7 à 8 nœuds pendant une heure à peine.

C'est dans le domaine de la lutte au commerce que le sous-marin va donner toute sa mesure. À deux reprises, en réponse à un blocus économique de plus en plus étouffant, les Allemands vont mener une guerre sans restrictions, attaquant sans avertissement tout navire rencontré dans des zones de guerre, Western Approaches et Méditerranée. D'abord en 1915. Mais cette première tentative est interrompue rapidement à la suite du torpillage de navires à passagers comme le *Lusitania* et l'*Arabic*, qui suscite l'indignation des neutres et surtout des États-Unis.



Le baron Spee (1861-1914), célèbre corsaire allemand. Le 1er novembre 1914, dans l'Atlantique sud, il bat l'amiral anglais Chadock. Il sera coulé à son tour le 8 décembre 1914 au large des Falklands. Ses deux fils périront avec lui. DR

Les Allemands poursuivent alors la lutte en respectant le droit sur les prises. Après cette « phase crépusculaire », ils reprennent la guerre à outrance en février 1917 pour la poursuivre jusqu'à l'armistice. Les résultats obtenus sont impressionnants, avec plus de 12,5 millions de tonnes envoyées par le fond, le quart de la flotte mondiale de 1914. C'est au printemps de 1917 que les résultats les plus inquiétants sont obtenus. Les destructions mensuelles oscillent de 540 000 à 880 000 tonnes. Jellicoe, chargé de la lutte anti-sous-marine déclare alors à l'amiral américain Sims *« Nous sommes en train de perdre la guerre. »*

La menace est cependant jugulée à partir de l'été 1917 par l'emploi de toute une gamme de moyens. Une première méthode consiste à établir des barrages de filets et de mines. La Manche se trouve ainsi rapidement interdite aux *U-Boote* obligés de gagner l'Atlantique en faisant le tour des îles britanniques. Des résultats moins concluants sont obtenus dans le canal d'Otrante qui commande la sortie de l'Adriatique.

En fait, le succès est obtenu par le recours aux convois protégés, déjà largement pratiqués à l'époque moderne. Avec l'emploi d'un nombre imposant de navires d'escorte dotés d'appareils d'écoute et de grenades de plus en plus puissantes, le système se révèle efficace. Le sous-marin doit renoncer à l'attaque au canon en surface et mener ses opérations en plongée avec des performances limitées.

La mise en place de ces moyens de lutte entraîne l'apparition d'une nouvelle marine, au détriment bien souvent de la flotte de combat condamnée à une inaction morose. À elle seule, la Royal Navy consacre plus de 150 000 hommes à la guerre anti-sous-marine. Les Alliés finissent par disposer de plus de 8 000 navires et 2 000 avions dont 1 100 et 1 260 pour la marine française. L'effort allemand est également considérable et les pertes impressionnantes. Sur 343 *U-Boote* entrés en service, 178 disparaissent pour des causes diverses.

Les Alliés ont, en définitive, disposé de tous les avantages de la maîtrise de la mer. Cette maîtrise a permis l'intervention en France des troupes britanniques et l'arrivée massive du corps expéditionnaire américain fort de plus de deux millions d'hommes. Elle a également permis l'évacuation de l'armée serbe en 1916, la constitution du camp retranché de Salonique, à l'origine de l'offensive victorieuse de l'armée d'Orient en direction du Danube à l'automne de 1918.

La maîtrise de la mer a encore permis à l'Entente d'exploiter au maximum l'énorme « arrière » américain avec des achats massifs de produits alimentaires, de matières premières et de machines-outils. En 1918, les importations françaises concernent 30 millions de tonnes de charbon, un million de tonnes d'acier, 35 millions de quintaux de céréales et 1,5 million de tonnes de produits pétroliers. Grâce au contrôle des routes maritimes, la Grande-Bretagne et la France ont pu tirer le maximum de ressources de leurs empires.

Le blocus affame l'Allemagne

En l'espace de quatre ans, la France a fait venir de ses colonies, comme combattants ou travailleurs, près de 2 millions d'hommes.

La liberté des mers se trouve enfin à l'origine du blocus des Empires centraux. Tout au long du conflit, la notion de contrebande de guerre ne cesse de s'élargir, au point de dépasser les matières premières indispensables aux industries d'armement et de concerner les produits alimentaires nécessaires aux populations de l'arrière. Il faudra attendre cependant 1917 et l'intervention américaine pour que les Alliés soient finalement en mesure de donner au blocus toute son efficacité.

LE TORPILLAGE DU *LUSITANIA* ET L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS


TALLANDIER

Le 7 mai 1915, le grand paquebot *Lusitania* de la Cunard est torpillé au sud de l'Irlande par le sous-marin allemand *U-20.* 1 200 personnes disparaissent dans le naufrage dont 124 citoyens américains. L'émotion est considérable dans le monde et on veut voir dans cet « acte de piraterie » une preuve nouvelle de cette barbarie allemande qui s'est déjà manifestée en Belgique ou dans le nord de la France par des exécutions d'otages, des incendies de villages, des viols collectifs ou encore par l'emploi d'armes prohibées comme les gaz asphyxiants.

Avant même la fin du conflit, la disparition du *Lusitania* pose la responsabilité de Winston Churchill, alors premier Lord de l'Amirauté. Pour commencer, le paquebot n'était pas un bâtiment comme les autres. Sa construction avait été en partie financée par l'Amirauté pour servir éventuellement de croiseur auxiliaire et il figurait sur les listes de la flotte.

Deux commissions d'enquêtes tenues en pleine guerre à Londres et à Washington ne peuvent dissimuler le fait que le *Lusitania* transportait 5 471 caisses de munitions et probablement des explosifs. Contrairement aux allégations de l'Amirauté, il n'aurait pas été touché par deux torpilles mais par une seule.

Autre interrogation. Comment expliquer l'absence de protection alors que le *Lusitania* traversait en plein jour une zone où, depuis plusieurs semaines, patrouillaient en permanence un ou deux sous-marins ? Négligence d'autant plus étrange que des destroyers se trouvaient à Queenstown, à proximité de l'endroit du torpillage.

Dernier élément troublant. Le jour de la catastrophe, le colonel House, le représentant du président Wilson, se trouvait à Londres. Dans la matinée, il avait rencontré Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères et le roi George V lui-même. L'un et l'autre, incidemment, lui avaient posé la question suivante : « *Quelle serait la réaction des États-Unis si un paquebot comme le* Lusitania *était torpillé par un sous-marin ?* » En définitive, on a pu se demander si la destruction du bâtiment n'avait pas été facilitée par Churchill dans le but de faire échouer la mission du colonel House en Europe destinée à obtenir une atténuation du blocus en échange de l'abandon de la guerre sous-marine ou bien de provoquer une intervention américaine.

Ph. M.

Pour les Anglo-Américains, il apparaît comme la cause déterminante de l'effondrement des puissances centrales.

Point de vue contesté par les Français traumatisés par quatre années de bataille sur leur sol et la perte de 1,4 million d'hommes. L'armée allemande n'a pas manqué d'armes, a conservé jusqu'au bout sa capacité combative et l'occupation de la Roumanie et de la Russie du sud avait permis d'atténuer les restrictions. Il n'en reste pas moins que les privations avaient contribué à la dégradation du moral des civils et des combattants et probablement abrégé la guerre de plusieurs mois.

À se placer sur le plan de la grande stratégie, la Première Guerre mondiale semble, justifier les théories de l'amiral Mahan : dans le cas d'un conflit généralisé et prolongé, la puissance de la mer finit par l'emporter sur la puissance continentale.

Assertion qui comporte une forte part de vérité, à condition de ne pas oublier les relations étroites qui unissent le théâtre maritime au théâtre continental et les caractères spécifiques de chaque conflit. À la différence des affrontements de l'époque classique, la Grande-Bretagne, à l'exception des Dardanelles, ne s'est pas cantonnée dans une stratégie périphérique et à l'envoi de simples corps expéditionnaires, même si la petite armée French a déjà joué un rôle déterminant à la Marne. À l'initiative de Kitchener, elle a mis sur pied une grande armée qui a pu garantir l'intégrité du front occidental au moment de Verdun et au lendemain de la défection russe. De même, l'intervention des premières divisions américaines a eu un effet déterminant lors des grandes offensives de Ludendorff au printemps de 1918. Au total, les marines alliées ont assuré l'isolement des puissances centrales, permis l'exploitation de ressources à l'échelle mondiale et la mise en œuvre des grandes armées anglo-américaines sur le théâtre d'opérations principal.

Sur le plan tactique, un certain nombre d'enseignements semble se dégager au lendemain du conflit. Un discrédit se manifeste à l'égard du cuirassé. La reconstitution de certaines marines, comme celles de la France ou de l'Italie, va s'effectuer à partir de bâtiments légers, croiseurs ou contre-torpilleurs. Même si la Royal Navy met en chantier à la fin du conflit le premier porte-avions à pont d'envol continu, personne n'envisage cependant que ce bâtiment puisse devenir le capital-ship de l'avenir.

À l'égard du sous-marin, les sentiments sont partagés. Les Allemands regretteront toujours l'interruption de la guerre sous-marine à outrance dès septembre 1915. C'est oublier que le maintien de la guerre sans restrictions aurait accéléré l'adoption des convois et surtout hâté l'intervention américaine.

Il n'en reste pas moins qu'à la fin des années trente, l'amirauté britannique ne croit plus à l'efficacité du sous-marin. Le système des convois a prouvé son efficacité et les destroyers de la Navy sont dotés de l'asdic, l'ancêtre du sonar. Le réveil sera brutal en 1939, avec l'adoption par l'amiral Dönitz de la tactique des meutes, l'attaque de groupes de sous-marins de nuit et en surface. Les Alliés seront alors obligés d'accomplir un nouvel effort considérable d'adaptation pour faire face à une nouvelle bataille de l'Atlantique qui commandera l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

PHILIPPE MASSON

Agrégé d'histoire, docteur ès-lettres, Philippe Masson dirige le Service historique de la Marine. Il a publié récemment chez Perrin une *Histoire de l'armée allemande*.

DANS LES DEUX CAMPS

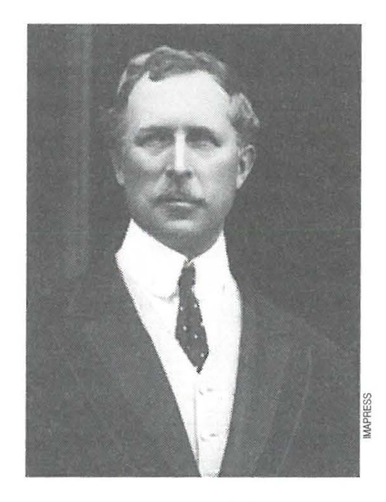
Les chefs de la Grande Guerre

PAR GUY CHAMBARLAC

Vingt portraits de généraux qui, dans les deux camps et sur tous les théâtres d'opération, ont été les principaux acteurs de la Grande Guerre.

ALBERT Ier (1875-1934) Commandant de l'armée belge. Roi en 1909. Élève à l'École militaire, puis officier dans un régiment de grenadiers. En août 1914, il prend lui-même la direction des opérations et dirige la retraite à travers la Hesbaye et le Brabant. Il organise la défense d'Anvers jusqu'en octobre, puis réussit, avec l'aide des Français et des Anglais, à ramener six divisions sur Ostende et Nieuport. À l'automne 1918, à la tête d'un groupe d'armées il participe à l'offensive générale, s'empare des Flandres, de Dixmude, nettoie la côte par Ostende, Zeebrugge, atteint Bruges, Gand et la frontière hollandaise.

Edmond ALLENBY (1861-1936) Maréchal anglais. Entre à l'École militaire de Sandhurst. Sorti dans la cavalerie, il fait campagne en Afrique du Sud en 1882. En 1909, il est major général. En 1914, il reçoit d'abord le commandement de la division de cavalerie du corps expéditionnaire. En 1915, il commande la IIIe armée puis participe en 1917 à la bataille de la Somme. En juin


MAPRESS

Albert Ier de Belgique

1917, il est affecté au commandement des forces expéditionnaires en Palestine. Il transporte son quartier général du Caire au front, puis, le 31 octobre, s'empare par surprise de Beershéda ; le 14 novembre, il atteint Jaffa et réussit à couper les lignes de repli des forces turques. Le 9 décembre, il occupe Jérusalem. En septembre 1918, il prend Damas, puis Beyrouth, enfin Alep le 26 octobre. La Turquie capitule le 30. Maréchal en 1919, il est nommé haut-commissaire en Égypte.

Alexis BROUSSILOV (1853-1926) Général russe. Sorti de l'École des pages, officier en 1872, colonel en 1892, major général en 1900. Il reçoit le commandement de l'École des officiers de cavalerie en 1902. En 1914, il commande la VIIIe armée, en Galicie, et son action décide de la victoire à Lemberg, en septembre. En 1916, nommé commandant en chef du groupe d'armées du sud-ouest, il lance le 4 juin unc offensive de grande envergure du Pripet à la frontière roumaine et rompt le front autrichien en Volynie, en Galicie et en Bukovine. En 1917, il ne peut empêcher l'effondrement des armées russes, mais obtient un dernier succès en juillet. Nommé généralissime, il est peu après relevé de son commandement. Rallié ultérieurement au pouvoir bolchévique.

Luigi CARDONA (1850-1928) Maréchal italien. Issu d'une famille d'officiers, il occupe en 1914 le poste de chef d'état-major général. Il prend le commandement à la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche,

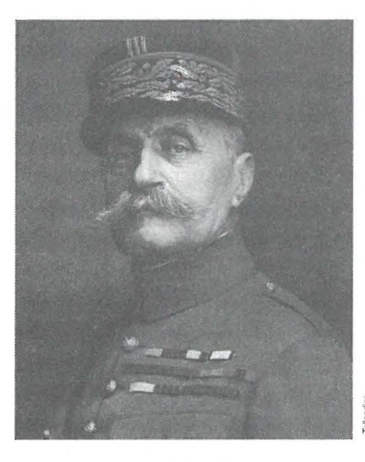

Tallandier

Le général Broussilov

le 24 mai 1915. Il mène à bien des offensives sur l'Isonzo et dans le Trentin. En octobre 1917, les armées austro-allemandes, après une mise en place très discrète, déclenchent une puissante attaque, lui infligent une cuisante défaite à Caporetto. Il rétablit difficilement le front sur la Piave. Après avoir passé son commandement au général Diaz, il fit partie du Conseil de guerre suprême allié. Nommé maréchal en 1924. Son successeur remportera en 1918 la victoire de Vittorio-Veneto sur les troupes autrichiennes.

Enver PACHA (1881-1922) Général et homme politique turc. D'origine bosniaque, il entra dans l'armée et reçut sa formation militaire dans la garde prussienne. Principal chef du mouvement des Jeunes-Turcs, il dirigea les coups d'État de 1908-1909. Il participa à la guerre turco-italienne de 1911-1912 en Tripolitaine, puis à la seconde guerre balkanique en reprenant la ville d'Andrinople et devint ministre de la Guerre en 1914. Il prit l'initiative de faire bombarder par la flotte ottomane les ports d'Odessa et de Sébastopol, contraignant ainsi la Turquie à entrer dans la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne. Il prit le commandement du front du Caucase mais fut contraint par les Russes d'évacuer l'Arménie. Chassé de Constantinople en octobre 1918, il partit pour le Turkestan. Ayant pris parti pour les rebelles il fut tué dans un combat contre les troupes soviétiques.

Erich von FALKENHAYN (1861-1922) Général allemand. Sorti de l'École des Cadets, il sert dans l'infanterie. En 1890, sa vie privée fait scandale ; il quitte l'armée, se rend en Chine, organise l'armée chinoise. Sa réussite et l'appui de Waldersee lui rendent la faveur impériale. Nommé au grand état-major, il est général en 1912. Ministre de la Guerre en 1913. Après la Marne, il remplace discrètement, mais effectivement, von Moltke comme commandant en chef. En 1915, estimant qu'aucune décision ne peut être obtenue sur le front de l'Ouest, il porte son effort sur le front russe, mais n'exploite pas complètement ses succès ; il réduit ensuite la Serbie. En 1916, il croit pouvoir épuiser le potentiel militaire allié dans une guerre d'usure, et il conçoit la bataille de Verdun qui est un échec. À l'est, l'offensive Broussilov anéantit les succès d'une année. Le 27 août 1916, remplacé par Hindenburg, il reçoit le commandement de la IX[e] armée et mène l'offensive contre la Roumanie qui le conduit à Bucarest. Envoyé en Turquie, il participe aux dernières opérations en Palestine, face à Allenby.


Tallandier

Le maréchal Foch

Ferdinand FOCH (1851-1929) Maréchal de France. Sorti de Polytechnique dans l'artillerie en 1873. En 1878, il est capitaine à Rennes. Reçu en 1885 à l'École supérieure de guerre, il y revient en 1895 comme professeur de tactique générale jusqu'en 1900, et en prendra le commandement en 1907, développant la théorie de l'offensive à outrance qui fera faillite en 1914. En août 1914, il se distingue dans la défense du Grand Couronné. Le 29 août, il reçoit le commandement de la future IX[e] armée et choisit Weygand comme chef d'état-major. Pendant la bataille de la Marne, il contient une puissante offensive allemande à Fère-Champenoise. Le 5 octobre, on lui confie le commandement du groupe d'armées du Nord et il dirige la bataille des Flandres, puis en 1916, la bataille de la Somme. En 1917, conseiller militaire du gouvernement et président du comité interallié de Versailles, il s'efforce d'établir une collaboration plus efficace entre les Alliés. Le 26 mars 1918, la conférence de Doullens accepte le commandement unique. Il est choisi comme généralissime des armées alliées, d'abord à l'Ouest, puis sur tous les fronts. Il conduit ainsi la bataille de France, qui s'achève par l'armistice du 11 novembre 1918. Maréchal en août 1918.

Louis FRANCHET d'ESPEREY (1856-1942) Maréchal de France. Sorti de Saint-Cyr dans l'infanterie en 1876, participe à la campagne de Tunisie en 1881, entre à l'École de guerre, puis, après avoir fait campagne au Tonkin, il va en Chine, puis au Maroc. En août 1914, il se signale à Charleroi, puis à Guise ; le 3 septembre, il remplace Lanrezac à la tête de la V[e] armée et joue un rôle décisif à la bataille de la Marne. En 1916, il commande le groupe d'armées de l'Est, puis, en 1917, celui du Nord. À l'automne 1918, il prend le commandement du front de Macédoine et déclenche, le 14 septembre 1918, une puissante offensive, progresse de 100 kilomètres en dix jours et provoque la capitulation bulgare le 29 septembre 1918. Maréchal de France en 1921.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME (1882-1951) Kronprinz d'Allemagne, commandant d'armées. Fils de l'empereur Guillaume II, il reçoit en août 1914 le commandement de la V[e] armée allemande qui pénètre en France à Neufchâteau et Longwy. En 1916, Falkenhayn décide l'offensive sur Verdun et le Kronprinz dirige les attaques de février à juin qui aboutissent à l'occupation des forts de Douaumont et Vaux, perdus à nouveau en fin d'année. Le Kronprinz avait d'ailleurs exprimé ses craintes qu'une telle guerre d'usure ne fût à double tranchant ; il avait proposé une action contre la Russie. En mai 1918, il attaque avec son groupe d'armées au Chemin des Dames, franchit l'Aisne et atteint la Marne et Château-Thierry, progressant de 60 km et faisant 50 000 prisonniers. Cette offensive se heurte à la manœuvre de Foch, et c'est la deuxième bataille de la Marne. Après la guerre, il se retire en Hollande.


DR

Le Kronprinz
Frédéric-Guillaume de Prusse

Joseph GALLIENI (1849-1916) Maréchal français. Fils d'officier. Sort de Saint-Cyr en 1870, dans l'infanterie coloniale. En 1879 il explore le haut Niger, puis, après un séjour en Martinique, est nommé gouverneur du haut Sénégal. En 1893, il est au Tonkin, puis, en 1896, gouverneur général et commandant en chef de Madagascar. Rappelé en 1905, il est nommé gouverneur militaire de Lyon. Le 26 août 1914, il est nommé gouverneur militaire de Paris et, à sa demande, la VI[e] armée est mise à sa disposition pour assurer la défense de la capitale. Le 5 septembre, il provoque le changement de direction de la I[ère] armée allemande et l'engagement de la bataille de la Marne par Joffre ; il lance l'armée Maunoury dans le flanc de l'aile droite allemande. En octobre 1915, il est nommé ministre de la Guerre ; il doit se retirer, épuisé, en mars 1916 et meurt des suites d'une opération chirurgicale. En 1921, il est fait maréchal de France, à titre posthume.

Douglas HAIG, (1861-1928) Maréchal anglais. Élève au collège de Sandhurst, il en sort premier dans la cavalerie ; il est envoyé aux Indes. Admis à l'École d'état-major, il participe ensuite aux campagnes du Soudan et du Transvaal. Inspecteur général de la cavalerie aux Indes, de



Le maréchal von Hindenburg

1903 à 1906. Directeur des études d'état-major au ministère de la Guerre. En 1914, il reçoit le commandement du 1er corps de l'armée britannique et se distingue à Mons et à Ypres. En 1915, il commande la Ière armée, puis remplace le maréchal French à la tête des forces britanniques qui participent en 1916 à la bataille de la Somme, en 1917 à la bataille des Flandres. En 1918, après avoir contenu les offensives allemandes dans la région d'Amiens, il participe à l'offensive sur la ligne Hindenburg et atteint Valenciennes et Maubeuge en octobre 1918.

Paul von HINDENBURG (1847-1934) Maréchal allemand. Sous-lieutenant en 1866, il participe à la campagne de Sadowa, puis à celle de France. Capitaine en 1878, professeur à l'École de guerre, il est ensuite affecté au grand état-major général de von Schlieffen. Général en 1900, il commande le 4e corps d'armée de Magdebourg, puis prend sa retraite à Hambourg. Le 23 août 1914, il est rappelé pour prendre le commandement de la VIIIe armée sur le front oriental enfoncé par les Russes. Il a pour adjoint Ludendorff et obtient de brillants succès à Tannenberg, aux lacs de Mazurie, en août et septembre, puis à Lodz en novembre. Après le départ de Falkenhayn, le 26 août 1916, il est nommé chef d'état-major général, avec Ludendorff toujours comme adjoint. Il conduira les armées allemandes jusqu'à la fin de la guerre. De nouveau sorti de la retraite en 1925, il est élu président de la République allemande.

Franz von HOETZENDORF (1852-1925) Général autrichien. Sorti de l'École des Cadets de Hambourg, puis de l'École militaire de Wiener-Neustadt. En 1907, chef d'état-major général il dirige les opérations dès l'ouverture des hostilités contre la Serbie, le 29 juillet 1914. À la demande de l'Allemagne, il lance une offensive prématurée en Pologne, au mois d'août, et subit des échecs en Galicie. Reprises en avril 1915, en liaison avec les forces allemandes, de nouvelles offensives permettent de réoccuper Jaroslav et Lemberg. En mai 1916, sur le front italien, il est victorieux au massif d'Asiago. Enfin, en automne 1917, et avec l'aide des forces allemandes, il obtient de nouveaux succès sur le front russe, puis sur le front italien surtout, où les 25 et 26 octobre, les forces italiennes sont rejetées de l'Isonzo à la Piave. Après cette victoire de Caporetto, il se retire. Parlant huit langues, il conduisit avec autorités les armées austro-hongroises, constituées de nationalités diverses et d'un maniement délicat.

Joseph JOFFRE (1852-1931) Maréchal de France. Entre à Polytechnique en 1869, participe à la défense de Paris en 1870 et sert dans le génie ; capitaine en 1876 à Paris, puis aux colonies à partir de 1885, en Chine, à Formose, à Hanoi. En 1892, au Soudan, il construit la voie ferrée du Niger et se distingue, en 1894, en recueillant la colonne Bonnier et en soumettant la région de Tombouctou. En 1896 il est à Madagascar et fortifie Diego-Suarez. Général de brigade en 1902, il rentre en France ; en 1910, il commande le corps d'armée d'Amiens. En 1914, il est nommé chef des armées du Nord et du Nord-Est. Après l'échec de la bataille des Frontières, il organise méthodiquement la retraite et la bataille de le Marne. Il tente en vain une rup-

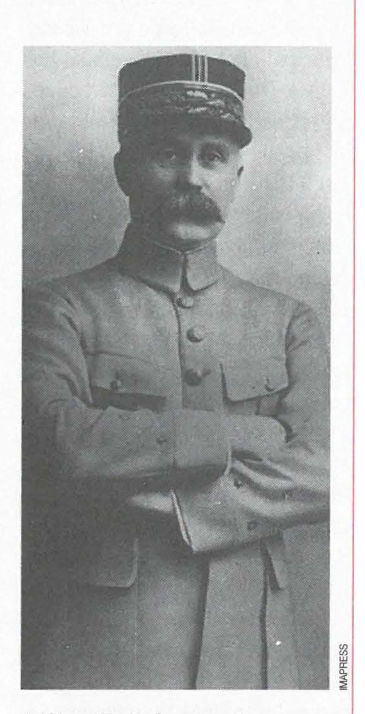
PÉTAIN, UN STRATÈGE COMPLET

Quatrième enfant d'une famille de paysans, Philippe Pétain (1856-1951) est né à Cauchy-la-Tour, dans le Pas-de-Calais. Reçu à Saint-Cyr en 1876, il est sous-lieutenant au 24e bataillon de chasseurs alpins en 1883. En 1900, il commande le 8e bataillon de chasseurs. En pleine affaire des « fiches », le ministère lui enjoint de livrer le nom de ses officiers qui assistent à la messe. Lui, qui n'y va jamais, répond que prenant place au premier rang, il ne peut voir ceux qui se trouvent derrière lui...

Professeur à l'École de guerre de 1901 à 1907, il développe une théorie révolutionnaire qui rompt avec la doctrine officielle de l'offensive à la baïonnette : *« Le progrès du feu impose à l'infanterie des procédés de combats nouveaux [...] Le feu tue. »*

Les notes de Foch, alors directeur de l'École de guerre, bien qu'hostile à ses idées, sont extrêmement élogieuses. Rien ne semble s'opposer à ce que Pétain soit enfin nommé général. Sauf son franc-parler.

En juillet 1914, le colonel Pétain a 58 ans. Il se prépare à la retraite. Un an plus tard, il commande une armée. En 1916, il triomphe à Verdun. En 1917, il est commandant en chef de l'armée française et en décembre 1918, il reçoit à Metz le bâton de maréchal de France. Dans la troupe, Pétain est le plus populaire des grands chefs de la guerre. Les soldats savent qu'il a tout fait pour soulager leur peine et limiter les pertes. Dans notre numéro 4 (« Pétain devant l'histoire »), le professeur Guy Pedroncini a révélé les raisons d'une fortune aussi exceptionnelle, renversant notamment la légende d'un Pétain exclusivement « défensif » :



« Comment comprendre que l'on demande à ce "pessimiste" de redonner confiance à une armée qui renonce ? Comment comprendre que ce général "défensif" ait réussi toutes ses offensives et surtout gagné tous ses commandements à une époque où l'offensive avait les faveurs de Joffre ? Comment expliquer qu'en octobre-novembre 1918, il voulait lancer une puissante offensive en Lorraine et que l'offensif Foch et l'énergique Clemenceau ne l'aient pas entendu ?

« Les archives ont apporté la réponse. Elles montrent le général Pétain tel qu'il a été. Un tacticien qui a obtenu la victoire et sauvé le pays par une défensive efficace tout en ménageant les hommes ; un stratège complet, sans doute le plus complet de la Grande Guerre ; un offensif raisonné qui a compris les nouvelles conditions de la guerre – il est l'homme des chars, des avions, du matériel – et la nécessité de ménager absolument les forces humaines de la France ; un homme qui connaissait bien ses soldats et qui a réussi en quelques semaines à maîtriser une crise du moral et de la confiance qui menaçait de conduire à la défaite. »

LE MYSTÈRE KITCHENER

Horatio Herbert Kitchener (1850-1916). Maréchal anglais. Il étudie dans un collège français de Genève et fait ses premières armes dans un bataillon français pendant la guerre de 1870.

En 1892, il devient, à 42 ans, sirdar, c'est-à-dire commandant en chef de l'armée égyptienne qu'il faut créer de toutes pièces. Dès 1896, son fondateur peut l'emmener au Soudan pour venger la mort de Gordon Pacha. Sa victoire d'Omdourman fait de lui le chef militaire le plus populaire de l'Empire britannique.

Sa carrière militaire se poursuit en Afrique du Sud contre les Boers. Il réorganise l'armée des Indes. En août 1914, on lui confie le ministère de la Guerre alors que l'armée anglaise n'est absolument pas prête à affronter le conflit. En trois mois, il obtient deux millions d'engagements volontaires. Mais dans son effort pour faire de cette masse d'hommes une véritable armée, il entre souvent en conflit avec les politiciens qui ne lui pardonnent pas sa froideur, son mépris et son goût du secret et parviennent à lui retirer le ministère de l'Armement et les fonctions de chef d'état-major. Il songe à donner sa démission.

Le 5 juin 1916, alors qu'il vient de quitter la base de Scapa Flow pour une visite en Russie, son navire est mystérieusement coulé. Les circonstances non-éclaircies de cet accident de guerre, la haine que portaient à Kitchener certains hommes politiques, notamment Lloyd George, pour qui il représentait un obstacle incontournable, l'interdiction d'envoyer des secours alors que le désastre s'était produit à 2 km de la côte, enfin le silence pesant dont l'Amirauté a toujours refusé de sortir ont accrédité les pires rumeurs sur les causes de la mort du maréchal.

ture du front en Champagne et en Artois en 1915. En 1916, l'héroïque défense de Verdun, la bataille de la Somme et sa stratégie très critiquable du « grignotage » ont entraîné des pertes énormes. Il est remplacé par le général Nivelle, le 12 décembre, et choisi comme conseiller technique du gouvernement. Il donne sa démission. Le 27 décembre, il est fait maréchal de France, dignité rétablie en sa faveur.

Erich von LUDENDORFF (1865-1937) Général allemand. Il entre dans l'armée en 1883. Ses capacités et sa puissance de travail le font admettre au grand état-major général en 1894, au bureau des opérations, sous les ordres de von Schlieffen. Chef du Bureau mobilisation en 1908, il prépare la loi militaire de 1913. Il prend les fonctions de quartier-maître général de l'armée Bülow à la mobilisation. Il se distingue à Liège en forçant l'entrée de la ville, le 8 août 1914, en tête des brigades qu'il a rassemblées. Quelques jours plus tard, il est désigné comme chef d'état-major de Hindenburg, chargé du commandement du front oriental. Il organise aussitôt la contre-offensive conclue par les victoires de Tannenberg et des lacs de Mazurie. En 1915, il prépare l'offensive sur Vilna, et le 29 août 1916, quand Hindenburg est nommé chef d'état-major général, il le suit comme adjoint. À ce titre, il est à la base de toutes les opérations jusqu'à la fin de la guerre, et particulièrement des grandes offensives allemandes de 1918. Après leur échec, il se démet de ses fonctions, le 28 octobre 1918.

Auguste von MACKENSEN (1849-1945) Feld-maréchal allemand. Participe à la campagne de 1870-1871 en France avec le 2e Hussards, et sert longtemps à l'état-major général. Général de division en 1903. En août 1914, il reçoit le commandement d'une armée allemande, et en novembre échappe de peu, à Lodz, à l'encerclement par les forces russes. En 1915, il joue un rôle prépondérant dans la grande offensive austro-allemande qui se développe du 28 avril au 22 juin. Il est alors nommé feld-maréchal. En août, dans la campagne de Pologne, il réussit par une progression de 200 km à atteindre Brest-Litovsk. En décembre, il commande une des deux armées qui occupent la Serbie. En 1916, il commande l'armée bulgare, renforcée de troupes allemandes qui, en septembre, envahissent la Roumanie par la Dobroudja, puis, ramenant les forces face à l'ouest, il réussit à franchir le Danube à Sistova le 11 novembre, et provoque le repli des armées roumaines faisant face à Falkenhayn ; il occupe la Roumanie en décembre. En octobre 1918, il s'efforce de tenir la rive gauche du Danube et d'interdire aux Alliés de pénétrer en Roumanie ; le 10 novembre il organise la retraite vers la Hongrie.



Le maréchal Mackensen

Nicolas NICOLAIEVITCH (1856-1929) Général russe. Oncle du tsar Nicolas II, grand-duc de Russie, il suit les cours de l'Académie militaire de Saint-Pétersbourg et participe à la campagne de 1877 contre les Turcs. Il fait carrière dans la cavalerie. Pendant la guerre russo-japonaise, il est écarté de tout commandement. Son prestige n'en est que plus grand. En août 1914, il est généralissime des armées russes. Fidèle aux engagements pris, il entre en campagne dès la fin du mois d'août. Après les échecs en Prusse-Orientale, il obtient un plein succès en Galicie contre les forces austro-hongroises. En 1915, il s'efforce d'enrayer l'offensive austro-allemande ; le front russe est disloqué, mais il réussit à organiser la retraite. Nicolas II prend alors ses fonctions. En 1916, il commande les forces russes en Arménie, occupe Erzeroum et Trébizonde. À la Révolution, il s'exile en France.

Joseph PERSHING (1860-1948) Général américain. Sort de West Point en 1886 dans la cavalerie. Il participe à des opérations lors du soulèvement des Sioux en 1890. Capitaine en 1898 il participe au siège de Santiago de Cuba lors de la guerre hispano-américaine. Envoyé aux Philippines, de 1900 à 1904 il se distingue dans la révolte des Morros. Attaché militaire au Japon, il suit les opérations en Mandchourie. Il reçoit en 1915 le commandement d'une brigade lors de l'expédition contre le Mexique. Major général en 1916, il est choisi en 1917 pour commander les forces américaines en Europe. Il organise le corps expéditionnaire et participe aux opérations alliées à partir de mai 1918.

Radomir PUTNIK (1847-1917) Maréchal serbe. Entre à douze ans à l'Académie militaire dont il sera plus tard professeur. En 1876 il fait campagne contre les Turcs comme capitaine, puis en 1885 contre les Bulgares. Nommé chef d'état-major, il est *voïvode*, c'est-à-dire généralissime, lors de la guerre des Balkans de 1912-1913. En 1914, après l'invasion austro-hongroise, il contre-attaque avec les 11 divisions de l'armée serbe, les 18 et 19 août, franchit la Save et obtient une série de succès. Le 9 décembre il s'empare de Roudnik et occupe Belgrade le 14. Mais, fin 1915, deux armées, dont une allemande commandée par Mackensen, combinent une action d'encerclement avec l'armée bulgare. Putnik, malade, organise une terrible retraite à travers l'Albanie vers l'Adriatique, d'octobre à décembre 1915.

Entre deux patries

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

En 1914, l'Alsace-Lorraine appartient au Reich allemand depuis plus de quarante ans. Certains de ses fils choisissent la France, mais la majorité se bat sous l'uniforme feldgrau. Ceux qui tomberont pour l'Allemagne deviendront après la guerre les *« soldats les plus inconnus »* d'une Alsace redevenue française. Une histoire occultée.

Les *Mobilmachungsbefehle* – les ordres de mobilisation – apparaissent le 1er août 1914. À Strasbourg, dans les rues pavoisées, *Die Wacht am Rhein* mille fois répétée salue la mobilisation des hommes valides de dix-sept à quarante-cinq ans, c'est-à-dire vingt-huit classes. Privilège particulier du Reichsland Elsass-Lothringen : le *Landsturm* même est mobilisé. La veille, les autorités ont arrêté la suspension de l'application normale de la Constitution octroyée le 31 mai 1911, en même temps que l'instauration de l'état de siège en vertu des lois militaires du 4 juin 1815. L'Alsace-Lorraine est placée sous le régime de la dictature militaire (1).

Les combats commencent dès les premiers jours d'août. Les Français prennent Mulhouse, puis Altkirch. La contre-offensive allemande les contraint à l'abandon de Mulhouse (2). Bientôt, on se bat à Sarrebourg. Les rumeurs les plus folles circulent. Elles parlent



DR

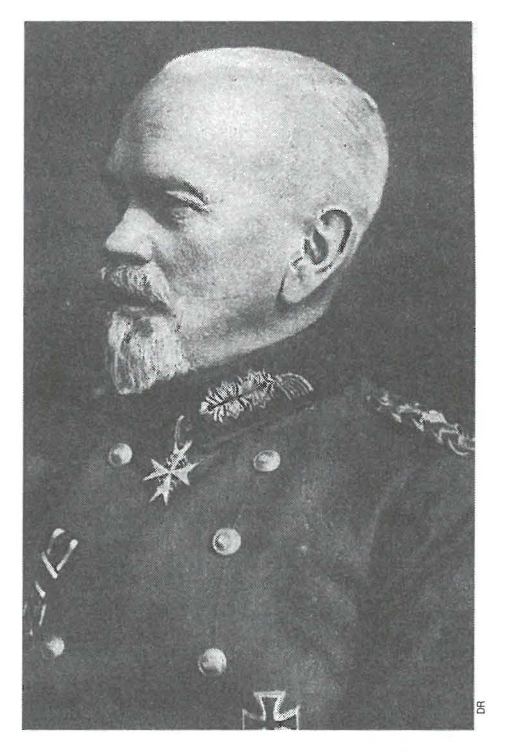
1914 : les guerriers sont encore romantiques, portant des fleurs sur le casque. Les Alsaciens partent en feldgrau, le baiser de retour sera-t-il bleu horizon ?

d'espions, de déserteurs, d'un bombardement aérien de Nuremberg, de l'assassinat de Poincaré à Paris. L'Alsace est sur la ligne du front et chacun comprend qu'elle est devenue l'un des enjeux du conflit.

Des jeunes gens passent la frontière pour s'enrôler dans l'armée française, laquelle comptera près de vingt-mille combattants alsaciens-lorrains. Des francophiles ardents, comme les caricaturistes Jean-Jacques Waltz alias Hansi (1873-1951) et Henri Zislin (1875-1958) donnent l'exemple. Promus officiers, ils sont chargés de faire de la propagande et de recruter leurs compatriotes. Député de Metz au Reichstag, le socialiste Georges Weill (1882-1970) profite de ses vacances à Saint-Malo pour rejoindre, dès le 5 août 1914, le 102e régiment d'infanterie au fort de Châtillon. Capitaine en 1917, il sera chargé d'une mission auprès de Kerensky. C'est un Alsacien émigré après 1871, le général Tauffiieb (1857-1938) qui commande le 37e Corps d'armée en 1917 et doit réprimer une mutinerie survenue au Chemin des Dames (3).

« Il est minuit Dr Schweitzer... »

L'héroïsme des attitudes francophiles a été tant célébré qu'il a occulté les autres sentiments alsaciens-lorrains, lesquels varieront parfois chez les individus et fluctueront naturellement au fil des quatre années de guerre. À l'instar de Romain Rolland et de Hermann Hesse, l'écrivain René Schickele (1883-1940), trente et un ans, né à Obernai d'un père alsacien et d'une mère française, entend se tenir *« au-dessus de la mêlée »*. Dès 1914, il passe en Suisse et y édite *Die Weissen Blätter*, une revue pacifiste et européenne. En septembre 1914, son aîné, l'écrivain et poète Friedrich Lienhard (1863-1929), l'initiateur du *Heimatkunst*, ne cache pas attendre de la victoire qu'elle intègre les Alsaciens plus étroitement au Reich allemand. En 1916, il publiera un livre-manifeste proclamant l'appartenance de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, alors que Hans-Karl Abel (1876-1951) donnera le titre de *Der Ruf in der Nacht* à *Die Elsässische Tragödie*, roman qu'il avait publié cinq ans plus tôt. Le héros de cette histoire alsacienne à l'époque napoléonienne choisit l'Allemagne. En juin 1917, le président du Landtag d'Alsace-Lorraine, le docteur Eugen Ricklin (1862-1935), déclare qu'il espère que le sang versé donnera aux Alsaciens-Lorrains leur juste place dans le Reich. Il exprime alors un sentiment encore assez répandu.



***Le général alsacien Heinrich Scheüch, titulaire de l'ordre* Pour le Mérite.**

Dans les derniers jours de la paix, des Alsaciens ont quitté Paris par le dernier train pour rejoindre l'armée impériale. Il en est plusieurs milliers d'autres, restés sur le territoire français, que les autorités françaises arrêtent et font interner dans les camps de suspects, sur l'île de Tatihou, au large de Cherbourg, à Granville et ailleurs. Parce qu'il est germanophone et sujet du Reich allemand, le docteur Albert Schweitzer (1875-1965) a droit à ce traitement au Gabon d'abord, en France ensuite.

Les Alsaciens-Lorrains sont mobilisés dans les régiments de l'armée impériale stationnés dans le Reichsland ou en Bade. Le 99e de Saverne compte deux compagnies constituées uniquement d'Alsaciens. Plusieurs milliers vont rejoindre la flotte de la Kriegsmarine à Wilhelmshaven et à Kiel. Malgré le bruit fait, un an plus tôt, par « l'affaire de Saverne », les volontaires alsaciens-lorrains sont nombreux. Parmi eux, Robert Ernst (1897-1980). Dès le 1er août 1914, il s'engage au 10e Régiment d'artillerie lourde qui tient garnison à Strasbourg. Il n'a que dix-sept ans, mais va participer aux combats du Chemin des Dames et d'Ypres. En juillet 1915, il obtient le grade de sous-lieutenant. En 1916, il combat à Verdun et prend part à la prise du Fort de Vaux. La même année, il est transféré sur le front oriental dans les Carpates. Officier d'ordonnance du lieutenant-colonel bavarois Karl Haushoffer (1869-1946), Ernst obtient son détachement dans l'aviation d'observation. Le 17 novembre 1917, il est abattu près de Cambrai lors de sa troisième mission. Remis de ses blessures, il revient sur le front en mai 1918 pour participer à la seconde bataille de la Marne (4).

Volontaire, lui aussi, le poète Oskar Wöhrle (1890-1946) est envoyé sur le front russe et participe aux combats en Lituanie. Il compose des chansons qui, regroupées sous le titre de *Kamerad im grauen Heer*, gagnent rapidement la célébrité. Plus tard, il publiera deux livres de guerre – *Soldanblut* et *Bumserbuch* – qui diront sa sainte horreur de la « tuerie insensée ». Huit mille volontaires alsaciens-lorrains trouveront la mort au combat sous l'uniforme feldgrau.

La longue liste des officiers généraux alsaciens-lorrains dans l'armée française n'a pas son équivalent dans l'armée impériale. Un seul nom se détache, celui du général Heinrich Scheüch (1864-1948) titulaire de l'ordre *Pour le Mérite*. Issu du Kadettencorps prussien, ce natif de Sélestat, petit-neveu d'un ministre de Mac-Mahon, fait une fulgurante carrière. Colonel en 1912, directeur de l'infanterie de l'armée allemande en 1913, chef d'état-major du ministre de la Guerre au grand quartier général le 4 août 1914, général adjoint en 1916, chef du ministère de la Guerre le 16 août 1917, lieutenant général le 9 octobre 1918 et ministre de la Guerre du royaume de Prusse jusqu'au 3 janvier 1919 (5). Une brillante exception, car l'accès aux hautes fonctions militaires est généralement réservé à la « caste nobiliaire » (6). Mais les Alsaciens-Lorrains fournissent un nombre important d'officiers subalternes.

Sur tous les fronts

Contrairement à une légende tenace, les Alsaciens-Lorrains ne sont pas exclus du front occidental. Mobilisé, le Colmarien Ernst Stadler (1883-1914) participe aux combats en Flandre. Il tombe à Zanovoorde, près d'Ypres, dès 1914. Traducteur de plusieurs auteurs français, ce proche de Schickele avait été l'une des figures de la revue *Der Stümer*. Mobilisé avec le grade de vice-adjudant au 26e Bataillon du Landsturm de Trêves, le docteur Karl Roos (1878-1940), l'un des futurs chefs de l'autonomisme alsacien, participe à la prise d'Anvers à l'automne 1914. Promu lieutenant, il reçoit la responsabilité militaire d'une gare ferroviaire en Belgique et termine la guerre avec la Croix de fer de 1ère classe. Futur grand nom de la littérature alsacienne germanophone, le docteur Paul Bertololy (1891-1972) fait Verdun (7). Incorporé après le Notabitur qu'il a passé en 1917, le Mulhousien Marcel Jacob

(1899-1970) est envoyé à Hohensaln en Prusse-Orientale, puis à Wilna en Lituanie. Au printemps 1918, il arrive en Flandre. Le 14 juillet suivant, il est fait prisonnier par les Anglais près d'Ypres (8).

Des Alsaciens-Lorrains sont engagés sur le front oriental dès le deuxième mois de guerre. Il s'agit de faire face au « rouleau compresseur russe ». Le *Landsturmbataillon* de Colmar vient renforcer la IX[e] Armée de Mackensen. Il se bat en Prusse-Orientale. Pour soutenir l'armée austro-hongroise, de nouveaux contingents partent en 1915. Deux mille deux cents hommes, *« dont une moitié d'Alsaciens et une moitié de Badois »*, traversent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en train au cours du mois d'avril.

Dominique Richert (1893-1977) en est. Ce paysan du Sundgau a été mobilisé en 1913 et affecté à la première compagnie du fameux 112[e] Régiment d'infanterie. Dans les premiers jours d'août, il a participé à la bataille de Mulhouse, puis à celle de Sarrebourg. Lorsqu'il arrive dans les Carpates, il a déjà fait campagne dans le Nord de la France et en Belgique, face aux Français, aux Anglais et à de terribles troupes hindoues. Il n'ignore rien des horreurs et des stupidités de la guerre. Pourtant, ce qu'il découvre dépasse ce qu'il a enduré jusque-là. En proie au découragement, il doit malgré tout participer à l'offensive, coûteuse en vies humaines, contre les Russes qui tiennent les hauteurs enneigées du mont Zwinin. Ceux-là finissent par céder la position, laissant leurs morts et leurs vivres. Il faut alors les prendre en chasse, passer le Dniestr et le repasser sous le feu mortel, car les Russes se sont ressaisis et forcent à la retraite.

Une armée muette

Dans cette tragédie absurde, Richert, loin de prendre la pose du héros, avoue privilégier sa survie. Il lutte contre le froid, la neige, la faim, la soif, la boue, les poux. Il dit le trou creusé à la hâte, le râle des blessés abandonnés, les morts qui s'entassent et qu'on ne peut enterrer, le camarade qui réclame qu'on l'achève. Envoyé sur les rives de la Baltique, l'Alsacien est promu sous-officier malgré ses nombreuses incartades. Il découvre la misère des populations civiles et prend part à la bataille de Riga où lui parvient la nouvelle de l'armistice avec les Russes. Revenu sur le front occidental en avril 1918, il déserte le 23 juillet. Interrogé par les Français, il refuse de trahir ses camarades restés dans les lignes allemandes.



DR

Dominique Richert. Mobilisé depuis 1913 au 112[e] régiment d'infanterie cantonné à Mulhouse, il ne retrouve son village que cinq ans plus tard. La Grande Guerre l'a entraîné du Front occidental aux Carpates, du Dniestr à Riga. Revenu sur le front occidental, il déserte en juillet 1918. Son journal témoigne.

Rentré parmi les siens, il va rédiger en allemand le journal de sa guerre. Retrouvé récemment dans les archives militaires fédérales de Fribourg-en-Brisgau, traduit en français et publié tout récemment en Alsace (9), il présente d'incontestables parentés avec *À l'Ouest rien de nouveau* d'Erich-Maria Remarque et l'on comprend que son écriture réaliste ait intéressé Heinrich Böll. Comme les peintures d'Otto Dix et les dessins d'Alfred Kubin, il exprime la profonde détresse d'un homme engagé dans la grande tuerie européenne, son peu de goût pour la guerre et sa peur de perdre la vie dans ce jeu terrible et insensé. Réfractaire à la grande machine à tuer, Richert, comme Céline, proteste contre le « casse-pipe ».

Sur les 380 000 Alsaciens-Lorrains qui ont combattu dans les rangs allemands, 50 000 ont été tués au combat (10). Après 1918, dans l'Alsace qui célèbre les poilus en uniforme bleu horizon, les survivants de la « grise armée » vaincue devront se taire. Songeant avec amertume au sacrifice oublié de leurs camarades disparus, ils les nommeront les *« soldats les plus inconnus »* (11). Soixante-dix ans après sa rédaction, le livre de Richert leur rend un tardif hommage.

JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) La levée de ces mesures ne cessera d'être réclamée par les élus alsaciens-lorrains et le statut du Reichsland alimentera le débat politique. Sur la problématique politique, voir Pierre Zind : *Elsass-Lothringen – Alsace-Lorraine, Une nation interdite (1870-1940)* (Copernic, 1979).

(2) Promu officier à sa sortie de l'École des Cadets de Karlsruhe et affecté depuis 1913 au 112[e] Régiment d'infanterie stationné à Mulhouse, Hermann Goering fait alors preuve de son intrépide bravoure.

(3) Félicité par le général Pétain, Taufflieb sera désavoué par Paul Painlevé, ministre de la Guerre, et placé en réserve de commandement.

(4) Ernst quitte Strasbourg le 20 novembre 1918, deux jours avant l'entrée des troupes françaises. Monarchiste, il ne veut pas servir la République et quitte l'armée allemande pour entreprendre des études universitaires à Heidelberg et Tübingen. Devenu l'un des chefs de file des Alsaciens-Lorrains en Allemagne, puis rallié au national-socialisme, il est nommé *Generalreferent* pour les affaires alsaciennes, en juillet 1940.

(5) Jeran-Claude Richez : *Encyclopédie de l'Alsace*, tome XI (Éditions publitotal, Strasbourg, 1985).

(6) Bernard Vogler : *Histoire culturelle de l'Alsace* (La Nuée Bleue, Strasbourg, 1993).

(7) Auteur notamment de *Vision der Gotik* (1936), Bertololy sera très lu en Allemagne où plusieurs de ses livres connaîtront de nombreuses éditions. L'*Oberrhenischer Kulturpreis* de la Johann-Wolfgang-von-Goethe-Stiftung lui sera décerné en 1969 à Freibourg-en-Brisgau.

(8) Journaliste et romancier renommé en Alsace, il sera l'auteur notamment de *Menschen im Garten* (Alsatia, Colmar), roman dont la traduction française parue sous le titre de *Les Clefs du jardin* (Plon, 1953), sera saluée par Marcel Haedrich.

(9) *Les Cahiers d'un survivant* (La Nuée Bleue, Strasbourg 1994).

(10) Chiffres donnés dans l'ouvrage collectif *Das Elsass von 1870-1932*, tome I (Alsatia, Colmar, 1936). L'historiographie française fait généralement état de 250 000 ou 270 000 combattants alsaciens-lorrains.

(11) Pour honorer leur mémoire, Frédéric Spieser fera édifier la « tour de la paix » sur les ruines relevées du château de la Hunebourg, près de Dossenheim-sur-Zinzel. Le 19 juin 1941, les autorités allemandes y feront transférer le corps du docteur Karl Roos, condamné à mort et fusillé en février 1940 à Champigneulles. Sous séquestre de l'administration française depuis 1947, ce site semble aujourd'hui à l'abandon. Quant aux cendres du chef autonomiste, elles ont été enlevées mystérieusement dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale.

Fils de la guerre

PAR JEAN MABIRE

Il y a ceux que la guerre a rayé des effectifs. Il y a ceux que la guerre a tiré du néant pour les hisser au premier rang. Soldats, politiques, écrivains, ce sont les fils de la guerre.

Marquée au fer rouge par l'expérience de la guerre – cette rencontre avec ce que Drieu La Rochelle nommait *« le couple divin, le courage et la peur »* – toute une génération s'est affirmée telle qu'en elle-même la gloire, la misère et l'horreur allaient à jamais la transfigurer.

Prodigieux révélateur, le combat submerge les hommes comme dans un bac de photographie d'où ils surgissent, figés en des épreuves définitives. Sans ce choc gigantesque, ils auraient vécu, certes. Mais vécu comme des vivants et non des survivants.

La saignée a été telle qu'en 1918 il subsiste de ces garçons qui avaient une vingtaine d'années en 1914 la seule partie émergée d'un gigantesque iceberg humain. Les autres, les morts, ont à jamais disparu dans un océan abyssal de larmes et de sang. Il n'en demeure que des croix. Si souvent anonymes. Provisoires avant le néant de l'infidèle mémoire collective de tout un peuple à qui on est en train de voler, pan par pan, son passé.

Il y a ceux que la guerre a rayé des effectifs de l'avenir. Il y a ceux pour qui elle fut la chance – mot horrible – qui leur procura la postérité. Et pour longtemps, tant ils furent marqués par ces années, ces blessures, ces copains. Et cette terrible certitude que leur sacrifice était inconnu, avant de devenir inutile.

Évacuons d'abord ceux pour qui elle fut la chance suprême, vieux militaires qui avaient tant attendu la Revanche et qui faillirent, de peu, la manquer, comme un point d'orgue à leur carrière tout entière vouée à l'épée.

Ainsi cet obscur colonel de 58 ans, qui commande un régiment d'infanterie à Arras et se prépare à partir en retraite. Le conflit lui



T. E. Lawrence (1888-1835). Orientaliste. Membre de l'Intelligence Service en 1914. Il anime la révolte arabe contre les Turcs, aventure magnifiée dans son livre Les Sept Piliers de la Sagesse *(1926).*

permettra de décrocher des étoiles inespérées de général. Vainqueur de Verdun en 1916, commandant en chef en 1917, maréchal de France en 1918, le voilà parti pour une seconde et même une troisième carrière : l'Académie française, le ministère de la Guerre, l'ambassade à Madrid, la vice-présidence du Conseil. Sans la guerre de 1914, le colonel Henri, Philippe, Omer Pétain ne serait jamais devenu chef de l'État français en 1940... ni condamné à mort en 1945.

Il est deux autres personnages à qui la Grande Guerre va donner leur chance, leur permettant de marquer à jamais le XX[e] siècle de leur empreinte. Certes, ils ont déjà bien entamé leur trajectoire d'éternels agitateurs, dans les années d'avant-guerre. Mais sans jamais sortir de l'obscurité de partis voués à des querelles intestines et à des complots avortés.

Vladimir Oulianov, dit Lénine, a déjà 44 ans en 1914. Mais il n'est encore connu que comme un exégète du marxisme et enfant terrible de la mouvance sociale-démocrate dans l'empire des tsars. Prisonnier, bagnard, exilé, il a traîné dans toutes les capitales européennes, menant au sein de son parti l'interminable guerre fratricide entre bolcheviks et mencheviks. La guerre, qui le surprend en Suisse, est l'occasion inespérée. Le passager du célèbre wagon plombé, offert par l'Allemagne impériale, devient en novembre 1917 président du Conseil des commissaires du peuple. On connaît la suite qui va durer plus de soixante-dix ans.

Benito Mussolini n'a que 31 ans en 1914. Mais ce fil d'un forgeron de Romagne, inscrit au parti socialiste à 17 ans, est sans nul doute le meilleur journaliste politique de son pays. Lui aussi a connu l'exil, l'agitation révolutionnaire, les coups. Il a une intuition géniale : unir à jamais les deux grandes forces antagonistes de son temps : le socialisme et le nationalisme. Dès octobre 1914, il rompt avec son parti et fonde un nouveau quotidien, le *Popolo d'Italia*, où il se montre partisan forcené de l'intervention aux côtés des Alliés. Il va sceller


DR

Benito Mussolini (1883-1945). Caporal dans les bersaglieri. Gravement blessé en 1917.

son engagement de son sang. De son expérience de la guerre vont naître, après une victoire mutilée, les Faisceaux italiens de combat. Le fascisme est né. Cela deviendra « *le mal du siècle* ». Au moins du demi-siècle.

Nombreux sont ainsi les hommes politiques pour qui la guerre est à la fois révélation et révolution. Certains sont de parfaits inconnus, des anonymes de la foule grise des grandes villes. Ainsi cet Adolf Hitler qui partage son existence misérable entre Vienne et Munich, où il vend des aquarelles pour ne pas mourir de faim. La guerre qui le saisit à 25 ans, fera de lui un caporal décoré de la Croix de fer de 1ère classe, distinction rarissime pour un simple agent de liaison qui n'est même pas sous-officier. Nul plus que lui n'est fils de la guerre – et de la défaite.

Tous les cadres des partis totalitaires, bolchevik, fasciste, national-socialiste, sont passés par l'épreuve du feu. Ces soldats politiques ont été d'abord des guerriers dans le grand choc des empires. Ainsi le jeune officier de l'armée impériale russe Toukhatchevski, ainsi l'engagé volontaire Italo Balbo, ainsi le capitaine aviateur Hermann Göring, successeur du légendaire « baron rouge » à la tête de l'escadrille von Richthofen.

Hissés sur le pavois des combats

De tous ces lansquenets, le plus marqué dans son âme et dans sa chair par les griffes de la mort est sans nul doute le capitaine Ernst Röhm, défiguré à Verdun par une blessure à la face et qui va vouer le reste de sa vie aux complots et aux bagarres de la guerre civile, avant de mourir comme il avait vécu, en aventurier pour qui la seule famille est celle des camarades d'une section d'assaut. Être tué à coups de revolver lors de la *Nuit des longs couteaux* est quand même un autre destin que de finir officier en retraite de l'armée royale bavaroise en taillant ses bégonias au balcon de quelque chalet alpestre.

La guerre fut certes le point de départ de ceux qui avaient une ambition politique et crurent avoir trouvé l'occasion de la réaliser. Parmi tant d'autres : Pilsudski en Pologne, Pearse en Irlande, Petlioura en Ukraine, Gajda en Tchéquie, Mustapha Kemal en Turquie, van Severen en Flandre, Bela Kun en Hongrie, le vieux Mannerheim en Finlande, les uns ont réussi, les autres ont échoué, tous ont marqué leurs pays et leur temps. Et sans la guerre ils ne seraient jamais entrés dans l'histoire, pour le meilleur comme pour le pire. Ainsi Oswald Mosley en Angleterre. Ancien élève de l'école d'officiers de Sandhurst, il était programmé pour terminer sa carrière major de l'armée des Indes, partagé entre le polo et la chasse aux sangliers ou aux rebelles afghans. Une très belle guerre le conduit à la politique. Conservateur puis travailliste (ou le contraire), il finira par créer son propre mouvement, les Black Shirts, ces chemises noires, avatars insulaires du fascisme international.

La France n'échappe certes pas à cette forme d'aventure et de tentation. Sans la guerre que seraient devenus l'adjudant Darnand ou le capitaine Bucard ? Contremaître dans un atelier de province ou curé de campagne. Mais d'être ainsi promu héros, avec des galons et des médailles, ça vous change la vie d'un apprenti menuisier ou d'un séminariste. On raconte que le sergent Doriot se serait trouvé en Hongrie au moment de la révolution communiste et de la reprise en mains par l'amiral Horthy, avant de partir à Fiume où il aurait vu D'Annunzio instaurer sa dictature lyrique sur l'Adriatique. De telles expériences avaient de quoi marquer pour longtemps un ouvrier mécanicien de Saint-Denis la rouge.

Toute une génération d'aviateurs accrochèrent leurs futurs records au palmarès de leurs victoires « *en plein ciel de gloire* ». Ainsi Nungesser. La guerre leur avait offert des ailes. Gerbault en fit des voiles.

Mieux encore que l'aviation apparaît le Grand Jeu, le Service Secret de Sa Majesté. Qui connaîtrait l'archéologue Lawrence, auteur d'une thèse sur l'architecture militaire des croisades, assortie de quelques fouilles au

LES ANCIENS

Eux aussi nous dévisageaient, comme s'ils étaient tombés chez les sauvages. Tout devait les étonner, à cette première rencontre ; nos visages cuits ; nos tenues disparates, le bonnet de fausse loutre du père Hamel, le fichu blanc crasseux que Fouillard se nouait autour du cou, le pantalon de Vairon cuirassé de graisse, la pèlerine de Lagny, l'agent de liaison, qui avait cousu un col d'astrakan sur un capuchon de zouave, ceux-ci en veste de biffin, ceux-là en tenue d'artilleur, tout le monde accoutré à sa façon ; le gros Bouffioux, qui portait sa plaque d'identité à son képi, comme Louis XI portait ses médailles, un mitrailleur avec son épaulière de métal et son gantelet de fer qui le faisaient ressembler à un homme d'armes de Crécy, le petit Belin, coiffé d'un vieux calot de dragon enfoncé jusqu'aux oreilles, et Boucke, « le gars de ch'Nord », qui s'était taillé des molletières dans des rideaux de reps verts.

ROLAND DORGELÈS
Les Croix de bois

Publiées en 1919, *Les Croix de bois* font figure de classique de la littérature de guerre. Avec réalisme et sincérité, en s'écartant de toute imagerie d'Épinal l'écrivain a voulu montrer la vie des poilus, héroïque ou comique, étonnante et banale, généreuse et féroce. Roland Dorgelès (1886-1973) a été membre (1929) puis président (1955) de l'Académie Goncourt.


Tallandier

Adolf Hitler (1889-1945). Caporal dans l'infanterie bavaroise. Croix de Fer de 1ère classe.

Moyen-Orient ? Mais le colonel Lawrence d'Arabie ! Toute une épopée de sable, de sang et de mort. Le soleil et la torture en prime. Magnifique révélation transmuée dans un bouquin inoubliable : *Les Sept Piliers de la sagesse.*

Ils sont partis pour la guerre incertains de leur avenir. Et il en sont revenus écrivains. Tel fut le sort de nombreux jeunes gens que l'épreuve du feu a transformés et même formés tout court. Cela est souvent resté un secret pour certains. Ainsi Jean Cocteau, parti à 25 ans avec un convoi d'ambulanciers destiné aux fusiliers-marins de Dixmude. Il en tirera un ambigu et superbe roman, ce *Thomas l'imposteur*, en marge de la guerre et pourtant tout entier dominé par elle.

Énumérer les écrivains pour qui la guerre fut le choc décisif de leur vie ressemblerait à un catalogue. On pense d'abord au fantassin Drieu et au cuirassier Céline. C'est dans *La Comédie de Charleroi* et dans le *Voyage au bout de la nuit* que leur expérience est ramassée en quelques pages étincelantes. Montherlant a débuté sa carrière sous le signe de la virilité casquée. Il est devenu secrétaire de l'œuvre pour l'ossuaire de Douaumont, ce qui lui a donné l'occasion de ciseler quelques très belles pages, lyriques et édifiantes. Jean Giono, par contre, est revenu à jamais pacifiste de l'épreuve. En témoignent *Le Grand Troupeau*, un de ses plus beaux romans, et son pamphlet *Refus d'obéissance*, qui lui valut bien des tracas judiciaires en 1939 comme en 1944. Barbusse était déjà romancier avant de partir au front. Mais c'est *Le Feu*, prix Goncourt 1914 (décerné en 1916) qui en fera le témoin le plus irrécusable de la grande tuerie. Maurice Genevoix a commencé une belle carrière d'écrivain avec ses souvenirs de guerre. Et quel livre fut plus célèbre en son temps que *Les Croix de bois*, transformant Dorgelès de joyeux drille de la bohème montmartroise en romancier au succès désormais assuré ? Le dragon Bernanos n'aurait pas été le fulgurant polémiste qu'il devait devenir si la guerre n'avait transformé le jeune étudiant royaliste en un pamphlétaire blessé à mort. Même Alain, le très sage philosophe, devait sortir bouleversé de cette tragique aventure où il fut artilleur, tout comme un certain Kostrowitzky, dit Apollinaire, poète assassiné. Et le légionnaire Cendrars, citoyen helvétique devenu français par le sang versé et la main coupée…

Les jeunes gens qui avaient une vingtaine d'années en 1914 et dont on célèbre par brassées les centenaires ont été témoins et acteurs du plus fantastique bouleversement des mentalités. La Grande Guerre a tué la Belle Époque. La vie dangereuse l'emportait sur la vie facile. Ce fut Drieu qui comprit peut-être le premier ce qui était en train de se passer : « *Qu'avais-je senti quand on avait déclaré la guerre ? La libération de la caserne, la fin des vieilles lois, l'apparition de possibilités pour moi, pour la vie, pour de nouvelles lois, toutes jeunes, délurées, surprenantes. C'était si beau que ça m'avait paru improbable.* »

JEAN MABIRE

Jean Mabire vient de publier *La Torche et le Glaive* (Éditions Libres Opinions), recueil d'articles parus pour la plupart au début des années soixante dans *L'Esprit public*. Les propos d'un historien qui n'a jamais cessé de croire à l'Europe.



Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924). Sans la guerre mondiale, il serait resté un petit agitateur socialiste oublié.

LE TIRE-AU-FLANC

Le gars m'a raconté son histoire. Mon vieux, j'me rappelle plus besef de c'bourrage de crâne arabe, pas plus que j'me rappelle de l'histoire de France et des dates qu'on chantait à l'école. Jamais i'n'avait été envoyé sur le front, quoique de la classe 5, et un costaud bougre, tu sais. L'danger, la fatigue, la mocherie de la guerre ; c'était pas pour lui, pour les autres, oui i'savait que si i'mettait l'pied sur la ligne de feu, la ligne prendrait toute la bête, aussi i'coulait de toutes les pattes pour rester sur place. On avait essayé de tous les moyens pour le posséder, mais il avait glissé des pinces de tous les capitaines, de tous les colonels, de tous les majors, qui s'étaient pourtant bougrement foutus en colère contre lui. I'm'racontait ça.

Comment qu'i'f'sait ? I's'laissait tomber assis. I'prenait un air con. I'f'sait l'saucisson. I'd'venait comme un paquet de linge sale. J'ai comme une espèce de fatigue générale, qu'i chialait. On savait pas comment l'prendre et, au bout d'un temps, on le laissait tomber, i's'faisait vomir par tout un chacun. V'là. I'changeait sa manière aussi, suivant les circonstances, tu saisis ? Quéqu'fois l'pied y faisait mal, dont i'savait salement bien s'servir. Et pis, i's'arrangeait, l'était au courant des binaises, savait toutes les occases.

HENRI BARBUSSE
***Le Feu* (1916)**

Publié en 1916, prix Goncourt 1917, *Le Feu* suscita, dès sa parution en pleine guerre, de vives controverses. La guerre y était dépeinte au ras des tranchées avec un désir de trivialité. Henri Barbusse, typique produit des milieux littéraires parisiens, s'efforça de traduire l'atmosphère de la guerre dans un style parlé qui a beaucoup vieilli. Sans son adhésion au parti communiste et sans le soutien qu'il en tirera, il est vraisemblable que cet écrivain eut été vite oublié. Henri Barbusse (1873-1935) est mort en Russie soviétique.

Du nationalisme au jusqu'au-boutisme

PAR GILBERT COMTE

1914 : A Berlin comme à Paris, à Saint-Pétersbourg comme à Vienne, les nationalismes s'emballent, les peuples s'enflamment. Et les écrivains ne sont pas les derniers à pousser à la guerre, à la guerre jusqu'au bout !

A l'inverse des principales crises européennes survenues dans la première moitié du XIXe siècle, puis d'un bref retour à la guerre entre la seule France et l'Allemagne en 1870, l'immense incendie de 1914 se propagea dans un continent assez uni déjà par les mœurs, l'information, les techniques, pour qu'il nous soit permis de savoir dans quel esprit les divers protagonistes en vécurent les commencements. Évolution considérable !

Adolf Hitler et Louis Barthas

Quand la paix d'Amiens cesse avec la Grande-Bretagne, en 1803, le conflit reprend peu à peu au hasard des rencontres en mer de vaisseaux redevenus ennemis. À Paris ou à Londres, personne ne s'avise de décrire des aventures tenues pour ordinaires. Soixante-sept ans plus tard, il en ira pareillement avec la dépêche d'Ems, provocante mais si peu digne d'entraîner une invasion. Sa suite immédiate ne présente d'ailleurs aucune signification collective pour les Européens.

En 1914, tout change. Des bords de la Seine à ceux de la Spree, mais aussi à Vienne, Pétersbourg, Budapest, Munich et beaucoup d'autres endroits, hommes célèbres, gens obs-



DR

Au centre, Charles Maurras (1868-1952), directeur de L'Action Française.

curs notent leurs impressions le jour même, parfois à quelques heures d'intervalle. À Paris, le si perspicace Jacques Bainville ouvre une sorte de mémento intime qu'il refermera le 31 décembre. Le 4 août, il constate : « *En France, tout est pour le mieux et le patriotisme a surgi de toute part... Les antimilitaristes d'hier sont les premiers à réclamer un fusil.* » À Berlin, l'ancien chancelier Bernard de Bülow admire lui aussi « *l'enthousiasme* », « *l'orgueil* » des volontaires « *pleins d'allégresse* » pour marcher au feu. En Russie, une ardeur analogue entraîne les foules, jusqu'à ce qu'elles envahissent l'ambassade impériale du Kaiser auprès de Nicolas II pour la saccager. Là, le Français Maurice Paléologue observe avec un vif plaisir : « *La mobilisation générale s'opère sur tout le territoire... avec une régularité parfaite et dans un vif élan de patriotisme.* »

Ainsi, dans chacun des États désormais adverses, les mots « *enthousiasme* », « *patriotisme* » reviennent avec une semblable fréquence. Chez beaucoup, il s'y ajoute la conviction d'entrer dans un monde nouveau, où des choses extraordinaires pourront s'accomplir. À Munich, Adolf Hitler encore inconnu considère l'événement « *comme une délivrance* ». Emporté « *par un enthousiasme tumultueux* », il tombe à genoux et remercie le ciel de lui « *avoir donné le bonheur de pouvoir vivre à une telle époque.* »



TRAITS HÉROIQUES DEVANT VERDUN : SOUS LE FEU DE L'ENNEMI, LE SOLDAT L..., AUSSI CALME QUE SUR UN CHAMP DE TIR, ABAT 60 ALLEMANDS

La bravoure des fils de France... " " ... leur mépris de ort... " " les petits-fils devant Verdun qui dépassent de coup les grands-pères devant Metz " ... Telles sont les phrases revienment à tout propos dans les communiqués allemands bataille de Verdun. De fait, les actes d'héroïsme de nos troupes ne se comptent plus. Voici, toujours d'après des témo... oculaires, le soldat L..., du régiment, qui, sorti de la tran chée pour mieux ajuster son tir, abat froidement, comme à l cible, les Allemands à coups de fusil. Ses camarades, pour n pas perdre de temps, lui passent les Lebels tout chargés

KHARBINE TAPABOR

Bobards et bourrage de crâne : **« Sous le feu de l'ennemi, le soldat L..., aussi calme que sur un champ de tir, abat 60 Allemands... »** ***D'un seul coup de fusil ?***

Vertiges et médiocrité

Quiconque verrait là l'exaltation douteuse d'un individu traversé de tendances morbides, suspectes, ne lira pas sans profit les *Carnets de Guerre*, tenus dès le 2 août 1914, par le tonnelier socialiste Louis Barthas. Natif de l'Aude, pourvu du seul certificat d'études, lecteur assidu de Zola, Hugo, Jules Guesde, Karl Marx comme d'autres dans son modeste milieu social, pacifiste dans l'âme, ce personnage très attachant par ses récits honnêtes, assiste à la mobilisation générale dans son village de Peyriac-en-Minervois. Dès le premier jour, il dénonce « *la guerre maudite, infâme, déshonorante* ». Mais à sa « *grande stupeur* », les gens autour de lui semblent « *fiers de vivre un temps où quelque chose de grand, de formidable allait se passer : les moins emballés ne doutaient pas un instant d'une prompte et décisive victoire.* »

Des peuples civilisés ne courent pas de la sorte au carnage sans obéir à quelque entraînement supérieur. Le pitoyable machiavélisme des gouvernements ne suffit pas à tout expliquer. Certes, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche supportent depuis longtemps à la petite semaine les lubies de trois empereurs velléitaires ou diminués. À Tsarkoïé-Sélo, Nicolas II flotte entre les improvisations de ministres qu'il recrute parmi ses courtisans. Avec l'attentat de Sarajevo puis le soutien sans nuance qu'ils accordent aux Serbes, ces pauvres calculateurs entrevoient le moyen de noyer leurs embarras politiques intérieurs dans une vaste diversion militaire au dehors.

À Berlin, Guillaume II ne brille pas non plus par la clairvoyance. Homme d'esprit cependant, pourvu de charme, éloquent, mais vaniteux, instable, à la fois fuyant et mégalomane, il a remis le pouvoir au rogue et inerte chancelier de Bethmann-Hollweg, bien incapable de résister aux ambitions belliqueuses du grand-état-major. Ils ne disposent ni l'un ni l'autre de l'énergie suffisante pour mettre la cour de Vienne en garde contre ses méthodes aventureuses envers les Serbes. À la Hofburg, précisément, le vieux François-Joseph I[er] sort du siècle avec l'âge. Contemporain de Metternich, monté sur le trône en 1848, il n'imagine pas les rapports entre une guerre industrielle et le renversement de sa dynastie.

En principe, la France devrait mieux résister au vertige. En 1913, les élections législatives ont donné l'avantage aux partis de gauche, tous hostiles à un affrontement armé

contre l'Allemagne. Avec René Viviani, un homme sorti des sérails du régime, qui dirige le gouvernement. Derrière lui, le président de la République, Raymond Poincaré, souhaite sourdement la revanche. Il ne prodigue donc pas à Nicolas II les conseils de prudence propre à enrayer le péril.

Ces circonstances fortuites assemblent les mécanismes d'un piège. Il ne fonctionnerait pas si vite, presque à la perfection, si les peuples eux-mêmes n'en acceptaient la logique avec une sorte de soulagement. Tour à tour l'alliance franco-russe présentée comme une habile manœuvre d'encerclement du Reich, l'Entente cordiale complémentaire entre Londres et Paris, les provocations théâtrales de Guillaume II au Maroc, la course aux armements, les convulsions balkaniques multiplient les inquiétudes. Peu à peu, l'idée suicidaire mais envoûtante qu'il faut en finir une bonne fois au lieu d'attendre une paix impossible, s'empare des Européens. Avant même d'éclater, le désastre dispose d'une sorte d'acquiescement universel. Hitler eut malheureusement, tragiquement raison d'écrire : *« La guerre de 1914 ne fut, Dieu en est témoin, nullement imposée aux masses, mais au contraire désirée par tout le peuple. »*

Dans ces circonstances, le nationalisme devient l'idéologie naturelle de pays non plus exactement repliés sur eux-mêmes, mais encore assez différents les uns des autres pour envisager leur destin comme une valeur incomparable, absolue, digne d'admettre la mort pour sa défense et sa conservation. Avec Maurice Barrès, Charles Péguy depuis peu, Charles Maurras presque depuis toujours, cette religion laïque dispose en France d'organisateurs spirituels sans égaux ailleurs. À Pétersbourg, Vienne, Berlin, Londres, des écrivains de talent, des journalistes, des professeurs exaltent eux aussi les grandeurs de l'Empire. Nulle part, ils n'assemblent aussi vigoureusement qu'à Paris des disciples autour d'une puissante synthèse intellectuelle de la littérature, des arts, de la morale, de la philosophie, de la politique, jusqu'à produire une conception nouvelle de l'histoire.

Quoi qu'on en dise rétrospectivement, la doctrine n'enseigne pas à ses débuts une xénophobie particulière. En 1908, la Déclaration officielle de l'*Action Française* pose comme principe de placer *« la Patrie avant tout »*. Ainsi recommande-t-elle encore de traiter

LE « BOURRAGE DE CRÂNE »

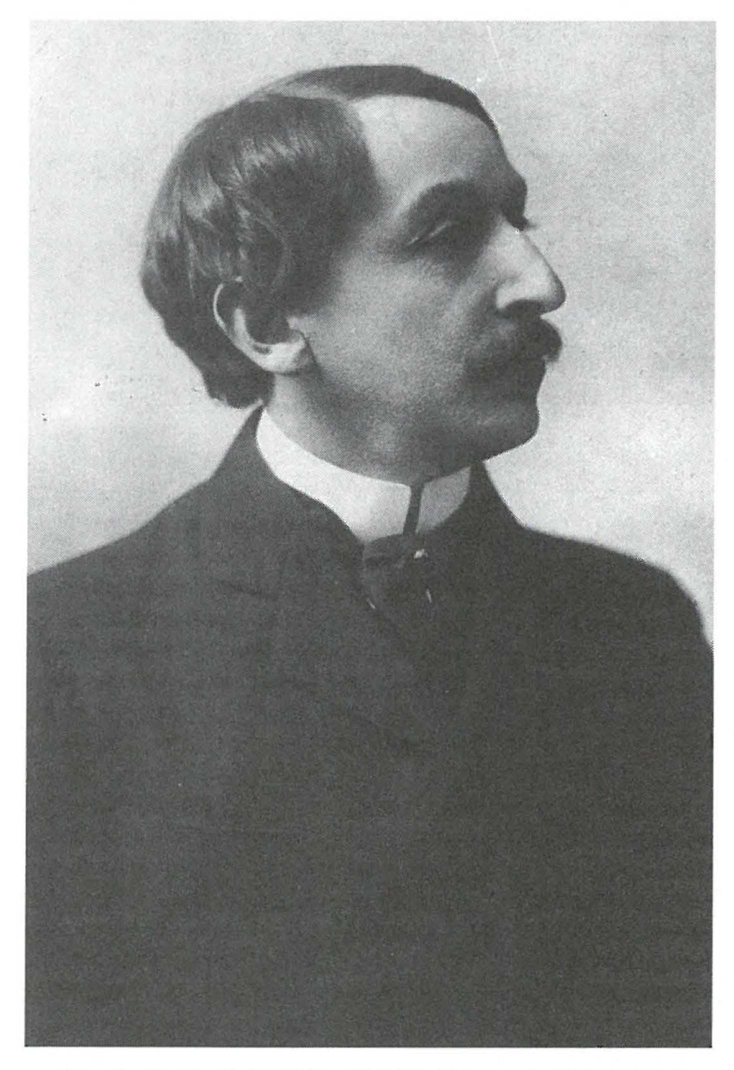
La guerre n'est pas encore déclarée que, dès le 1er août 1914, le ministère de la Guerre crée un « bureau spécial de presse » chargé de la censure. Pendant quatre années, « Anastasie » va caviarder les articles ou menacer certains titres des foudres de l'interdiction mais, dès le 7 août, les directeurs de journaux réunis autour de Messimy, le ministre de la Guerre, et de Poincaré se mettent d'accord pour prendre les mesures « préventives » nécessaires. Il s'agit de préserver le moral de la population et d'éviter toute divulgation d'informations susceptibles de renseigner l'ennemi. Avec une belle unanimité, les journaux vont admettre que la nécessité commande et ceux qui refusent de collaborer (c'est le cas de Clemenceau dont *L'Homme libre* devient bientôt *L'Homme enchaîné*) sont rares. Le « bourrage de crâne » va donc pouvoir sévir à grande échelle pendant les quatre années qui vont suivre. Il est tout d'abord admis que *« la guerre sera courte »*, que *« les Cosaques sont à cinq étapes de Berlin... qui est une proie sûre pour les Russes »*, que le *« cancer de Guillaume II »* ne lui laisse au mieux que quelques mois à vivre (il mourra en 1941)... *La puissance de feu des armements modernes fait de toute manière qu'une guerre longue est impensable du fait des pertes trop lourdes qu'elle entraînerait. En un mot, la guerre sera finie pour Noël...* » Les faiblesses de l'ennemi sont criantes. Le 77 allemand, dont les obus *« explosent rarement »* ou *« font plus de bruit que de mal »*, est totalement surclassé par notre 75 à la gloire duquel on écrit des



Quand le droit et la justice sont invoqués pour tout justifier.

hymnes. *« Méprisé par des officiers brutaux, le soldat allemand est mal nourri et son moral s'en ressent, les "carnets" récupérés sur les cadavres et sur les milliers de prisonniers en témoignent abondamment. Le "Prusco" est borné, tout juste bon à venir se suicider contre nos baïonnettes ou à détaler, paniqué, sous les coups de notre merveilleux 75... »* L'officier boche est un criminel né, qui prend plaisir, quand il ne commande pas l'incendie et le pillage, à tirer au canon sur les églises, surtout quand elles abritent un hôpital. En Belgique, on assure que les Allemands ont coupé les mains de milliers d'enfants et ces actes de barbarie ont été connus du monde entier. Barbares abandonnés à leurs pires instincts, les « Huns » se précipitent sur les horloges qu'ils volent effrontément. À l'inverse, le soldat français est naturellement héroïque et généreux. *« Quand il se lance à l'assaut baïonnette au canon (la célèbre "Rosalie"), il chante souvent la* Marseillaise *et le Boche s'enfuit épouvanté. Un fantassin amputé des deux jambes conserve toute sa bonne humeur et demande à repartir dans l'aviation »* ; les témoignages d'un courage analogue sont légion. Les pertes allemandes sont toujours très supérieures aux pertes françaises et les magazines illustrés de photos ne montrent jamais de cadavres français. À Verdun les pertes allemandes sont augmentées de cent mille morts tous les quinze jours dans les communiqués officiels. L'interprétation de ceux-ci est un sport très pratiqué par les stratèges de cafés du commerce mais, dans l'ensemble, les déceptions des premières semaines de la guerre ont vacciné les civils de l'arrière contre un optimisme trop grand. Quant aux soldats du front, ils ne se préoccupent guère des envolées patriotiques de la presse de l'arrière. L'hostilité traditionnelle à l'Allemagne depuis 1870, la certitude de son bon droit et la confiance dans la fatalité de la victoire feront beaucoup plus que le bourrage de crâne pour le maintien du moral.

Ph. C.





TALLANDIER

Maurice Barrès (1862-1923) et Gabriele D'Annunzio (1863-1938). Deux grands écrivains gagnés par les fureurs sacrées de la guerre et de la patrie. Une différence cependant. Le premier combat avec sa plume dans la tranquillité de son cabinet. L'autre ira se battre pour de bon.

toutes les questions en cours « *dans leur rapport avec l'intérêt national. Avec l'intérêt national, et non avec ses caprices de sentiment. Avec l'intérêt national, et non avec ses goûts ou ses dégoûts, ses penchants ou ses répugnances. Avec l'intérêt national et non avec sa paresse d'esprit, ou ses calculs privés, ou ses intérêts personnels* ». Au fond, rien de plus raisonnable, ni de plus vertueux. L'interprétation très personnelle qu'en donne Maurras dès le premier jour de la guerre transpose une idéologie très respectable dans des vitupérations d'une rare stridence.

Dès le 5 août 1914, il annonce : l'Allemagne « *offense le genre humain* ». Une semaine plus tard, il dénonce en elle « *une race ombrageuse et lourde* », avec « *du haut en bas... la même grossièreté d'intelligence.* » Et encore dans le même article : « *L'orgueil butor tiré précisément d'un cas d'infériorité obtuse exprime l'épaisseur et la présomption d'une race.* » Plus loin, l'« *esprit de rage grossière, de brutale forfanterie, d'arrogance démesurée* » remplace le formalisme rigoureux de l'administration prussienne « *par la sauvagerie innée des instincts de la chair et du sang allemand.* »

Quand le nationalisme devient fou

Avec cette fureur de dénigrement, la voix du célèbre écrivain royaliste emprunte des tonalités révolutionnaires inattendues. Ainsi conseille-t-il de « *détrôner les Hohenzollern* », puis de traduire leur pays tout entier « *devant les assises de l'univers* », dans une préfiguration de Nuremberg assez inattendue pour l'époque. Mais, après tout, ne s'agit-il pas là d'« *un peuple barbare... d'une espèce de faune encore mal tirée de la fange natale* », vrai « *nègre blond* » indigne de tout ménagement après la victoire ? Dans cette hypothèse, Maurras ne voit décidément « *qu'avantage à fusiller* » sous les Tilleuls ou dans « *la Wilhemstrasse, Guillaume et ses fils* », sans qu'il soit besoin même de réunir un tribunal. Un constat d'identité pourrait presque suffire.

Dans sa conscience, l'auteur de ces outrages furibonds, pathétiques, se sent au côté des soldats du front. Le succès final dépendra de leur détermination à se battre. Par ses écrits quotidiens, le directeur de *L'Action Française* entend leur fournir quelques raisons indiscutables. Par là-même, sans le vouloir, ne justifie-t-il pas, avec beaucoup d'autres, les offensives meurtrières, où l'état-major sacrifie des milliers de soldats pour des résultats invérifiables, ou souvent nuls ? Contre les « *barbares* », contre la race épaisse, présomptueuse, inférieure, contre le « *nègre blond* », toutes les hécatombes deviennent légitimes. Même si les convictions d'une époque héroïque ne peuvent se juger d'après notre mollesse contemporaine, le plus sain des nationalismes verse ici dans un jusqu'au-boutisme fatal. Il en paiera le prix. Quand la France victorieuse évaluera ses pertes souvent irréparables, le patriotisme lui-même s'en trouvera gravement compromis. Les générations suivantes ne voudraient plus y croire.

GILBERT COMTE

Le patriotisme de Guillaume Apollinaire

PAR GENEVIÈVE DORMANN

« Ah Dieu ! que la guerre est jolie
Avec ses chants, ses longs loisirs
Cette bague je l'ai polie
Le vent se mêle à vos soupirs. »

Cette première strophe de *L'Adieu au cavalier* de Guillaume Apollinaire (1) n'a pas fini d'indigner les imbéciles qui y voient la marque d'un bellicisme forcené.

Dérision ou provocation, de sa part ? Sans doute l'une et l'autre. Ce n'est pas un hasard si, trente ans plus tard, un autre provocateur nommé Roger Nimier choisira ces quatre vers comme exergue pour son *Hussard bleu.*

Apollinaire, c'est sûr, était nationaliste et même capable d'un chauvinisme pointilleux mais qui s'explique par deux raisons : il est né Polonais et en 1880. Élevé en France et français de cœur, bien avant d'être naturalisé, il a fait partie de cette génération d'enfants d'après la défaite de 1870 qui ont grandi, gonflés à bloc dans un esprit de revanche inculqué, entre autres, par leurs livres de classe dont le célèbre livre de lecture *Le Tour de France par deux enfants*, est un exemple probant.

Pas étonnant que Guillaume ait eu envie, et encore plus qu'un Français de naissance, de s'engager, le 1er août 1914. Il n'est pas le seul étranger dans ce cas. D'autres écrivains, comme le Suisse Cendrars ou l'Italien Ricciotto Canudo, tous deux amis de Guillaume, seront incorporés dans des unités de la Légion étrangère spécialement créées pour des volontaires étrangers résidant en France.

Mais la Légion ne suffit pas à Apollinaire. Le 18 août 1914, il signe une demande d'engagement accompagnée, selon la loi, d'une demande de naturalisation qui n'aboutiront que trois mois plus tard. Au début de décembre, il sera affecté au 38e régiment d'artillerie de campagne, à Nîmes. Si la vie militaire passionne alors le deuxième canonnier-conducteur Guillaume de Kostrowitzky



Guillaume de Kostrowitzky, Apollinaire en littérature (1880-1918).

– dit Apollinaire, en littérature – c'est que, sous l'uniforme, il a réalisé enfin son rêve d'être complètement français.

Une peine de cœur l'aide aussi à se faire porter volontaire pour monter au front. Au début d'avril 1915, il est près de Mourmelon, à la 45e batterie de son régiment, brigadier et agent de liaison, bientôt maréchal des logis. Il n'est pas las des galons. Versé, à sa demande, dans l'infanterie, il sera affecté le 20 novembre au 96e régiment, avec le grade de sous-lieutenant. Il va connaître alors la dure vie de tranchée et la guerre pas jolie du tout, jusqu'au 17 mars 1916 où un éclat d'obus le blessera gravement à la tête.

Il s'est battu mais il a aussi beaucoup écrit, durant ces années de guerre. D'admirables poèmes, des chroniques et une abondante correspondance, lettres à ses amis (et aux dames de sa vie auxquelles il raconte et non sans complaisance, *les-balles-qui-sifflent-à-ses-oreilles*) qui nous valent une remarquable documentation sur la vie quotidienne d'un soldat de la Grande Guerre. (2)

Guillaume ne se remettra pas de sa blessure. Rapatrié à Paris, il sera trépané à deux reprises. Il lui reste moins de trois ans à vivre. Il ne sera pas réformé mais versé au service de la Censure du ministère de la Guerre puis attaché à celui des Colonies. Il travaille énormément, collabore à des revues littéraires écrit sa pièce *Les Mamelles de Tirésias* mais il est très fatigué. Ses amis les plus intimes ne le reconnaissent plus. Guillaume est devenu irritable, paranoïaque et son patriotisme s'est exacerbé. Il agace les jeunes surréalistes, comme ses cadets en littérature : Breton ou Soupault, foncièrement antimilitaristes. Malgré l'admiration qu'ils lui portent, ils sont indignés par ses articles dans *La Baïonnette* qu'ils jugent patriotards et cocardiers (les mêmes diraient aujourd'hui franchouillards !). Cocteau, qui sera pourtant très affecté par sa mort, écrit qu'Apollinaire *« fait des poèmes en forme de croix de guerre ».*

Cette croix de guerre, Guillaume l'a obtenue, après sa blessure. Mais on lui refusera l'ultime joie de la Légion d'honneur qu'il aurait pourtant méritée, comme poète et comme soldat ! Une chancellerie, plus pointilleuse qu'elle ne l'est aujourd'hui dans la distribution de ses rubans rouges, s'y opposera, à cause du vieux scandale des statues volées au Louvre, en 1911, auquel le nom d'Apollinaire a été injustement mêlé. Et cela, malgré le non-lieu qui figure dans son dossier.

GENEVIÈVE DORMANN

Geneviève Dormann publie en novembre *La Gourmandise d'Apollinaire* aux Éditions Arnaud Seydoux/Albin Michel.

---

(1) *Calligrammes*, Éd. Gallimard.

(2) Il faut lire les très belles *Lettres à Lou*. Éd. Gallimard et les chroniques publiées dans la Pléiade.

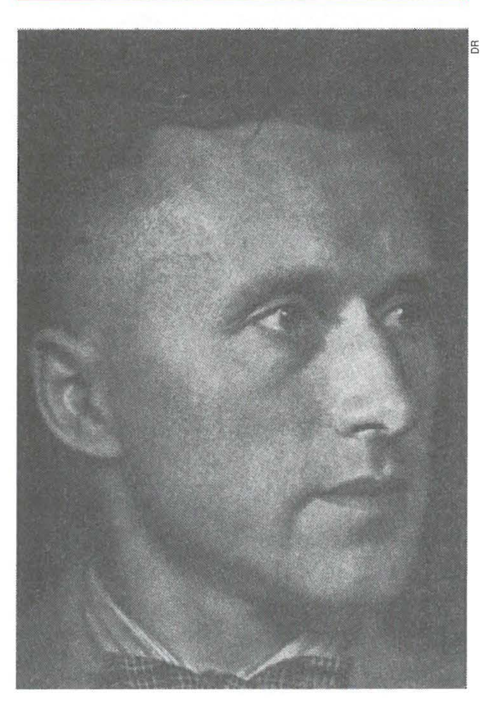
Ernst Jünger : la plume et le glaive

PAR DOMINIQUE VENNER

À vingt ans, Ernst Jünger a vu de près la face horrible et insoutenable de la guerre moderne. Contrairement à d'autres, il n'en a pas tiré une philosophie du désespoir ou de la résignation. Portrait d'un écrivain mystérieux né des orages d'acier.

Dans l'Allemagne vaincue et chaotique des années 1919-1923, chaque matin, le lieutenant d'infanterie Ernst Jünger, sept fois blessé au feu et titulaire des plus hautes distinctions militaires de son pays, prenait ponctuellement son service à la caserne de la Reichswehr de Hanovre. Et chaque soir, retiré dans une chambre tapissée de livres, le jeune officier écrivait sans se lasser pour *« donner un sens à ce que la bassesse humaine considère comme un non-sens »*.

La guerre, qui avait bouleversé le monde mais aussi ses propres représentations et ses sentiments, était au cœur de ce travail. Elle fut le sujet de ses premiers livres, publiés successivement en 1920, 1922 et 1925, *Orages d'acier* (*In Stahlgewittern*), *La Guerre notre mère* (*Der Kampf als inneres Erlebnis*) et *Le Boqueteau 125* (*Das Waeldchen 125*). La guerre restera présente dans beaucoup de ses écrits


DR

Ernst Jünger est né à Heidelberg le 29 mars 1895. Engagé volontaire le 1[er] août 1914, il fera toute la guerre dans l'infanterie et les troupes d'assaut. Il sera blessé sept fois. Il termine la guerre avec les épaulettes de lieutenant et la croix « Pour le Mérite », la plus haute décoration militaire allemande attribuée personnellement par l'Empereur. Il restera dans la Reichswehr jusqu'en 1923 et, après avoir étudié la zoologie et la philosophie à l'université de Leipzig, il vivra de sa plume. Figure importante du mouvement national (Konservative Revolution), il se tiendra cependant à l'écart du nazisme dont il deviendra un opposant virtuel après l'accession au pouvoir d'Hitler en 1933.

ultérieurs, mais, quelle que soit leur haute qualité littéraire, aucun n'atteindra l'originalité et l'intensité des ouvrages tirés de l'expérience décisive de sa jeunesse. Ce sont eux qui serviront de socle au prestige ultérieur de l'autre Jünger, de l'écrivain subtil et curieux de tout, de l'humaniste devenu un symbole de réconciliation entre Européens.

Le Boqueteau 125 fut publié pour la première fois en France en 1932. Il attira moins l'attention que les deux ouvrages précédents, et, pourtant, avec le recul des années, on découvre qu'il dépasse sans doute les autres en portée. Sa réédition de 1987 aux Éditions du Porte-Glaive respecte entièrement la première version française de 1932. Le texte n'a donc reçu aucune des atténuations et modifications que l'auteur a apporté ultérieurement à la plupart de ses écrits antérieurs à la Deuxième Guerre mondiale. Ernst Jünger y associe adroitement le récit détaillé d'une semaine de combat en première ligne durant l'été 1918 et des réflexions d'une ampleur métaphysique. *« J'ai voulu*, explique-t-il dans l'introduction, *ne parler que d'un tout petit secteur (celui du boqueteau 125) afin de décrire sans aucun souci de forme littéraire toutes les forces et toutes les réactions par lesquelles les hommes de notre temps s'affrontent au combat et qui ne cessent aucunement là où s'arrête la trajectoire des projectiles… »*

Une langue limpide et mystérieuse

Il faut bien croire Jünger puisqu'il insiste sur l'absence de souci littéraire. Néanmoins,

EN CAMPAGNE

Je n'avais que vingt ans d'âge à ce moment-là. Fermes désertes au loin, des églises vides et ouvertes, comme si les paysans étaient partis de ces hameaux pour la journée, tous, pour une fête à l'autre bout du canton et qu'ils nous eussent laissé en confiance tout ce qu'ils possédaient, leur campagne, les charrettes, brancards en l'air, leurs champs, leurs enclos, la route, les arbres et même les vaches, un chien avec sa chaîne, tout quoi. Pour qu'on se trouve bien tranquilles à faire ce qu'on voudrait pendant leur absence. Ça avait l'air gentil de leur part. Tout de même, s'ils n'étaient pas ailleurs ! – que je me disais – s'il y avait encore eu du monde par ici, on ne se serait sûrement pas conduits de cette ignoble façon ! Aussi mal ! On aurait pas osé devant eux ! Mais, il n'y avait plus personne pour nous surveiller ! Plus que nous, comme des mariés qui font des cochonneries quand tout le monde est parti.

Je me pensais aussi (derrière un arbre) que j'aurais bien voulu le voir ici, moi, le Déroulède, dont on m'avait tant parlé, m'expliquer comment il faisait, lui, quand il prenait une balle en plein bidon.

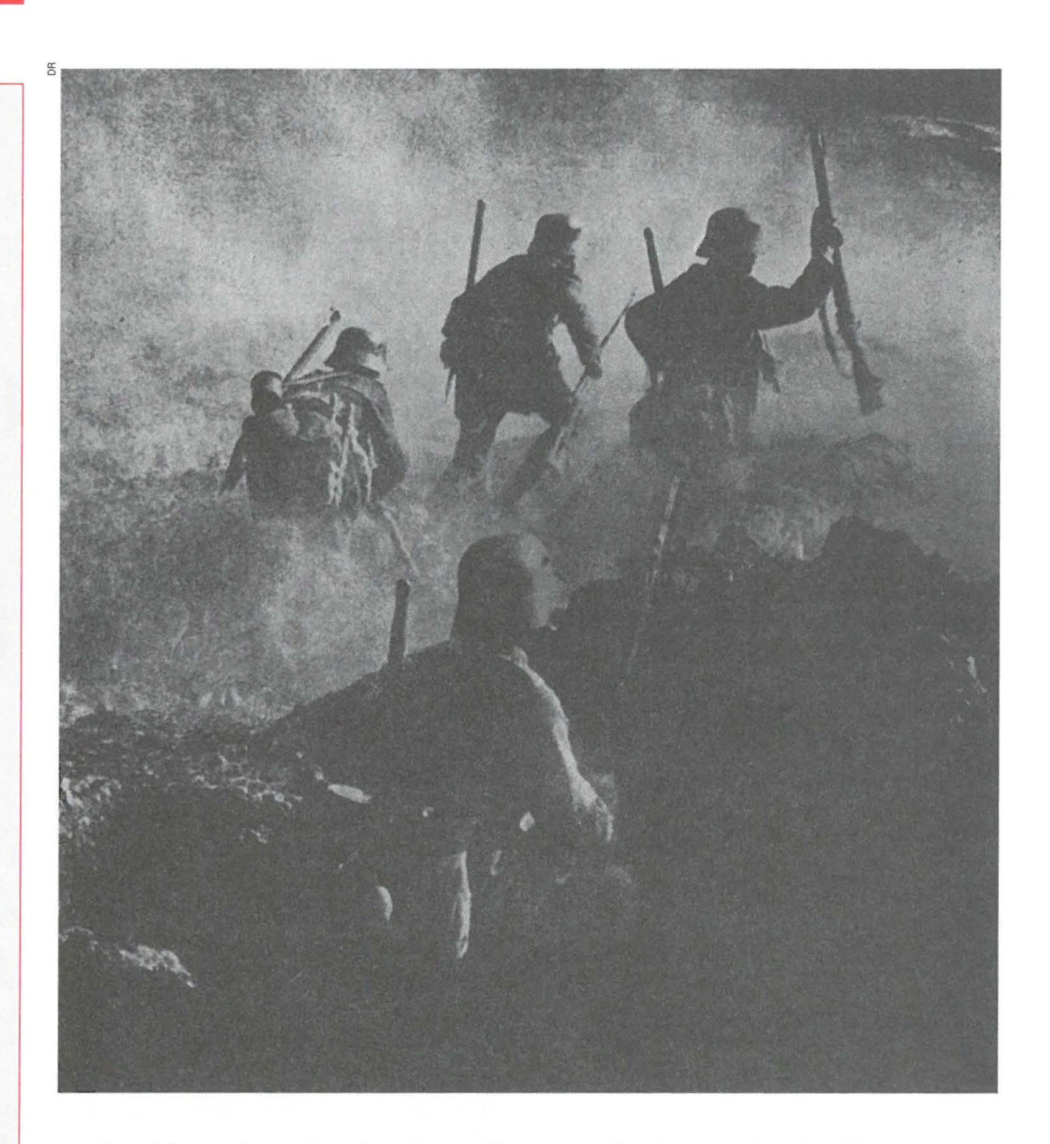
Ces Allemands, accroupis sur la route, têtus et tirailleurs, tiraient mal, mais ils semblaient avoir des balles à en revendre, des pleins magasins, sans doute. La guerre, décidément, n'était pas terminée ! Notre colonel, il faut dire ce qui est, manifestait une bravoure stupéfiante ! Il se promenait au beau milieu de la chaussée et puis de long en large parmi les trajectoires aussi simplement que s'il avait attendu un ami sur le quai de la gare, un peu impatient seulement.

Moi, d'abord la campagne, faut que je le dise tout de suite, j'ai jamais pu la sentir, je l'ai toujours trouvée triste, avec ses bourbiers qui n'en finissent pas, ses maisons, où les gens n'y sont jamais, et ses chemins qui ne vont nulle part. Mais quand on y ajoute la guerre en plus, c'est à pas y tenir.

LOUIS-FERDINAND CÉLINE
Voyage au bout de la nuit

Publié en 1932, *Voyage au bout de la nuit* connut immédiatement un immense succès entretenu par le scandale d'un style neuf qui influença toute la littérature après lui. L.-F. Céline (pseudonyme de Louis Destouches, 1894-1961) commença la guerre comme cuirassier et fut grièvement blessé. Beaucoup plus tard, ses pamphlets pacifistes et antisémites (non réédités) firent de lui un maudit.

DR



Dans l'épreuve des combats, Ernst Jünger découvre que l'être humain, même dans l'écrasement titanesque de la pire des guerres, peut se révéler supérieur à la souffrance et à la mort. Jünger a toujours exalté la fraternité d'armes entre combattants ennemis. Au point d'être aujourd'hui un symbole de la réconciliation entre Européens.

Le Boqueteau est écrit dans cette langue limpide et mystérieuse qui restera sa marque, étonnant accord de précision instrumentale et de ferveur poétique culminant parfois en brefs aphorismes, dont la sonorité vibre longuement comme la flèche au centre de la cible.

Le Boqueteau est l'un des ces livres rares dont la richesse offre plusieurs lectures. Il est d'emblée un incomparable témoignage sur l'expérience paroxystique de la guerre des tranchées pour la génération qui l'avait vécue et s'en est trouvée radicalement transformée. Mais peut-être faut-il se rappeler que Jünger écrivait en 1925 dans une Allemagne défaite mais nullement terrassée, traversée par de furieux courants de forces, tandis que s'affrontaient pour la conquête de la rue les corps francs du Baltikum et les milices spartakistes.

Il est difficile de ne pas être frappé par un paradoxe à première vue surprenant. Si l'on compare deux témoignages de guerre de l'époque parmi les plus marquants, écrits par deux auteurs souvent rapprochés, on découvre que *La Comédie de Charleroi* de Drieu La Rochelle, malgré la victoire française de 1918, ressemble fort à un livre de vaincu, alors que *Le Boqueteau*, écrit après la défaite allemande, est un livre de vainqueur. Le second est le reflet évident d'une formidable vitalité, dont les Français d'alors, gagnés par une sorte de torpeur, avaient peu conscience.

« Je vois se lever en Europe, écrivait Jünger, *une génération nouvelle de chefs de file qui ne connaîtront ni peur ni répugnance à verser le sang, dénués d'égards, habitués à souffrir terriblement, mais aussi à agir terriblement et à mettre en jeu leurs plus grands biens. Une génération qui construit des machines et qui sait les défier, une génération pour qui la machine n'est pas un métal sans vie, mais un instrument de domination qu'il s'agit d'utiliser avec froideur d'esprit et violence de cœur. C'est là ce qui forgera au monde un visage nouveau ! »*

LES BLESSÉS


TALLANDIER

La cour de la ferme était un cimetière de vivants. Côte à côte, comme ils seraient ce soir dans les tombes, extraordinairement semblables sur ces mêmes brancards, sous ce grand soleil qui mangeait les traits particuliers, tous à la même hauteur, pas plus haut dans l'air que l'herbe verte quand elle vit sous la clémence du ciel, tous semblables côte à côte, Français et Allemands achevaient enfin leur grande expiation de fautes non commises. Tout était silencieux sur ce parterre d'agonies, comme si n'avaient rien eu à dire ces hommes innocents. Mais dans ce silence et cette immobilité, au fond des visages de plomb et de terre, les yeux regardaient, tournaient, vous poursuivaient à droite et à gauche. Ils étaient devenus beaux d'une beauté surnaturelle, ces yeux qui ne s'étaient jamais arrêtés que sur les choses les plus insignifiantes du monde ; l'âme entière s'y était réfugiée, chassée du corps pourrissant ; ils brillaient comme ces astres fugaces – vitre, pièce de métal, ardoise d'un toit – qui étincellent de plus en plus dans le crépuscule, à mesure qu'alentour se vide la clarté. Et c'était une âme de souffrance et tout le visage était éclairé par cette souffrance comme par une lampe, et chaque visage en devenait terrible, comme une lampe allumée dans ce soleil.

HENRY de MONTHERLANT
Le Songe

Incorporé dans le service auxiliaire, Henry de Montherlant fut muté, sur sa demande, à un poste du service armé en 1917, au 360e régiment d'infanterie. Il fut blessé l'année suivante. La guerre hantera une partie de son œuvre. Elle est présente dans son roman *Le Songe* (1922). Elle inspirera encore en 1924 le *Chant funèbre pour les morts de Verdun*. Henry de Montherlant (1896-1972) sera élu à l'Académie française (1960) sans s'être soumis au rituel de la candidature. Après avoir dans son œuvre honoré le suicide c'est ce type de mort qu'il choisira.

Vision prophétique. À Moscou comme à Rome, à Varsovie comme à Berlin, la guerre avait façonné un type humain nouveau qui, un peu partout en Europe, allait supplanter les phraseurs futiles de l'époque précédente. Des hommes enclins *« à transposer les méthodes militaires dans l'aménagement de la vie, à pratiquer la contrainte méthodique – un type humain féru de pouvoir et respectueux de la force, qui s'est manifesté à la fois dans le communisme et dans le fascisme »* (1).

Un esprit chevaleresque

Jünger ne se sentait pas étranger à cette génération. Bien au contraire. Il s'en réclamait hautement : *« Ces hommes là,* écrivait-il, *ces hommes taillés dans le même bois, de la jeune génération, je crois que plus tard, en temps de paix, je les reconnaîtrai infailliblement dans la foule. »* Mais, en 1922, il ignorait le rôle que les cruels caprices du destin leur feraient jouer dix ou vingt ans plus tard. Quant à lui, on sait que les choix que lui dictèrent son éthique intransigeante et l'idée juste qu'il se faisait du sort de sa patrie.

Le Boqueteau illustre d'ailleurs de façon éclatante la hauteur de sentiment de Jünger. Voici un livre sur la guerre, écrit par un combattant valeureux après une défaite douloureuse, aggravée par les conditions injustes et humiliantes imposées par les vainqueurs. En 1925, l'encre du traité de Versailles est à peine sèche. Aussi l'ombre de la défaite est-elle présente dans tout le livre qui peut être considéré, d'une certaine façon, comme un poème de l'énergie nationale. Et pourtant, on y rechercherait en vain un seul mot, une seule marque d'animosité, pour ne pas dire de haine ou de vengeance ! Rien, ni contre les vainqueurs ni contre les ennemis d'hier. Pour un lecteur français d'aujourd'hui, une attitude aussi chevaleresque est d'autant plus frappante qu'il est habitué à lire ou à entendre cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale, le rappel lancinant de torts ou de crimes imputés à l'ancien adversaire.

Non seulement on ne peut déceler aucune trace d'hostilité, mais bien au contraire de la sympathie pour ceux que Jünger avait combattus. Ce n'est pas qu'il doute un seul instant du bon droit de sa cause. Elle lui paraît évidente. Mais là n'est pas la question, car il est tout prêt à reconnaître que l'adversaire est aussi dans son droit. Jünger est un nationaliste logique avec lui-même. Pour lui, le Français qui tue un Allemand au nom de la patrie française est aussi justifié dans son acte que l'Allemand qui tue un Français au nom de la patrie allemande. Chacune des armées a son bon droit pour elle. Quand on a compris cela, *« on honore l'héroïsme, on l'honore partout, et d'abord chez l'ennemi ».*

Les seuls êtres qui lui inspirent de l'aversion ou du mépris sont les pacifistes. *« Chez nous aussi,* écrit-il, *il n'a pas manqué de gens qui, tel le Français Barbusse, ont essayé de montrer dans la guerre un événement purement matériel et de faire valoir son côté négatif en élevant d'autre part l'édifice d'une quelconque béatitude pacifique. Ils fondent leur raisonnement sur des villes détruites et sur des souffrances inouïes, comme si le plus clair de notre devoir consistait à fuir la douleur : ils sont inaccessibles à la résolution virile de sacrifier des valeurs aussi périssables que la vie humaine et la propriété. »*

Une méditation sur le destin humain

« Non, ajoute-t-il, *la guerre n'est pas un événement matériel ; elle est soumise à des réalités plus hautes. Le long de la frontière, où s'affrontent deux peuples civilisés, ce ne sont pas seulement les explosifs et l'acier qui pèsent sur les plateaux de la balance ; c'est là que se rencontrent, se concentrent et se croisent toutes les valeurs qui importent à ces deux nations. »* Et, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur sa pensée, il frappe cette formule : *« La guerre est un événement spirituel, une rencontre de forces psychiques. »*

Non que Jünger se dissimule un seul instant la face horrible et insoutenable de la guerre moderne. Il la montre dans toute son absurdité sanglante : jeunes hommes hachés sous les obus ou brûlés à mort par les gaz ; membres broyés, corps déchiquetés, souffrances des blessés… Tout cela, Jünger l'a connu lui-même dans sa chair. Il le décrit avec précision, sans artifice ni complaisance. La souffrance, la destruction et la mort lui sont devenues familières. Il ne cherche ni à choquer ni à plaire. Il est d'une sincérité absolue. Il dit les choses telles qu'il les voit. Mais les conclusions qu'il a tirées de l'épreuve terrible de la guerre ne sont pas celles du désespoir ou de la résignation. Elles vont très au-delà de l'expérience de sa génération. C'est en cela qu'elles nous intéressent. Il n'est pas nécessaire de faire un grand effort pour y voir une méditation sur les défis imposés à l'homme d'âge en âge, de génération en génération, au cours d'une lutte

LA TROUPE D'ASSAUT

Nous avançons en silence, car l'ennemi pourrait être tout proche. Prudemment avec de longs intervalles afin de pouvoir tirer dans toutes les directions, nous longeons en nous courbant un élément de boyau peu profond où le combat corps à corps semble avoir pris fin par la conquête du boqueteau. C'est un des rares points où la décision finale ait été réellement encore imposée par une mêlée homme contre homme, où chaque combattant a dû regarder son adversaire dans le blanc des yeux, alors qu'il s'agissait de le détruire le plus vite et le plus sauvagement possible pour n'être pas détruit lui-même. Le terrain a été abandonné par les survivants dans un désordre épouvantable et nous fait l'effet, dans le crépuscule, d'une danse macabre subitement pétrifiée. Ce qui s'est passé dans ce coin, à cet instant, le combattant expérimenté est à même de le lire comme dans un livre ouvert. Tous les trous d'obus sont jonchés de grenades à hampes grises et de boules de fer noires ; sur les parapets, des caisses pleines de grenades dont le contenu s'est éparpillé au moment de les ouvrir fébrilement. Partout dans les entonnoirs se voient de petites dépressions calcinées de la dimension d'une assiette ; là, les grenades à main ont fait explosion en pleine mêlée ; l'effet de ces boules de feu qui, en éclatant à cette distance, soulèvent les corps et les font retomber comme des sacs, est bien visible sur les cadavres jetés les uns sur les autres et restés là dans les attitudes où la mort les a figés. Corps et visages sont troués d'éclats, les uniformes brûlés et noircis par les flammes des explosions. Les traits de ceux qui sont couchés sur le dos sont convulsés et les yeux grands ouverts comme devant un cataclysme sans issue. L'épouvante s'est figée en masques hallucinants qu'aucune imagination ne saurait inventer.

ERNST JÜNGER

Le Boqueteau 125. Éditions du Porte-Glaive.



DR

Jeune combattant des « Stosstruppen ».

existentielle qui ne prendra jamais fin. *« Il n'est pas de paix éternelle*, pense Jünger ; *il n'est qu'un mouvement éternel et qui enchaîne à son service jusqu'à la moindre parcelle de la matière. »* Gardant à l'esprit le souvenir des villages détruits et des champs ravagés par les obus, il ajoute : *« Soyons durs comme le granit ; car les champs seront de nouveau labourés, les villages seront à nouveau construits et plus d'hommes seront engendrés qu'il n'est nécessaire, mais le temps et le destin ne reviendront jamais plus à nous ! »*

Tirer de l'horreur une philosophie de l'énergie

Phrase cruelle, si l'on y songe, pour ceux qui n'ont pas eu la force ou l'énergie d'empoigner la seule occasion que leur offrait la vie. À chaque génération d'assumer sa part. Pour celle de Jünger, le défi fut celui de la guerre, et quelle guerre ! Le premier conflit du matériel. Il pouvait sembler que l'antique courage et l'héroïsme étaient à jamais anéantis, vidés de sens par le déluge de métal et de feu ; que la culture était écrasée par d'absurdes machines. Beaucoup d'hommes droits sombrèrent dans un accablement suicidaire. Jünger réagit de façon opposée. La machine ne lui inspirait pas de crainte. N'était-elle pas *« l'expression de la volonté humaine aspirant à dominer la matière, l'intelligence coulée dans de l'acier »* ? Quant à la guerre, le simple fait qu'elle ait duré si longtemps prouvait que l'homme s'était révélé beaucoup plus résistant qu'on ne le croyait. *« Il n'est rien d'effrayant au monde que l'homme ne puisse finalement surmonter*, observait-il. *Et c'est précisément l'intensification destructrice du matériel qui fait rendre à l'homme son maximum d'audace et de volonté. »*

Vient toujours un instant où tout ce qui a été prodigué en énergie de métal ou de feu doit être aboli ou confirmé par une poignée d'hommes armés d'instruments aussi primitifs que des couteaux et des grenades. Se souvenant des paysages de cauchemar devenus le cadre journalier de son existence, Jünger écrira : *« Tout y était soumis à la destruction ; rien n'y pouvait résister, hors l'énergie de l'âme, laquelle se rit de toutes les violences. »* Et il ajoutera : *« Là où la patrie est fondée sur les cœurs, toute résistance à cette volonté est impossible. Et dans ce pays-là, on saura honorer l'amour de la paix, mais non le pacifisme. »*

DOMINIQUE VENNER

RENÉ QUINTON

René Quinton (1867-1925). Auteur de *Maximes sur la Guerre*, dont le ton rappelle parfois les aphorismes de *La Guerre notre mère* d'Ernst Jünger, sans la poésie, la curiosité, ni la dimension métaphysique. Biologiste réputé, auteur de travaux scientifiques majeurs, le philosophe René Quinton était capitaine d'artillerie de réserve, il avait 48 ans en 1914, ce qui le dispensait de servir. Pourtant il s'engagea le premier jour de la guerre, la fit toute entière en première ligne et la termina lieutenant-colonel, huit fois blessé, sept fois cité, ce qui lui valut la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. De cette expérience vécue sans rien perdre de sa rigueur glacée d'homme de science, Quinton rapportera ses stupéfiantes *Maximes* publiées après sa mort par Grasset en 1930 et rééditées en 1989 par les Éditions du Porte-Glaive. Imperturbable comme un canon de 155, il assène ses sentences avec un sens involontaire de la provocation éminemment rafraîchissant : *« La guerre n'est point un défi à la nature. Il n'est point contre nature pour le mâle de tuer son semblable ; il n'est point contre nature pour le mâle d'être tué par son semblable. La loi qui régit les rapports des mâles à l'intérieur d'une même espèce est une loi de meurtre et de risque. La guerre est un chapitre de l'amour... »*

D.V.

Ernst Jünger : *Le Boqueteau 125*. Éditions du Porte-Glaive.

(1) Nicolas Berdiaev, *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1951.

La grande occasion manquée de 1918

PAR GUY CHAMBARLAC

Février 1917. Des émeutes à Pétrograd. Une armée à bout de souffrances. La Russie en plein chaos. Le tsarisme s'effondre. Tout près, un général allemand observe et médite. Son plan aurait changé l'histoire.

Tout avait commencé en 1917 avec le martyre de l'armée impériale. Mal préparée, mal armée, mal commandée, l'immense masse grise saignait en silence depuis 1914.

Peu à peu gagné aux idées libérales, le haut-commandement se prêtait à des conspirations contre un régime en perdition, miné par la carence de Nicolas II, la maladie fatale du tsarévitch et les scandales vrais ou faux attachés au nom de Raspoutine.

À partir de février 1917, un raz de marée de mutineries et de jacqueries submerge la Russie. Après l'abdication du tsar imposée par ses propres généraux, toutes les digues sont emportées. En quelques mois, l'armature de l'État s'évanouit entre les faibles mains des libéraux ou des socialistes incarnés par la figure vacillante de Kerensky. La quasi totalité du corps social est engloutie comme sous l'effet d'un séisme.

La révolution prend la forme d'un soulèvement de millions de croquants hérissés de baïonnettes et imbibés de vodka, que conduit une petite meute de théoriciens à besicles, de tribuns surgis du pavé et de poseurs de bombes. Ni les uns ni les autres n'ont le temps de s'étonner du mirifique cadeau que leur fait l'histoire. Le pouvoir gît dans la rue. Suivant le mot de Lénine, il suffit de se baisser pour le ramasser.



IMAPRESS

Le général Hoffmann, chef d'état-major des armées allemandes à l'Est. Il imposa aux bolchéviques le traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918.

Un monde ubuesque

Décembre 1917. Dans un chaos de fin du monde, la création des soviets, les promesses de paix, l'indépendance offerte aux nationalités, l'attente d'une distribution des terres font lever de violentes et impatientes espérances. Les massacres de nobles et d'officiers succèdent aux pogroms.

Sur le territoire du Don, les Cosaques ont proclamé leur indépendance. Quelques généraux s'y réfugient ; ceux-là même qui ont renversé le tsar, croyant sauver la Russie : Alexeïev, Kornilov, Denikine. Imaginant travailler pour la démocratie, ils ont récolté Lénine et ses gardes rouges. Maintenant qu'ils ont le dos au mur, ils préfèrent mourir le sabre à la main plutôt que de se laisser égorger. Mais leurs armées ne sont plus que des fantômes et leurs bottes sont trouées. Ils sont suivis par une poignée de cadets faméliques et de cosaques sans chevaux. On les surnommera bientôt les « Blancs ».

Moins d'une année plus tard, ils seront des centaines de milliers. Dans toute l'immense Russie, de la Sibérie au Caucase, la politique de terreur instaurée par Lénine après sa rupture avec les socialistes-révolutionnaires de



Laminée, affamée, mutinée, l'armée russe de 1917 n'est plus en état d'opposer une résistance aux coups de boutoir allemands.

gauche, la réquisition forcée des récoltes et les espérances déçues ont soulevé des populations entières contre le nouveau pouvoir. La Finlande, les Pays baltes, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie s'insurgent pour leur indépendance.

Fin 1919, les bolcheviks sont aux abois, encerclés de toutes parts. *« Nous avons raté notre coup »* murmure Lénine.

Mais en quelques mois la situation se renverse. Usant de méthodes impitoyables, les bolcheviks opèrent un redressement spectaculaire. À la fin de 1920, les mitrailleuses de Trotski et les sabres de Boudienny parviennent à imposer presque partout le pouvoir bolchevik forgé à chaud dans l'épreuve de la plus impitoyable des guerres civiles. L'adversaire principal est vaincu. La cavalerie rouge victorieuse pénètre dans Odessa que vient d'évacuer la dernière armée blanche de Wrangel (1).

La révolution mondiale semble à portée de main. Pourtant le communisme conquérant s'est tour à tour cassé les dents sur la Finlande, les Pays baltes et Varsovie. Il a découvert avec le nationalisme le seul obstacle capable de lui résister.

La Révolution et la guerre civile ont accouché d'un univers ubuesque où la vie des hommes compte moins que la sueur des chevaux. Elles marquent le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité qui ne prendra fin que soixante-dix ans plus tard avec l'effondrement du système soviétique.

Et pourtant tout cela et la Deuxième Guerre mondiale elle-même auraient sans doute été évités si, au lendemain de Brest-Litovsk, le gouvernement allemand avait donné suite au plan du général Hoffmann.

Cet officier était le chef d'état-major des armées allemandes à l'Est. C'est lui qui, en 1914, avait préparé les plans qui donneront à Hindenburg leurs victoires écrasantes et inattendues de Tannenberg et de Mazurie. Par malchance, ses relations personnelles avec le général Ludendorff, son supérieur hiérarchique, étaient détestables, détail qui aura une importance décisive par la suite.

Le traité de Brest-Litovsk

Sa forte personnalité dominera les pourparlers de paix qui se dérouleront à Brest-Litovsk de décembre 1917 jusqu'à leur brutale conclusion, le 3 mars 1918.

En face, la délégation bolchevique dirigée depuis le 7 janvier 1918 par Trotski, tente de bloquer les négociations. À tort, Trotski mise sur une mutinerie des troupes allemandes et sur une insurrection ouvrière en Allemagne même. Le 10 février, coup de théâtre. Plus arrogant que jamais, Trotski déclare :

– *La Russie des soviets ne peut accepter les conditions de paix des puissances centrales ni les discuter. Elle déclare la guerre terminée, démobilisera son armée et portera ces faits à la connaissance de tous les peuples et de tous les États.*

« Cette déclaration de Trotski provoqua la stupéfaction générale », écrira le général Hoffmann (2). Le soir même, les diplomates austro-hongrois et allemands se réunissent en sa présence. *« Les diplomates furent unanimes à dire qu'ils acceptaient cette déclaration*, rapporte-t-il. *Je fus le seul à protester. Nous avions conclu avec les Russes un armistice à l'effet d'engager des pourparlers et d'aboutir à la paix. Si l'on n'arrivait pas à conclure la paix, l'armistice cessait automatiquement, et c'était du même coup la reprise des hostilités. La déclaration de Trotski n'était rien moins qu'une dénonciation de l'armistice. »*

GUY CHAMBARLAC

---

(1) Voir l'article de Dominique Venner sur le général Wrangel dans notre n° 10 consacré à « La Russie, mille ans d'énigmes ».

(2) Général Max Hoffmann, *La Guerre des occasions manquées* (Payot, Paris, 1927).

La guerre en Afrique

PAR BERNARD LUGAN

En Europe, l'armistice est signé depuis quatorze jours. Le 25 novembre 1918, une colonne allemande commandée par le général von Lettow-Vorbeck avance vers la ville d'Abercorn en Rhodésie. Pour ces irréductibles combattants l'aventure avait commencé en août 1914, à Dar es-Salaam, alors capitale de l'Afrique orientale allemande. Devant leur chef, officiers, sous-officiers et askaris de la Schutztruppe avaient défilé au son des fifres et des caisses plates. Un air de vieille Prusse avait flotté ce jour là sur les vertes collines d'Afrique. Paul von Lettow-Vorbeck allait entrer dans la légende. Durant quatre années, il mène au combat une poignée d'officiers et de colons encadrant quelques milliers de volontaires africains. Face à eux, 130 000 Britanniques, Indiens, Sud-africains, Belges et Portugais supérieurement armés, sans cesse renforcés et ravitaillés.

Le futur général était en 1870 dans le Nord de l'Allemagne. Il était au physique l'archétype du junker. Son regard gris ne trahissait aucun sentiment si ce n'est une bonne dose d'humour. Depuis l'école des cadets il servit partout où les armes allemandes étaient engagées. En 1900, il fait partie du corps expéditionnaire envoyé en Chine pour y venger l'assassinat du consul d'Allemagne, le baron von Ketteler. Quatre ans plus tard, le capitaine von Lettow est au Sud-ouest africain où, sous les ordres du colonel von Trotha, il combat les Herero. Il se familiarise avec les campagnes coloniales, faites de rapidité, d'initiatives, d'engagements rapides et brefs. Blessé au visage, il est rapatrié puis reçoit le commandement d'un bataillon d'infanterie de marine. En 1913, il est désigné pour l'état-major.

Lieutenant-colonel, il arrive en Afrique-Orientale en janvier 1914. Il a pour mission d'y assurer la protectionde frontières maritimes et terrestres immenses avec des moyens limités. Il sait qu'en cas de guerre il ne pourra pas être ravitaillé car la marine britannique imposera le blocus maritime de la colonie.

Inventeur de la guérilla moderne, toujours en mouvement, von Lettow impose aux Alliés sa méthode de combat. Insaisissable, attaquant là où il n'est pas attendu, envahissant le Mozambique portugais quand, en territoire allemand le piège allié menace de se refermer sur lui.



DR

Le général von Lettow-Vorbeck (1870-1964). Pendant quatre ans, avec des troupes dix fois moins nombreuses, il tint tête aux Anglais et aux Belges en Afrique orientale.

Durant l'été 1918, prenant les anglo-portugais au dépourvu, il revient dans l'ancienne Afrique orientale allemande avec une troupe d'assaut allégée de toute son intendance et, c'est en vivant sur le pays et sur ses prises de guerre que, tels des corsaires terrestres, ses hommes continuent le combat.

Dans son Histoire de la guerre mondiale, Liddel-Hart s'est incliné devant les qualités de cet adversaire : *« Plus d'un an s'était écoulé depuis l'échec britannique à Tanga avant qu'on fit une sérieuse tentative pour s'emparer de la dernière forteresse des Allemands sur le continent africain. La solution ne devint possible qu'avec la loyale coopération du gouvernement sud-africain. En février 1916, le général Smuts fut désigné pour commander l'expédition et il établit un plan pour une opération du nord au sud à travers l'intérieur difficile du pays. Des forces belges sous les ordres de Tombeur devaient avancer du lac Tanganyika vers l'est et de petites forces britanniques devaient attaquer au sud-ouest en partant de Nyassaland.*

« Les Allemands dirigés par Lettow-Vorbeck ne disposaient que de faibles forces, mais qui furent maniées de main de maître ; ils avaient pour eux tous les avantages d'un climat équatorial ; une région immense et sans routes, montagneuse par endroits et couverte de broussailles épaisses et de forêts, devait leur servir à gêner les mouvements de l'envahisseur. Lettow-Vorbeck réussit à éviter d'être enveloppé et se replia en septembre 1917 sur les montagnes Uluguru dans le sud. Mais le filet avait été resserré de plus en plus, enfermant Lettow-Vorbeck dans le quartier du sud-est de la colonie. Au début de 1917, Smuts retourna en Angleterre et van Deventer conduisit les opérations finales où Lettow-Vorbeck évitera de se laisser envelopper et s'échappa au-delà de la frontière jusqu'en Afrique portugaise. Là il maintient une lutte de guérillas pendant toute l'année 1918 jusqu'à l'armistice général. Avec une force qui était de 5 000 hommes au début, dont 5 % d'Européens, Lettow-Vorbeck amena ses adversaires à employer 130 000 hommes et à dépenser 72 millions de livres sterling ».

Lettow ne déposera les armes qu'après en avoir reçu l'ordre de Berlin. Sa troupe était encore en état de combattre. Les Anglais lui rendront les honneurs et le salueront comme un héros.

En mars 1919, von Lettow rentre en Allemagne où il exerce durant quelques mois le commandement d'une division de la Reichwehr avec laquelle il intervient à Hambourg pour y écraser un putsch communiste. Ayant quitté l'armée en 1920, il se fait élire comme député au Reichstag et il y siégea jusqu'en 1930. Il est mort en 1964 à l'âge de 94 ans.

Durant la Seconde Guerre mondiale, deux de ses fils trouvèrent une mort glorieuse au combat. L'un d'eux était colonel d'un régiment de Waffen SS.

En 1953, les Britanniques l'accueillent triomphalement à Dar es-Salaam et ils pousseront la délicatesse jusqu'à faire jouer en son honneur la marche de la Schutztruppe, le fameux *Heia Safari* aujourd'hui chant de tradition de l'armée française sous le titre de *La petite piste*.

BERNARD LUGAN

Bernard Lugan est docteur d'État ès lettres. Il enseigne l'histoire de l'Afrique à l'université de Lyon III. Il a publié de nombreux ouvrages, notamment *Cette Afrique qui était allemande*, éditions Picollec, Paris 1990.

L'Europe malade de la paix

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Une paix trop forte pour ce qu'elle a de faible et trop faible pour ce qu'elle a de fort, avait dit Jacques Bainville. En tentant de soumettre à leurs préjugés idéologiques des réalités multiséculaires, les négociateurs des traités de paix semèrent, au lendemain du premier conflit mondial, les germes du second.



Tallandier

Signature du « traité de paix » dans la galerie des Glaces du palais de Versailles par les délégués français, Clemenceau, Pichon, Klotz et Tardieu.

L'armistice du 11 novembre, salué avec joie à Paris, ne signifie pas la paix universelle. Plusieurs capitales de l'Europe vivent des heures dramatiques, car la guerre civile y montre son vilain nez. L'agitation révolutionnaire répand la haine, le sang et des théorèmes utopiques. Les vainqueurs s'en moquent. Ils refont le monde. Le 14 février 1919, lecture donnée du pacte de la Société des nations devant la séance plénière de la Conférence de la paix, Thomas Woodrow Wilson exalte la *« majesté du bien »* qui vient de terrasser le mal. La notion théologique de « guerre juste » prévaut alors. Le « wilsonnisme » se veut message de paix, en même temps que le triomphe du libéralisme politique sur le « pouvoir arbitraire » (1).

Satisfait d'avoir donné la paix au monde, le presbytérien Wilson regagne sa lointaine Amérique (2), laissant derrière lui l'Europe meurtrie par la guerre, vassalisée économiquement, déstabilisée politiquement par le démembrement de trois empires, empoisonnée pour longtemps par la superbe des vainqueurs, l'humiliation et la misère des vaincus.

Le 28 juin 1919, les Alliés et les puissances associées forcent les Allemands à signer le traité de Versailles. Rompant avec les traditions européennes, ce traité n'a été négocié qu'entre les vainqueurs – tel a été l'objet de la Conférence de la paix – d'où l'expression de *Diktat* qui le désignera en Allemagne. Tournant le dos aux principes du droit international, les vainqueurs ont introduit la notion morale de culpabilité – l'Allemagne et ses alliés sont tenus de reconnaître leur responsabilité dans le déclenchement du conflit (article 231) – et de « réparations ». Ils exigent de multiples « garanties » : désarmement et modification constitutionnelle. Persuadés d'avoir conduit la *« guerre du droit et de la civilisation contre la barbarie »*, ils criminalisent leurs vaincus. Ainsi, non contents d'avoir contraint le Kaiser à l'abdication, ils voudront le traduire en justice (article 212) et chercheront vainement à obtenir son extradition des Pays-Bas.

« ILS ONT DES DROITS SUR NOUS… » LES ANCIENS COMBATTANTS

Quand ils sont démobilisés, souffrant pour beaucoup des séquelles d'une ou plusieurs blessures, les anciens combattants de la Grande Guerre trouvent tout naturel qu'un homme politique s'écrie dans un grand élan démagogique, en parlant d'eux : *« Ils ont des droits sur nous ! »*

Ils éprouvent alors le besoin de s'organiser et de maintenir une double revendication : d'abord celle de leurs « droits » qu'ils s'estiment fondés à faire respecter ; ensuite – et c'est peut-être le plus important – celle de l'impérieuse nécessité civique que leur sacrifice n'a pas été inutile.

Pour les uns, il s'agit de maintenir les acquis politiques de la victoire. Pour les autres, ce qui importe par dessus tout c'est que cette guerre soit la dernière, la *« der des ders »*, comme ils disent. D'où un double courant parmi les anciens combattants : celui des nationalistes et celui des pacifistes. Disons, pour simplifier, une orientation à droite et une orientation à gauche, dont témoignent de multiples associations, qu'elles soient « patriotiques » ou « humanitaires ».

Cette prolifération d'associations contredit la devise de l'UNC, l'Union nationale des combattants : *« Unis comme au front. »* Ce mouvement présidé par Jean Goy (futur dirigeant du RNP pendant l'Occupation) jouera un grand rôle lors des émeutes du 6 février 1934.

L'ARAC, l'Association républicaine des anciens combattants, animée par Henri Barbusse, ne cache guère par contre ses rapports avec le parti communiste.

En 1929, va se créer une association plus radicale : les Croix-de-Feu, qui regroupe les combattants de l'avant et les blessés de guerre cités pour action d'éclat. Son principal dirigeant est le lieutenant-colonel de La Rocque, qui n'hésite pas à prendre des positions politiques. Son mouvement sera d'ailleurs interdit en juin 1936, lors du décret de dissolution des Ligues par le gouvernement de Léon Blum.

La Rocque va alors créer le PSF, ou Parti social français, qui n'appartient plus à l'histoire de l'après-guerre mais à celle d'une autre avant-guerre.

JEAN MABIRE



Une révolution éclate à Berlin le 9 novembre 1918. Les troubles révolutionnaires embraseront l'Allemagne jusqu'en novembre 1923. Des insurrections se produisent aussi ailleurs en Europe, notamment en Autriche et en Hongrie.

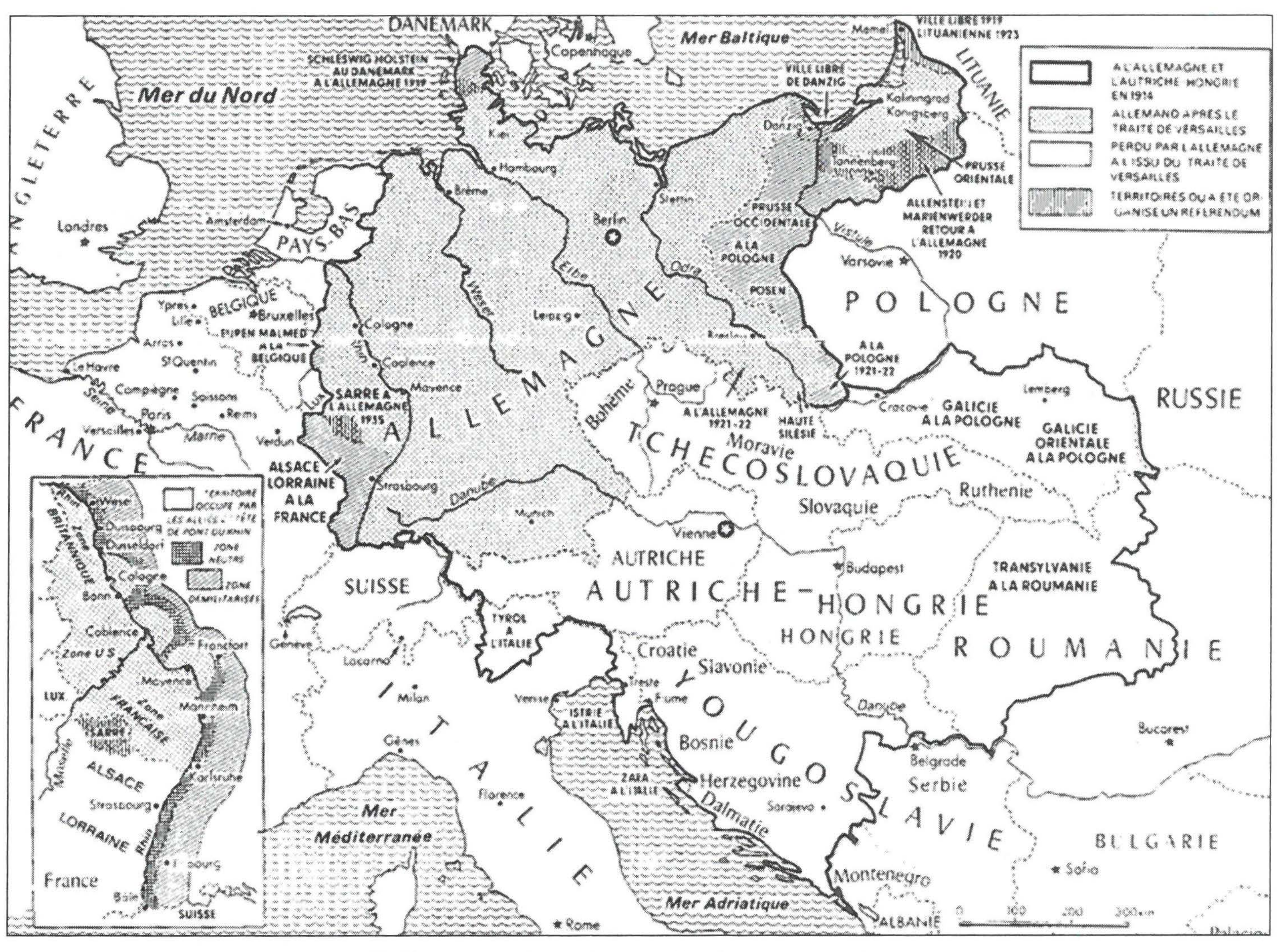
Les vainqueurs ont l'ambition démesurée d'instaurer une unité politique mondiale – un *universum* – par le biais de la Société des nations à laquelle, paradoxe, les États-Unis se garderont d'adhérer. Le pacte Briand-Kellog (1928) en est l'aboutissement. Il marquera tout l'entre-deux guerres avec le succès que l'on sait. Sous couvert d'un idéal missionnaire qui n'est pas sans parenté idéologique avec le messianisme armé de la France jacobine de 1793, les Alliés et les puissances associées utilisent à la fois la phraséologie des bons sentiments et le calcul cynique, exigeant les fameuses « réparations » que Carl Schmitt définira comme *« une exploitation économique durable et illimitée du vaincu »* (3).

La *« paix sans victoire »* promise jadis par Wilson et sur laquelle les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont tablé pour engager les pourparlers, s'est transformée en une « imposture » que dénonceront pareillement l'Allemand Arthur Moeller van den Bruck, le Français François Poncet et l'Anglais John Maynard Keynes. Délégué à la Conférence de la paix, ce dernier en démissionne avec éclat, pour protester contre la politique des réparations qu'il juge inapplicable. *« Cette paix,* dira-t-il par la suite, *fut dictée par une passion et une cupidité aveugles, elle n'est pas la réalisation des principes de Wilson, mais elle en est la parodie. Elle mènera l'Europe souffrante jusqu'aux bords de la ruine et de la famine* (4). »

Une fausse paix d'annexions

Avertissement inutile. Six ans plus tard, la question des « réparations » est toujours posée. Le plan de l'Américain Dawes (1924) est remplacé par celui de son compatriote Young (1929). Mis au point par un comité d'experts anglo-saxons, ce nouveau plan prétend apporter une solution définitive par un échelonnement des versements sur cinquante-neuf ans : l'Allemagne est condamnée à verser des sommes progressant de 1 685 millions à 2 248 millions de marks par an jusqu'en 1967 ; puis des annuités d'environ 1 700 millions de marks jusqu'en 1988. L'ingérence économique américaine dans les affaires européennes est désormais institutionnalisée pour longtemps, si bien que dans les années trente, Arnaud Dandieu et Robert Aron pourront dénoncer *« le cancer américain »* et *« le vampirisme plus ou moins conscient »* qui transforment l'Europe en un *« protectorat secret »* des États-Unis d'Amérique (5).

La *« paix sans annexions »* annoncée par Wilson est vite oubliée. Lors de la Conférence de la paix, les vainqueurs définissent sans vergogne leurs zones d'influence. Invoquant le



Le découpage de l'Europe et les annexions de territoires après 1918.

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais en se gardant, le plus souvent, de traduire ce principe dans les faits, ils procèdent à un véritable charcutage de la carte politique de l'Europe ; reconstitution d'une Pologne indépendante, création d'une Tchéco-Slovaquie et d'une Yougoslavie artificielles, formation d'une « Grande Roumanie ». Cinq traités destinés à régler le sort de la *« criminelle »* Allemagne et de ses *« complices »* concrétiseront l'opération chirurgicale : Versailles pour le Reich, Saint-Germain-en-Laye pour l'Autriche, Trianon pour la Hongrie, Neuilly pour la Bulgarie et Sèvres pour la Turquie. Dans chacun des cas le vaincu devra se contenter d'accepter sa punition et ses amputations. Rien ne sera négocié.

À Versailles, les Alliés et les puissances associées amputent l'Allemagne de 70 000 kilomètres carrés et d'une population de sept millions. La France qui revendique ses frontières de 1814, c'est-à-dire toute la Rhénanie, obtient l'Alsace-Lorraine perdue en 1871, sans aucune consultation des populations (6). La Belgique qui a souhaité prélever des territoires sur la Hollande restée neutre, se fait accorder les districts frontaliers d'Eupen et Malmédy qui ont appartenu à la Prusse. Le Danemark se voit attribuer le nord du Schleswig. À l'Est qui souciait tant Bismarck, les vainqueurs opèrent des coupes encore plus sérieuses pour fixer le tracé de la frontière occidentale de la Pologne reconstituée. L'Allemagne perd la Posnanie, son grenier à blé, la majeure partie de la Prusse occidentale dont la ville de Thorn, des parties de la Prusse orientale et même de la Poméranie. Il s'agit de former un corridor large de 40 à 100 km pour permettre l'accès à la Baltique de la nouvelle Pologne. Dantzig, la hanséatique, devient une « ville libre » sous le contrôle de la SDN. De la sorte, les populations allemandes, majoritaires à Dantzig et dans sa périphérie, se trouvent détachées politiquement du Reich dont la Prusse orientale est désormais coupée géographiquement.

Les Polonais revendiquent aussi Allenstein, Marienwerder et Memel en Prusse orientale. Ces deux villes et leurs territoires leur échappent, le plébiscite prévu par le traité donne une très large majorité en faveur de l'Allemagne. Peuplé d'Allemands dans les villes et de Lituaniens dans les campagnes, le territoire de Memel est finalement confié à l'administration de la France (1920-1923) sous la houlette de la SDN, laquelle s'incline devant le fait accompli lorsque les Lituaniens s'en emparent de force (1923).

Combats et plébiscite en Haute-Silésie

Les Polonais rêvent de rétablir la Pologne de 1772 et convoitent également la Haute-Silésie séparée de Varsovie depuis sept siècles. Les Allemands s'y opposent par les armes et réclament le plébiscite prévu par le traité. Organisé le 20 mars 1921, la consultation se déroule dans la plus grande tension. L'Allemagne l'emporte par 70 % des voix, mais les Polonais refusent de s'incliner. Commissaire au plébiscite, l'ancien député au Reichstag mais avant tout nationaliste polonais, Korfanty, déclenche un soulèvement auquel les Corps

LA PAIX DICTÉE DE VERSAILLES

Jamais n'a été infligé à un peuple, avec plus de brutalité, une paix aussi accablante et aussi ignominieuse qu'au peuple allemand la paix honteuse de Versailles. Dans toutes les guerres des derniers siècles des négociations entre vainqueur et vaincu avaient précédé la conclusion de la paix. À la fin de la guerre de Trente ans, on négocia pendant trois ans à Münster et à Osnabrück avant de signer la paix de Westphalie. À la fin de la guerre de Sept Ans, il y eut avant la paix d'Hubertsbourg des tractations secrètes entre Marie-Thérèse et Frédéric. Après ses plus grandes victoires et ses succès les plus décisifs, Napoléon a négocié à Campo-Formio, à Lunéville, à Amiens, à Presbourg, à Vienne. Après la chute du grand Corse, le congrès de Vienne travailla pendant neuf mois à fonder la nouvelle Europe. La guerre de Crimée fut suivie du congrès de Paris, la guerre russo-turque de 1877-1878 du congrès de Berlin. Le prince de Bismarck a négocié, après la campagne de Bohême, avec les délégués de l'Autriche et de l'Allemagne du Sud. Après la guerre victorieuse contre la France il a négocié aussi, longtemps, minutieusement et courtoisement, avec Jules Favre et Thiers, à Versailles et à Francfort. On a négocié après la guerre hispano-américaine, après la guerre russo-japonaise. Mais une paix sans négociations préalables, une paix dictée comme celle de Versailles, est aussi peu une vraie paix qu'il n'y a transfert de propriété quand un brigand renverse à terre un malheureux et le contraint ensuite à lui remettre son porte-monnaie.

BERNHARD, PRINCE VON BÜLOW
(1849-1929)
Chancelier du Reich
d'octobre 1900 à juillet 1909
***Mémoires*, tome troisième,**
p. 320 (Librairie Plon, Paris, 1931)

Francs allemands répliquent. Répudiant leur mandat, les troupes françaises se gardent d'intervenir. Pour cause : la Haute-Silésie est l'un des centres industriels de l'Allemagne, le Comité des houillères a des vues sur les charbonnages silésiens – il en assurera le contrôle par la suite et un certain Jean Monnet s'en mêlera – et la France spécule sur la nouvelle Pologne. Finalement, la SDN procède au partage du territoire. Les deux tiers resteront allemands, le reste, avec la ville de Katowice et quelque 230 000 Allemands, est remis à la Pologne (juin 1922). À l'Est, l'Allemagne a perdu quatre millions de personnes au profit de la Pologne et de la Lituanie (7).

À Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, et à Trianon, le 4 juin 1920, les vainqueurs procèdent au démembrement de l'Autriche-Hongrie. Clé de voûte de la Mitteleuropa et dépositaire du concept d'empire, cette Double Monarchie « impériale et royale » – *kaiserlich und königlich* – incarne à leurs yeux un symbole détestable : l'héritage séculaire des Habsbourg. De Bregenz en Alberg jusqu'au Cernauti en Bucovine, de Léopold en Galicie jusqu'à Raguse en Dalmatie, cette *« maison commune »* (l'expression est de l'empereur François-Joseph) associe une multitude de peuples – allemands, magyars, slaves, italiens – à un même destin. Elle dépasse les antagonismes identitaires sans les étouffer, favorise les allégeances multiples et fédère en proposant un patriotisme de civilisation. Forme politique, elle est aussi ce que le poète Hugo von Hofmannsthal a défini comme *« un concept spirituel »*. Sa mise à mort dont François Fejtö a mis en lumières les justifications idéologiques (8) se traduit par une double amputation.

Héritière de l'ancienne Cisleithanie, la République autrichienne est réduite à un territoire de 83 000 kilomètres carrés, peuplé de six millions cinq cent mille habitants (l'empire austro-hongrois comptait cinquante millions de sujets.) Elle a dû renoncer aux possessions héréditaires des Habsbourg (Bohême-Moravie, Bucovine, Galicie, Slovénie, Trentin, Carniole, etc.) où le peuplement est, selon le cas, majoritairement slave, roumain ou italien, mais où près de quatre millions de germanophones ont jusqu'ici vécu chez eux. L'Autriche nouvelle est privée du Tyrol méridional pour satisfaire au souci de l'Italie de porter sa frontière sur le Brenner. Elle perd Trieste, ses chantiers navals et son port sur l'Adriatique. Les pays des Sudètes, où les Allemands sont souvent plus que majoritaires, reviennent à la Tchécoslovaquie, la Galicie à la Pologne, la Styrie du Sud et une partie de la Carinthie à la future Yougoslavie. Pour tenter d'allumer une querelle entre Vienne et Budapest, le Burgenland, historiquement attaché à la couronne de Saint Étienne, est attribué à l'Autriche. Quoique peuplée en majorité d'Autrichiens allemands, la petite république se voit interdire, contrairement à son souhait solennel, de s'unir à l'Allemagne (article 80 du traité de Versailles et 88 du traité de Saint-Germain).

À Trianon, les mêmes principes fixent le sort de la Hongrie. Comme l'Autriche, elle perd ses principales ressources d'approvisionnement en matières premières et produits finis. Amputée des deux tiers de son territoire, elle doit laisser la Slovaquie et la Ruthénie à la Tchécoslovaquie, la Transylvanie et une partie du Banat à la Roumanie, la Slavonie et l'autre partie du Banat à la future Yougoslavie. Contrairement à la promesse contenue dans les « quatorze points » de Wilson, le principe d'une consultation des peuples concernés est refusé. Les plébiscites en Haute-Silésie et en Prusse orientale ont échaudé les Alliés et les puissances protectrices. Plus de trois millions de Magyars sont ainsi incorporés « malgré eux » dans des États voisins.

La Bulgarie où le roi Ferdinand a dû renoncer au trône dès octobre 1916, est traitée à Neuilly, le 27 novembre 1919. Elle doit céder la Dobroudja méridionale à la « Grande Roumanie » et renoncer à l'accès à la mer Égée. La Turquie voit son sort réglé à Sèvres, le 10 août 1920. Il sera question d'un Kurdistan autonome. Mais l'intérêt géopolitique et les garanties idéologiques que donnent Mustapha Kemal, séduisent la France laïque et républicaine. Le traité de sèvres ne sera jamais appliqué (9). Les Français vont jouer les Turcs contre les Anglais et leurs alliés grecs.

BAINVILLE LES CONSÉQUENCES DE VERSAILLES

Ma rencontre avec l'Action française s'était produite au bon moment. Y préluda la lecture d'un livre écrit par le chroniqueur diplomatique de l'A.F. *Les Conséquences politiques de la paix* avait été publié par Bainville en 1920 alors que le traité de Versailles venait d'être signé. Livre extraordinaire, sans doute unique de sa sorte, où un homme, qui n'était pas un génie mais un esprit, avait, en appliquant son intelligence à ce qu'il savait et son jugement de moraliste classique à ce qu'il sentait, réussi à prévoir dans son détail le mouvement de l'Europe pour vingt ans.
À la date où je le lus, ce qui se produisait en Europe centrale et en Allemagne était rigoureusement conforme aux déductions de Bainville et encore les vingt ans n'étaient-ils pas écoulés et l'Histoire était-elle encore occupée à accomplir ce que Bainville avait annoncé, de l'Anschluss à l'envahissement de la Tchécoslovaquie et au pacte germano-soviétique.

JACQUES LAURENT
***Histoire égoïste*, La Table Ronde**

Wilson et ses partenaires n'ont pas été à la hauteur de Metternich. Leur « paix malpropre » – l'expression est de Lord Asquith – peut se vanter d'avoir contribué à briser l'ordre ancien, elle peut aussi s'enorgueillir d'avoir installé durablement l'Europe dans le chaos. Sous couvert d'une morale qui annonce la religion des droits de l'homme et dans le dessein de favoriser leurs intérêts économiques, les vainqueurs ont cherché à fragmenter et réduire le dynamisme germanique au centre de l'Europe. Indifférents à la longue histoire des peuples, ils ont attisé la haine de l'Allemand et du Magyar comme des gribouilles. Ils ont encouragé la Pologne dans ses aventures (guerre russo-polonaise, etc...) avec les résultats que l'on sait. Ils ont cru que Benes ferait de la Tchéco-Slovaquie *« une Suisse d'Europe centrale »* avec deux peuples frères sur pied d'égalité, alors qu'il imposera le « tchéquisme » négateur de l'identité slovaque. Ils ont misé sur la Serbie et sur la Roumanie, laquelle va se détourner d'eux. Les mêmes ont feint de tenir Lénine pour un pur démocrate, abandonnant Koltchak, Denikine et Wrangel, suspects de ne pas l'être assez (10).

La fausse paix profite à Staline et à Hitler

Tant de maladroit cynisme va inciter les vaincus au révisionnisme, susciter la défiance réciproque entre États voisins, des régimes qui se veulent forts. Ajouté à la crainte de la révolution rouge, tout cela provoquera l'avènement du national-socialisme et développera la dialectique du bolchevisme et de son contraire. La SDN et tous ses discours pacifistes n'y pourront rien changer, les germes d'une multitude de crises ne demanderont qu'à se développer : question de la Sarre et de la Rhénanie, crise autonomiste en Alsace-Lorraine, Anschluss de l'Autriche, effervescence des Sudètes, affaire de Dantzig et question polonaise. En isolant l'Allemagne et la Russie soviétique, la fausse paix des vainqueurs encouragera les deux puissances à se rapprocher, permettant à Staline d'utiliser Hitler comme le « brise-glace » de son expansionnisme russo-communiste (11).

Personne ne nie plus que « l'esprit de Versailles » a engendré la Seconde Guerre mondiale et fait sentir ses ravages jusqu'en cette fin de siècle. Ses criminelles chimères vont permettre l'installation du communisme dans l'Europe centrale et orientale fragilisée et faire surgir au grand jour les tensions ethniques après l'effacement de la domination soviétique : guerre dans l'ex-Yougoslavie, divorce tchécoslovaque, question magyare en Slovaquie, tension roumano-hongroise sur la Transylvanie.

Et quel rôle funeste dans le déclin de la puissance européenne. En 1919, lorsqu'ils jouent avec l'Europe centrale et orientale, les Français et les Anglais peuvent encore s'illusionner sur leur victoire. En réalité, ils sont déjà dans la dépendance financière américaine. Arbitres et acteurs, les États-Unis d'Amérique imposent leur loi tant par leur morale que par leurs capitaux. L'Europe ne s'appartient plus. Résultat : à Yalta et à Postdam, ce sont deux puissances périphériques qui pèsent et tranchent, plongeant les peuples européens dans une longue et cruelle hémiplégie.

JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) « *La destruction du pouvoir arbitraire* » est un préalable à la paix, affirme Wilson, le 4 juillet 1918 à Mount Vernon.

(2) Voir le portrait d'une rare cruauté qu'en donnent Sigmund Freud et William Bulitt : *Le Président Thomas Woodrow Wilson* (Payot 1990).

(3) Note rédigée en 1927 et incorporée dans *La notion du politique. Théorie du Partisan* (Calmann-Lévy, 1972).

(4) *Economics Consequences of the Peace* (1919).

(5) Dans un ouvrage qui montre toute l'audace des *« non-conformistes des années trente »* : *Le cancer américain* (Rieder, 1931).

(6) En Alsace-Lorraine, arrestations, commissions de triage et expulsions effacent la liesse du retour de la paix. En réponse à une fraction négligeable de l'opinion alsacienne-lorraine qui réclame le droit à l'autodétermination, les autorités françaises répondent : *« Le plébiscite est fait. »* Le rêve d'un *« État libre et neutre »* perdure cependant. Voir François-Georges Dreyfus : *La politique en Alsace 1919-1936.* (Armand Colin 1969).

(7) Les Alliés et les puissances associées se partagent l'empire colonial allemand par le biais, assez hypocrite, des mandats. La Belgique se voit ainsi attribuer le Ruanda et le Burundi. Voir Bernard Lugan : *Cette Afrique qui était allemande* (Jean Picollec, 1990).

(8) *Requiem pour un Empire défunt* (Lieu commun, 1988).

(9) Le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 lui sera substitué.

(10) Alexandre Soljénitsyne le souligne dans son dernier livre paru : *Le "problème russe" à la fin du XXe siècle* (Fayard, 1994).

(11) Thèse soutenue par Victor Souvorov : *Le Brise-Glace* (Olivier Orban, 1989). Des arguments troublants que renforcent différents éléments relatifs aux dispositions prises par la Russie soviétique à l'égard de la Pologne, mis récemment en évidence par des historiens polonais.

DE SARAJEVO À SARAJEVO 1914-1994

En reconnaissant la Slovénie et la Croatie en décembre 1991, l'Allemagne démontrait qu'elle comprenait ce qui se passait dans les Balkans. Cette initiative résolue perçait à jour l'héritage détestable non seulement de Yalta, mais de Versailles. L'Amérique, la France et l'Angleterre s'aperçurent avec retard que le pays qu'elles avaient créé à partir de rien en 1919, puis reconstitué en 1945, n'avait strictement aucune légitimité et ne pouvait donc fonctionner comme une démocratie. Et ce sont les Serbes, cajolés par la France, qui démolissaient impitoyablement l'édifice de Versailles et en sapaient les bases pluriethniques non viables.

Pourquoi l'Europe et l'Amérique n'ont-elles pas réussi à régler rapidement le conflit dès qu'il fut devenu évident que la Yougoslavie ne pouvait être sauvée ? Sans nul doute, la neutralité et la réserve longtemps manifestées par les USA dans cette affaire ont des causes multiples, à la fois géopolitiques, économiques et historiques : depuis Yalta, l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, ne jouait plus qu'un rôle subalterne en politique internationale. La « grande politique » était le champ d'action privilégié des deux super-puissances, chacune « contenant » l'autre : l'Union soviétique et l'Amérique se bridaient mutuellement, mais, en même temps, elles bridaient leurs propres alliés et satellites.

De sorte qu'après la guerre froide, lorsqu'éclata le monde bipolaire et que se propagea la tragédie des Balkans, l'Europe n'était en aucune manière préparée à jouer un rôle d'arbitre. Tant dans le domaine de la sécurité militaire que pour la définition d'une politique commune face à la crise, elle a en permanence attendu le consentement américain. D'où la paralysie européenne et les critiques réitérées des USA à l'égard d'initiatives diplomatiques unilatérales, comme la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne. L'irrésolution de cette Europe « dépolitisée » a démontré que si une crise grave éclatait aujourd'hui ou demain sur le continent, il n'existerait aucune « grande politique » européenne susceptible de la résoudre.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie va cependant entraîner à l'avenir une révision sans équivalent des conséquences des deux guerres mondiales en Europe.

TOMISLAV SUNIC

Devoirs corrigés

PAR JEAN-PAUL ANGELELLI

Les manuels révisent leur histoire, pour traiter de la Grande Guerre. Pétain retrouve tout son rôle, Jacques Bainville est au tableau d'honneur. Le temps semble enfin venu d'analyser sereinement les causes, les circonstances et les conséquences d'un événement qui reste la matrice des grands traumatismes du XXe siècle.

Le premier conflit mondial est traité dans les livres de la classe de première, dont le programme commence en 1880 pour se terminer en 1945. L'une des premières questions abordées est celle des responsabilités que les vainqueurs avaient tranché à leur avantage en faisant peser sur l'Allemagne la culpabilité des hostilités (article 231 du traité de Versailles). En présentant le monde d'avant 1914, les manuels (1) étudient plus ou moins longuement les causes profondes du conflit : les systèmes d'alliance (Triplice et Triple Entente), la course aux armements, l'enchaînement des crises précédant 1914 (du Maroc aux guerres balkaniques). À partir de l'attentat de Sarajevo (dont est soulignée d'une manière générale l'origine serbe) tous les livres s'interrogent sur le pourquoi et le comment. Cela peut aller d'un simple paragraphe (Hachette) à une page (Delagrave) ou à des dossiers contenant des documents et suggérant des « pistes » (réflexions, commentaires) comme dans le Belin ou le Nathan. Différentes explications sont proposées, depuis celle de Lénine sur *« le stade suprême du capitalisme, l'impérialisme »*, mais aussi *« la logique implacable des alliances »*, ou le poids des états-majors. Les conclusions sont nuancées. Le Hachette suggère *« la théorie de la responsabilité partagée »*... Pour le Nathan *« Il est difficile de répondre »*. Il conclut à *« un risque calculé »* et à *« une responsabilité partagée »*.

L'Allemagne est encore incriminée. Pour le Bordas, les milieux dirigeants allemands n'écartaient pas *« une guerre préventive »*, pour

DR



Les civils qui se représentaient les combattants s'embrochant automatiquement à la baïonnette concevaient difficilement l'aspect inhabituellement pacifique de la guerre de tranchées, telle que la décrit Jean Galtier-Boissière : **« Entre combattants partageant une même infortune, il existe une fraternité d'armes indéniable et tout poilu aurait sans nul doute préféré égorger tel gendarme contre lequel il avait un ressentiment personnel qu'un boche quelconque qui ne lui avait rien fait. »**

le Nathan les *« sentiments nationalistes étaient particulièrement exacerbés en Allemagne »*. Pour le Delagrave le *« pangermanisme »* démontrait une *« volonté de puissance »*. Mais nous sommes loin des accusations unilatérales. C'est au niveau de l'étude des opinions nationales que se dégage un consensus. La cause essentielle réside dans *« le rôle des nationalismes »* (Hachette) et dans *« les passions nationales »* pour le Delagrave qui analyse les haines réciproques (du Boche au Welche). Ceci amène les auteurs à s'interroger sur ce qui aurait pu bloquer l'engrenage. La principale force pacifiste est l'internationalisme socialiste (la Deuxième Internationale) mais elle est divisée et repose sur des illusions (la paix universelle, la grève générale, etc). Elle fut donc balayée dès le début du conflit. En termes parfois vifs on signale *« l'impuissance des pacifistes »* (Belin) *« la fragilité du pacifisme face au raz de marée du nationalisme »* (Nathan) et même sa *« faillite »*. Le cas de la France est évoquée à travers l'événement tragique que fut l'assassinat de Jaurès attribué sommairement à un *« militant nationaliste »* (Bordas) à un *« nationaliste exalté »* (Nathan), à un *« monarchiste »* (Belin). Mais tous notent que l'effet fut l'inverse de celui que craignait le gouvernement. Les socialistes se rallièrent à l'Union Sacrée (nombreux extraits du discours de Léon Jouhaux lors des obsèques de Jaurès le 4 août 1914). D'ailleurs Jaurès lui-même ne s'était-il pas dans une certaine mesure *« rallié à la guerre patriotique appelée patriotisme défensif »* ? C'est ce qu'affirme le Hachette. Quant au départ des mobilisés, les manuels nuancent le cliché de *« la fleur au fusil »*. La plupart des manuels notent que la guerre n'était pas fatale. Le conflit pouvait être limité aux Balkans (Delagrave) mais les dirigeants comme les opinions ont pris *« un risque accepté »* en croyant à la brièveté du conflit. Dans tous ces livres on est loin des passions d'autrefois. On souligne la primauté du fait national sur l'idéologie marxiste.

Sur le front et à l'arrière

C'est un *« patriotisme inséparable d'une très forte hostilité voire d'une haine à l'égard de l'adversaire »* (Hachette) qui va soutenir les combattants jusqu'en 1916. En complément de l'étude succincte des opérations militaires (avec cartes, photos, etc.) les manuels portent une attention particulière aux conditions psychologiques du conflit tant à l'avant qu'à l'arrière...

C'est ainsi que 1917 mérite une mention particulière comme *« Année terrible »* ou *« Année trouble »*. Les mutineries (sur le front français) sont évidemment évoquées et le rôle du général Pétain est signalé partout sauf dans le Delagrave qui se contente d'une mention brève *« Pétain remplace Nivelle »*... On reconnaît que l'action du général fut positive tant dans la répression (*« limitée »* pour le Hachette) que dans l'amélioration du sort du soldat et l'arrêt des offensives inutiles et meurtrières. Le Hachette comme le Nathan citent la célèbre phrase *« J'attends les chars et les Américains. »* Le Belin consacre tout un dossier *« Qu'en est-il du moral des troupes en 1917 ? »* avec des extraits du livre de Guy Pedroncini (2) qui on le sait, a fait définitivement la lumière sur ce tragique épisode. À noter que le Bordas, dans un autre dossier sur *« la guerre et l'opinion française en 1917 »*, mentionne que le général Pétain a limité le *« bourrage de crânes »* en réorganisant le service des renseignements militaires. Un bourrage de crânes et une censure partout signalés (voire dénoncés) avec des analyses sur ce que le Bordas nomme des *« circuits parallèles d'information »* comme les lettres des poilus, les journaux de tranchées (surtout le *Canard Enchaîné* et le *Crapouillot*), la presse d'opposition. La montée ou la résurgence du courant pacifiste est indiqué, mais si pour le Bordas, l'armée fut peu affectée (sauf en Russie qui est étudiée à part avec l'effondrement du tsarisme et les révolutions) c'est l'arrière qui fut le plus touché avec les grèves, l'agitation syndicale, ce qui a entraîné une vigoureuse reprise en mains de l'opinion par des chefs de gouvernement autoritaires comme Clemenceau et la répression du « défaitisme ». Dans un dossier sur les « Poilus », le Nathan rend hommage au *« courage et à la ténacité »* des soldats dont *« les souffrances et les pertes effroyables sont ignorées par le pays »*. Ce fossé entre « l'avant » et l'« arrière » ne fut-il pas l'un des points les plus sensibles du premier conflit mondial ? On ne s'étonnera pas de trouver des pages bien renseignées (synthèse de travaux universitaires récents) sur la guerre industrielle, l'économie dirigée, les phénomènes monétaires (inflation, emprunts, endettement) qui ont fait du conflit un facteur de mutation profonde par rapport au libéralisme des années 1900...

Après novembre 1918 c'est le moment des bilans. Le Hachette et le Bordas consacrent des dossiers originaux aux *« Monuments aux morts »* (lieux de mémoire par excellence), à la Grande Guerre dans la mémoire des Français, au pacifisme des anciens combattants. Les traités de 1919-1920 sont étudiés souvent dans le détail.

Le manuel Hachette cite les principales clauses du traité de Versailles et note qu'avec l'article 231 c'est *« une notion nouvelle qui apparaît »* à savoir *« la culpabilité d'un pays »*. Pour le Belin il y eut *« des clauses humiliantes »* car *« déclarée responsable de la guerre, l'Allemagne fut condamnée à payer des réparations »*... Le Nathan mentionnera le « diktat », notion clé, expliqué en marge comme la *« volonté des Allemands de "réviser" le traité de Versailles »*. Il note que *« la question des réparations a finalement isolé la France, affaibli la République de Weimar et servi la propagande hitlérienne »*.

Une paix discutable

Le Bordas, dans une étude plus courte, indique que l'Allemagne est *« responsable de la guerre »* sans citer l'article 231 et que *« placée au ban des nations civilisées elle est mise sous tutelle »*. Le traité est jugé *« trop doux pour les partisans d'une politique de rigueur, trop sévère pour les partisans d'une paix de conciliation »*, ce qui est la paraphrase d'*« un jugement célèbre de Jacques Bainville »*. Un Bainville dont un long extrait des *Conséquences politiques de la paix* est cité dans le Hachette qui précise *« Bainville, historien royaliste »*. On trouve aussi une citation de Bainville sur *« Les illusions de la Paix »* dans le Delagrave. Il peut être intéressant de noter que l'historien qui eut le jugement le plus sévère et aussi le plus lucide sur la *« paix fragile »* (même formule utilisée par le Hachette et le Nathan) a enfin le droit d'être cité dans les manuels scolaires républicains.

L'étude des plus récents manuels montre un désir de ne plus exacerber les antagonismes européens. Tous les livres soulignent que la Première Guerre mondiale marqua la fin du XIX[e] siècle et qu'elle fut la matrice des grands traumatismes du XX[e] siècle, communisme, fascismes, décolonisation, mondialisation de l'économie, mutation des sociétés industrielles.

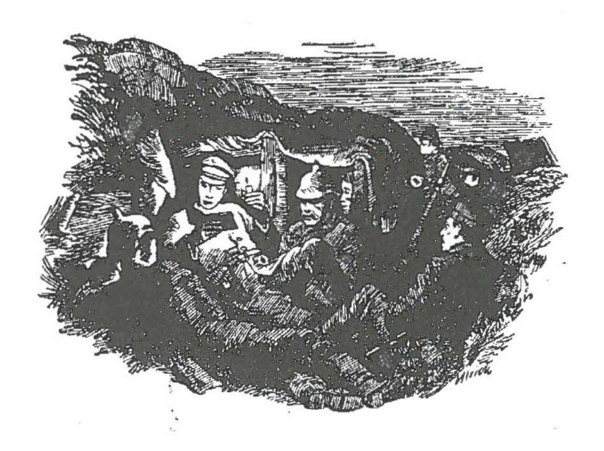
JEAN-PAUL ANGELELLI

---

(1) Le Bordas (collection Quetel) et le Delagrave (Collection Aldebert) publiés en 1988. Le Belin, le Nathan (collection J. Marseille) et le Hachette qui viennent d'être remis à jour et publiés en juin 1994. Il ne seront donc utilisés qu'à la rentrée scolaire 1994. À noter que les plus récents manuels (le meilleur nous paraissant le Hachette) mettent en garde contre le danger du *« photocopillage »*.

(2) Guy Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967 et 1983.

Livres



Histoire de la Lorraine
par Jean Vartier

Dès l'âge néolithique le sol lorrain a été occupé. Tour à tour les hommes du Bronze et du Fer y ont laissé leurs empreintes. Celte puis romaine, la Lorraine est ensuite au cœur géographique de l'empire franc des Carolingiens. Puis vient le temps de la féodalité et la Lorraine, comme les régions voisines, est agitée par les interminables et féroces querelles opposant de grands seigneurs dont les moins âpres au gain ne sont pas les hommes d'Église, évêques et abbés des grands monastères. Patrie d'une Jeanne qui, sous l'arbre des fées, se préparait à redonner un roi à la France, la Lorraine a été au fil des siècles terre de fidélité.

La Lorraine a connu de grandes dévastations, de grandes misères, de la guerre de Trente ans aux conflits du XXe siècle. C'est toujours avec ténacité, goût du labeur bien fait, sens des valeurs enracinées qu'elle s'est relevée et reconstruite. C'est cette constance dans l'effort qui ressort du livre de Jean Vartier. Un livre qui s'appuie sur une solide documentation historique mais aussi sur l'attachement à une terre : on est reconnaissant à l'auteur d'oser écrire « ma Lorraine ».

France-Empire, 323 pages, 120 F.

P. V.

Dolmens et menhirs : La civilisation mégalithique
par Jean Markale

Les monuments mégalithiques (menhirs, dolmens, cromlechs, alignements, allées couvertes) ont fait rêver des générations de poètes, attisé la curiosité de bien des chercheurs, suscité d'ardents débats.

Facilement baptisés par les romantiques « autels druidiques » ou « pierres à sacrifice », ces monuments hantent l'imagination populaire depuis longtemps : en témoignent les légendes attribuant leur construction à des êtres fantastiques, les récits qui les décrivent habités de fées, de lutins, de korrigans, de fantômes, de diables. Les amateurs d'ésotérisme y ont cherché des messages d'initiés. Des esprits plus terre à terre ont voulu à toute force y découvrir des trésors...

Pour démêler cet étrange écheveau, Jean Markale a entrepris d'étudier de façon méthodique les diverses pistes qui se présentent au chercheur sérieux. Avec le souci, très louable, de mettre en regard données scientifiques et traditions populaires, ce qui est souvent très éclairant. Et en posant de bonnes questions sur la civilisation qui, du IVe au IIe millénaire avant notre ère, a laissé derrière elle ces spectaculaires jalons de l'itinéraire européen.

Payot, 373 pages, 145 F.

P. V.

La Magie dans l'Antiquité gréco-romaine
par Fritz Graf

Après avoir été longtemps dédaignée par une approche rationaliste, la magie intéresse le public autant que les spécialistes des sciences, des religions et des cultures populaires. Fritz Graf, professeur de philologie classique à l'université de Bâle, auteur de nombreux travaux sur les religions du monde antique, étudie ici la magie dans les sources gréco-romaines. Il parvient à une définition de la figure centrale du sorcier à travers les principes de son art : initiation, rites d'envoûtement, accès aux dieux, savoir supérieur. Il montre aussi la position importante des pratiques magiques par rapport à la religion. Il souligne les influences du monde égyptien sur ses conquérants grecs et romains. Un instrument de connaissance d'un grand intérêt.

Les Belles Lettres, 322 pages, 130 F.

G.C.

Genèse culturelle de l'Europe, Ve-VIIIe siècle
par Michel Banniard

Considérant, à juste titre, que les racines les plus profondes, les plus déterminantes de l'Europe sont celles qui relèvent de la culture, Michel Banniard se penche sur l'époque décisive où s'élaborent, du Ve au VIIIe siècle, la culture et la civilisation médiévales. Celles-ci reposent sur la rencontre et la synthèse de l'héritage gréco-romain, de la révolution culturelle chrétienne, et des permanences de l'identité germanique. Si le début du Moyen Age est bel et bien, en fait, une « Antiquité tardive » où perdurent bien des traits du monde romain, la période carolingienne voit s'élaborer des formules plus originales, porteuses d'avenir. On regrettera que Michel Banniard ait à l'évidence sous-estimé le poids de l'héritage celtique, qui s'affirmera avec beaucoup de force à l'époque féodale à travers la tradition arthurienne.

Seuil, 288 pages, 42 F.

P.V.

La Fronde
par Michel Pernot

De 1648 à 1653, l'opposition politique se déchaîne contre le gouvernement de la reine régente, Anne d'Autriche, et de Mazarin, son Premier ministre. Des villes et des provinces entrent en dissidence. La Fronde, ainsi appelée du nom d'un jeu d'adolescent, est une époque haute en couleur et turbulente. Elle prend l'allure d'une guerre civile et finira par engendrer la monarchie absolue et personnelle du Roi-Soleil. Maître de conférences d'histoire moderne à l'Université de Nancy II, l'auteur réfute d'emblée les anachronismes de lecture qui ont conduit certains historiens à faire de la Fronde un prélude aux événements révolutionnaires de 1789. Il y voit plutôt la réaction désordonnée de la société française à l'édification de l'État moderne voulu par Louis XIII et Richelieu. Pour autant, il ne prétend pas livrer une interprétation définitive et s'attache surtout à mettre de l'ordre et de la clarté dans le foisonnement et l'enchevêtrement des événements de cette crise née de la minorité de Louis XIV, qui n'avait pas cinq ans lors de son avènement.

Éditions de Fallois, 475 pages, 150 F.

J.-J. M.

Jeûnes et festins sacrés
par Caroline Walker Bynum

Travail d'érudition plus que de vulgarisation, cette synthèse porte sur l'ascèse médiévale. Elle met en évidence le rôle primordial de la nourriture, du festin et du jeûne dans la spiritualité des femmes de ce temps. Marie d'Oignies, Brigitte de Suède, Hildegarde de Bingen, Catherine de Sienne et quelques autres grandes figures sont appelées à témoigner. Il est naturellement question de la ferveur eucharistique, de l'anorexie, des nourritures miraculeuses, des béguines de l'Europe du Nord, de la dévotion féminine, accessoirement de la sorcellerie. Un éclairage nouveau sur l'image ambyvalente de la femme dans l'Occident médiéval. Historienne américaine, l'auteur enseigne à l'Université de Columbia.

Cerf, 447 pages, 350 F.

J.-J. M.

Foucquet, coupable ou victime ?
par Georges Bordonove

Une minutieuse et passionnante enquête sur l'arrestation d'un

homme puissant et talentueux, son procès, sa condamnation, les mystérieuses circonstances de sa mort. La Fontaine qui fut l'un de ses protégés, lui resta fidèle malgré la chute. Mme de Sévigné aussi. La reconstitution du fil des événements fait découvrir une destinée peu commune et une affaire très singulière. Elle conduit inexorablement à s'interroger sur les raisons de la longue et implacable vindicte de Louis XIV ? À cette troublante question, l'auteur répond sobrement : *« Le grand siècle fut traversé d'ombres que l'éclat du soleil royal ne parvient point à dissiper. »*

Pygmalion/Gérard Watelet, 310 pages, 98 F.

J.-J. M.

Le faux évêque de la Vendée

par Jean-Marie Augustin

Imposteur pathétique, Gabriel Guillot de Folleville, prêtre authentique mais faux évêque, aventurier à coup sûr, occupe une place à part dans l'histoire de la Vendée militaire. Enthousiaste des idées nouvelles, Guillot, ordonné en 1787, prête le serment constitutionnel. Puis se ravise. À Paris, il abandonne l'état ecclésiastique pour s'engager dans la Garde nationale. À Poitiers, il mènera double vie : jacobin le jour et prêtre réfractaire la nuit. En outre, il s'engage (avril 1793) parmi les volontaires envoyés combattre l'insurrection vendéenne. Fait prisonnier, renversant la situation, il devient aumônier général de l'Armée catholique et royale.

Un bref de Pie VI révèle l'imposture. Mais l'heure est à la Virée de Galerne, et l'on tait le scandale. Retour de la Virée, Guillot se livre aux Bleus qui l'exécutent. Jean-Marie Augustin a traité avec finesse cette figure exemplaire de la période révolutionnaire.

Perrin, 369 pages, 130 F.

E.V.

La Vendée dans l'histoire

Ce volume important réunit les actes du colloque scientifique sur la Vendée organisé en avril 1993 à La Roche-sur-Yon. Deux siècles après les sanglants événements de 1793 et des années suivantes, une pléiade d'historiens français ou étrangers ont abordé avec une honnêteté scrupuleuse des aspects multiples du soulèvement vendéen qui avait fait l'objet de notre numéro 7. Voici remis à sa juste place dans l'histoire et la mémoire cet événement immense si longtemps occulté.

Plusieurs communications (Heller, Kliouchkov et Besançon) ont même évoqué avec précision la révolution bolchevique dans le miroir de la Vendée. Les analogies avec le sac du Palatinat (1689), la répression cévenole, la déportation des Acadiens ou les massacres d'Irlande en 1649 et 1798 n'ont pas été oubliées. Dans une intervention serrée, Alain Besançon a pu souligner les ambiguïtés de la notion de pardon et d'oubli sélectif qui valent pour 1793 comme pour les drames lcs plus récents : « J'ai été frappé par une déclaration de l'un de nos plus célèbres historiens, Georges Duby, qui dans une interview récente à L'Humanité, déclarait que *"malheureusement, le goulag n'est pas encore oublié"*. S'il avait dit *"malheureusement Auschwitz n'est pas encore oublié", il était chassé de l'Académie française et perdait sa Légion d'honneur. »*

Perrin, 480 pages, 145 F. Postface de Pierre Chaunu.

G.C.

Les Polytechniciens

par Pierre Miquel

Histoire de la prestigieuse école, créée le 28 septembre 1794, que Fourcroy, son fondateur, voulait *« sans modèle en Europe »*. Parmi les cinquante mille polytechniciens formés en deux cents ans, il en est d'illustres et d'obscurs. Louis Rossel, Joseph Joffre, Ferdinand Foch, André Citroën, Louis Renault, Georges Soulès alias Abellio, appartiennent à la première catégorie de cette savante cohorte. Bien d'autres sont à découvrir dans cet ouvrage vivant et bien documenté.

Plon, 528 pages, 140 F.

J.-J. M.

Danse parmi les tombes

par Mika Waltari

En 1809, Alexandre Ier, le tsar de *Guerre et Paix*, vient de signer un armistice avec Napoléon. Il a donc les mains libres pour attaquer la Suède et lui ravir la Finlande, laquelle était province suédoise depuis le XIIe siècle. Alexandre ne se contente pas d'une conquête par les armes. En fils des Lumières, il entend se faire reconnaître par les Finlandais comme leur « libérateur ». Il fait réunir leurs représentants et, devant la diète réunie à Borga, s'engage à respecter leur religion et leurs anciens droits. La Finlande est érigée en État distinct de la Russie, tandis que ses fils continuent à se battre dans le Nord du pays.

Issu du groupe littéraire des « Porteurs du Feu » (Tulenkantajat), Mika Waltari (1908-1979) est l'un des grands prosateurs de la littérature finlandaise. Il a composé ce roman historique en 1944, à l'heure où son pays renouait, contraint et forcé, avec son grand voisin vainqueur. La question de l'indépendance de la Finlande est naturellement au cœur de ce récit qui a les accents d'un grand chant identitaire.

Phébus, collection « d'aujourd'hui/étranger », 264 pages, 128 F.

J.-J.M.

L'Oise sous la Restauration (1815-1830)

par Laurence Miroux

Cette monographie d'un « département tranquille » est un travail universitaire qu'une association culturelle, le Groupe d'étude des monuments et œuvres d'art de l'Oise et du Beauvaisis, a édité pour un large public. Jean Tulard qui l'a préfacé a raison d'insister sur la discrétion historique qui marque cette période (mises à part les études de Bertier de Sauvigny). Or, après la Révolution et l'Empire, la Restauration fut une « convalescence » dans tous les sens du terme et l'étude de Laurence Miroux apporte de nombreux éléments positifs sur le règne des derniers Bourbons. La Terreur Blanche n'affecte pas le département qui accepte placidement la révolution de 1830 au contraire de certaines élites issues du suffrage universel censitaire. Ce qui donne raison à Jacques Bainville. Le suffrage universel aurait sauvé le régime. De nombreuses illustrations (cartes, photos) et deux index ajoutent à l'intérêt d'un ouvrage qui dépasse le simple cadre local.

A commander au Gemob, Chemin de Plouy, La Mie au Roy – 60000 Beauvais. CCP 33. 153 80 P. La Source Broché : 184 pages, grand format, 160 F (+ 22 F de port). Relié : 220 F (+ 27 F de port).

J.-P.A.

La Légion étrangère

par Douglas Porch

Professeur d'histoire militaire en Caroline du Sud, Porch présente moins dans cette « somme » les grands faits d'armes légionnaires qu'il ne s'attache à définir, de 1831 à 1962, « l'esprit » du combattant et les facteurs qui le déterminent. La diversité d'origine géographique, la fierté régimentaire, les questions disciplinaires, l'influence des repris de justice, la désertion, la tentation suicidaire sont restituées selon leur actualité historique. De la première action en Algérie (1832) au « chemin de la révolte » avec le capitaine Sergent sous l'OAS, la perspective est brossée hardiment. À noter : une belle évocation du rôle d'Hélie de Saint-Marc, commandant par intérim du Ier REP en avril 1961.

Fayard, 844 pages, 250 F.

E.V.

Bernadette Soubirous

par Anne Bernet

Dans la société bourgeoise du Second Empire, une jeune bergère analphabète, Bernadette Soubirous, entre en communication à dix-huit reprises avec Marie. Incrédulité de l'Église officielle, indifférence du monde gagné au scientisme. Pourtant la petite Lourdaise favorise nombre de conversions. Louis Veuillot et l'opinion catholique traditionnelle prennent parti. Bernadette gagne le couvent de Nevers, où elle s'éteint, âgée de trente-cinq ans. Anne Bernet a rouvert le dossier. En évitant l'écueil sulpicien.

Perrin, 383 pages, 125 F.

E.V.

L'Affaire Dreyfus, une erreur judiciaire

par Bernard Lazare

Parmi les principaux protagonistes de l'Affaire Dreyfus, Bernard Lazare tient le rôle du Juste épris d'Absolu comme un saint dominé par Dieu. Du moins Péguy nous le montre-t-il ainsi dans quelques pages inoubliables. Avec une détermination sans défaillance, Bernard Lazare milita, œuvra pour son coreligionnaire accusé de

trahison quand presque tout le monde l'estimait coupable.
M. Philippe Oriol présente et commente les toutes premières plaidoiries qu'il publia sur le sujet, et devenues naturellement introuvables.

Le lecteur recherchera là en vain quelque méditation pascalienne sur le Bien, le Mal, sur la présence de l'Iniquité dans ce monde. Bernard Lazare apparaît en revanche comme un journaliste fort doué pour la polémique démonstrative. Il ne s'agit pas d'un mince talent. En familier des controverses intellectuelles, il savait ce qu'une cause gagne à citer les mauvais arguments de l'ennemi. Ceux des antidreyfusards abondent sous sa plume. Beaucoup donnent la nausée.

L'introduction de M. Philippe Oriol attaque André Figuéras mais néglige Charles Péguy. Chacun se définit par ce qu'il croit prioritaire. Lire aussi, de Bernard Lazare, son très classique *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*.

Éditions Allia, 96 pages, 75 F.

G.Cte.

Regards sur l'Affaire Dreyfus
par Daniel Halévy

En notre époque de si profonde ignorance, le nom de Daniel Halévy ne remue guère de nombreux souvenirs chez les moins de quarante ans. Fils d'un illustre et fécond librettiste du Second Empire, accessoirement aïeul du hiérarque socialiste Pierre Joxe, lui-même introducteur de Nietzsche en France, compagnon de Péguy, historien averti des débuts de la III[e] République, inventeur du mot célèbre sur l'accélération de l'histoire, il naquit un an après l'écrasement de la Commune pour s'éteindre quand les pistolets-mitrailleurs de l'OAS crépitaient dans Alger.

Entre-temps, si l'on ose dire, il avait milité pour la révision du procès Dreyfus, en 1898, puis pour celle du procès Maurras cinquante ans plus tard. Une carrière ! Travaillé par l'esprit intrépide et inquiet de ce personnage hors du commun, son arrière-petit-fils Jean-Pierre Halévy sort de ses archives plusieurs inédits. Le vénérable ancêtre défendait là très courageusement le capitaine juif incarcéré à l'Ile du Diable. Devenu écrivain honoré, Daniel Halévy en imposait par un style sobre et sage. Ces œuvres de jeunesse frémissent tout au contraire d'émotions généreuses, d'angoisses insensées. Elles apportent l'une des plus fraîches révélations, l'une des meilleures lectures de l'année.

Éditions de Fallois, 291 pages, 100 F.

G.Cte.

L'Alsace entre France et Allemagne 1850-1950
par Alfred Wahl et Jean-Claude Richez

Entre 1850 et 1950, les Alsaciens ont changé à quatre reprises d'appartenance étatique. Le thème de ces tribulations alsaciennes a souvent été traité avec plus ou moins de bonheur. Historiens universitaires, les auteurs le renouvellent avec une certaine liberté de ton et la présentation de faits, d'opinions ou d'attitudes jusqu'ici passés sous silence. Ils contestent *« la légende d'un peuple alsacien soudé affrontant dans l'unité les épreuves d'un destin historique à nul autre pareil »* pour explorer les lignes de fracture et les antagonismes politiques, culturels et confessionnels. Certes, cette démarche iconoclaste efface les belles images de l'Oncle Hansi, mais elle livre les traits de vérité d'une Alsace complexe et méconnue.

Hachette, collection « la vie quotidienne », 347 pages, 95 F.

J.-J. M.

La Gourmandise d'Apollinaire
par Geneviève Dormann

Certains auteurs s'ennuient sur le sujet. Pas de risque avec Geneviève Dormann qui a pris un plaisir jubilatoire à redécouvrir Apollinaire et ses copains de la bohème dans le Montmartre puis le Montparnasse du début de siècle. Ces joyeux bougres se prêtaient à maints canulars, et ne dédaignaient pas la bonne chère. La romancière de *La petite Main* mêle à son récit les recettes (transcrites scrupuleusement) des mets dont Apollinaire et ses compagnons d'alors – Picasso, Max Jacob, André Billy... étaient friands. Elle nous met l'eau à la bouche.

Arnaud Seydoux/Albin Michel, 220 pages.

M.M.

L'Afrique française du Nord (1914-1962)
par Jacques Valette

Ce livre est la suite d'un ensemble consacré à la France et l'Afrique (voir pour le tome I, *Enquête sur l'Histoire* n° 8). L'auteur, professeur à l'université de Poitiers, étudie les rapports de plus en plus difficiles (surtout après 1945) entre la France (c'est-à-dire les pouvoirs politiques, les fonctionnaires locaux, les colons) et les Nord-Africains. Le sujet n'est pas nouveau mais a trop souvent entraîné de stériles controverses.

En fait, les autorités françaises vont être confrontées à un nationalisme qui est d'abord *« une protestation religieuse que les Européens, touchés par l'esprit laïque, jugeront très archaïque »* ou comprendront comme *« une protestation contre l'inégalité sociale puis politique »*.

L'intérêt du livre vient de l'exposé clair et renseigné (nombreuses sources privées) de la politique de l'administration vis-à-vis des forces nationalistes et de leurs leaders. Plus intelligente qu'on ne l'a dit, mais souvent mal comprise sur place et inégalement soutenue par les ministres à Paris. Et en face, Jacques Valette montre l'ambiguïté ou le double jeu du sultan du Maroc (le futur Mohammed V, père d'Hassan II) d'Habib Bourguiba dont la France facilita le maintien au pouvoir en éliminant son rival Salah Ben Youssef, des leaders algériens (avant 1954) Ferhat Abbas et Messali Hadj. Vue sous cet angle, la guerre d'Algérie est mieux comprise mais son aboutissement paraît inéluctable avec une indépendance très « mal partie ». Le livre est complété par une bibliographie classée par thèmes et des documents divers dont l'un, original, sur les origines kabyles des principaux chefs nationalistes algériens.

Sedes, collection « Regards sur l'Histoire », 501 pages, 130 F.

J.-P.A.

Louis Massignon
par Christian Destremau et Jean Moncelon

De 1926 à 1954, Louis Massignon fut professeur de sociologie musulmane au Collège de France, et devint, chargé d'enfants, prêtre melkite. Ami du père de Foucauld, de Claudel et Maritain, il demeure inclassable. Soucieux de mettre au jour les convergences islamo-chrétiennes, Massignon a inventé une doctrine, l'abrahamisme, savante construction réputée syncrétique par ses détracteurs. Ce fils spirituel de Thérèse d'Avila et de saint François révèle au plan spirituel comme dans les domaines public et privé un goût certain du paradoxe et de l'anticonformisme – il était patriote, voire nationaliste, mais plaida pour la décolonisation.

Plon, 480 pages, 150 F.

E.V.

Alexis Carrel La Tentation de l'absolu
par Jean-Jacques Antier

Alexis Carrel (1873-1944), prix Nobel de médecine en 1912, pionnier de la greffe des organes, de la transfusion sanguine et du cœur artificiel, tira de son observation du vivant des vues philosophiques (*L'Homme, cet inconnu*) originales. Une biographie écrite à l'endroit.

Le Rocher, 320 pages, 149 F.

E.V.

Les Sept couleurs
Cahiers des Amis de Robert Brasillach, n° 39

Le thème de ce n° 39 des *Cahiers* mérite d'être signalé. La plus grande partie est consacrée au roman de Robert Brasillach *Les Sept couleurs* (1939) en qui résonnent les fureurs de l'histoire. Dire que c'est un livre idéologique serait certainement excessif, car ce roman séduisant est beaucoup plus que cela. Il est d'abord révélateur de la sensibilité de Robert Brasillach. Il permet de comprendre la séduction exercée par le fascisme sur un esprit dont la préoccupation principale n'était certainement pas la politique, mais la littérature et le bonheur. Une comparaison s'impose avec *Les Conquérants* de Malraux qui est typiquement un roman fasciste par le ton et la violence, sans doute le seul vrai roman fasciste de langue française, bien qu'il n'y soit pas du tout question de fascisme. En revanche, *Les Sept couleurs* de Brasillach qui est un roman sur le

fascisme, n'est pas un roman fasciste. Il est beaucoup trop imprégné de cette gentillesse et parfois même de cette mièvrerie dont Brasillach ne devait se détacher que dans l'époque tragique qui précéda sa mort.
Cahiers des Amis de Robert Brasillach, Case postale 1211 Genève 3 (Suisse). 110 pages, 120 F.

D.V.

L'Insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?
par Claude Collin

A la suite de nombreuses arrestations dans la résistance lyonnaise durant l'été 1944, ne restent opérationnels que les groupes des FTP-MOI (Main-d'œuvre immigrée), dont nombre des membres et tous les responsables sont des Juifs d'Europe centrale. Le 24 août, ils montent un coup de main à Villeurbanne. Une véritable insurrection gagne plusieurs quartiers. La ville reste aux mains des insurgés pendant trois jours. Puis, les troupes allemandes en reprennent le contrôle.

Lyon, n'a pas bougé. Les insurgés de Villeurbanne sont restés seuls et Lyon sera libérée non par ses habitants mais par le retrait volontaire des Allemands. D'où quelques questions gênantes qui illustrent les désunions internes de la Résistance.
Presses universitaires de Grenoble, 134 pages, 85 F.

P. V.

Contes de Dachau
par Joseph Rovan

Depuis les *Souvenirs de la maison des morts* jusqu'à *L'Archipel du Goulag*, la littérature européenne dériva maintes fois depuis cent cinquante ans vers de mornes horizons de bagnes et de police. Malgré quelques effets garantis d'avance, il ne s'agit pas d'une écriture commode. Un camp, ses casemates, ses détenus, ses gardes-chiourmes n'offrent pas des richesses psychologiques semblables à celles de la comédie humaine sous les yeux de Balzac. Rien à voir non plus avec l'Europe romantique de Châteaubriand. Aussi sacrilège qu'il semble y avoir à le remarquer, l'horreur, la misère s'embourbent elles aussi dans l'habitude, le monotone. Dostoïevski, Soljénitsyne eux-mêmes n'y échappent pas toujours. Lorsqu'il raconte son incarcération à Dachau, Joseph Rovan n'envisage pas de rivaliser avec ces maîtres. Il a tort.

Son étonnante mémoire assemble des détails apparemment secondaires. La vie se reconstitue autour d'eux avec précision. Juif de naissance, et donc antinazi par prédestination, mais aussi réflexions, convictions, comme il se voulut sans illusion sur les communistes dès la Résistance, l'auteur ne livre pas pour autant ici son parfait petit manuel contre l'hitlérisme conçu sous les miradors. À juste titre, la cause lui semble assez entendue pour qu'il soit intéressant d'y revenir cinquante ans plus tard, avec des vitupérations déclinées sans risques.

Entre son transfert de Compiègne à Munich avec d'autres captifs dans l'un des fameux fourgons à bestiaux et des surveillants SS parfois partagés entre une discipline impitoyable et la compassion individuelle, son récit emprunte tout à coup les chemins de l'horreur et ceux de consciences incertaines. Plusieurs de ses anecdotes surprendront, tant elles contreviennent aux clichés à la mode. Joseph Rovan raconte ce qu'il a vu, en parfait honnête homme, témoin irrécusable de vérités effroyables, consolantes, toujours antagonistes.
Le Seuil, 243 pages, 110 F.

G.Cte.

Le Lys rouge et les royalistes à la libération
par Philippe Vilgier

Le Lys rouge est le titre qu'adopte pour son journal le Mouvement socialiste monarchique créé en décembre 1944. Pour son animateur, l'avoué Jean-Marc Bourquin, il s'agit de reprendre le combat que l'Action française, réduite à quia par l'épuration ne peut plus assumer. Admirablement documenté, le livre de Philippe Vilgier (historien réputé des droites), rend vivant l'étonnante entreprise. Aux élections d'octobre 1945, les candidats du MSM réunissent près de 13 000 voix à Paris. Nimier rejoindra le MSM au sein du groupe Cadoudal. L'aventure se clôt en 1946 relayée par l'AF renaissante et l'entourage du comte de Paris.
Éd. du Camelot et de la Joyeuse Garde, 24, rue de L'Amiral Roussin, 75015 Paris, 180 pages, 105 F.

E.V.

Lucien Rebatet
par Robert Belot

Romancier profond des *Deux Étendards*, pamphlétaire torrentiel des *Décombres*, auteur d'une *Histoire de la musique* qui fait autorité, critique cinématographique indiscuté, Lucien Rebatet, écrivain maudit, fulgurant, féroce, détestable, admirable, n'a pas encore trouvé son biographe. Pol Vandromme avait jadis consacré un excellent petit livre net et juste (Éditions universitaires) à celui qui se définissait lui-même comme un *« fasciste frénétique »*. Le gros pavé filandreux et assez malveillant de R. Belot ne nous apprend rien sinon ce qu'apprennent les mauvais rapports de police rédigés dans le sabir psychanalitique.
Le Seuil, 482 pages, 190 F.

G. C.

75 ans
par François Brigneau et Anne Le Pape

Pour ses soixante-quinze ans, le journaliste François Brigneau fait le point d'une vie militante en répondant aux questions sagaces d'Anne Le Pape. Une initiative qui complète et actualise *Mon après-guerre*, émouvant livre de souvenirs du grand pamphlétaire. Tous les grands thèmes sont abordés, de l'engagement dans la Milice à l'Épuration (*« Un crime judiciaire »*), de l'analyse de la question juive, en harmonie avec Koestler, au cosmopolitisme (*« la dernière bataille se joue sur la patrie »*), du sentiment breton au culte de l'argot, de l'art du polémiste aux activités journalistiques de l'heure. L'ensemble passé au crible de l'expérience, de l'humour féroce et d'une inimitable verve. Coco-bel-œil ne débride pas.
Publications FB, 24, rue de L'Amiral Roussin, 75015 Paris. 72 pages, 50 F.

E.V.

Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance
par Benjamin Stora

L'auteur, professeur d'histoire contemporaine, s'est spécialisé dans l'étude de l'Algérie. Anticolonialiste et favorable à l'Algérie algérienne, l'étude qu'il nous donne sur l'Algérie depuis 1962 est d'autant plus intéressante que c'est l'analyse de l'évolution d'un État-armée (plutôt qu'un parti unique) qui a accumulé les expériences, les mythes et les erreurs pour finalement, après l'essai d'un certain multipartisme, aboutir à l'impasse actuelle. Une Algérie victime aussi de sa démographie et d'une « mémoire » tronquée manipulée par le FLN ce qui, avec l'arabisation et l'islamisation, a fait le lit de la vague islamiste. Il y a évidemment des partis pris. Comme d'accuser l'OAS de s'être acharnée à détruire *« les infrastructures du pays »* c'est-à-dire les ports, les aéroports, les voies ferrées, les routes, héritage resté intact en 1962. De plus la sympathie de Stora pour le populisme messaliste lui fait atténuer le côté religieux de l'ancien parti du leader charismatique (l'ex-PPA). Mais dans l'ensemble un livre contenant bien des points de repères et des renseignements.
Collection Repères. La Découverte. 1994. 125 pages, 45 F.

J.-P.A.

Le Drame algérien

Ce livre collectif, placé sous l'égide de « Reporters sans frontières » est un mélange de choses vues par des journalistes algériens (sans doute repliés en France) et d'articles d'algérologues comme Mohamed Harbi, Benjamin Stora, Séverine Labat… L'ouvrage est une bonne dissection du système FLN, cette dictature paradoxale qui a mis le pays en coupe réglée de 1962 à 1988 pour laisser place au chaos actuel. De bonnes analyses de la « confiscation de l'histoire » par la nomenklatura algérienne, de la corruption, du gaspillage des ressources (la rente pétrolière) de l'omnipotence de l'armée et de la police secrète, la Sécurité militaire qui malgré ses manipulations et provocations n'empêchera pas la montée et le succès des courants islamistes. Un islamisme étudié contre les « idées reçues » ce qui ne veut pas dire complaisamment mais objectivement. Au fond, presque un pamphlet contre l'Algérie algérienne d'après 1962 mais que l'on ne s'y trompe pas : c'est la France qui est rendue responsable de l'échec dans l'introduction et qui est sommée en conclusion *« d'accueillir »*, et sans doute en masse, *« les Algériens menacés de mort »* pour racheter le péché de *« colonialisme »*. Par ce

côté-là ce livre fait sans doute partie d'une campagne de mise en condition de l'opinion française pour la forcer d'accepter ce qu'elle ne souhaite pas.
Sous-titré : *Un peuple en otage.* La Découverte, 1994. 224 pages, 98 F.

J.-P.A.

Sur la Nouvelle Droite

par Pierre-André Taguieff

Jusqu'à date récente, en dehors de l'ouvrage en langue anglaise de Tomislav Sunic, il n'existait aucun livre sérieux sur ce courant de pensée, si mal connu, appelé Nouvelle Droite. Ce vide est comblé grâce au copieux essai que lui consacre Pierre-André Taguieff. Il nous invite à découvrir les origines de la Nouvelle Droite et même sa « préhistoire », à comprendre son cheminement intellectuel et nous offre une étude très fouillée sur l'itinéraire d'Alain de Benoist, intellectuel « atypique », principal inspirateur de ce courant de pensée. Un livre documenté et rigoureux, destiné à devenir un ouvrage de référence. Il met un terme aux divagations tantôt ignorantes, tantôt imbéciles d'adversaires peu soucieux de vérité.
Descartes & Cie, 4 place du Marché Sainte-Catherine, 75004 Paris, 426 pages, 180 F.

G.C.

Le Pont sur la Drina

par Ivo Andric

Au XVIe siècle, un Grand Vizir se souvient du village des confins de l'Empire d'où, enfant, il avait été arraché par les janissaires turcs venus prélever l'impôt du sang. Mené à Istamboul embrasser l'islam, il gravit les échelons de l'administration ottomane jusqu'à en atteindre les sommets.
Il fait alors entreprendre, dans cette lointaine Bosnie, la construction d'un pont monumental sur la Drina, reliant symboliquement l'Orient à l'Occident. Les siècles passent, l'occupation autrichienne succède à l'occupation turque, le pont demeure.
Eclate le premier conflit mondial. Les armées autrichiennes avaient miné le pont au début des hostilités ; il saute en 1918…
Le Pont sur la Drina, témoin de quatre siècles d'histoire, est le personnage central de ce roman historique proposé dans une nouvelle édition française, chef-d'œuvre d'Andric, lauréat yougoslave du prix Nobel de littérature en 1961.
Belfond, 408 pages, 150 F.

M.M.

Les Paras sacrifiés

par Frédéric Pons

Beyrouth, 23 octobre 1983 : à 6 h 24 du matin, l'immeuble Drakkar, siège du commandement français, est soufflé par une explosion. Les chiites ont signé l'attentat. Gisent sous les décombres les hommes du 1er RCP – on déplorera cinquante-huit morts. Au-delà du carnage, de ses tenants et aboutissants évoqués avec une rare précision par Frédéric Pons, c'est bien du jeu de la France en Méditerranée – singulièrement auprès de la communauté maronite libanaise – qu'il s'agit ici. Pourtant, les incohérences de notre diplomatie, la duplicité des politiques, une vente inopportune d'avions de chasse et d'*Exocet*, tous ces éléments se conjuguent qui aboutissent au déchaînement des « Fous de Dieu » iraniens. En contrepoint de ce gâchis, Pons dessine d'admirables profils d'officiers parachutistes. Ceux-là même qui ont tout sacrifié à leur idéal de fidélité.
Presses de la Cité, 403 pages, 130 F.

E.V.

Lettre recommandée aux professeurs malades de l'enseignement

par Jean Biès

Il ne s'agit pas d'un manuel pédagogique, mais, formulées au terme d'une carrière dans l'enseignement secondaire, d'une somme de réflexions originales sur le dessèchement d'un enseignement trop réductionniste, où le marxisme (sous différentes formes) et l'idéologie humanitaire et mondialiste ont remplacé l'instruction civique et morale d'antan. L'auteur, très attaché aux humanités gréco-latines, mais aussi familier d'autres cultures, notamment orientales, plaide pour une école où le « sacré » aurait sa place - ce qui ne veut pas dire le « clérical ».
Editions du Rocher, 208 pages, 120 F.

J.P.A.

Le Cœur rebelle

par Dominique Venner

Si j'étais chargé des programmes de l'enseignement en France, je ferais lire « *Le Cœur rebelle* » de Dominique Venner par tous les élèves de toutes les classes de fin d'études et j'en ferais apprendre des extraits par cœur à tous les élèves des classes primaires. Non, je m'empresse de le préciser, que je sois d'accord avec toutes les inféodations politiques de l'auteur, ni surtout que je partage (loin de là) ses goûts littéraires. Mais son livre est un livre majeur qui présente, avec une fermeté de style exemplaire, une attitude originale, respectable et féconde, que nul, je dis bien nul, n'a défendue de la manière qu'il le fait.

Dans « *Le Cœur rebelle* », je distingue trois aspects.

Un aspect historique : Dominique Venner nous raconte sa guerre d'Algérie, et j'en ai reconnu les moindres détails, l'ayant comprise exactement comme il la comprend, c'est-à-dire comme une chance donnée à la jeunesse de France de se prouver sa propre valeur sur le terrain. *C'était*, dit l'auteur, *une guerre médiévale*, et cela est vrai : nous avons fait une guerre à l'échelle humaine, une guerre d'individus – deuxièmes classes, sous-officiers, sous-lieutenants –, la dernière guerre sans doute où la technique n'était presque rien et la qualité humaine presque tout. Je ne suis pas seulement fier, je suis encore plus heureux d'avoir connu cela, des « *attentes anxieuses* », ces « *brèves furies* » et surtout, peut-être, cette « *vraie fraternité* ».

Un aspect politique : ce n'est pas le lieu ici de détailler la méditation attentive et modérée de Dominique Venner sur le rôle partiellement funeste du général de Gaulle, mais il faut souligner son analyse de notre société « *bourgeoise-socialiste* » à la lumière des événements de Mai 68 et de leur suite : « *Loin de nuire à la société marchande*, écrit-il, *la contestation soixante-huitarde avait contribué à faire sauter les derniers obstacles limitant ses débordements.* » Vision d'une justesse remarquable qui lui permet d'ajouter : « *Libéralisme et marxisme se heurtaient sur les moyens, pas sur les fins.* »

Un aspect éthique. L'éthique de Venner, qu'on aura tôt fait de traiter de noms malsonnants, parce qu'elle s'oppose sur tous les points à celle de la « *société marchande* » où nous suffoquons, est, par définition, aristocratique (sans du tout qu'il se fasse aucune illusion sur les aristocrates qui, dès le XVIIIe siècle, « *avaient déjà épousé inconsciemment le mental bourgeois* »). Elle tient du « *samouraï* », cette éthique, c'est vrai, et de l'idéal de Sparte, et elle suppose que « *le sort des guerriers importe plus que celui des esclaves* », mais elle débouche, et voilà l'admirable, sur « *le droit des peuples à leur identité et le respect dû aux minorités* ». C'est que « *les cultures ne se quantifient pas* » et qu'« *en affirmant l'identité de "mon peuple" je défends celle de tous les peuples* ».

Il y a donc là une méditation aussi profonde que hautaine, qui, accédant à l'universel, dépasse la nostalgie virile dont elle se nourrit, et, pour cette raison, devrait être enseignée aux jeunes générations. Avis aux parents qui souhaitent encore transmettre à leur progéniture la fierté d'être ce que l'on est.

VLADIMIR VOLKOFF

« *Le Cœur rebelle* » de Dominique Venner, *les Belles Lettres*, 202 p. , 95 F.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Jean-Jacques Mourreau, Macha Manski, Éric Vatré, Dominique Venner, Pierre Vial.



Vos réactions au n°11 sur « l'Europe, une histoire de familles »

Benjamin et Guitry

*Dans le n° 10 d'*Enquête sur l'Histoire, *à propos du Petit Dictionnaire des Contemporains, p. 28 : René Benjamin est né en 1885 et non en 1855. Vous écrivez qu'il fut* « exclu de l'Académie Goncourt à la Libération ». *Non. D'après les statuts de l'Académie Goncourt il fallait 8 voix pour l'exclusion d'un membre. Il y avait 7 voix pour, et 3 contre : J.H. Rosny Jeune, Guitry, et évidemment R. Benjamin. René Benjamin décéda à Tours en 1948 sans avoir été exclu.*
À propos de Sacha Guitry, p. 30 : « Exclu de l'Académie Goncourt. » *Non. Au décès de R. Benjamin en 1948, il déclara que le seul confrère qui l'attachait à l'Académie Goncourt n'étant plus, il démissionnait. Il ne fut donc pas exclu. Il n'avait pas été inculpé ayant bénéficié d'un non-lieu.*

Jacques Charrier

Généalogie

Ce numéro, qui traite exclusivement de la généalogie, est parfaitement conçu et nul doute que beaucoup de nos amis généalogistes le conserveront dans leur bibliothèque. C'est la raison pour laquelle nous nous ferons un plaisir d'annoncer dans notre prochaine revue trimestrielle, celle d'octobre-novembre-décembre 1994, le n° 65, la sortie de votre publication. Nos remerciements s'adressent également à vous pour avoir cité notre association dans les plus importantes existantes en France. Il est vrai que cela est exact puisqu'à ce jour, nous ne comptons pas moins de 1 386 adhérents et que notre Cercle généalogique de Languedoc est présent sur 12 départements avec 12 sections locales, animées chacune par un(e) ou plusieurs animateurs(trices), sans oublier l'Ile-de-France.

Le Cercle généalogique du Languedoc

Prince de Bourbon-Parme

Votre relation de l'entretien que vous a accordé le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme m'a particulièrement intéressée. Je n'ai pas compris sa filiation avec la duchesse de Berry. Le comte de Chambord n'est-il pas mort sans postérité ?

Marie Jardin

Vous avez raison. le comte de Chambord, unique héritier de la branche aînée des Bourbons n'a pas eu de descendance.
En revanche, sa sœur, Louise-Marie de Berry, épousa Charles III, duc de Parme, dont elle eut un fils Robert, aïeul du prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme.

Fausse noblesse

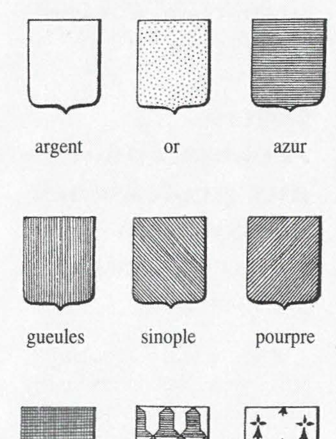
Pour illustrer l'article de Fernand de Saint-Simon « Vrais et faux aristocrates », vous publiez p. 40 la photo (fort belle) de l'ancien mannequin Inès de la Fressange. Vraie ou fausse noblesse ? La belle Inès est la descendante directe du banquier Élie Léonce André Lazard, dont la fille Simone épousa en premières noces Paul de Saignard, marquis de la Fressange, grand père de notre héroïne. Un blason redoré au prix d'une mésalliance. Cela se fait toujours.

Benoît Reinaldi

Dans notre numéro 11, p. 49, nous avions publié un encadré sur les signes conventionnels des couleurs du blason. L'illustration avait été défigurée par un incident technique. Nous le rétablissons ici avec les explications descriptives.

Les couleurs du blason

Les anciens boucliers qui ont servi de support à la naissance de l'héraldisme étaient en métal ou en bois. Les premiers étaient peints de couleurs vives. Les seconds étaient recouverts de fourrure.



Les boucliers de métal offraient à la décoration leur couleur naturelle (fer ou cuivre, argenté ou doré). Les deux couleurs de base de l'héraldisme sont donc le blanc (argent) ou le jaune (or). Ensuite, diverses couleurs vives ont été ajoutées que l'on appelle les émaux. L'héraldisme les désigne suivant son propre code des couleurs : le bleu (azur), le rouge (gueules), le vert (sinople), auxquelles s'ajoutent parfois le pourpre et l'orangé.
Des boucliers couverts de peaux de bêtes, l'héraldisme a retenu les fourrures ou pannes. La zibeline dite sable, qui est un noir uni (et que l'on compte désormais parmi les émaux). Le vair, écureuil petit-gris de Russie à dos bleuâtre et ventre blanc, enfin l'hermine, dont la robe d'hiver est d'un blanc de neige avec la queue noire. Les représentations héraldiques en ont été stylisées. Le vair est figuré par une suite de figures en clochettes bleues disposées en lignes horizontales et imbriquées de figures inversées blanches. L'hermine stylise les queues noires de l'animal sur fond blanc.
Lorsque les couleurs ne peuvent être peintes, elles sont représentées par des signes conventionnels plus ou moins hachurés figurés sur les blasons ci-contre.